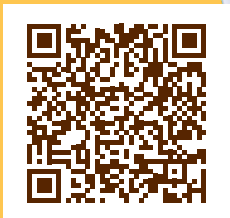




BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

RAPPORT ANNUEL

2020

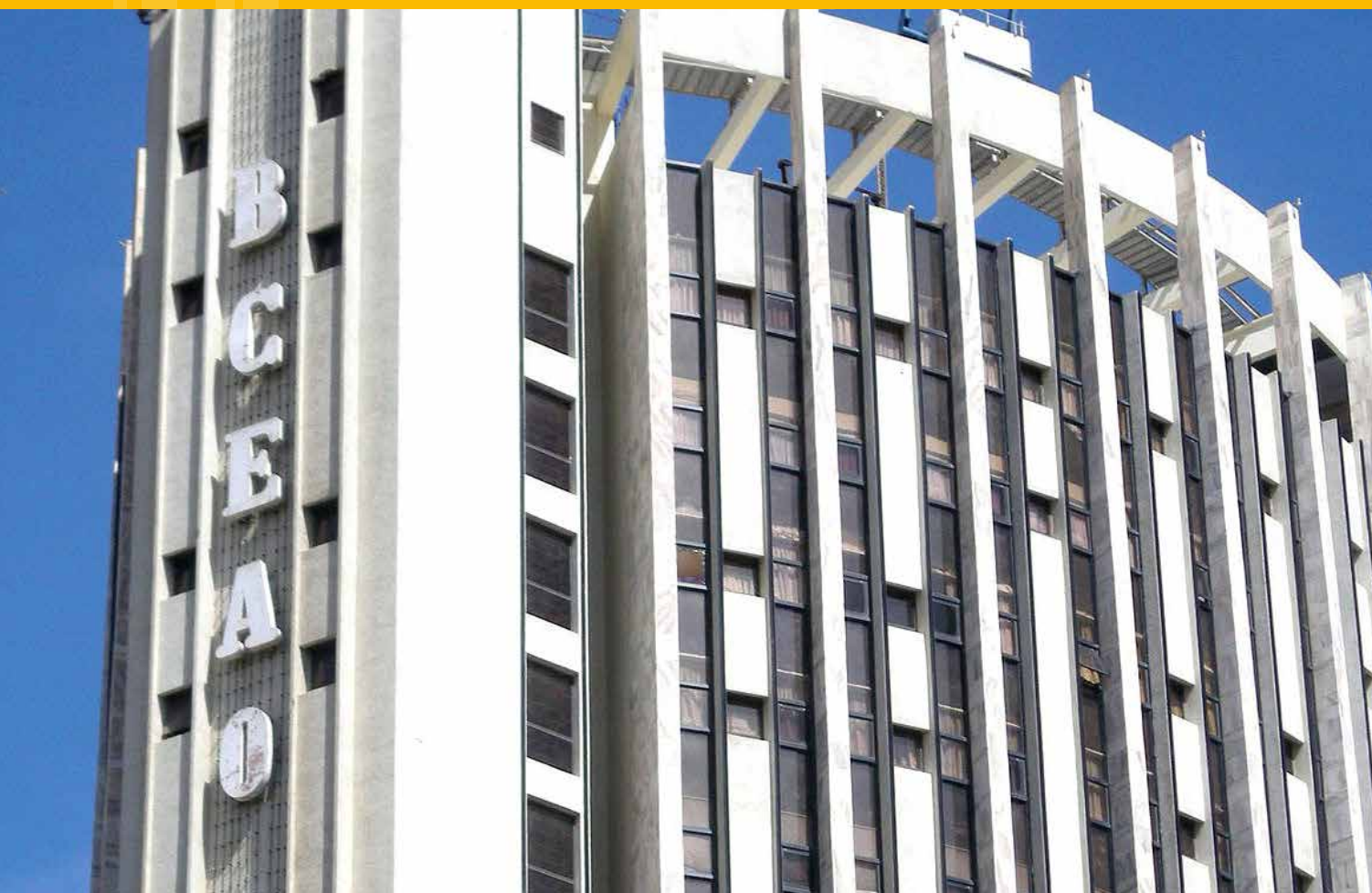


RAPPORT ANNUEL

2020



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



SOMMAIRE

MESSAGE DU GOUVERNEUR	VII
TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2020	XI
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XVII
VUE D'ENSEMBLE	XXIII
I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER.....	1
II MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE	25
III EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES	41
IV GESTION DES SIGNES MONETAIRES, DES SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT ET DES RESERVES DE CHANGE	59
V ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO.....	69
VI COOPERATION INTERNATIONALE	105
ANNEXES.....	109



Le rapport annuel de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest peut être consulté sur le site Web de la Banque, à l'adresse :

<https://www.bceao.int/fr/publications/rapport-annuel-de-la-bceao-2020>

Pour d'amples renseignements, veuillez contacter la Direction de la Documentation, des Publications et des Archives :

Siège de la BCEAO : Avenue Abdoulaye Fadiga - BP 3108 - Dakar, SENEGAL

Tél. : (221) 33 839 05 00 • Fax : (221) 33 823 93 35

E-mail : courrier.bceao@bceao.int • Site web : www.bceao.int

ISBN : 978-2-9161-4028-5

ISSN : 08505519

© Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Croissance de l'activité économique mondiale	3
Graphique 2 : Evolution des cours du pétrole	5
Graphique 3 : Evolution des cours du cacao	5
Graphique 4 : Evolution des cours du café robusta	5
Graphique 5 : Evolution des cours du coton	6
Graphique 6 : Evolution des cours du caoutchouc	6
Graphique 7 : Constitution des réserves obligatoires des banques de l'UMOA	30
Graphique 8 : Couverture des importations par les réserves de change de l'Union (en mois)	36
Graphique 9 : Contributions à la croissance annuelle du crédit bancaire (en points de pourcentage)	38
Graphique 10 : Contributions des contreparties à la croissance annuelle de la masse monétaire	39
Graphique 11 : Evolution trimestrielle des bons et obligations du trésor en 2019 et 2020	46
Graphique 12 : Niveaux de concentration des risques bancaires par secteur d'activités	52
Graphique 13 : Evolution du nombre de participants à SICA-UEMOA et STAR-UEMOA	62
Graphique 14 : Evolution en volume des échanges inter-pays de 2017 à 2020	63
Graphique 15 : Evolution en valeur des échanges inter-pays de 2017 à 2020	64
Graphique 16 : Evolution des effectifs de la BCEAO	91

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution des taux de change moyens annuels (quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA)	9
Tableau 2 : Evolution des taux de change moyens trimestriels (quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA)	10
Tableau 3 : Evolution des contributions à la croissance du produit intérieur brut de l'Union	11
Tableau 4 : Variation des prix à la consommation en 2019 et 2020 (en pourcentage)	16
Tableau 5 : Situation des finances publiques en 2020	19
Tableau 6 : Evolution de la balance des paiements sur la période 2018-2020 (en milliards de FCFA)	21
Tableau 7 : Coefficients de réserves obligatoires applicables aux banques	31
Tableau 8 : Evolution des taux interbancaires en 2020 (moyenne pondérée en pourcentage)	34
Tableau 9 : Evolution des prêts interbancaires dans l'UMOA en 2020 (en millions de FCFA)	35
Tableau 10 : Créances nettes des institutions de dépôt sur l'APUC (en milliards)	37
Tableau 11 : Taux d'intérêt moyens des bons du trésor (en pourcentage)	46
Tableau 12 : Emissions brutes par adjudication et syndication sur le marché régional des titres publics (en milliards de FCFA)	47
Tableau 13 : Encours des titres publics à fin décembre 2020 sur le marché financier régional (montants en milliards de FCFA)	48

LISTE DES ENCADRES

Encadré 1 : Mesures prises par la BCEAO dans le cadre de la lutte contre la Covid-19	27
Encadré 2 : Covid-19 : Assouplissements réglementaires consentis aux établissements de crédit et aux systèmes financiers décentralisés (SFD)	51
Encadré 3 : Mesures prises par la Banque Centrale pour la promotion des moyens de paiement électroniques dans le cadre de la lutte contre la Covid-19	57
Encadré 4 : Fin des travaux de construction et d'aménagement du complexe immobilier abritant le Centre de Traitement Fiduciaire (CTF)	61
Encadré 5 : Profil du rapatriement des recettes d'exportation	67

LISTE DE SIGLES ET ABBREVIATIONS

AFI	Alliance pour l'Inclusion Financière
AfPI	Initiative Africaine sur les Politiques d'Inclusion Financière
APBEF	Associations Professionnelles des Banques et Etablissements Financiers
APSPD	Associations Professionnelles des Systèmes Financiers Décentralisés
APUC	Administrations Publiques Centrales
ART	Autorités de Régulation des Télécommunications
BAD	Banque Africaine de Développement
BCE	Banque Centrale Européenne
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BCRG	Banque Centrale de la République de Guinée
BEAC	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
BIC	Bureau d'Informations sur le Crédit
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
BoG	Banque du Ghana
BRB	Banque de la République du Burundi
BRVM	Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
BRI	Banque des Règlements Internationaux
CBN	Banque Centrale du Nigéria
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CESAG	Centre Africain d'Etudes Supérieures en Gestion
CFA	Communauté Financière Africaine
CFPB	Centre de Formation de la Profession Bancaire
CIBAFI	Conseil Général des Banques et Institutions Financières Islamiques
CIERE	Conférence des Institutions d'Enseignement et de Recherche Economique et de Gestion en Afrique
CIP	Centrale des Incidents de Paiement
CMFI	Comité Monétaire et Financier International
COFEB	Centre Ouest Africain de Formation et d'Etudes Bancaires
CONOBAFI	Comité Ouest Africain d'Organisation et de Normalisation Bancaire et Financière
CPMP	Comité de Politique Macroprudentielle
CREPMF	Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers
CSF-UMOA	Comité de Stabilité Financière dans l'UMOA
CTF	Centre de Traitement Fiduciaire
DTS	Droits de Tirages Spéciaux
DSGE	Dynamic Stochastic General Equilibrium
EGFIP	Groupe des Experts sur les Politiques d'Inclusion Financière
EME	Etablissements de Monnaie Electronique
FAD	Fonds Africain de Développement
FCR	Facilité de Crédit Rapide
FED	Réserve fédérale des Etats-Unis
FERDI	Fondation pour les Etudes et Recherches sur le Développement International
FF-ARC	Fonds Fiduciaire d'Assistance et de Riposte aux Catastrophes

FGDR-UMOA	Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution dans l'Union Monétaire Ouest-Africaine
FISEC	Fichier de la Situation des Etablissements de Crédits
FMI	Fonds Monétaire International
FODEP	Formulaire de Déclaration des Etats Prudentiels
FORTUNA	Gestion Financière des Opérations, Règlements et Transferts Autonomes hors UEMOA
GERDEDES	Groupe d'Etudes et de Recherches sur la Démocratie et le Développement Economique et Social
GPE	Gestion de la Politique Economique
IFC	Société Financière Internationale
IFR	Instrument de Financement Rapide
IMF	Infrastructures des Marchés Financiers
INS	Instituts Nationaux de la Statistique
ISSD	Initiative de Suspension du Service de la Dette
ITB	Institut Technique de Banque
LBC/FT	Lutte contre le Blanchiment des Capitaux et le Financement du Terrorisme
MEDC	Mécanisme Elargi de Crédit
OMVS	Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal
OMVG	Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Gambie
PAF	Prix Abdoulaye FADIGA
PBoC	Banque Populaire de Chine
PCI-DSS	Payment Card Industry Data Security Standard
PIB	Produit Intérieur Brut
PIMF	Principes pour les Infrastructures de Marchés Financiers
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés
PSI	Politique de Sécurité de l'Information
PTCI	Programme de Troisième Cycle Interuniversitaire
REM	Revue Economique et Monétaire
RLCT	Ratio de Liquidité à Court Terme
RLLT	Ratio de Liquidité à Long Terme
SESRIC	Centre de Recherches Statistiques, Economiques et Sociales et de Formation pour les Pays Islamiques
SFD	Systèmes Financiers Décentralisés
SGI	Sociétés de Gestion et d'Intermédiation
SICA-UEMOA	Système Interbancaire de Compensation Automatisé dans l'UEMOA
SMQ	Système de Management de la Qualité
SOMAIR	Société des Mines de l'Air
SRIF	Stratégie Régionale d'Inclusion Financière
STAR-UEMOA	Système de Transfert Automatisé et de Règlement dans l'UEMOA
SWIFT	Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication
TIAO	Taux d'Intérêt des Appels d'Offres
TPN	Trésors Publics Nationaux
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine

MESSAGE DU GOUVERNEUR



Tiémoko Meyliet KONE
Gouverneur de la Banque Centrale
des Etats de l'Afrique de l'Ouest,
Président du Conseil d'Administration

L'année 2020 a été marquée par une crise sanitaire causée par la Covid-19, devenue en quelques mois une pandémie. Les mesures de santé publique prises en vue de contenir sa propagation ont provoqué simultanément un choc d'offre et un choc de demande d'une ampleur sans précédent depuis la seconde guerre mondiale, partout dans le monde. Les effets conjugués de ces chocs ont entraîné un recul de -3,5% du produit intérieur brut (PIB) mondial.

Les économies des Etats membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) n'ont pas été épargnées par les effets de cette crise. L'activité économique a enregistré un ralentissement brutal. Le taux de croissance du PIB est ainsi passé de 5,7% en 2019 à 0,9% en 2020.

Dans ce contexte d'incertitudes, la Banque Centrale a continué à accomplir sa mission fondamentale, à savoir la mise en œuvre de la politique monétaire, en vue de maintenir la stabilité des prix, tout en apportant son soutien aux politiques économiques des Etats membres.

Elle a également poursuivi la mise en œuvre des réformes visant la consolidation de la stabilité bancaire et financière de l'Union, la promotion de l'inclusion financière ainsi que la garantie du bon fonctionnement des systèmes de paiement.

En l'absence de pressions inflationnistes susceptibles de remettre en cause la stabilité des prix dans l'Union et face aux risques pesant sur la croissance économique, la Banque Centrale a procédé à un assouplissement de sa politique monétaire. Ainsi, elle a augmenté le volume de liquidités mises à la disposition des banques, afin d'atténuer les tensions sur leur trésorerie et leur permettre de continuer à jouer efficacement leur rôle dans le financement des économies. Dès le mois de mars 2020, l'Institut d'émission a décidé de satisfaire la totalité des besoins de liquidité des banques exprimés à ses guichets de refinancement. Le volume des concours ainsi octroyés s'est élevé à 5.798,3 milliards à fin décembre 2020, en hausse de 29,2% par rapport à fin mars 2020. Le taux d'intérêt appliqué à ces concours est passé de 2,7% en moyenne en mars à un taux fixe de 2,5% en avril, puis à 2,0% depuis le 24 juin 2020, suite à la décision prise par le Comité de Politique Monétaire de réduire de 50 points de base le principal taux directeur de la Banque Centrale. Ce taux est l'un des plus faibles en Afrique et historiquement le plus bas appliqué par la BCEAO.

Les difficultés de certains clients à honorer leurs échéances bancaires, consécutives à la baisse soudaine de l'activité économique, étaient également de nature à créer des risques susceptibles d'affecter la stabilité financière. L'enjeu majeur était de préserver l'outil de production et de sauvegarder les emplois. A cette fin, les banques et les institutions de microfinance ont été autorisées par la BCEAO à accorder des reports d'échéances de prêts, sans frais ni pénalités, à leur clientèle affectée par la crise et éprouvant des difficultés à rembourser les dettes, sans que ces reports n'affectent la situation prudentielle de ces institutions financières. Les premières analyses de l'impact de cette initiative montrent qu'elle a contribué à préserver la qualité du portefeuille des établissements de crédit. Outre ces mesures conjoncturelles, la Banque Centrale a

poursuivi les travaux relatifs à l'opérationnalisation de la politique macroprudentielle dans l'Union, qui ont notamment abouti à l'adoption des indicateurs destinés au suivi des risques de nature systémique et à la validation des instruments nécessaires à la gestion desdits risques. En particulier, l'accent a été mis sur les travaux de calibrage du coussin contracyclique.

Les actions entreprises en faveur de l'inclusion financière ont essentiellement porté sur la mise en œuvre de la stratégie régionale d'inclusion financière et du projet d'interopérabilité des services financiers numériques. Pour faciliter l'application des mesures de distanciation sociale par les populations, la BCEAO a pris des mesures de nature à donner une impulsion à l'utilisation des moyens de paiement électroniques. Les émetteurs de monnaie électronique et les banques ont été invités à réduire les coûts des services financiers digitaux, les commissions payées par les commerçants sur les paiements marchands, les frais de retrait par carte bancaire et ceux appliqués aux virements de la clientèle. En outre, les conditions d'ouverture de comptes de monnaie électronique ont été assouplies et le plafond de rechargement du porte-monnaie électronique a été relevé. Ces mesures ont contribué à accroître l'inclusion financière, comme en atteste la forte augmentation du nombre de nouveaux comptes de monnaie électronique ouverts sur la période. Par ailleurs, la BCEAO a poursuivi son appui aux Etats dans la digitalisation de leurs paiements, offrant des opportunités d'exécuter avec célérité et de manière plus sécurisée les transactions au profit des populations cibles.

Les Etats membres devaient faire face en 2020 à l'impératif d'une mobilisation accrue des ressources financières sur les marchés, en vue de financer les dépenses urgentes liées à la lutte contre la crise sanitaire et économique. Ces dépenses imprévues dépassaient largement les ressources budgétaires disponibles, entraînant un creusement des déficits publics dont le financement devait être couvert par le recours au marché financier régional. A l'initiative de la Banque Centrale, les Etats ont été accompagnés par l'Agence UMOA-Titres pour l'émission de bons du Trésor dénommés "Bons Covid-19" d'une

maturité de trois mois. Dans le cadre de cette initiative, les Trésors publics ont pu mobiliser un montant cumulé d'environ 3.200 milliards de francs CFA sur l'année 2020. La liquidité de ces titres a été assurée par l'ouverture par la BCEAO, d'un guichet spécial de refinancement à trois mois, au taux fixe de 2,50% dès fin mars, puis de 2,0% à compter de juin 2020.

Au titre du renforcement des capacités, la BCEAO a continué d'apporter son assistance aux Etats, aux institutions financières de l'Union et à certaines Banques Centrales à travers les programmes de formation dispensée à leurs cadres par le Centre Ouest Africain de Formation et d'Etudes Bancaires. Dès le mois d'avril 2020, ces programmes ont été réaménagés et exécutés en mode distanciel par le biais du télé-enseignement, en ce qui concerne la formation diplômante, et de webinaires s'agissant des formations de courte durée et des conférences.

Dans le domaine de l'intégration régionale, les impacts négatifs de la crise sanitaire n'ont pas permis la réalisation des conditions nécessaires au lancement de la monnaie unique de la CEDEAO qui était prévu en 2020. En conséquence, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont décidé de reporter à une date ultérieure le démarrage de l'union monétaire de la CEDEAO.

Telles sont les principales actions entreprises en 2020 par la BCEAO dont ce rapport rend compte. Fidèle à ses missions, la Banque Centrale continuera d'apporter son concours en vue de soutenir les programmes de relance économique des Etats membres de l'UMOA au cours de l'année 2021, et de créer les conditions favorables à la consolidation de la stabilité des prix et au financement adéquat des secteurs productifs, pour la restauration rapide du potentiel de croissance dont la réalisation conditionne l'amélioration du bien-être des populations.

Le Gouverneur de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, Président du Conseil d'Administration.



TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2020

Le Gouverneur de la BCEAO M. Tiémoko Meyliet KONE
entouré des Vice-Gouverneurs M. Norbert TOE et M. Abdoulaye DIOP

EVENEMENTS MARQUANTS

GESTION DE LA BCEAO

17/08/2020

Reconduction de M.Tiémoko Meyliet KONE dans les fonctions de Gouverneur de la BCEAO

La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, organe suprême de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA), a décidé de reconduire Monsieur Tiémoko Meyliet KONE dans les fonctions de Gouverneur de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), pour un mandat de six (6) ans, à compter du 17 août 2020.

A cette occasion, Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA, Président de la République de Côte d'Ivoire, Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union, a adressé, au nom de ses pairs, ses chaleureuses félicitations au Gouverneur pour cette reconduction qui traduit la pleine satisfaction de la Conférence pour les résultats obtenus à la suite des actions impulsées sous son leadership, permettant ainsi aux Etats de l'Union de relever les défis liés à la croissance économique.

La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement a formé à l'endroit de Monsieur le Gouverneur ses vœux de plein succès dans l'exercice de ce nouveau mandat.

INTEGRATION ECONOMIQUE ET MONETAIRE

10/09/2020

Visite à la BCEAO de Monsieur Serge EKUE, nouveau Président de la BOAD



Le Gouverneur a reçu en audience, le 10 septembre 2020, Monsieur Serge EKUE, nouveau Président de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), nommé le 18 août 2020 par le Conseil des Ministres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA).

Pour sa première visite à une institution de l'Union, le Président de la BOAD a choisi la Banque Centrale, son principal actionnaire.

M. EKUE a été accueilli par le Gouverneur KONE, en présence du Vice-Gouverneur Norbert TOE.

INCLUSION FINANCIERE

09/09/2020

Cinquième Assemblée Générale Annuelle de l'Alliance pour l'Inclusion Financière

La Banque Centrale a présidé, le 9 septembre 2020, la 5^e Assemblée Générale Annuelle de l'Alliance pour l'Inclusion Financière (AFI), organisée par visioconférence. La rencontre a permis aux membres d'échanger sur les perspectives stratégiques de l'Alliance et d'adopter des modèles de politiques ainsi qu'une déclaration visant à améliorer l'engagement de l'AFI, à travers la mise en œuvre de politiques d'atténuation des risques susceptibles de compromettre les objectifs d'inclusion financière, tels que ceux engendrés par la crise sanitaire liée à la Covid-19.

19/08/2020

Huitième table ronde des Leaders de l'Initiative Africaine sur les Politiques d'Inclusion Financière

La BCEAO a pris part, le 19 août 2020, à la 8^e table ronde des Leaders de l'Initiative Africaine sur les Politiques d'Inclusion Financière (AfPI), organisée par visioconférence, en collaboration avec la Banque Centrale de Tanzanie, autour du thème « Renforcer les catalyseurs pour accélérer l'inclusion financière en Afrique ». En prélude à cette rencontre, une réunion du Groupe des Experts sur les Politiques d'Inclusion Financière (EGFIP) a été organisée, les 18 et 19 août 2020, de même qu'une session de renforcement des capacités à l'intention des représentants des institutions africaines membres du réseau. Cette

session a porté sur les approches permettant d'améliorer le financement des micro, petites et moyennes entreprises en Afrique, le renforcement des canaux de distribution des services financiers numériques et l'adaptation de la surveillance du secteur financier pendant la pandémie de la Covid-19.

03/09/2020 et 26/11/2020

Ateliers de restitution d'études aux acteurs de l'écosystème des paiements

- **Etude sur la maturité du marché financier de l'UEMOA dans le cadre de l'interopérabilité des services financiers numériques**

La BCEAO a organisé, le 3 septembre 2020, en relation avec la Banque Africaine de Développement (BAD), un atelier virtuel pour partager les résultats de l'étude sur la maturité du marché de l'UEMOA, dans le cadre de la mise en place du système d'interopérabilité des services financiers numériques. Cette étude a notamment permis de faire l'état des lieux de l'écosystème des paiements numériques de l'Union, du niveau de maturité des différents Etats membres et d'identifier les contraintes et défis à relever pour la mise en œuvre de l'interopérabilité des services financiers numériques.

- **Tarifification des services financiers numériques dans l'UEMOA**

La Banque Centrale a organisé, le 26 novembre 2020, un atelier virtuel de restitution des résultats de l'étude sur la tarification des services financiers numériques dans l'UEMOA. Cette étude avait pour objectifs de dresser un état des lieux des services financiers numériques offerts par les émetteurs de monnaie électronique dans l'UEMOA et d'effectuer une comparaison

de la tarification de ces services, entre les pays de l'Union et d'autres pays africains. Elle devait également formuler des recommandations visant la baisse des tarifs et la mise en place d'un outil de suivi de la tarification, en vue de renforcer la transparence sur le coût de ces services.

COOPERATION INTERNATIONALE

16 - 19/04/2020 et 12 - 20/10/2020

Réunions annuelles des Institutions financières internationales

Le Gouverneur de la BCEAO a pris part aux réunions de printemps et aux Assemblées annuelles des Institutions de Bretton Woods, tenues respectivement du 16 au 19 avril et du 12 au 20 octobre 2020. Les principaux temps forts ont été les sessions plénières du Comité Monétaire et Financier International (CMFI) des Gouverneurs du Fonds Monétaire International (FMI) et du Comité du Développement (CD) de la Banque Mondiale.

25 - 29/05/2020

Assemblées annuelles 2020 des Conseils des Gouverneurs du Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD) et du Fonds Africain de Développement (FAD)

Le Gouverneur a pris part aux Assemblées annuelles 2020 des Conseils des Gouverneurs du Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD) et du Fonds Africain de Développement (FAD), tenues du 25 au 29 mai 2020, par visioconférence.



Le thème central de ces rencontres était : « *Créer des emplois décents pour la jeunesse africaine en plein boom démographique* ». La BAD, qui a placé cette problématique au cœur de ses actions, a développé sa stratégie « *Emplois pour les jeunes en Afrique 2016-2025 (Jobs for Youth in Africa 2016-2025)* ». Elle vise à créer 25 millions d'emplois pour les jeunes africains au cours des dix prochaines années. Sa mise en œuvre devrait permettre d'accroître leur employabilité et leur taux de réussite dans l'entrepreneuriat.

02/11/2020

Réunion des Ministres des Finances et des Gouverneurs des Banques Centrales de la France, de la CEMAC, de l'UEMOA et des Comores

Dans le cadre de la coopération entre l'UEMOA, la CEMAC, l'Union des Comores et la France, le Gouverneur de la BCEAO a participé, le 2 novembre 2020, à la réunion des Ministres des Finances et des Gouverneurs, organisée par la Banque de France. La rencontre a permis d'échanger sur les mesures macroéconomiques à promouvoir pour relancer la croissance et l'intégration régionale, le bilan de l'initiative de suspension du service

de la dette (ISSD) lancée par le G20 et la réponse multilatérale à la crise de la Covid-19, ainsi que les réformes permettant d'assurer la soutenabilité à long terme de la dette publique dans les économies desdites régions.

1^{er}/12/2020

Audience accordée au Commissaire de sa Majesté Britannique en charge du Commerce pour l'Afrique

Le Gouverneur a accordé une audience à Madame Emma WADE-SMITH, Commissaire de sa Majesté Britannique en charge du Commerce pour l'Afrique, le 1^{er} décembre 2020. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la coopération entre la BCEAO et la Banque d'Angleterre (BoE), formalisée en juillet 2019. Elle avait pour objectif d'échanger sur le raffermissement du partenariat économique entre le Royaume-Uni et l'Afrique, ainsi que sur les nouvelles opportunités d'investissement pour les entreprises britanniques sur le continent.

03/12/2020

Rencontre entre les Gouverneurs de la BCEAO et de la Banque de France

Le Gouverneur de la BCEAO s'est entretenu le 3 décembre 2020 avec son homologue Monsieur François VILLEROY de GALHAU, Gouverneur de la Banque de France, dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord de coopération entre les deux banques centrales.

La rencontre a permis de dresser le bilan des actions réalisées depuis 2012 et de définir les axes de partenariat pour la période 2021-2022. Les deux Gouverneurs ont également

échangé sur les mesures mises en œuvre par les banques centrales face à la crise de la Covid-19. Les discussions ont permis de passer en revue les principales actions menées par les deux institutions en réponse à la crise sanitaire et d'identifier les principales leçons à tirer du contexte, les défis qui se profilent, ainsi que l'orientation de politique à privilégier.

18/12/2020

Audience accordée à sa Majesté la Reine Máxima des Pays-Bas

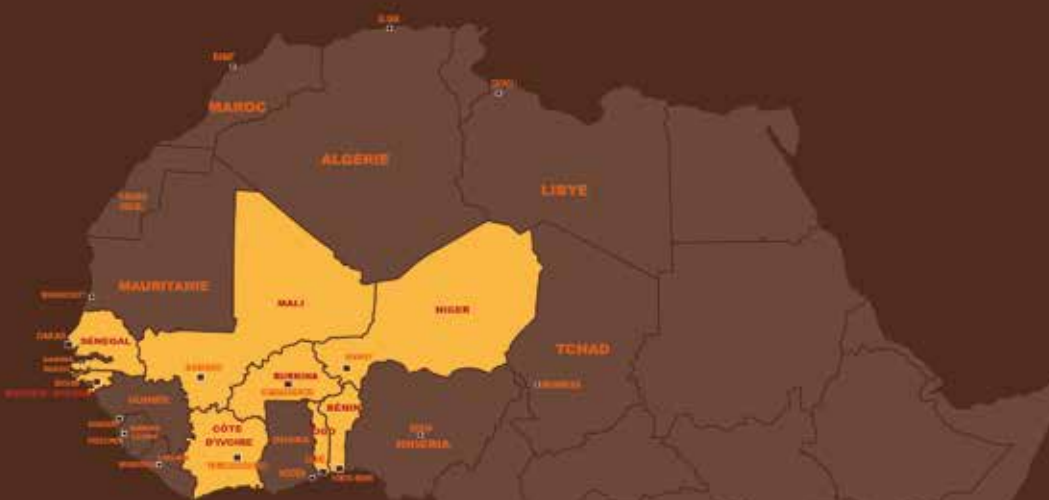


Le Gouverneur a accordé une audience, le 18 décembre 2020, à Sa Majesté la Reine Máxima du Royaume des Pays-Bas, en sa qualité de Mandataire Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour la finance inclusive (UNSGSA). Cette rencontre avait pour objectif de permettre à l'UNSGSA de présenter ses travaux au Gouverneur de la BCEAO et d'échanger sur les politiques et programmes pertinents d'inclusion financière qui pourraient être menés conjointement avec la BCEAO, en faveur du renforcement de l'accès des populations aux services financiers.



COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

L'UNION MONETAIRE OUEST AFRICAINE (UMOA)



L'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) regroupe les huit Etats membres suivants :



L'Union Monétaire constituée entre les Etats susmentionnés se caractérise par la reconnaissance d'une même unité monétaire dont l'émission est confiée à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

Institut d'émission commun des Etats membres de l'UMOA, la BCEAO est chargée notamment d'assurer la gestion de leur monnaie commune, le Franc de la Communauté Financière Africaine (FCFA), de leurs réserves de change et de mettre en œuvre la politique monétaire commune.

N.B. - En l'absence de toute autre précision, les valeurs indiquées dans ce rapport sont exprimées en FCFA.

CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DE L'UMOA

Son Excellence Monsieur **Patrice TALON**,
Président de la République du Bénin.

Son Excellence Monsieur **Roch Marc Christian KABORE**,
Président du Faso.

Son Excellence Monsieur **Alassane OUATTARA**,
Président de la République de Côte d'Ivoire,
Président en exercice de la Conférence.

Son Excellence Monsieur **Umaro Sissoco EMBALO**,
Président de la République de Guinée-Bissau.

Son Excellence Monsieur **Bah N'DAW**,
Président de la Transition, République du Mali.

Son Excellence Monsieur **Issoufou MAHAMADOU**,
Président de la République du Niger.

Son Excellence Monsieur **Macky SALL**,
Président de la République du Sénégal.

Son Excellence Monsieur **Faure Essozimna GNASSINGBE**,
Président de la République Togolaise.

CONSEIL DES MINISTRES DE L'UMOA

REPUBLIQUE DU BENIN

- **M. Romuald WADAGNI**, Ministre de l'Economie et des Finances ;
- **M. Abdoulaye BIO TCHANE**, Ministre d'Etat chargé du Plan et du Développement.

BURKINA FASO

- **M. Lassané KABORE**, Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement ;
- **M. Paul Robert TIENDREBEOGO**, Ministre de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur.

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

- **M. Adama COULIBALY**, Ministre de l'Economie et des Finances ;
- **M. Abdourahmane CISSE**, Ministre du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables.

REPUBLIQUE DE GUINEE-BISSAU

- **M. João Alage Mamadu FADIA**, Ministre des Finances ;
- **M^{me} Mónica Buaró DA COSTA**, Secrétaire d'Etat du Plan et de l'Intégration Régionale.

REPUBLIQUE DU MALI

- **M. Alousséni SANOU**, Ministre de l'Economie et des Finances ;
- **M. Harouna NIANG**, Ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Promotion des Investissements.

REPUBLIQUE DU NIGER

- **M. Mamadou DIOP**, Ministre des Finances ;
- **M^{me} KANE Aïchatou BOULAMA**, Ministre du Plan.

REPUBLIQUE DU SENEGAL

- **M. Abdoulaye Daouda DIALLO**, Ministre des Finances et du Budget ;
- **M. Amadou HOTT**, Ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération.

REPUBLIQUE TOGOLAISE

- **M. Sani YAYA**, Ministre de l'Economie et des Finances, Président du Conseil des Ministres ;
- **M. Simféitchéou PRE**, Ministre, Conseiller du Président de la République.

COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE DE LA BCEAO

M. Tiémoko Meyliet KONE,
Gouverneur de la BCEAO
Président du Comité.

M. Norbert TOE, Vice-Gouverneur

M. Abdoulaye DIOP, Vice-Gouverneur

MEMBRES REPRESENTANT LES ETATS

REPUBLIQUE DU BENIN

M. Yaovi Clément AZIAGNIKOUDA, Directeur du Trésor.

BURKINA FASO

M. Tertius ZONGO, Directeur de la Chaire Sahel de la Fondation pour les Etudes et Recherches sur le Développement International (FERDI).

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

M. Mama OUATTARA, Professeur à l'Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody, Directeur du programme de formation en Gestion de la Politique Economique (GPE)

REPUBLIQUE DE GUINEE-BISSAU

M. José BIAI, Conseiller du Premier Ministre et Coordinateur du Programme d'Assistance Technique de l'UEMOA.

REPUBLIQUE DU MALI

M. Sidiki TRAORE, Directeur Général du Budget au Ministère de l'Economie et des Finances.

REPUBLIQUE DU NIGER

M. Ibrahim MAHAMANE DAN SOUNSOU, Consultant à la Maison de l'Entreprise (Coach Lauréat CPA), Administrateur à SAHFI Tanyo, établissement financier de garantie.

REPUBLIQUE DU SENEGAL

M. Moussa TOURE, Directeur de la Monnaie et du Crédit au Ministère des Finances et du Budget.

REPUBLIQUE TOGOLAISE

M. Mohamed TAKPARA-KHOURA, Enseignant-Chercheur à la retraite.

MEMBRES NOMMES INTUITU PERSONAE

- **M. Lansina BAKARY**, Président du Conseil de Surveillance de la Caisse des Dépôts et Consignations de Côte d'Ivoire ;
- **M. Maïna Boukar MOUSSA**, Vice-Président du Groupe d'Etudes et de Recherches sur la Démocratie et le Développement Economique et Social (GERDDES), Niamey (République du Niger) ;

• **M. Adama DIAW**, Professeur Titulaire de Sciences Economiques, Directeur de l'Ecole Doctorale des Sciences de l'Homme et de la Société à l'Université Gaston Berger, Saint-Louis (République du Sénégal) ;

• **M. Kodzo Mawuena DOSSA**, Economiste, Lomé (République Togolaise) ;

• **M. Michel LAZARE**, Economiste, Chevy Chase (USA).

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BCEAO

M. Tiémoko Meyliet KONE,
Gouverneur de la BCEAO
Président du Conseil.

REPUBLIQUE DU BENIN

M. Oumara KARIMOU ASSOUMA, Directeur
Général du Trésor et de la Comptabilité Publique.

BURKINA FASO

M. Célestin Santéré SANON, Directeur Général
du Trésor et de la Comptabilité Publique.

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

M. Konan Jacques ASSAHORE, Directeur
Général du Trésor et de la Comptabilité Publique.

REPUBLIQUE DE GUINEE-BISSAU

M. Mamadu BALDE, Directeur Général du Trésor
et de la Comptabilité Publique.

REPUBLIQUE DU MALI

M. Soussourou DEMBELE, Secrétaire Général
du Ministère de l'Economie et des Finances.

REPUBLIQUE DU NIGER

M. Habou HAMIDINE, Secrétaire Général du
Ministère des Finances.

REPUBLIQUE DU SENEGAL

M. Abdoulaye FALL, Trésorier Général, Direction
Générale de la Comptabilité Publique et du Trésor.

REPUBLIQUE TOGOLAISE

M. Ekpao ADJABO, Directeur Général du Trésor
et de la Comptabilité Publique.

COMITE D'AUDIT DE LA BCEAO

BURKINA FASO

M. Célestin Santéré SANON, Directeur Général
du Trésor et de la Comptabilité Publique.

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

M. Konan Jacques ASSAHORE, Directeur
Général du Trésor et de la Comptabilité Publique.

REPUBLIQUE DE GUINEE-BISSAU

M. Mamadu BALDE, Directeur Général du Trésor
et de la Comptabilité Publique.

REPUBLIQUE TOGOLAISE

M. Ekpao ADJABO, Directeur Général du Trésor et
de la Comptabilité Publique, Président du Comité.

VUE D'ENSEMBLE

- 3,5% (2020)
2,8% (2019)

Le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à -3,5% en 2020 contre 2,8% en 2019.

0,9% (2020)
5,7% (2019)

Celui de l'UEMOA est estimé à 0,9% en 2020 après 5,7% en 2019.

2,1% (2020)
-0,7% (2019)

Le taux d'inflation en moyenne annuelle est ressorti à 2,1% en 2020 contre -0,7% en 2019.

5.798,3 milliards de FCFA (2020)
4.712,6 milliards de FCFA (2019)

L'encours des avances sur les guichets de refinancement s'est établi à 5.798,3 milliards à fin décembre 2020 contre 4.712,6 milliards un an plus tôt.

L'environnement économique et financier international a été marqué par une croissance négative, imputable aux conséquences économiques et financières de la crise liée au coronavirus, aux tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine ainsi qu'aux incertitudes liées aux élections américaines. Le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à -3,5% en 2020 contre 2,8% en 2019.

Dans ce contexte défavorable, l'activité économique dans l'Union s'est fortement ressentie des mesures prises par les Etats membres pour limiter la propagation de la pandémie, notamment la fermeture des frontières, la suspension temporaire du trafic routier et aérien international, ainsi que les mesures de confinement. Le taux de croissance du produit intérieur brut de l'UEMOA est estimé à 0,9% en 2020 après 5,7% en 2019. Ce net recul de la croissance résulte de la baisse généralisée de l'activité économique dans les secteurs manufacturier, financier, touristique, hôtelier et celui de la restauration. En moyenne annuelle, le taux d'inflation est ressorti à 2,1% en 2020 contre une réalisation de -0,7% en 2019.

Au niveau des finances publiques, le déficit global, base engagements, dons compris à fin décembre 2020, s'est dégradé de 3.052,3 milliards pour s'établir à 5.220,5 milliards, soit 5,7% du PIB contre 2.168,2 milliards ou 2,4% du PIB pour la même période de l'année précédente.

Le solde des transactions courantes de la balance des paiements ressortirait à -5.101,9 milliards, soit une dégradation de 16,7% en un an, en lien avec l'aggravation du déficit de la balance des biens et services (-1.017,7 milliards), atténuée par le redressement des entrées nettes au titre des comptes des revenus primaire et secondaire (+288,8 milliards). Rapporté au PIB, le déficit courant s'établirait à 5,6% en 2020 après 4,9% en 2019. Les échanges extérieurs des pays de l'Union se sont en définitive traduits par une balance des paiements excédentaire de 15,8 milliards en 2020 après 1.635,1 milliards enregistrés un an plus tôt. Cette évolution serait due à la baisse des entrées nettes de capitaux au titre du compte financier, conjuguée avec une aggravation du déficit courant, dont les effets ont été atténués par la consolidation de l'excédent du compte de capital.

Les actifs extérieurs nets des institutions monétaires se sont accrus de 198,0 milliards pour ressortir à 7.137,5 milliards à fin décembre 2020. Le stock des réserves officielles de change de la BCEAO a augmenté de 1.374,2 milliards pour se situer à 11.731,2 milliards à fin décembre 2020. Cette évolution exceptionnelle découle des mobilisations importantes de ressources extérieures par les Etats dans le cadre notamment des appuis des bailleurs de fonds pour faire face à la crise sanitaire due au Coronavirus. En conséquence, le taux de couverture de l'émission monétaire

de la Banque Centrale s'est établi à 77,3%, malgré les mesures fortes d'assouplissement monétaire.

L'encours des créances intérieures est en augmentation de 5.352,2 milliards ou 16,9% par rapport à son niveau de fin décembre 2019. Il s'est situé à 36.978,5 milliards à fin décembre 2020. Cette évolution a été induite par l'effet combiné de la consolidation des créances nettes sur les Administrations Publiques Centrales (APUC) et de la hausse des crédits aux autres secteurs des économies de l'Union. Les créances nettes des institutions de dépôt sur les APUC ont, en effet, augmenté de 4.223,6 milliards pour ressortir à 12.341,7 milliards en décembre 2020, en raison de l'accroissement de 3.138,5 milliards ou 38,7% des concours du système bancaire aux Etats. La hausse des créances nettes de la BCEAO a été induite par le décaissement des appuis financiers du FMI en faveur des Etats.

Le rythme de progression des concours des institutions de dépôt aux secteurs de l'économie autres que l'administration centrale, est ressorti à 4,8%, en ralentissement par rapport à la croissance de 7,3% en 2019. Cependant, force est de constater l'accroissement des concours des banques aux entreprises qui est passé de 5,5% en 2019 à 7,6% en 2020. En revanche, les crédits aux ménages ont augmenté dans une proportion moindre, soit 2,1% en 2020 contre 11,2% en 2019.

La masse monétaire s'est consolidée de 5.012,3 milliards ou 16,4%, pour ressortir à 35.612,8 milliards. Cette consolidation de la liquidité globale de l'Union s'est traduite par l'augmentation des dépôts de 3.630,0 milliards ou 15,3% et celle de la circulation fiduciaire de 1.382,3 milliards ou 19,9%.

Afin de circonscrire l'impact de la crise sanitaire sur le secteur bancaire, la BCEAO a adopté le mode d'adjudication à taux fixe pour couvrir la totalité des besoins des banques. Par ailleurs, les taux directeurs ont été réduits de 50 points de base le 24 juin 2020. Le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'open market est ainsi passé de 2,5% à 2,0% et le taux du guichet de prêt marginal a été ramené de 4,5% à 4,0%. Le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union est demeuré inchangé à 3,0%.

Sur les marchés des capitaux de l'Union, l'évolution de l'activité a été différenciée selon les compartiments. Sur le marché monétaire, l'encours des avances sur les guichets des appels d'offres à une semaine et à un mois s'est établi à 5.702,0 milliards à fin décembre 2020.

L'évolution de l'activité sur le marché interbancaire de l'UEMOA a été marquée par la baisse du volume des échanges de liquidités et la détente du taux d'intérêt moyen pondéré des opérations à une semaine. Le volume moyen

275 milliards de FCFA (2020)
455 milliards de FCFA (2019)

Volume moyen des transactions sur le marché interbancaire : 275 milliards de FCFA en 2020 contre 455 milliards de FCFA en 2019.

des transactions toutes maturités confondues s'est élevé à 275 milliards de FCFA en 2020 contre 455 milliards de FCFA en 2019. Sur le marché régional de la dette publique, l'encours global des titres publics est ressorti à 15.064,6 milliards à fin décembre 2020, représentant 16,6% du PIB.

Les mouvements de billets et pièces de monnaie aux guichets de la Banque Centrale ont atteint 39.759,2 milliards de FCFA en 2020 contre 36.155,2 milliards de FCFA un an plus tôt. Comparée à 2019, la part des billets dans la circulation fiduciaire est demeurée stable à 97,8%.

Les efforts de la BCEAO en matière de stabilité financière se sont traduits par l'adoption des indicateurs destinés au suivi des risques de nature systémique, dont la survenance peut affecter le secteur bancaire et les économies de l'Union, ainsi que la validation des instruments disponibles dans l'UMOA, qui pourraient être utilisés à des fins macroprudentielles pour limiter le risque systémique. La Banque Centrale a, en outre, engagé les travaux de calibrage du coussin contracyclique, son principal instrument macroprudentiel.

En matière d'inclusion financière, la BCEAO a poursuivi ses efforts d'accompagnement des Etats dans la mise en œuvre de la stratégie régionale d'inclusion financière (SRIF) dans l'UEMOA et participé aux activités de l'Alliance

39.759,2 milliards de FCFA (2020)
36.155,2 milliards de FCFA (2019)

Les mouvements de billets et pièces de monnaie aux guichets de la Banque Centrale ont atteint 39.759,2 milliards de FCFA en 2020 contre 36.155,2 milliards de FCFA un an plus tôt.

pour l'Inclusion Financière. Elle a également continué la mise en œuvre des projets initiés en faveur de la promotion de l'inclusion et de l'éducation financières, à savoir le projet d'interopérabilité des services financiers numériques dans l'UEMOA et le programme régional d'éducation financière. A cet égard, afin de promouvoir le développement harmonieux des FinTech dans l'Union, un Comité FinTech a été institué le 18 février 2020. En outre, la Banque Centrale a adopté en 2020 le programme régional d'éducation financière et entrepris l'élaboration d'un cadre comptable et prudentiel pour la finance islamique.

La BCEAO a poursuivi les actions visant l'assainissement du secteur de la microfinance, la modernisation des outils de supervision des activités de microfinance et la maîtrise des menaces auxquelles sont confrontés les systèmes financiers décentralisés (SFD).

Au titre de la coopération monétaire et financière, les opérations effectuées par la Banque Centrale avec le FMI, pour le compte des Etats membres de l'UEMOA, se sont soldées, au cours de l'année 2020, par des entrées nettes de ressources de 897,19 millions de DTS contre 159,69 millions de DTS un an plus tôt. Les tirages se sont chiffrés à 1.036,01 millions de DTS contre 365,70 millions de DTS l'année précédente, soit une hausse de 670,30 millions

de DTS. S'agissant des remboursements des créances du FMI, ils ont légèrement baissé de 3,09 millions de DTS, passant de 201,84 millions de DTS à 198,75 millions de DTS. Le montant des allègements du service de la dette est ressorti à 67,40 millions de DTS.

Dans le domaine de l'intégration régionale, l'année 2020 a été marquée par une dégradation significative du profil de convergence des Etats membres, en liaison avec l'impact sur le déficit budgétaire des plans de riposte et des mesures urgentes mis en œuvre pour limiter les conséquences de la pandémie. Dans ce contexte, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a, lors de sa session extraordinaire du 27 avril 2020, suspendu temporairement l'application du Pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité de l'Union, tout en exhortant les Etats membres à poursuivre la mise en œuvre de politiques budgétaires permettant un retour à la consolidation budgétaire après la crise. Dans ce cadre, la Commission de l'UEMOA a engagé des réflexions visant à réformer le dispositif de surveillance multilatérale assorti d'un nouveau Pacte.

En outre, compte tenu des retards enregistrés dans la mise en œuvre de certaines activités importantes de la feuille de route du Programme de la monnaie unique de la CEDEAO en 2020, les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO ont décidé du report à une date ultérieure du lancement de la monnaie unique, de la préparation d'une nouvelle feuille de route pour le Programme de la monnaie unique de la CEDEAO, de l'exemption des Etats membres du respect des

critères de convergence macroéconomique en 2020, de la conclusion d'un nouveau Pacte de convergence macroéconomique entre les Etats membres de la CEDEAO ainsi que du maintien de l'approche graduelle pour le lancement de l'ECO.

Sur le plan du fonctionnement de la Banque Centrale, les Organes de l'Union et de la BCEAO ont tenu leurs assises conformément aux dispositions du Traité du 20 janvier 2007 constituant l'Union Monétaire Ouest Africaine et aux Statuts de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest. La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union a tenu une session extraordinaire le 27 avril 2020. Le Conseil des Ministres de l'Union et le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO ont tenu quatre réunions ordinaires. Quant au Conseil d'Administration de la BCEAO, il a tenu deux sessions ordinaires. Toutes ces sessions des Instances de l'Union se sont déroulées par visioconférence.

Dans le contexte de la crise sanitaire mondiale, la Banque Centrale a, par ailleurs, procédé à la mise en œuvre d'une série de mesures destinées à protéger son capital humain, tout en assurant la continuité de ses activités courantes et l'accomplissement de ses missions fondamentales.

Au 31 décembre 2020, l'effectif global du personnel de la BCEAO s'est établi à 3.517 agents contre 3.597 à fin décembre 2019. Cet effectif comprend 3.460 agents en activité sur les sites de la BCEAO et 57 agents en position de détachement ou de disponibilité.



DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

1.1 - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	2
1.1.1 - Dans les grands pays industrialisés	3
1.1.2 - Dans les pays émergents et en développement.....	3
1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières	4
1.1.4 - Emploi et inflation dans les pays industrialisés.....	6
1.1.5 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes	7
1.2 - EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA	11
1.2.1 - Produit intérieur brut	11
1.2.1.1 - Production agricole.....	12
1.2.1.2 - Production minière	14
1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires.....	15
1.2.2 - Evolution des prix à la consommation	16
1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette extérieure ..	17
1.2.3.1 - Evolution des opérations financières des Etats	17
1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure.....	19
1.2.4 - Balance des paiements.....	21

1.1 - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

ECONOMIE MONDIALE

- 3,5% (2020)
2,8% (2019)

-3,5% de croissance en 2020 contre
2,8% en 2019

ECONOMIES AVANCEES

- 4,9% (2020)
1,6% (2019)

-4,9% de croissance en 2020 contre
1,6% en 2019

ZONE EURO

- 7,2% (2020)
1,3% (2019)

-7,2% de croissance en 2020 contre
1,3% en 2019

PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT

- 2,4% (2020)
3,6% (2019)

-2,4% de croissance en 2020 contre
3,6% en 2019

CHINE

2,3% (2020)
6,0% (2019)

2,3% de croissance en 2020 contre
6,0% en 2019

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

- 2,6% (2020)
3,6% (2019)

-2,6% de croissance en 2020 contre
3,6% en 2019

L'environnement économique et financier international a été affecté par la crise de la Covid-19 et ses conséquences économiques et financières majeures. Il s'est également ressenti des tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine et des incertitudes liées aux élections américaines. Selon les estimations du FMI publiées en janvier 2021, le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti négatif à -3,5% en 2020 contre 2,8% en 2019.

1.1.2 - DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT

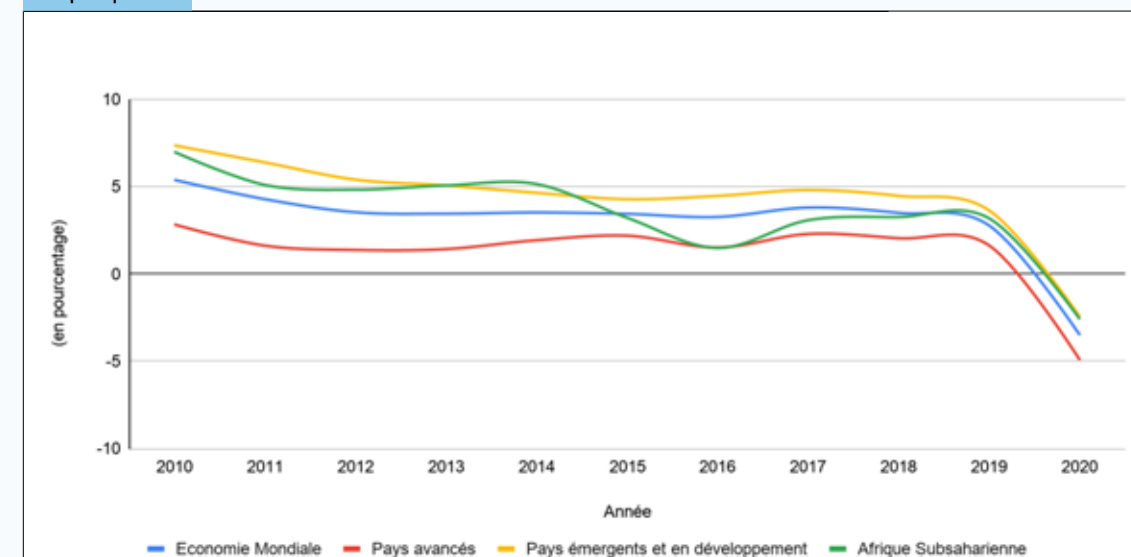
Dans les pays émergents et en développement, le taux de croissance est ressorti à -2,4% en 2020 contre 3,6% en 2019. En Chine, la croissance a ralenti, passant de 6,0% en 2019 à 2,3% en 2020. L'économie indienne a enregistré un taux de croissance de -8,0% en 2020 contre 4,2% en 2019. Au Brésil, le taux de croissance s'est établi à -4,5% en 2020 après 1,4% en 2019. En Russie, il s'est établi à -3,6% en 2020 après 1,3% en 2019.

1.1.1 - DANS LES GRANDS PAYS INDUSTRIALISES

Les économies avancées ont enregistré une croissance négative de -4,9% en 2020 contre 1,6% en 2019. Aux Etats-Unis, elle s'est contractée de -3,4% après une réalisation de 2,2% en 2019. En Zone euro, la croissance a été négative, en ressortant à -7,2% en 2020 après 1,3% en 2019.

L'Afrique subsaharienne a enregistré un recul du produit intérieur brut de -2,6% en 2020. Le Nigeria a connu une récession avec un recul de l'activité de -3,2% en 2020 après une hausse de 2,2% en 2019. En Afrique du Sud, l'économie a enregistré un recul de -7,5% de son PIB en 2020.

Graphique 1 : CROISSANCE DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE MONDIALE



Source : FMI.

1.1.3 - MARCHES FINANCIERS ET DES MATIERES PREMIERES

Sur les marchés financiers, les principales places boursières ont enregistré des évolutions contrastées.

En moyenne, l'indice de la bourse de New York, le Dow Jones, s'est renforcé de 2,0% en 2020 par rapport à l'année précédente. Le Nasdaq, l'indice des valeurs technologiques, a connu un bond significatif de 28,3%, en lien avec le recours accru aux nouvelles technologies de l'information pendant la pandémie. L'EuroStoxx 50 s'est replié de 4,8% par rapport à son niveau moyen de 2019, s'établissant à 3.271,7 points en 2020. En revanche, au Japon, l'indice NIKKEI a progressé de 4,6% pour se situer à un niveau moyen de 22.683,8 points en 2020. Au Royaume-Uni, l'indice FTSE 100 s'est replié de 13,8% pour s'établir à 6.272,2 points en 2020, affecté par les incertitudes liées au Brexit en plus de la crise de la Covid-19.

Au niveau des marchés boursiers africains, les indices ont connu des évolutions à la baisse au cours de l'année 2020. En moyenne annuelle, les indices GSE du Ghana et NSE du Nigeria ont enregistré des baisses respectives de 14,7% et 6,3%. L'indice FTSE / JSE All Share de l'Afrique du Sud s'est replié de 5,2%, dans un contexte de crise économique. Dans la Zone UEMOA, les indices BRVM 10 et BRVM composite se sont repliés respectivement de 17,2% et 14,8%.

S'agissant des produits de base, les cours se sont ressentis de l'ampleur de la crise économique mondiale en 2020 conjuguée aux effets des tensions commerciales internationales. L'indice des principaux produits exportés affiche une hausse de 1,2% en 2020 après 0,16% en 2019.

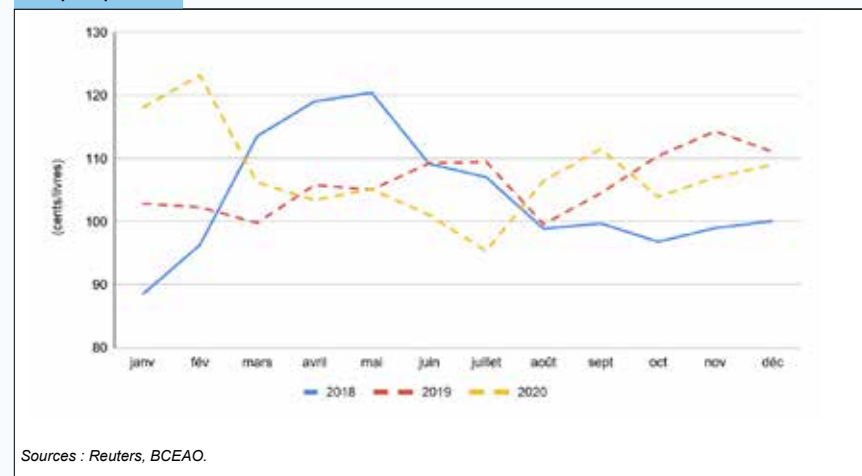
La hausse des cours mondiaux des principales matières premières exportées par l'Union est localisée au niveau des produits non énergétiques avec notamment les huiles (+22,9%), le cacao (+1,4%), l'uranium (+13,5%), l'or (+27,0%) et le bois grume (+1,1%). Les baisses enregistrées par les prix des produits énergétiques (-32,3%) et de certains produits non énergétiques tels que le café (-7,9%), la noix de cajou (-41,2%), le coton (-5,6%), le caoutchouc (-6,3%), le zinc (-11,1%) et les phosphates (-13,6%) ont exercé un effet modérateur.

Les prix des principaux produits alimentaires importés ont maintenu leur rythme de progression (+3,3% en 2020, après +5,2% en 2019). La hausse des prix constatée concerne l'ensemble des produits, hormis le maïs (-5,6%). Il s'agit notamment du riz (+12,7%), du blé (+10,4%), de l'huile de soja (+6,7%) et du sucre (+2,1%).

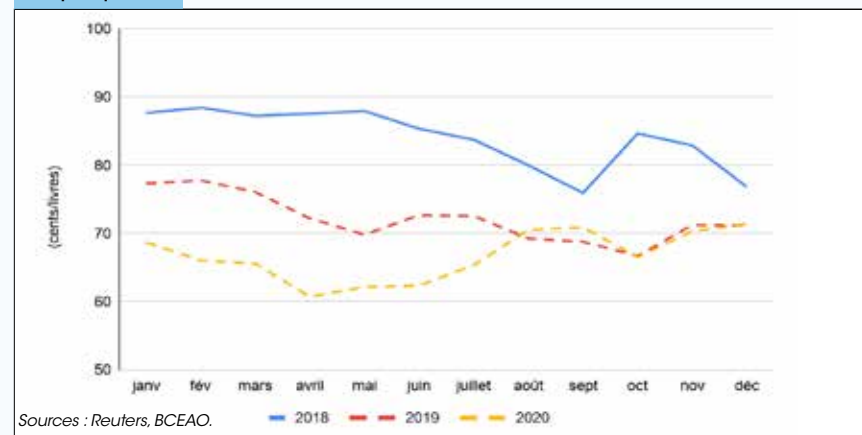
Graphique 2 : EVOLUTION DES COURS DU PETROLE



Graphique 3 : EVOLUTION DES COURS DU CACAO



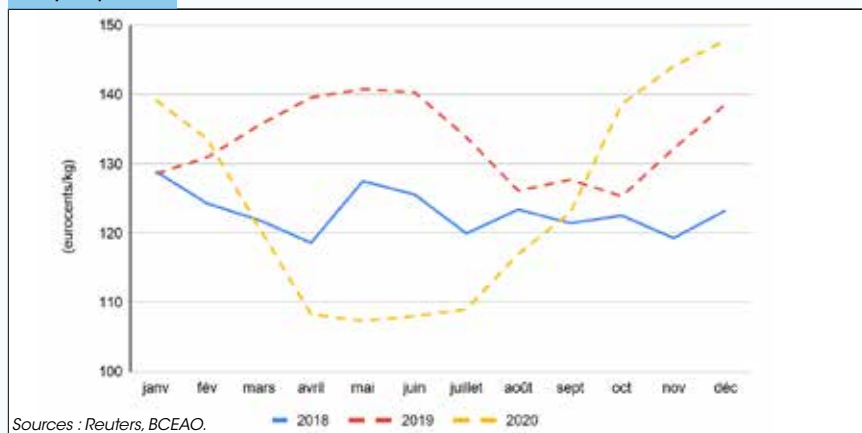
Graphique 4 : EVOLUTION DES COURS DU CAFE ROBUSTA



Graphique 5 : EVOLUTION DES COURS DU COTON



Graphique 6 : EVOLUTION DES COURS DU CAOUTCHOUC



1.1.4 - EMPLOI ET INFLATION DANS LES PAYS INDUSTRIALISES

En 2020, le chômage a repris une tendance haussière dans la plupart des grands pays industrialisés. Aux Etats-Unis, le taux de chômage est passé de 3,5% en décembre 2019 à 6,7% en décembre 2020, soit une hausse de 3,2 points de pourcentage. Dans la zone euro, le taux de chômage s'est également amplifié de 0,9 point de pourcentage pour se situer à 8,3% en décembre 2020 après une réalisation de 7,4% en décembre 2019, correspondant à son niveau le plus bas depuis 2008.

L'inflation a connu une décélération au cours de l'année 2020, consécutive notamment à la baisse des cours du pétrole. Dans les pays industrialisés, le taux d'inflation s'est établi à 0,9% en 2020 contre 1,5% en 2019, se situant en dessous des objectifs fixés par les banques centrales. Au niveau des pays émergents et en développement, il est ressorti en moyenne à 3,6% en 2020 après 5,1% en 2019, en lien avec la diminution de la demande globale. En Afrique subsaharienne, l'inflation s'est située à 10,6% en 2020.



→ AUGMENTATION DU TAUX DE CHOMAGE DANS LES GRANDS PAYS INDUSTRIALISES.

→ INFLATION GLOBALE DE 0,9% EN 2020 CONTRE 1,5% EN 2019.



→ BAISSSE DU TAUX MOYEN D'INFLATION DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT (3,6% EN 2020 CONTRE 5,1% EN 2019).

1.1.5 - MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE ET MARCHES DES CHANGES

Sur le plan de la politique monétaire, les banques centrales des principaux pays industrialisés, en réponse à la dégradation du contexte économique et financier consécutive au choc sanitaire de la Covid-19, ont procédé au cours de l'année 2020 à des baisses des taux directeurs pour soutenir l'activité économique.

La Réserve fédérale des Etats-Unis (FED) a assoupli sa politique monétaire. Ainsi, lors des réunions de son Comité de Politique Monétaire des 03 et 15 mars 2020, elle a diminué la fourchette des taux des fonds fédéraux pour la porter à [0,00%-0,25%], soit une baisse de 150 points de base sur l'année. En outre, la FED estime que l'orientation actuelle de la politique monétaire restera appropriée, tant que les nouvelles informations sur l'économie seront conformes aux perspectives de croissance économique modérée, à la bonne dynamique du marché du travail et à une inflation proche de l'objectif de 2%.

La Banque d'Angleterre (BoE) a décidé, lors des réunions de son Comité de Politique Monétaire des 11 et 19 mars 2020, de réduire son taux directeur de 0,75% à 0,10%, soit un plus bas historique. Elle a, en outre, renforcé

son programme de rachats d'actifs, dont le montant a été porté à 895 milliards de livres sterling (996 milliards d'euros) en fin 2020.

De son côté, si la BCE n'a pas modifié ses taux directeurs, avec un taux de refinancement des banques déjà à 0,0% et un taux de dépôt des liquidités des banques à -0,5%, elle a assoupli davantage le coût de refinancement à long terme des institutions bancaires. En effet, lors de ses opérations de refinancement (TLTRO), les banques peuvent bénéficier des refinancements sur une partie de l'accroissement de leurs crédits octroyés aux entreprises et aux ménages (hors prêts immobiliers) à des taux bonifiés de 50 points de base par rapport aux précédentes opérations et allant jusqu'à -1%.

La Banque du Japon (BoJ) a maintenu l'orientation accommodante de sa politique monétaire, matérialisée par son engagement à maintenir les taux à long terme à un bas niveau. Le taux de la facilité de dépôt (-0,10%) et le taux de rendement obligataire à 10 ans (0%) sont demeurés inchangés. La BoJ a opté, en décembre 2020, pour une prolongation de six mois de son programme d'aide financière, déployé de mars à mai 2020 pour faire face



ASSOUPLISSEMENT DES MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE PAR LES BANQUES CENTRALES DES PRINCIPAUX PAYS INDUSTRIALISES.



APPRECIATION DE LA MONNAIE EUROPEENNE FACE AUX PRINCIPALES DEVICES EN 2020.



APPRECIATION DU FRANC CFA SUR LE MARCHÉ DES CHANGES OUEST AFRICAIN :

- ➔ 12,7% FACE AU NAÏRA NIGERIAN
- ➔ 11,3% VIS-A-VIS DU LEONE SIERRA LEONAI
- ➔ 9,5% FACE AU CEDI GHANEEN
- ➔ 6,3% FACE AU FRANC GUINEEN
- ➔ 3,7% FACE AU DALASI GAMBIEEN.

à l'impact de la pandémie de la Covid-19. La banque centrale japonaise s'est dite prête à prolonger encore le délai de ce programme, si cela s'avérait indispensable pour le soutien à l'économie.

Dans les pays émergents, les principales banques centrales ont modifié l'orientation de leur politique monétaire. La Banque Populaire de Chine (PBoC) a réduit de 20 points de base (Pdb) à 2,2% son taux de référence (« reverse repo ») à 7 jours. La PBoC a, par ailleurs, modifié le taux de prêt à un an, son taux directeur de référence, pour le ramener à 3,85% en avril 2020. Au Brésil, la Banque Centrale a maintenu le taux directeur à son niveau plancher historique de 2,00% après un cycle de neuf baisses consécutives, en vue de relancer l'activité économique fortement affectée par la pandémie. En Inde, la Banque Centrale (RBI) a maintenu son principal taux directeur à 4,00%, après deux baisses effectuées durant l'année 2020. En Russie, la Banque Centrale a imprimé une baisse de son principal taux directeur fixé à 4,25%, depuis le 24 juillet 2020. Elle estime que l'orientation actuelle de sa politique monétaire devrait permettre un

retour graduel de l'économie vers son niveau potentiel, tout en maintenant l'inflation proche de la cible visée.

En Afrique de l'Ouest, la Banque du Ghana (BoG) a réduit son taux directeur de 150 pdb, de 16% à 14,5%, lors de la réunion du comité de politique monétaire du 18 mars 2020. De même, la Banque Centrale du Nigeria (CBN) a, en mai et septembre 2020, procédé à des baisses cumulées de 100 pdb de son principal taux directeur pour le porter à 11,50%.

Au niveau de la Zone CEMAC, la BEAC a procédé en mars 2020 à une baisse de 25 pdb du taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO) et de 100 pdb du taux de la facilité de prêt marginal pour les ramener à 3,25% et à 5,00% respectivement. Par ailleurs, les mesures d'assouplissement de la BEAC devraient se poursuivre en 2021, avec notamment la prolongation de deux (02) principales actions : le programme d'achats de titres publics pour 6 mois supplémentaires, à compter du 1^{er} mars 2021, et la réduction des décotes applicables aux instruments privés acceptés en garantie pour les opérations de refinancement.

Sur les marchés des changes, la monnaie européenne s'est appréciée face aux principales devises en 2020. Le cours de l'euro s'est accru de 1,9% pour s'établir à 1,1413 dollar en 2020. La devise européenne est également ressortie en hausse par rapport au dollar canadien (+2,9%) et à la livre sterling (+1,4%). L'euro a également pris de la valeur face aux devises des pays émergents. En effet, la monnaie européenne s'est appréciée de 14,1% face au rouble russe, 7,3% face à la roupie indienne et 1,8% face au yuan chinois. En revanche, la monnaie de la zone euro s'est dépréciée face au franc suisse (-3,8%) et au yen japonais (-0,2%).

Au sein de la CEDEAO, le franc CFA s'est renforcé face à l'ensemble des monnaies des pays membres. Sur une base annuelle, le franc CFA s'est apprécié vis-à-vis des monnaies des pays de l'Afrique de l'Ouest, notamment de 12,7% face au naira nigérian, de 11,3% vis-à-vis du leone sierra-léonais et de 9,5% face au cedi ghanéen. La monnaie commune des pays de l'Union a également pris de la valeur face au franc guinéen (+6,3%), au dollar libérien (+4,0%) et au dalasi gambien (+3,7%). En moyenne annuelle, 1.000 FCFA se sont échangés contre 9,74 cedis ghanéens, 88,53 dalasis gambiens, 17.102,40 leones sierra-léonais, 332,59 dollars libériens, 16.648,60 francs guinéens et 585,69 nairas nigériens.

Tableau 1 : EVOLUTION DES TAUX DE CHANGE MOYENS ANNUELS (Quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA)

Monnaie	Sigle	2019	2020	Variation (%) *
Droit de tirage spécial	DTS	1,24	1,25	+1,0
Dollar des Etats-Unis	USD	1,71	1,74	+1,9
Franc suisse	CHF	1,70	1,63	-3,8
Livre sterling	GBP	1,34	1,36	+1,4
Yen japonais	JPY	186,07	185,65	-0,2
Yuan chinois	CNY	11,80	12,00	+1,8
Rouble russe	RUB	110,51	126,05	+14,1
Roupie indienne	INR	120,26	129,00	+7,3
Dalasi gambien	GMD	85,40	88,53	+3,7
Cedi ghanéen	GHS	8,89	9,74	+9,5
Franc guinéen	FGN	15 662,05	16 648,60	+6,3
Dollar libérien	LRD	319,83	332,59	+4,0
Naira nigérian	NGN	519,65	585,69	+12,7
Leone sierra-léonais	SLL	15 365,07	17 102,40	+11,3

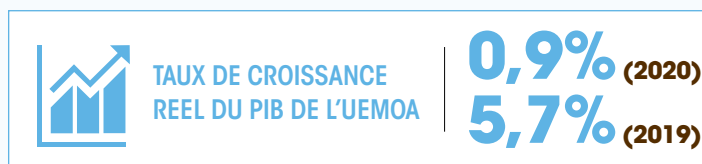
Sources : Reuters, Banque de France, AMAO, BCEAO.
* Le signe (-) indique une dépréciation du franc CFA par rapport à la monnaie étrangère

Tableau 2 : EVOLUTION DES TAUX DE CHANGE MOYENS TRIMESTRIELS
(Quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA)

Monnaie	Sigle	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre
Année 2020					
Droit de tirage spécial	DTS	1,25	1,24	1,20	1,20
Dollar des Etats-Unis	USD	1,68	1,68	1,78	1,82
Franc suisse	CHF	1,63	1,62	1,64	1,64
Livre sterling	GBP	1,31	1,35	1,38	1,38
Yen japonais	JPY	183,14	180,51	189,15	189,98
Yuan chinois	CNY	11,73	11,90	12,34	12,051
Rouble russe	RUB	112,41	121,50	131,66	138,63
Roupie indienne	INR	121,79	127,36	132,61	134,24
Dalasi gambien	GMD	86,29	85,49	90,23	92,91
Cedi ghanéen	GHS	9,09	9,37	10,13	10,37
Franc guinéen	FGN	15 765,34	15 846,06	17 154,28	17 828,71
Dollar libérien	LRD	328,39	333,07	355,00	313,88
Naira nigérian	NGN	515,41	514,01	624,04	689,29
Leone sierra-léonais	SLL	16 390,86	16 341,63	17 472,71	18 204,42
Année 2019					
Droit de tirage spécial	DTS	1,24	1,24	1,23	1,23
Dollar des Etats-Unis	USD	1,73	1,71	1,70	1,69
Franc suisse	CHF	1,73	1,72	1,67	1,67
Livre sterling	GBP	1,33	1,33	1,38	1,31
Yen japonais	JPY	190,71	188,26	181,84	183,49
Yuan chinois	CNY	11,69	11,70	11,90	1,90
Rouble russe	RUB	114,21	110,67	109,58	107,60
Roupie indienne	INR	122,13	119,21	119,41	120,29
Dalasi gambien	GMD	85,36	85,53	85,68	85,03
Cedi ghanéen	GHS	8,69	8,81	8,95	9,12
Franc guinéen	FGN	15 738,20	15 635,99	15 575,02	15 698,97
Dollar libérien	LRD	278,44	314,37	346,2	340,29
Naira nigérian	NGN	530,18	511,55	519,68	517,21
Leone sierra-léonais	SLL	14 774,84	15 012,98	15 449,44	16 223,04

Sources : Reuters, Banque de France, AMAO, BCEAO.

1.2 - EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA



1.2.1 - PRODUIT INTERIEUR BRUT

Les économies de l'UEMOA ont évolué, au cours de l'année 2020, dans un environnement international marqué par les effets négatifs de la pandémie du coronavirus (Covid-19) sur la planète et par la persistance des tensions commerciales au niveau mondial, notamment entre les Etats-Unis et la Chine. Au niveau interne, l'activité économique s'est fortement ressentie des mesures prises par les Etats membres pour limiter la propagation de la pandémie, notamment les mesures de confinement partiel et la fermeture des frontières, à travers la suspension du trafic routier et aérien international.

Le taux de croissance du produit intérieur brut de l'UEMOA est estimé à 0,9% en 2020 après

5,7% en 2019, du fait de la baisse de l'activité économique, notamment dans les secteurs manufacturier, du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration. Le léger raffermissement de l'activité économique dans l'Union a été principalement porté par le secteur tertiaire, dont la contribution à la croissance s'est située à 0,5 point en 2020. Les apports des secteurs secondaire et primaire sont ressortis respectivement à 0,3 point et 0,1 point.

Par pays, la croissance économique est ressortie à 2,3% au Bénin, 2,5% au Burkina, 1,8% en Côte d'Ivoire, -2,3% en Guinée-Bissau, -2,0% au Mali, 1,2% au Niger, -0,7% au Sénégal et 0,7% au Togo.

Tableau 3 : EVOLUTION DES CONTRIBUTIONS A LA CROISSANCE DU PRODUIT INTERIEUR BRUT DE L'UNION

	2018	2019	2020
Secteur primaire	1,5	1,2	0,1
Secteur secondaire	0,9	1,4	0,3
dont			
- Industries manufacturières	0,8	0,5	0,1
- Bâtiments et Travaux Publics	0,2	0,6	0,2
Secteur tertiaire	4,0	3,1	0,5
PIB réel	6,4	5,7	0,9
Consommation finale	4,9	3,6	0,7
Investissement	2,5	1,3	0,7
Secteur extérieur	-1,0	0,8	-0,5
dont			
Exportations	1,2	2,1	-2,0

Sources : Services nationaux, calculs BCEAO.

1.2.1.1 - Production agricole

 **PRODUCTION VIVRIERE :**
HAUSSE DE 5,1%

La campagne agricole 2020/2021 a bénéficié, au plan climatique, de conditions pluviométriques globalement favorables. Selon le centre régional AGRHYMET, les quantités d'eau enregistrées ont été supérieures aux moyennes observées sur la période 1981-2010. Dans ce contexte, la production vivrière de l'UEMOA, estimée à 69.675.000 tonnes au titre de la campagne 2020/2021, a enregistré une hausse de 5,1%, principalement portée par les tubercules (+3,9%) et les céréales (+3,8%). Les productions des autres cultures (légumineuses, plantes horticoles, fruits, etc.) ont progressé de 10,0%.

Les récoltes de cultures vivrières obtenues au cours de l'année 2020 sont en hausse de

14,8% comparées à la production moyenne réalisée lors des cinq précédentes années.

A l'exception du cacao, du café et du coton graine, la production des principales cultures d'exportation est également en hausse, comparativement à la précédente campagne.

Après trois années de récoltes exceptionnelles, la production de cacao a connu une baisse de 8,2%, durant la campagne 2020/2021, ressortant à 2.065.690 tonnes au sein de l'Union. Cette évolution est imputable à la volonté des Autorités ivoiriennes de maintenir la production autour de 2.000.000 de tonnes, afin de limiter l'offre sur le marché international et éviter un effondrement des cours mondiaux.

La production de café est ressortie à 103.884 tonnes, en baisse de 10,0% par rapport à la campagne précédente. Cette situation est consécutive au vieillissement du verger en Côte d'Ivoire.


Elle s'explique également par le désintérêt des producteurs de cette spéculation, au regard de la baisse de 21,4% du prix au producteur.

Les données disponibles situent la récolte de coton graine dans l'Union à 1.981.352 tonnes au cours de la campagne 2020/2021, en baisse de 23,3% par rapport à la campagne précédente. Ce résultat est imputable à la chute de 75,1% et de 5,6% des productions enregistrées respectivement au Mali et au Bénin, atténuée par l'augmentation de 2,9% des récoltes au Burkina Faso. Au Mali, cet important repli de la production est consécutif à la réduction des superficies emblavées, suite à un désaccord avec le monde rural sur la diminution des prix d'achat au producteur. Au Bénin, la baisse des récoltes de coton graine résulte des mauvaises conditions pluviométriques qui ont prévalu en début de campagne et, plus tard, des inondations survenues dans certaines zones de production au nord du pays.


La quantité d'arachide produite au titre de la campagne 2020/2021, s'est élevée à 3.777.859 tonnes, en hausse de 9,1% par rapport à l'année précédente, en raison de la bonne répartition des pluies dans le temps au niveau des principales zones de production, qui a favorisé une augmentation de la production dans l'ensemble des pays de l'Union, à l'exception du Mali.

Le volume de noix de cajou est ressorti à 1.353.622 tonnes au cours de la campagne 2020/2021, en hausse de 24,6% par rapport à la campagne précédente. Cette évolution est imputable à la hausse de 42,1% des récoltes en Côte d'Ivoire, principal producteur avec 56,8% de l'offre totale de l'Union.

La production de caoutchouc s'est établie à 526.186 tonnes au cours de la campagne 2020/2021, soit un accroissement de 10,0% par rapport à la précédente saison agricole, sous l'effet de l'augmentation des superficies plantées.

 **CAFE : 103.884 TONNES,**
BAISSE DE 10,0%

 **COTON : 1.981.352 TONNES,**
BAISSE DE 23,3%

 **ARACHIDE : 3.777.859 TONNES,**
HAUSSE DE 9,1%

 **CAOUTCHOUC : 526.186 TONNES,**
HAUSSE DE 10,0%



1.2.1.2 - Production minière

AUGMENTATION DE LA PRODUCTION D'OR, D'URANIUM ET DE PHOSPHATES

BAISSE DE LA PRODUCTION DE PETROLE

Les données disponibles sur les activités extractives au cours de l'année 2020 indiquent une bonne tenue des productions d'or, d'uranium et de phosphates. En revanche, celle de pétrole est en baisse.

La quantité d'or extraite dans l'Union en 2020 est estimée à 183.246 kg, en hausse de 7,5% par rapport à 2019 après une progression marquée de 10,0% en 2019. Cette évolution est consécutive à l'accroissement de la production au Burkina Faso (+10,8%), en Côte d'Ivoire (+2,9%), au Sénégal (+1,0%), et au Mali (+6,7%), atténué par le repli de celle du Niger (-88,9%). Les quantités d'or produites

en 2020 sont estimées à 62.138 kg au Burkina Faso, 33.500 kg en Côte d'Ivoire et 16.237 kg au Sénégal. Au Mali et au Niger, elles s'élèvent respectivement à 71.237 kg et 134 kg.

La production des phosphates a également augmenté de 23,5%, en ressortant à 2.970.345 tonnes en 2020, sous l'effet de la progression de 87,8% de l'offre du Togo, évaluée à 1.321.345 tonnes, atténuée par le fléchissement de 3,1% de celle du Sénégal.

La production d'uranium est en très légère hausse de 0,3%, ressortant à 2.991 tonnes en 2020 contre 2.981 tonnes en 2019, du fait d'une baisse de la production de la SOMAIR, consécutive aux conditions défavorables du marché international.

En revanche, les extractions de pétrole brut ont connu une diminution de 13,9%, du fait du repli de 18,3% et 5,1% des offres respectives de la Côte d'Ivoire et du Niger.

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires

La production industrielle dans l'UEMOA est en progression modérée de 1,3% en 2020 après une réalisation de 6,5% un an auparavant. Cette décélération est imprimée par le recul de 3,9% de la production dans les industries du secteur de l'alimentation, en rapport avec une contraction de leurs capacités de production et la perturbation des circuits de distribution. Elle a été atténuée par un accroissement de la production dans l'industrie extractive (+8,1% contre -1,5%).

Le chiffre d'affaires du commerce de détail dans l'UEMOA a baissé de 5,9% en moyenne en 2020 contre une hausse de 2,5% l'année précédente. Cette décrie est observée dans le commerce des biens alimentaires (-13,8% contre -3,8%), d'articles d'habillement (-13,3% contre +14,5%) et des produits pétroliers (-7,3% contre 4,2%). Quant au chiffre d'affaires des autres commerces, il a enregistré une baisse

de 1,4% par rapport à son niveau de l'année précédente.

L'indicateur du chiffre d'affaires dans les services marchands (hors services financiers) est ressorti en baisse de 0,6% en 2020 contre une hausse de 2,8% en 2019. Cette évolution s'explique essentiellement par le repli du chiffre d'affaires dans les services de transport, d'hébergement et de restauration, en rapport notamment avec la fermeture des complexes hôteliers.

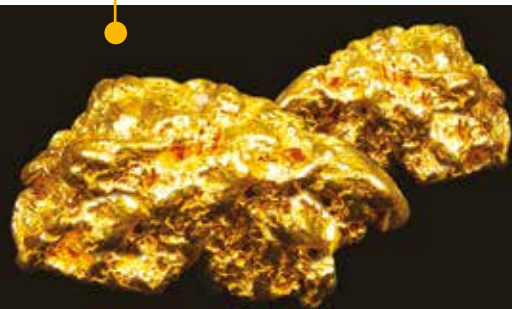
S'agissant de l'indice des activités dans les services financiers, il a enregistré une progression de 8,3% au cours de la période sous revue après une hausse de 7,7% un an plus tôt, en lien essentiellement avec l'accroissement du volume des transactions bancaires (crédits, dépôts).

OR : 183.246 KG, HAUSSE DE 7,5%

PHOSPHATES : 2.970.345 TONNES, HAUSSE DE 23,5%

URANIUM : 2.991 TONNES, HAUSSE DE 0,3%

PETROLE : 17.051.000 BARILS, BAISSE DE 13,9%



TAUX D'INFLATION EN MOYENNE ANNUELLE

2,1% (2020)
-0,7% (2019)

Taux d'inflation en moyenne annuelle au sein de l'UEMOA : 2,1% en 2020 contre -0,7% en 2019.



1.2.2 - EVOLUTION DES PRIX A LA CONSOMMATION

Le taux d'inflation en moyenne annuelle est ressorti à 2,1% en 2020 contre une réalisation de -0,7% en 2019. La hausse des prix s'explique essentiellement par les tensions sur les prix des produits alimentaires, en lien avec, d'une part, la baisse de la production céréalière lors de la campagne 2019/2020 et, d'autre part, les perturbations des circuits de distribution induites par la pandémie de la Covid-19. Le renchérissement des produits alimentaires

a été noté principalement pour les céréales locales au Burkina, au Mali et au Niger, les légumes frais ainsi que les tubercules et plantains dans la plupart des pays.

En 2020, le différentiel d'inflation entre l'UEMOA et ses principaux partenaires est ressorti favorable à l'Union de 1,5 point de pourcentage. En particulier, vis-à-vis du Nigeria et du Ghana, le différentiel d'inflation s'est établi respectivement à 11,2 et 7,9 points de pourcentage.

Tableau 4 : VARIATION DES PRIX A LA CONSOMMATION EN 2019 ET 2020 (EN POURCENTAGE)

	2019		2020	
	Moyenne annuelle	Glissement annuel à fin décembre	Moyenne annuelle	Glissement annuel à fin décembre
Bénin	-0,9	0,3	3,0	1,1
Burkina	-3,2	-2,6	1,9	2,3
Côte d'Ivoire	0,8	1,6	2,4	2,3
Guinée-Bissau	0,2	-0,1	1,5	1,5
Mali	-3,0	-3,3	0,5	0,7
Niger	-2,5	-2,3	2,9	3,1
Sénégal	1,0	0,6	2,5	2,4
Togo	0,7	-0,3	1,8	3,6
UEMOA	-0,7	-0,5	2,1	2,2

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique, BCEAO.

1.2.3 - FINANCES PUBLIQUES ET SITUATION DE LA DETTE EXTERIEURE

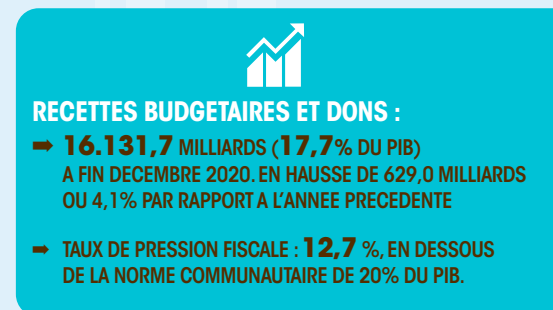
1.2.3.1 - Evolution des opérations financières des Etats

L'exécution budgétaire dans les Etats membres de l'UEMOA s'est ressentie des répercussions de la crise sanitaire. En effet, les pouvoirs publics se sont mobilisés pour apporter des solutions vigoureuses à la pandémie de la Covid-19, en prenant diverses mesures pour endiguer la propagation du virus et limiter ses effets économiques et sociaux.

La mise en œuvre de ces mesures s'est traduite par une forte dégradation du déficit budgétaire de 3,3 points de pourcentage en 2019 pour se situer à 5,7% du PIB à fin décembre 2020. Cette situation dénote une hausse plus importante des dépenses publiques de 3,6 points de pourcentage comparativement à la faible évolution des recettes totales et dons de 0,2 point de pourcentage, sous l'impulsion des effets de la crise sanitaire et des mesures de riposte.

Au titre des recettes budgétaires et dons, les recouvrements se sont élevés à 16.131,7 milliards ou 17,7% du PIB à fin décembre 2020, en hausse de 629,0 milliards ou 4,1% par rapport à l'année précédente. Cette faible progression des ressources budgétaires provient de la hausse des dons, atténuée par le recul des recettes fiscales.

Les recettes fiscales ont baissé de 149,1 milliards ou 1,3% par rapport aux réalisations de l'année précédente pour s'établir à 11.536,2 milliards. Cette diminution est imputable à l'incidence du reflux de l'activité économique et de l'octroi des exonérations ou abattements fiscaux. Le taux de pression fiscale s'est replié à 12,7%, soit plus de 7 points de pourcentage en



dessous de la norme communautaire de 20% du PIB. Dans l'Union, le taux de pression fiscale selon les pays est compris entre 7,4% et 17,0%.

Les recettes non fiscales se sont chiffrées à 1.401,5 milliards en 2020 contre 1.567,8 milliards un an plus tôt. Les dons se sont élevés à 2.540,0 milliards sur l'année 2020, en hausse de 60,4% par rapport à 2019. Cette évolution provient principalement des appuis extérieurs reçus des partenaires techniques et financiers, dans le cadre de la riposte contre la pandémie de la Covid-19.

Les dépenses totales et prêts nets ont progressé de 20,8%, en passant de 17.670,9 milliards, soit 19,9% du PIB en 2019 à 21.352,2 milliards, soit 23,5% du PIB à fin décembre 2020, sous l'effet des dépenses courantes et des dépenses en capital. Les dépenses courantes ont enregistré une hausse de 12,1% pour ressortir à 12.983,5 milliards, en liaison avec l'augmentation des traitements et salaires (+8,9%), des transferts et subventions (+12,9%) ainsi que des charges d'intérêt sur la dette (+23,0%). Elles portent, en outre, l'empreinte des mesures d'assistance sociale adoptées par les Gouvernements, notamment la prise en charge partielle ou totale des factures d'eau et d'électricité, l'aide

alimentaire ainsi que les transferts monétaires en faveur des populations vulnérables en raison de la crise sanitaire.

Les dépenses en capital se sont élevées à 7.204,3 milliards à fin décembre 2020, soit une augmentation de 1.818,3 milliards (+33,8%), en liaison avec la poursuite des décaissements pour des projets dans le domaine des infrastructures ainsi que la réalisation de certains investissements dans le cadre des plans de lutte contre la pandémie de la Covid-19, notamment dans le secteur de la santé. En pourcentage du PIB, elles sont ressorties à 7,9% en 2020 contre 6,1% l'année précédente. Les dépenses en capital ont été financées à hauteur de 51,9% sur ressources internes en 2020 contre 58,6% en 2019.

Le déficit global, base engagements, dons compris s'est creusé de 3.052,3 milliards pour s'établir à 5.220,5 milliards à fin décembre 2020, soit 5,7% du PIB, largement au-delà des prévisions initiales pour l'année fixée à 2,7% du PIB. Il était de 2.168,2 milliards ou 2,4% du PIB en 2019. Base caisse, le déficit est ressorti à 5.224,8 milliards, soit 5,7% du PIB et a été financé sur le marché financier régional et auprès des partenaires extérieurs.

Tableau 5 : SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES EN 2020

	Décembre 2019 (1)	Décembre 2020 (2)	Variation (2) - (1)	
			(en milliards)	(en %)
Recettes budgétaires et dons	15 502,7	16 131,7	629,0	4,1
<i>(en % du PIB)</i>	17,5	17,7	-	-
Recettes budgétaires	13 919,1	13 591,7	-327,4	-2,4
<i>(en % du PIB)</i>	15,7	15,0	-	-
dont recettes fiscales	11 685,3	11 536,2	-149,1	-1,3
<i>(en % du PIB)</i>	13,2	12,7	-	-
Dons	1 583,6	2 540,0	956,4	60,4
Dépenses totales et prêts nets	17 670,9	21 352,2	3 681,3	20,8
<i>(en % du PIB)</i>	19,9	23,5	-	-
dont dépenses courantes	11 580,4	12 983,5	1 403,1	12,1
<i>(en % du PIB)</i>	13,1	14,3		
Masse salariale	4 709,4	5 127,9	418,5	8,9
Transferts et subventions	2 694,9	3 041,3	346,4	12,9
Intérêts sur la dette	1 316,7	1 619,5	302,8	23,0
Dépenses en capital	5 386,0	7 204,3	1 818,3	33,8
<i>(en % du PIB)</i>	6,1	7,9		
Autres dépenses	737,9	1 180,0	442,1	59,9
Prêts nets	0,0	-9,6	-9,6	-
Solde global, base engagements, y compris dons	-2 168,2	-5 220,5	-3 052,3	140,8
<i>(en % du PIB)</i>	-2,4	-5,7	-	-
Solde global, base caisse, y compris dons	-2 283,4	-5 224,8	-2 941,4	128,8
<i>(en % du PIB)</i>	-2,6	-5,7	-	-

Sources : Services nationaux, BCEAO.

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure

Les pays de l'UEMOA ont bénéficié de l'appui des partenaires techniques et financiers dans le cadre de la lutte contre la pandémie. En effet, plusieurs Institutions internationales ont annoncé des mesures de soutien, en vue de limiter les effets négatifs de cette crise sur la situation des finances publiques des pays en développement. Ces mesures concernent

principalement des facilités de crédit ou des reports d'échéances au titre du paiement du service de la dette extérieure.

De manière spécifique, le FMI a réaménagé les critères d'admissibilité à son fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes (FF-ARC) pour lui permettre d'accorder un

allègement du service de la dette aux pays les plus vulnérables. Le Fonds a également déboursé en urgence des crédits pour ses membres, afin de faire face aux conséquences économiques de la pandémie. Pour sa part, la Banque mondiale a marqué son accord pour déboursé des ressources financières en vue de soutenir, à travers des projets, les pays fortement touchés par la pandémie. En marge de l'accompagnement des Etats dans le cadre de leurs projets de développement, la Banque mondiale a, par ailleurs, octroyé des ressources sous forme de dons ou de prêts concessionnels, afin de soutenir les efforts des pays de l'UEMOA dans la lutte contre la pandémie de la Covid-19 et les aider à répondre aux urgences de santé publique. S'agissant des pays du G20, ils ont décidé d'une suspension partielle du service de la dette, afin de permettre aux Etats de dégager des marges pour la lutte contre la pandémie.

Sur la base des données disponibles, le montant total des décaissements du FMI en 2020 en faveur des pays de l'UEMOA s'est chiffré à 1.543,1 milliards de FCFA, comprenant 386,7 milliards octroyés dans le cadre des programmes conclus avec les Etats et 1.156,4 milliards au titre des financements d'urgence contre la Covid-19¹.

Les Etats membres de l'Union ont également bénéficié de l'allègement au titre du FF-ARC pour un montant global d'environ 54,4 milliards de FCFA. Le montant des tirages obtenus auprès de la Banque mondiale et des autres bailleurs est ressorti à 2.886,0 milliards.

Par ailleurs, trois Etats de l'Union ont levé des ressources sur les marchés internationaux en 2020. Le Niger a contracté un emprunt d'un montant nominal de 200 millions de

dollars, soit 117 milliards de FCFA auprès de la Deutsche Bank pour une maturité de 10 ans au taux de 5,24%. Le Togo a, pour sa part, levé des ressources extérieures auprès de banques commerciales privées, dont la Société Générale a été le chef de file, d'une maturité de 10 ans avec 2 ans de différé, au cours du mois de juin 2020, pour un montant de 145,5 millions d'euros, soit 95,5 milliards de FCFA au taux de 4,54%. La Côte d'Ivoire a réalisé, en novembre 2020, une émission d'euro-obligations d'une maturité de 10 ans pour un montant d'un milliard d'euros, soit environ 656 milliards de francs CFA avec un coupon de 4,875%. Le taux de rendement de cette émission est ressorti à 4,924%.

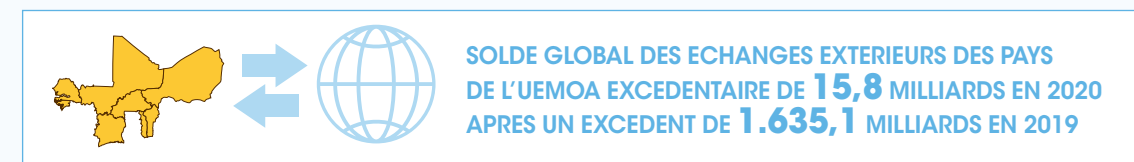
Les dernières données disponibles sur la dette extérieure sont celles de 2019. Sur la base de ces données, l'encours global de la dette extérieure des Etats membres de l'Union, à fin décembre 2019, est ressorti à 25.731,0 milliards de FCFA contre 22.094,2 milliards de FCFA à fin décembre 2018, soit une hausse de 16,5%. Le ratio de l'encours de la dette extérieure sur le PIB est estimé à 29,0% en 2019 contre 26,5% un an plus tôt.

Pour rappel, le profil d'endettement des Etats de l'Union s'était fortement amélioré à la faveur des Initiatives en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) et d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM). L'endettement public s'est remis à augmenter au début des années 2010 sous l'effet d'une plus grande capacité d'endettement et d'une hausse des besoins de financement. Outre les allègements obtenus, l'amélioration de la capacité d'endettement a également été rendue possible par l'évolution des fondamentaux macroéconomiques des Etats et par les conditions favorables de financement à l'échelle internationale.

Par pays, ce ratio s'est établi à 24,0% en 2019 contre 19,4% en 2018 au Bénin, 22,8% contre 21,4% au Burkina Faso, 25,9% contre 23,6% en Côte d'Ivoire, 40,5% contre 34,3% en Guinée-Bissau, 23,5% contre 24,1% au Mali, 25,4% contre 24,3% au Niger, 53,5% contre 47,7% au Sénégal et 17,7% contre 15,2% au Togo. Aucun pays de l'Union n'a accumulé d'arriérés de paiement sur sa dette extérieure en 2020.

Les dernières analyses de viabilité de la dette montrent que les risques de surendettement extérieur sont modérés pour tous les Etats membres de l'Union, excepté la Guinée-Bissau et le Togo qui présentent un risque de surendettement élevé pour la dette totale (externe et domestique).

1.2.4 - BALANCE DES PAIEMENTS



Les échanges extérieurs des pays de l'UEMOA se sont déroulés dans un environnement marqué par la crise sanitaire mondiale de la Covid-19. Dans ce contexte, le solde global de la balance des paiements est ressorti excédentaire de 15,8 milliards en 2020 après un excédent de 1.635,1

milliards enregistré un an plus tôt. Cette évolution est liée à la baisse des entrées nettes de capitaux au titre du compte financier, conjuguée avec une aggravation du déficit courant, dont les effets ont été atténués par la consolidation de l'excédent du compte de capital.

Tableau 6 : EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS SUR LA PERIODE 2018-2020 (EN MILLIARDS DE FCFA)

	2018	2019	2020 (Estimation)
<i>Balance commerciale</i>	-1 886,2	-1 461,2	-1 676,0
<i>Balance des services</i>	-3 418,4	-3 599,6	-4 402,4
Solde du compte des transactions courantes	-4 604,1	-4 373,1	-5 101,9
Solde du compte des transactions courantes (en % PIB)	-5,5	-4,9	-5,6
Solde du compte des transactions courantes hors dons (en % PIB)	-6,1	-5,6	-6,8
Solde du compte de capital	1 293,1	1 235,5	1 764,4
Solde du compte financier	-4 632,7	-5 265,1	-3 734,7
Solde global	982,3	1 635,1	15,8
Réévaluations	114,5	171,8	182,3
Variation des AEN	-1 096,8	-1 806,9	-198,0
PIB nominal	82 400,9	87 552,2	89 930,8

Sources : Services nationaux, BCEAO.

¹ : Les programmes avec décaissement conclus avec le FMI concernent la Facilité Elargie de Crédit (FEC), le Mécanisme Elargi de Crédit (MEDC), les financements d'urgence relatifs à l'Instrument de Financement Rapide (IFR) et la Facilité de Crédit Rapide (FCR) du Fonds.

Le solde courant est ressorti à -5.101,9 milliards, soit une dégradation de 16,7% en un an, en lien essentiellement avec l'aggravation du déficit de la balance des biens et services (-1.017,7 milliards), atténuée par un redressement des entrées nettes au titre des comptes des revenus primaire et secondaire (+288,8 milliards).

Le déficit de la balance commerciale est ressorti en hausse de 14,7%, en raison d'une baisse des exportations (-6,9%) plus prononcée que celle des importations (-5,2%). L'évolution des exportations résulte essentiellement du recul des réexportations (-46,0%), ainsi que des ventes de pétrole (-38,6%), de coton (-16,0%), de cacao (-5,3%) et de noix de cajou (-0,4%) dans un contexte de repli de la demande mondiale. L'effet de la baisse de ces ventes est toutefois atténué notamment par la bonne tenue des exportations d'or (+15,6%).

Plus spécifiquement, le repli des expéditions de pétrole et de noix de cajou a été induit par la chute des cours de ces produits sur les marchés internationaux. Quant à la baisse des ventes du cacao et du coton, elle est en liaison avec la contraction du volume exporté de ces matières premières. Concernant le cacao, la réduction de son volume est en rapport avec le repli de sa production en Côte d'Ivoire. Pour ce qui est du coton, la diminution du volume exporté s'inscrit dans le sillage de la baisse de la production de cette spéculation au niveau de l'Union. En ce qui concerne les exportations aurifères, leur vigueur tient notamment de l'évolution des cours internationaux.

S'agissant des importations, leur contraction est notamment imputable à l'allègement de

la facture pétrolière (-21,5%) et, dans une moindre mesure, à la baisse des acquisitions de biens d'équipement et intermédiaires (-1,5%), dont les effets sont modérés par la hausse des achats à l'extérieur des biens de consommation courante (+3,8%). L'atténuation de la facture pétrolière est en ligne avec la chute des cours internationaux, consécutive au repli de la demande mondiale. S'agissant de la baisse des acquisitions de biens d'équipement et intermédiaires, elle s'explique par le ralentissement des travaux relatifs aux grands chantiers prévus en 2020. Il s'agit principalement du projet gazier Grand Tortue Ahmeyim (GTA) de British Petroleum (BP) prévu entre le Sénégal et la Mauritanie ainsi que de la construction du pipeline de transport du pétrole au Niger et au Bénin. Quant aux importations des biens de consommation, elles ont poursuivi la hausse tendancielle observée depuis 2012.

Le déficit de la balance des services s'est accentué de 22,3%, en raison principalement du repli des flux touristiques (-40,3%), consécutif à l'adoption des mesures barrières dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la Covid-19. Toutefois, la réduction de la facture du fret (-2,2%), subséquente à la baisse des importations, a contribué à atténuer l'aggravation du déficit des services.

Le solde du compte de revenu primaire s'est établi à -2.281,7 milliards, en dégradation de 2,7%, sous l'effet de la hausse des paiements d'intérêts au titre de la dette publique et des dividendes aux investisseurs étrangers. L'excédent du compte de revenu secondaire a enregistré une hausse de 11,9%, en lien avec le rebond des aides budgétaires reçues par les pays de l'Union et, dans une moindre mesure, la progression des transferts de fonds

des migrants dont les flux à destination de l'UEMOA sont apparus résilients face à la crise sanitaire mondiale. Rapporté au PIB, le déficit courant est ressorti à 5,6% en 2020 contre 4,9% en 2019.

L'excédent du compte de capital s'est renforcé de 42,8% par rapport à l'année précédente, en relation notamment avec la hausse des dons-projets dans la plupart des Etats membres de l'Union.

En tenant compte des transactions en capital, le besoin de financement s'est établi à 3.337,6 milliards, en hausse de 6,4%. Ce besoin a été couvert à hauteur de 111,9% par les entrées nettes de capitaux au titre du compte financier contre un taux de couverture de 167,8%

en 2019, soit une baisse de 55,9 points de pourcentage, essentiellement imputable au repli des flux nets de capitaux au titre du compte financier (-29,1%).

La réduction des entrées nettes de capitaux en 2020 a résulté essentiellement de la baisse des investissements de portefeuille, en rapport avec le faible niveau des émissions d'euro-obligations en 2020, comparé à l'année 2019. Le repli sensible des investissements directs étrangers (-44,6%), subséquent au ralentissement des travaux du projet gazier Grand Tortue Ahmeyim (GTA) prévus entre le Sénégal et la Mauritanie ainsi que de la construction du pipeline Niger-Bénin, explique également l'évolution du compte financier.



II MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE

2.1 - OBJECTIFS DE LA POLITIQUE MONETAIRE	26
2.2 - ACTION MONETAIRE	26
2.2.1 - Politique des taux d'intérêt	30
2.2.2 - Dispositif des réserves obligatoires	30
2.3 - OPERATIONS SUR LE MARCHE MONETAIRE	31
2.3.1 - Opérations d'open market	31
2.3.2 - Opérations sur les guichets permanents de refinancement	32
2.3.3 - Marché interbancaire	33
2.4 - EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES..	36
2.4.1 - Actifs extérieurs nets	36
2.4.2 - Créances intérieures	37
2.4.2.1 - Créances nettes sur l'Administration Publique Centrale (APUC)	37
2.4.2.2 - Crédits bancaires à l'économie	38
2.4.3 - Masse monétaire et base monétaire	39

2.1 - OBJECTIFS DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE

La réforme institutionnelle, entrée en vigueur le 1^{er} avril 2010, établit le maintien de la stabilité des prix comme objectif principal de la politique monétaire de la BCEAO. Dans ce cadre, sans préjudice de l'atteinte de cet objectif, la politique monétaire apporte un soutien aux politiques économiques des Etats membres de l'UEMOA, en vue d'une croissance saine et durable.

De manière opérationnelle, l'objectif de stabilité des prix est défini comme un taux d'inflation annuel de l'Union, compris dans une marge

de plus ou moins 1 point de pourcentage (1%), autour d'une valeur centrale de 2% à l'horizon de 24 mois.

Dans la conduite de cette mission, les risques potentiels sur la stabilité des prix et sur la croissance sont appréhendés, lors de l'exercice de cadrage macroéconomique effectué par les Services de la Banque. Cet exercice fournit aux membres du Comité de Politique Monétaire une analyse de la situation économique et financière des économies de l'Union ainsi que les perspectives à moyen terme.

2.2 - ACTION MONÉTAIRE



ASSOUPLISSEMENT DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE

- Révision à la baisse du principal taux directeur de 2,50% à 2,00% depuis juin 2020
- Maintien des coefficients de réserves obligatoires à 3,00% sur toute l'année 2020
- Organisation d'adjudications à taux fixe

Hausse de 1.085,7 milliards des concours aux banques sur l'année 2020, soit +23,0% en comparaison avec le niveau de 2019.

Baisse du taux d'intérêt moyen pondéré des appels d'offres à une semaine de 116,06 points de base à 2,35% en 2020.

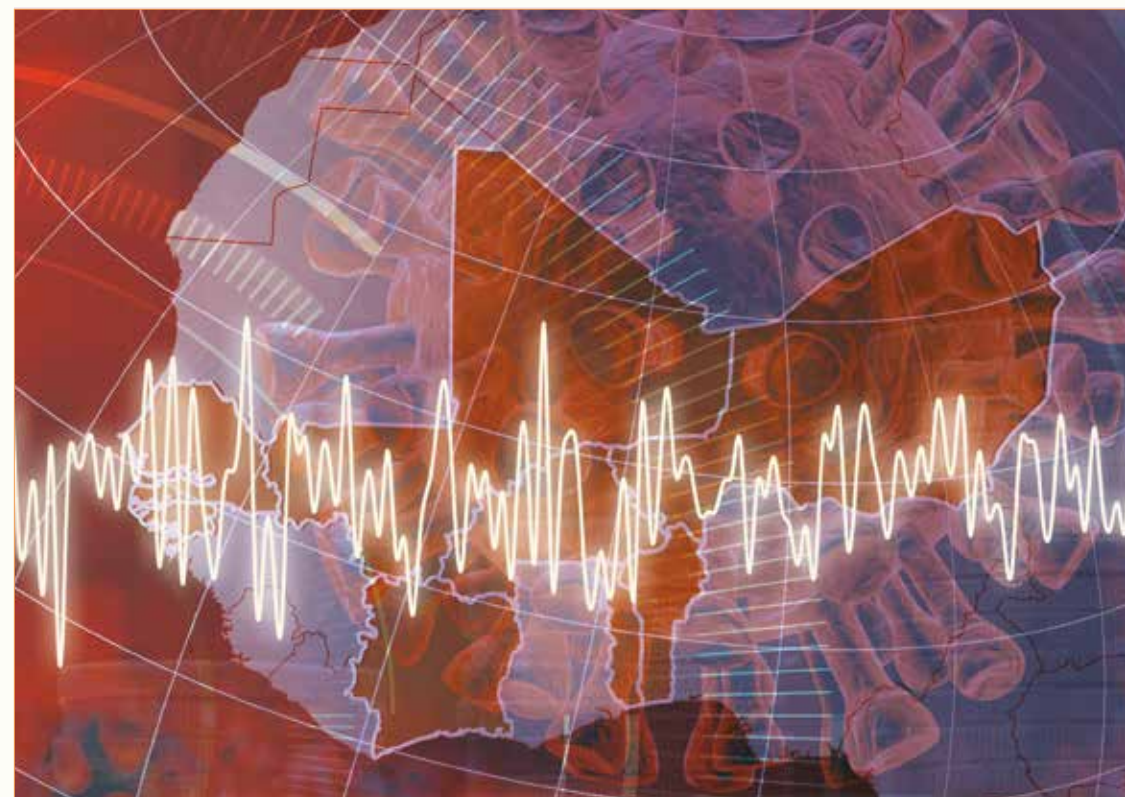
Maintien du taux interbancaire à une semaine à l'intérieur du corridor formé par le taux minimum de soumission aux opérations d'open market et le taux du guichet de prêt marginal sur toute l'année 2020.

Les incertitudes induites par la pandémie de la Covid-19 ont conduit la BCEAO à maintenir durant l'année 2020 une orientation accommodante de sa politique monétaire. Dans un contexte de faible inflation, elle a réduit son principal taux directeur à son niveau historique le plus bas et accru substantiellement ses interventions en faveur

des banques dès le déclenchement de la crise sanitaire.

Pour conforter son action monétaire et préserver le financement de l'activité, la BCEAO a également pris des mesures fortes en faveur de plusieurs acteurs de la vie économique.

ENCADRE 1 : MESURES PRISES PAR LA BCEAO DANS LE CADRE DE LA LUTTE CONTRE LA COVID-19



Mesures prises en faveur des banques

La BCEAO a augmenté les liquidités mises à la disposition des banques, pour leur permettre de faire face aux risques élevés sur leur trésorerie. Ainsi, depuis mars 2020, la totalité des besoins en liquidités des banques a été satisfaite par la BCEAO, d'abord au taux d'intérêt de 2,50%, puis de 2,00% depuis le 24 juin 2020, ce qui correspond au niveau historique le plus bas jamais appliqué sur ses guichets de refinancement.

Les mesures prises ont permis d'apaiser les craintes des banques quant à une éventuelle pénurie de liquidités et se sont traduites

par une hausse importante des concours qui leur sont accordés. Ces concours sont passés de 4.488,9 milliards le 17 mars à 5.798,3 milliards à fin décembre 2020, soit une hausse de 29,2%. Les banques ont ainsi pu maintenir et accroître leurs crédits à la clientèle, en dépit des incertitudes créées par la pandémie. Les mises en place de crédits en faveur du secteur privé se sont poursuivies, avec une moyenne mensuelle de 1.235,2 milliards entre mars et décembre 2020 contre 1.203,6 milliards sur la même période de l'année 2019. Ainsi, l'encours des crédits accordés par les banques de l'Union au secteur privé a maintenu un rythme de

croissance positif, progressant de 4,3% entre fin mars et fin décembre 2020. Par ailleurs, le taux débiteur moyen des crédits mis en place sur la période s'est établi à 6,7%, légèrement en dessous du niveau de 6,8% enregistré sur la période correspondante de 2019, en dépit de la hausse de la prime de risque induite par l'incertitude générée par la crise sanitaire.

La mesure de report d'échéances a contribué à préserver la qualité du portefeuille des établissements de crédit. A fin décembre 2020, le montant cumulé des échéances ayant fait l'objet de reports par les établissements de crédit est estimé à 380,4 milliards, pour un encours de crédit de 769,4 milliards. Ces concessions ont été octroyées à 11.713 bénéficiaires, soit 9.025 particuliers, 2.671 entreprises et 17 SFD. La mise en œuvre de la mesure de report d'échéances a permis de contenir le taux de dégradation du portefeuille à 11,0%, permettant d'éviter une hausse de 0,6 points de pourcentage de cet indicateur.

Mesures prises en faveur des institutions de microfinance

En ce qui concerne les SFD, la BCEAO les a autorisés à accorder à leur clientèle affectée par les effets de la pandémie de la Covid-19 des reports d'échéances sur leurs prêts. En outre, pour aider les SFD qui éprouveraient des difficultés de trésorerie, la BCEAO a invité les établissements de crédit à leur accorder des reports d'échéances sur les concours qui leur ont été accordés.

Enfin, pour permettre aux institutions de microfinance d'accéder plus facilement à la liquidité bancaire, le mécanisme de

refinancement des crédits bancaires aux SFD de grande taille, qui a été mis en place en 2011, a été amélioré. Désormais, les effets portés par les banques sur cette catégorie de SFD bénéficient des conditions de refinancement accordées dans le cadre du dispositif de soutien au financement des PME. Ces mesures visent à faciliter davantage l'accès des SFD aux ressources bancaires à des coûts abordables.

A fin décembre 2020, sur la base des reporting transmis par les SFD de grande taille, près de la moitié (51%) d'entre eux ont procédé à des reports d'échéances sur les prêts accordés à leurs clients. Ainsi, environ 54.267 clients ont bénéficié de la mesure, pour un encours de 92,4 milliards.

Enfin, depuis le déclenchement de la crise sanitaire, treize (13) des quinze (15) demandes de crédits exprimées par des SFD de grande taille auprès des établissements de crédit ont été satisfaites pour un montant total de 32,5 milliards de FCFA et à un taux débiteur moyen de 7,4%.

Mesures de soutien aux entreprises affectées par la crise de la Covid-19

La BCEAO a invité les banques et les institutions de microfinance à accorder un report d'échéances sur leurs prêts aux entreprises affectées, pour une période de trois mois renouvelable, sans charge d'intérêts, ni frais, ni pénalités de retard. Pour faciliter la mise en œuvre de cette mesure par les banques et institutions de microfinance, la BCEAO leur a accordé des incitations à travers un assouplissement dans l'application du dispositif prudentiel et du cadre comptable en vigueur. Les établissements de crédit ont été ainsi autorisés à classer en créances saines,

les concours ayant fait l'objet d'un report d'échéances du fait des conséquences de la crise sanitaire. De même, les SFD ont été autorisés à garder les crédits concernés dans la catégorie des créances immobilisées, afin de ne pas les comptabiliser en créances en souffrance.

Dans le prolongement des mesures de soutien aux entreprises, la BOAD, en concertation avec la BCEAO, a mis en place une ligne de refinancement de 100 milliards pour des prêts aux banques dont la durée pourrait atteindre 7 ans, dont 2 ans de différé.

Par ailleurs, les créances portées sur toutes les entreprises cotées A et sur celles cotées B bénéficiant de mécanismes de garantie partielle des crédits accordés aux entreprises impactées par la crise, mis en place par certains Etats, en partenariat avec le secteur bancaire, sont désormais admissibles automatiquement au refinancement de la Banque Centrale.

Mesures en faveur des ménages

Outre les directives données aux banques et aux institutions de microfinance en vue des reports d'échéances au bénéfice des ménages, la BCEAO a mené des actions visant à faciliter la distanciation sociale par l'accroissement de l'utilisation des moyens de paiement digitaux. En accord avec les émetteurs de monnaie électronique, les coûts d'utilisation des moyens de paiement digitaux ont été revus à la baisse. Les mesures prises ont concerné notamment la gratuité des transferts nationaux de monnaie électronique pour des montants inférieurs ou égaux à 5.000 francs et celle des paiements de factures d'eau et d'électricité

via la téléphonie mobile, pour des montants plafonnés à 50.000 FCFA, ainsi que le relèvement des plafonds de rechargement du porte-monnaie électronique et l'assouplissement des conditions d'ouverture des comptes de monnaie électronique.



2.2.1 - POLITIQUE DES TAUX D'INTERET

Pour limiter l'impact de la crise sur la liquidité bancaire, la BCEAO a adopté le mode d'adjudication à taux fixe pour satisfaire la totalité des besoins des banques. Elle a réduit ses taux directeurs de 50 points de base le

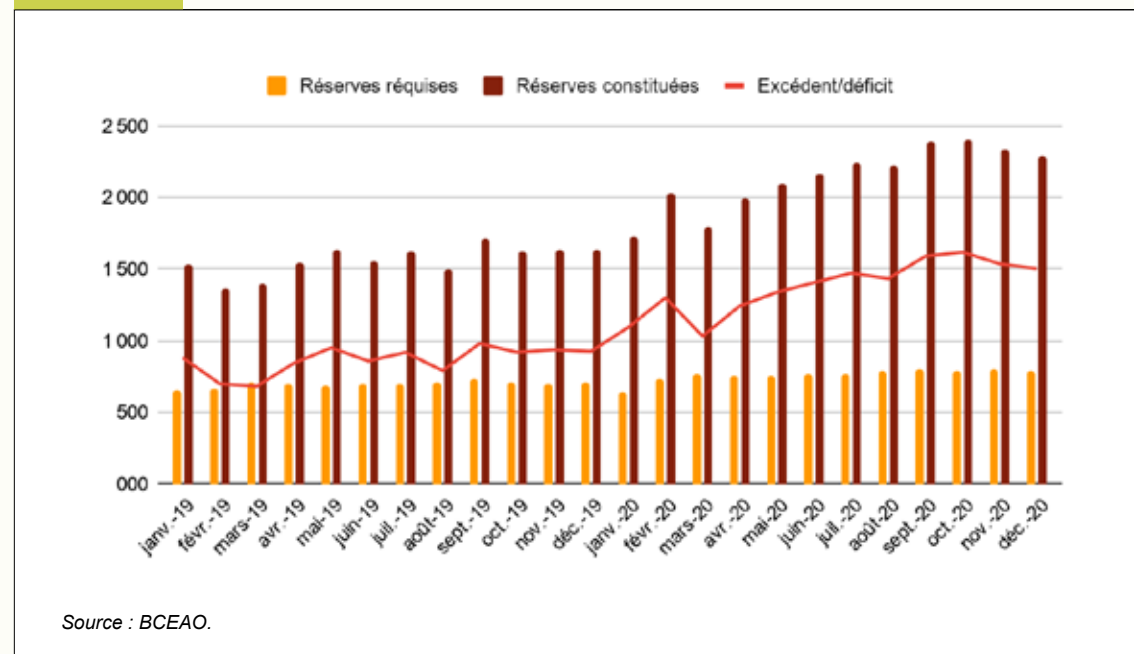
24 juin 2020. Le taux minimum de soumission aux opérations d'open market est ainsi passé de 2,5% à 2,0% et le taux du guichet de prêt marginal a été ramené de 4,5% à 4,0%.

2.2.2 - DISPOSITIF DES RESERVES OBLIGATOIRES

La Banque Centrale a maintenu inchangé le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union à 3,00%. Au cours de l'année 2020, les réserves effectivement constituées par les banques de l'Union ont

représenté, en moyenne 280% des réserves requises par la réglementation, traduisant la constitution de coussins de liquidité nécessaires au regard des incertitudes liées à l'évolution de la crise.

Graphique 7 : CONSTITUTION DES RESERVES OBLIGATOIRES DES BANQUES DE L'UMOA



A titre de rappel, la Banque Centrale a opté pour un taux unique de réserves obligatoires applicable à toutes les banques de l'Union depuis le 16 décembre 2010, à l'issue de la

réunion du Comité de Politique Monétaire. Le tableau ci-après présente l'historique des taux de réserves obligatoires appliqués par la Banque Centrale.

Tableau 7 : COEFFICIENTS DE RESERVES OBLIGATOIRES APPLICABLES AUX BANQUES

	Jusqu'au 15 nov. 1998	16 nov. au 15 déc. 1998	16 déc. 1998 au 15 avril 2000	16 avr. au 15 août 2000	16 août au 15 sept. 2000	16 sept. 2000 au 15 avril 2002	16 avril 2002 au 15 mars 2004	16 mars 2004 au 15 juin 2005	16 juin 2005 au 15 juin 2009	16 juin 2009 au 15 mai 2010	16 mai au 15 déc. 2010	16 déc. 2010 au 15 mars 2012	16 mars 2012 au 15 mars 2017	depuis le 16 mars 2017
En pourcentage (%)														
Bénin	9,0	9,0	3,0	3,0	9,0	9,0	9,0	13,0	15,0	9,0	7,0	7,0	5,0	3,0
Burkina	9,0	9,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	7,0	7,0	7,0	7,0	5,0	3,0
Côte d'Ivoire	9,0	1,5	1,5	3,0	3,0	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	7,0	5,0	3,0
Guinée-Bissau	5,0	5,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	5,0	7,0	5,0	3,0
Mali	9,0	9,0	3,0	3,0	3,0	3,0	9,0	9,0	9,0	7,0	7,0	7,0	5,0	3,0
Niger	5,0	5,0	1,5	3,0	5,0	5,0	5,0	5,0	9,0	7,0	7,0	7,0	5,0	3,0
Sénégal	5,0	1,5	1,5	3,0	9,0	9,0	9,0	9,0	7,0	7,0	7,0	7,0	5,0	3,0
Togo	9,0	3,0	1,5	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	5,0	7,0	5,0	3,0

Source : BCEAO

2.3 - OPERATIONS SUR LE MARCHÉ MONETAIRE

2.3.1 - OPERATIONS D'OPEN MARKET

Les opérations d'open market ont constitué l'essentiel des interventions de la BCEAO au cours de l'année 2020. Durant les deux premiers mois, avant l'apparition des premiers cas de la Covid-19 dans les pays de l'Union, l'offre de liquidité sur les guichets d'open market de la BCEAO était stable autour de 4.448,5 milliards. Elle reposait sur l'évaluation de la Banque Centrale des besoins de liquidité du système bancaire.

Par la suite, pour permettre au système bancaire de poursuivre son activité de financement de l'économie dans le contexte de crise sanitaire, la BCEAO a, dans un premier temps accru de 340 milliards en une semaine son offre de liquidité valeur 24 mars 2020, avant

de décider de satisfaire la totalité des besoins de liquidité des banques au taux minimum à partir de l'adjudication valeur 31 mars 2020. Cette décision a conduit à une hausse importante de ses interventions durant la crise. Les montants offerts sur ses guichets d'open-market sont ainsi passés de 4.396,0 milliards le 23 mars 2020 à 5.702,0 milliards au 31 décembre 2020, soit une augmentation de 29,7%. Au total, sur toute l'année 2020, les montants offerts sur les guichets d'open-market ont enregistré une progression de 1.292,0 milliards (+29,3%).

Sur le guichet hebdomadaire des appels d'offres, le montant injecté est passé de 3.690,0 milliards en janvier 2020 à 3.893,9 milliards en décembre 2020, soit une progression de

5,52% contre 10,1% en 2019. Le montant moyen des injections hebdomadaires de liquidité en 2020 est ressorti à 3.562,0 milliards, en hausse de 7,2 milliards par rapport à son niveau de 3.554,8 milliards en 2019. Cette évolution traduit la volonté des Autorités monétaires d'accompagner les établissements de crédit dans le financement de l'activité économique.

Le taux marginal moyen des adjudications hebdomadaires s'est situé à 2,25% en 2020, en baisse de 96,27 points de base par rapport au niveau de 3,21% atteint en 2019. Le taux d'intérêt moyen pondéré des appels d'offres à une semaine s'est élevé à 2,35% en moyenne en 2020, en recul de 116,06 points de base par rapport à son niveau en 2019.

Sur le guichet mensuel des appels d'offres, le montant injecté par la Banque Centrale s'est situé à 1.808,0 milliards à fin décembre 2020

2.3.2 - OPERATIONS SUR LES GUICHETS PERMANENTS DE REFINANCEMENT

En lien avec les évolutions induites par la crise sanitaire, la Banque Centrale a fait évoluer l'architecture de ses guichets permanents. Outre les guichets traditionnels ouverts à l'initiative des banques, un guichet spécial permanent a été créé pour le refinancement des bons Covid-19 émis par les États de l'Union.

Sur le guichet spécial Covid-19, les banques pouvaient avoir de la liquidité auprès de la BCEAO pour une maturité de trois mois, au taux minimum de soumission aux appels d'offres. Ce mécanisme a permis aux États de mobiliser un montant de 1.172,6 milliards sur le marché financier régional, au taux moyen pondéré de 3,14%. A l'échéance de cette première phase, les bons Covid-19 ont été

contre 720,0 milliards une année plus tôt, en augmentation de 1.088,0 milliards (151,1%). Les demandes satisfaites, en moyenne en 2020, se sont situées à 1.429,0 contre 719,3 milliards en 2019. Le taux d'intérêt marginal et le taux d'intérêt moyen pondéré ont diminué en moyenne en 2020 par rapport à 2019, respectivement de 101,1 points et de 146,2 points de base, en se situant respectivement à 2,20% et à 2,30%.

Au total, l'encours des avances sur les guichets des appels d'offres à une semaine et à un mois s'est établi à 5.702,0 milliards à fin décembre 2020 contre 4.410,0 milliards un an plus tôt, soit une progression de 1.292,0 milliards (+29,3%). Les bons et les obligations émis par les Trésors des 8 pays de l'Union ont représenté l'essentiel des titres présentés par les établissements de crédit comme supports aux opérations de refinancement.

renouvelés partiellement trois fois pour des montants respectifs de 831,1 milliards, 683,6 milliards et 548,1 milliards aux taux moyens pondérés de 2,28%, 2,49% et 2,35%. L'encours des concours sur ce guichet s'est établi à 96,3 milliards à fin décembre 2020.

Le guichet de prêt marginal n'a été sollicité qu'au cours des deux premiers mois de l'année 2020. Avec la décision de couverture de la totalité des besoins des banques au taux minimum sur les guichets d'appels d'offres à partir de mars 2020, les banques se sont désengagées du guichet de prêt marginal pour porter l'ensemble de leurs besoins sur les compartiments d'appels d'offres. De plus, la baisse des taux sur le marché interbancaire,



induite notamment par l'orientation accommodante de la politique monétaire, a offert une alternative aux banques pour financer leurs besoins entre deux adjudications, à des conditions avantageuses.

2.3.3 - MARCHÉ INTERBANCAIRE

L'évolution du marché interbancaire de l'UMOA a été marquée par la baisse du volume des échanges de liquidités et la détente du taux d'intérêt moyen pondéré des opérations à une semaine. Le volume des échanges a pâti des incertitudes suscitées par la crise sanitaire et ses effets sur l'activité bancaire, tandis que les taux ont évolué sous l'effet des mesures d'assouplissement monétaire mises en œuvre par la Banque Centrale tout le long de l'année 2020.

Ainsi, le volume moyen des transactions toutes maturités confondues s'est élevé à 275 milliards de FCFA en 2020 contre 455 milliards de FCFA en 2019 (-40%). Les opérations ont couvert des maturités allant d'un (1) jour à douze (12) mois. Les compartiments à une semaine et à un jour ont été les plus actifs, représentant respectivement 69% et 15% du volume moyen des transactions contre 73% et 15% en 2019. Sur ces maturités, les prêts

S'agissant du guichet spécial de refinancement, entré en vigueur depuis janvier 2014 et sur lequel les banques peuvent lever des ressources à leur initiative pour des durées allant de trois à douze mois, aucun engagement vis-à-vis de la BCEAO n'y a été relevé en 2020.

ont atteint des montants respectifs de 191 milliards de FCFA et 40 milliards de FCFA en 2020 contre 330 milliards de FCFA et 70 milliards de FCFA en 2019.

Rapporté au montant moyen des injections de liquidités, le volume des opérations interbancaires est ressorti à 5,0% en 2020 contre 10,5% en 2019.

S'agissant des taux d'intérêt, le compartiment à une semaine a enregistré une détente du taux d'intérêt moyen pondéré de 4,50% en 2019 à 3,48% en 2020. Toutes les places de l'Union ont participé à l'animation du marché interbancaire. La place d'Abidjan a été la plus active en termes d'offres de ressources (29%), suivie de celle de Ouagadougou (27%), de Cotonou et Dakar (13%). Les principales places bénéficiaires ont été celles de Dakar (24%), Abidjan (19%), Cotonou (17%) et Bamako (16%).

Tableau 8 : EVOLUTION DES TAUX INTERBANCAIRES EN 2020 (MOYENNE PONDEREE EN POURCENTAGE)

	1 jour	1 semaine	2 semaines	1 mois	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
Janvier	4,23	4,38	5,72	4,47	3,64	5,78	-	5,75
Février	3,57	3,82	5,36	4,30	4,23	4,71	-	-
Mars	3,82	3,94	5,28	5,35	6,32	5,38	5,50	-
avril	3,39	3,78	5,32	4,05	3,90	5,59	-	-
Mai	3,21	3,41	4,43	4,62	2,50	5,45	-	6,20
Juin	3,10	3,22	4,09	4,41	4,90	5,80	-	5,90
Juillet	2,78	2,83	3,87	3,18	3,66	4,57	6,20	-
Août	2,44	2,65	4,47	3,58	4,25	-	-	-
Septembre	2,37	2,68	4,23	4,49	4,00	5,00	-	-
Octobre	2,67	2,75	4,39	4,34	4,57	5,56	-	-
Novembre	2,46	2,76	3,77	5,09	3,81	4,25	-	-
décembre	2,36	2,45	3,98	4,12	5,17	4,35	-	-
Moyenne	3,31	3,48	5,06	4,59	4,29	5,55	6,09	5,94

Source : BCEAO.

Tableau 9 : EVOLUTION DES PRETS INTERBANCAIRES DANS L'UMOA EN 2020 (EN MILLIONS DE FCFA)

	Montants moyens*		Encours moyen des prêts	Fourchettes des taux (en %)	Durées des prêts***
	Total	dont UMOA**			
Janvier	469 315	362 402	607 988	3,64 à 5,75	1 jour à 12 mois
Février	276 081	223 192	474 777	3,57 à 5,36	1 jour à 6 mois
Mars	283 025	217 449	495 583	3,82 à 6,32	1 jour à 9 mois
Avril	213 582	168 880	391 656	3,39 à 5,59	1 jour à 6 mois
Mai	236 538	195 449	445 807	3,21 à 6,20	1 jour à 12 mois
Juin	236 849	203 115	443 567	3,10 à 5,90	1 jour à 12 mois
Juillet	278 767	224 351	523 871	2,78 à 6,20	1 jour à 9 mois
Août	224 321	192 059	401 223	2,44 à 4,47	1 jour à 3 mois
Septembre	189 425	151 688	405 449	2,37 à 5,00	1 jour à 6 mois
Octobre	248 285	191 614	453 416	2,67 à 5,56	1 jour à 6 mois
Novembre	284 103	219 703	454 960	2,46 à 5,09	1 jour à 6 mois
Décembre	363 166	279 031	533 213	2,36 à 5,17	1 jour à 6 mois
Moyenne	275 288	219 078	469 292		

* Volumes moyens hebdomadaires des nouveaux prêts interbancaires
 ** Volume des transactions entre les banques de différents pays dans l'Union
 *** Maturités des nouveaux prêts réalisés

Source : BCEAO.

2.4 - EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES

La situation monétaire de l'Union a été marquée en 2020 par une progression de l'agrégat de monnaie au sens large, de 16,4% après 10,4% en 2019. La souscription par les banques de titres

2.4.1 - ACTIFS EXTERIEURS NETS

Les actifs extérieurs nets des institutions monétaires se sont accrus de 198,0 milliards pour ressortir à 7.137,5 milliards, à fin décembre 2020. Cette évolution s'explique par la hausse de 150,8 milliards des actifs extérieurs nets de la Banque Centrale et de 47,2 milliards de ceux des banques.

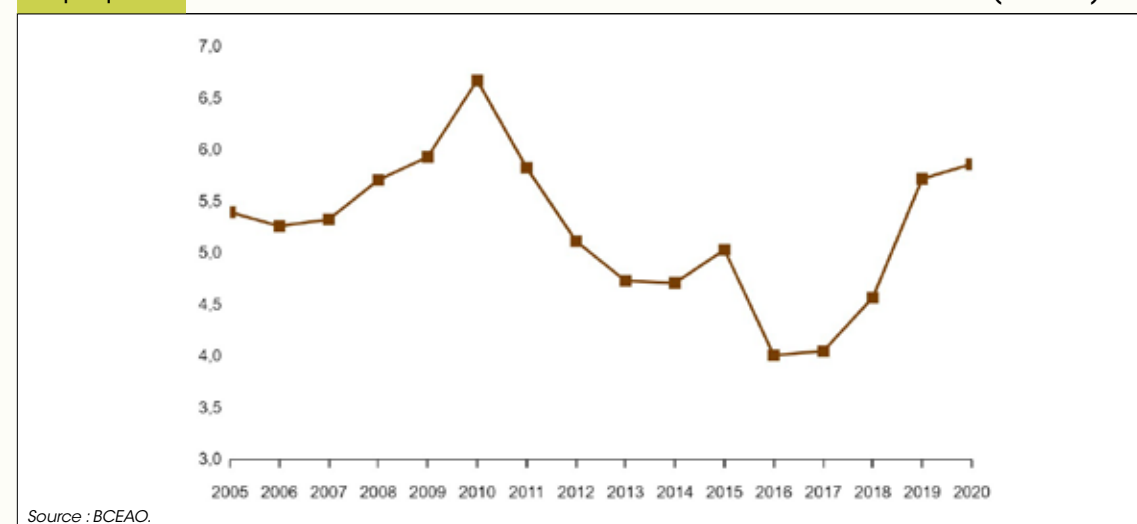
Le stock des réserves officielles de change de la BCEAO a augmenté de 1.374,2 milliards pour se situer à 11.731,2 milliards à fin décembre 2020. Cette augmentation est imputable aux mobilisations importantes de ressources extérieures par les Etats dans le cadre des appuis des bailleurs de fonds pour faire face à la crise sanitaire. Les Etats ont mobilisé 1.543,1 milliards auprès du FMI et 2.381,2 milliards auprès d'autres partenaires financiers. Sur les marchés

de dettes émis par les Etats, pour le financement des dépenses non prévues dans le cadre de la riposte contre la pandémie de la Covid-19, a contribué à cette expansion monétaire.

des capitaux étrangers, la Côte d'Ivoire a émis des eurobonds de 655,0 milliards en décembre 2020. Le Niger a également levé des ressources sur les marchés internationaux pour un montant nominal de 117,0 milliards. Le Togo a, pour sa part, émis des obligations par syndication, au cours du mois de juin, pour un montant de 95,5 milliards. Les ressources effectivement rapatriées par les Etats se sont élevées à 1.611,1 milliards.

En conséquence, le taux de couverture de l'émission monétaire de la Banque Centrale s'est établi à un niveau confortable (77,3%), malgré les mesures fortes d'assouplissement monétaire de la Banque Centrale, ce qui permet de couvrir 5,9 mois d'importation de biens et services.

Graphique 8 : COUVERTURE DES IMPORTATIONS PAR LES RESERVES DE CHANGE DE L'UNION (EN MOIS)



2.4.2 - CREANCES INTERIEURES

L'encours des créances intérieures a augmenté de 5.352,2 milliards ou 16,9%, par rapport à son niveau de fin décembre 2019, pour se situer à 36.978,5 milliards, à fin décembre 2020. Cette évolution est induite par l'effet combiné de la consolidation des créances nettes sur l'Administration Publique Centrale (APUC) et des crédits aux autres secteurs des économies de l'Union.

2.4.2.1 - Créances nettes sur l'Administration Publique Centrale (APUC)

Au cours de l'année 2020, le marché financier régional de la dette publique a été fortement sollicité pour financer en partie les besoins

nouveaux induits par la crise sanitaire. Cette situation s'est traduite par un accroissement soutenu des concours du système bancaire aux Etats. Les créances nettes des banques sur les administrations publiques centrales se sont consolidées de 3.138,5 milliards, soit une hausse de 38,7%. En particulier, l'encours de leur portefeuille de titres publics s'est accru de 35,5% en 2020, passant de 8.828,0 milliards à 11.959,4 milliards. Au niveau des créances nettes de la BCEAO, la hausse a été induite par la mise en place des appuis du FMI aux Etats. En définitive, les créances nettes de l'ensemble des institutions de dépôt sur les administrations publiques centrales ont augmenté de 4.223,6 milliards, soit 52,0%.

Tableau 10 : CREANCES NETTES DES INSTITUTIONS DE DEPOT SUR L'APUC (EN MILLIARDS)

	Décembre 2019	Décembre 2020	Variation annuelle
Créances nettes sur les APUC	8 118,1	12 341,7	4 223,6
Créances des institutions de dépôts	13 109,2	18 240,1	5 130,9
<i>Crédits</i>	4 264,6	6 264,6	2 000,1
<i>Portefeuilles de titres publics</i>	8 828,0	11 959,4	3 131,4
<i>Autres créances</i>	16,6	16,1	-0,5
Engagements des institutions de dépôts	4 991,1	5 898,4	907,4
<i>Encaisses du Trésor à la Banque Centrale</i>	29,2	34,7	5,5
<i>Dépôts</i>	4 892,9	5 790,6	897,7
<i>Autres engagements</i>	69,0	73,1	4,1

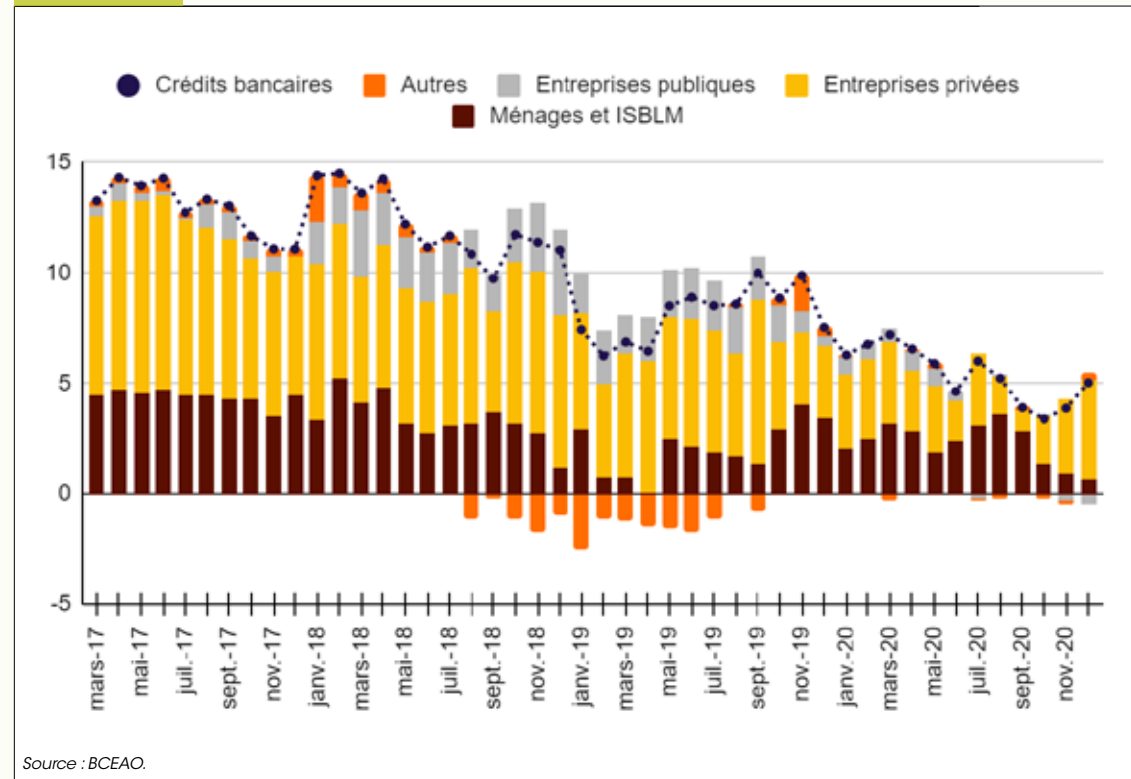
Source : BCEAO.

2.4.2.2 - Crédits bancaires à l'économie

Avec les effets de la crise sanitaire, notamment le coup d'arrêt du dynamisme de l'activité dans les pays de l'UEMOA, le rythme de progression des financements des institutions de dépôt en faveur des secteurs de l'économie, autres que l'administration centrale, a ralenti en 2020. Il est ressorti à 4,8% contre une croissance de 7,3% en 2019. Cette évolution est essentiellement portée par le développement des crédits bancaires dont la contribution est ressortie à 4,9 points de pourcentage. Le financement des banques à l'économie sous forme d'acquisition de titres et d'achat d'actions et de participations émises par les entreprises a contribué négativement à la croissance des concours bancaires.

L'analyse de la distribution de crédit par secteur institutionnel montre que le ralentissement du crédit a été plus important au niveau des ménages. Les prêts accordés par les banques aux ménages ont progressé de seulement 2,1% en 2020 contre 11,2% l'année précédente. Au niveau des entreprises privées non financières, les dispositions mises en place par la Banque Centrale en faveur des banques et l'application de la mesure de report d'échéances ont notamment permis de maintenir la dynamique des prêts. Le taux de croissance des concours des banques sous forme de crédits aux entreprises est passé de 5,5% en 2019 à 7,6% en 2020.

Graphique 9 : CONTRIBUTIONS A LA CROISSANCE ANNUELLE DU CREDIT BANCAIRE (en points de pourcentage)



LA MASSE MONETAIRE S'EST CONSOLIDEE DE 5.012,3 MILLIARDS OU 16,4%, POUR RESSORTIR A 35.612,8 MILLIARDS



LA BASE MONETAIRE S'EST ELARGIE DE 2.156,2 MILLIARDS OU 20,4%, EN SE SITUANT A 12.724,6 MILLIARDS A FIN DECEMBRE 2020.



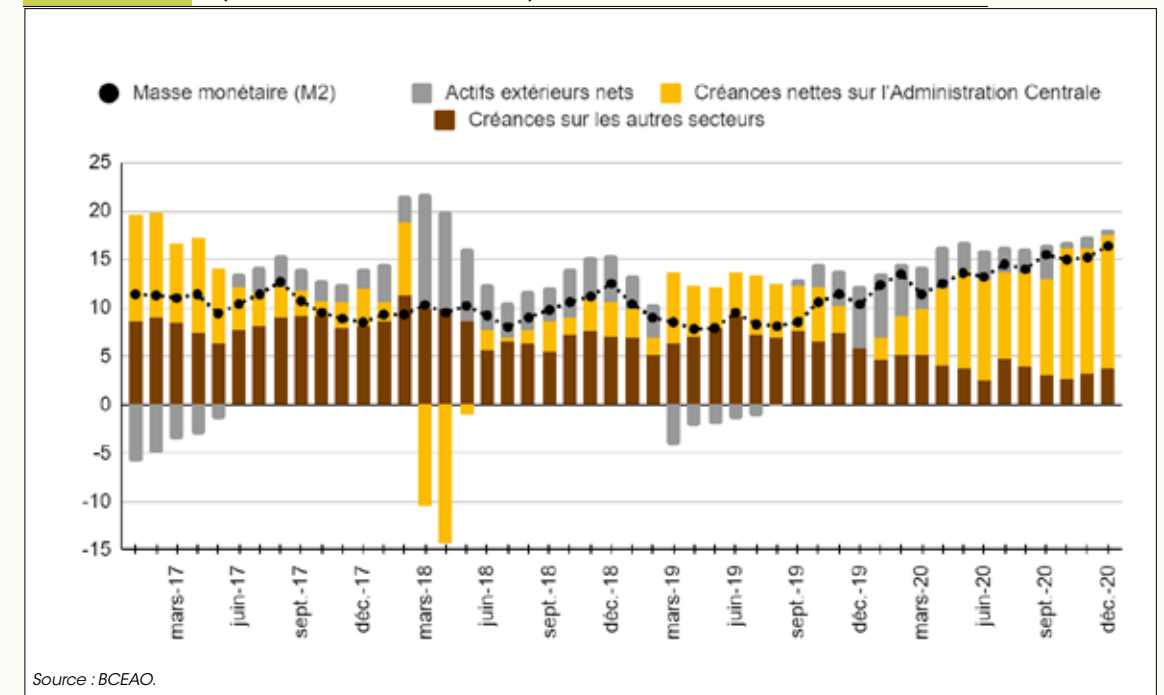
2.4.3 - MASSE MONETAIRE ET BASE MONETAIRE

En liaison avec la progression de ses contreparties, la masse monétaire s'est consolidée de 5.012,3 milliards ou 16,4%, pour ressortir à 35.612,8 milliards. Ce renforcement de la liquidité globale s'est traduit par le raffermissement des dépôts de 3.630,0 milliards ou 15,3% et de la circulation fiduciaire qui s'est accrue de 1.382,3 milliards ou 19,9%.

de 2.156,2 milliards ou 20,4%, en se situant à 12.724,6 milliards à fin décembre 2020. Cette évolution est portée par la croissance de ses différentes contreparties. Les concours aux banques ont augmenté de 1.084,9 milliards et les actifs extérieurs nets de la Banque Centrale se sont consolidés de 150,8 milliards. Avec les appuis du FMI aux Etats, les créances nettes sur les administrations publiques centrales se sont accrues de 1.090,6 milliards.

Comparativement à son niveau de fin décembre 2019, la base monétaire s'est élar-

Graphique 10 : CONTRIBUTIONS DES CONTREPARTIES A LA CROISSANCE ANNUELLE DE LA MASSE MONETAIRE (EN POINTS DE POURCENTAGE)

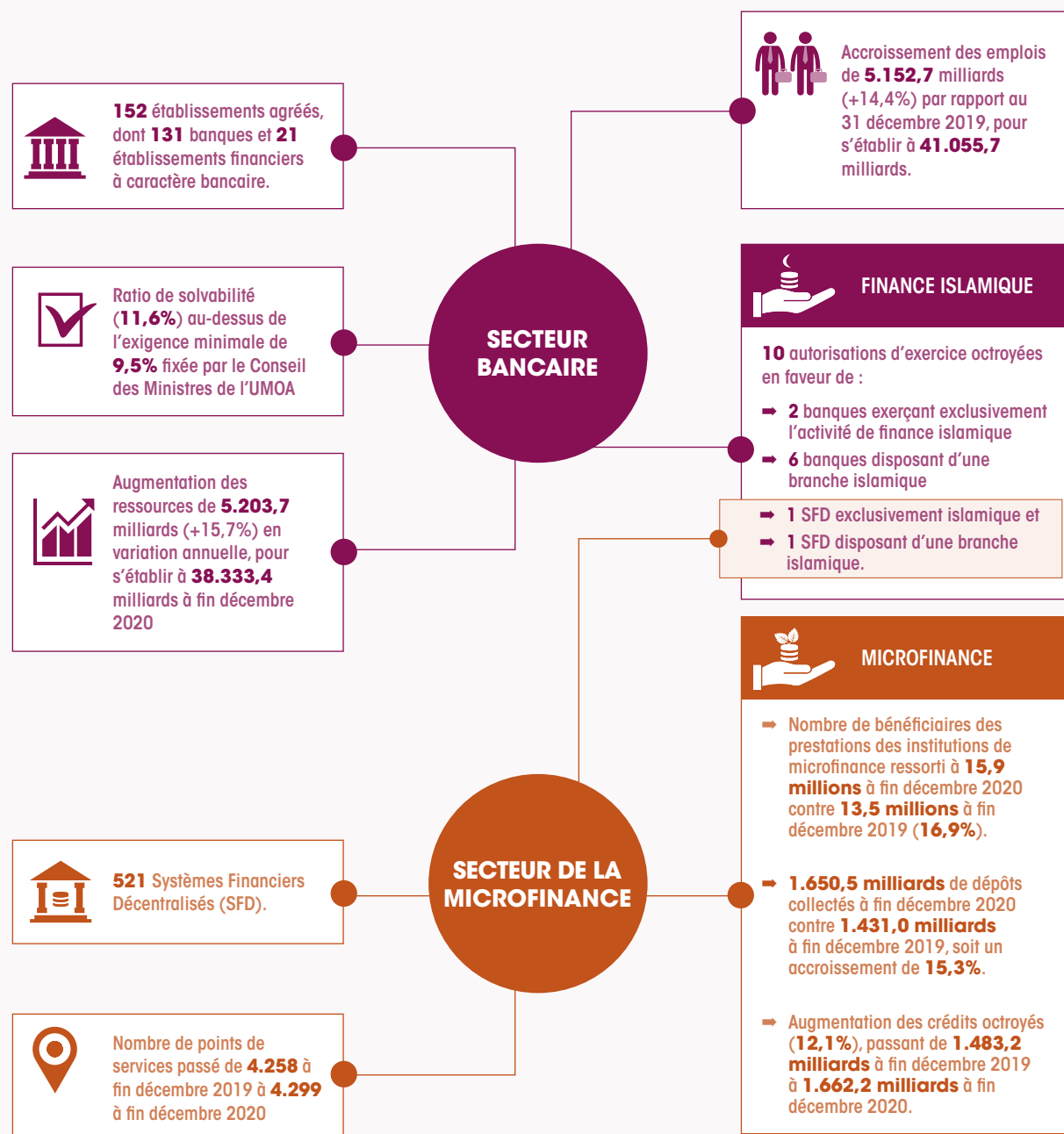




III EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES

3.1 - SITUATION DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE	42
3.2 - MARCHÉ FINANCIER	45
3.2.1 - Ressources mobilisées par les Etats sur le marché primaire	45
3.2.1.1 - Mobilisation des ressources sur le marché régional.....	45
3.2.1.2 - Encours des titres publics sur le marché régional	47
3.2.2 - Evolution de l'activité boursière.....	48
3.3 - STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES	49
3.3.1 - Actions visant la consolidation de la stabilité financière	49
3.3.1.1 - Préservation de la stabilité financière.....	49
3.3.1.2 - Renforcement de la supervision bancaire et financière	50
3.3.1.3 - Promotion et encadrement des FinTech	50
3.3.2 - Centralisation des risques bancaires	52
3.3.3 - Promotion des Bureaux d'Information sur le Crédit (BIC).....	53
3.3.4 - Promotion de l'inclusion financière dans l'UEMOA.....	54
3.3.4.1 - Mise en œuvre de la stratégie régionale d'inclusion financière (SRIF) dans l'UEMOA	54
3.3.4.2 - Appui aux Etats dans la digitalisation de leurs paiements	54
3.3.4.3 - Renforcement du secteur de la microfinance.....	55
3.3.4.4 - Mise en œuvre du projet d'interopérabilité des services financiers numériques dans l'UEMOA	56
3.3.4.5 - Mise en place d'un cadre de concertation avec les Autorités de Régulation des Télécommunications	56
3.3.4.6 - Développement du secteur de la monnaie électronique	56
3.3.4.7 - Participation aux activités de l'Alliance pour l'Inclusion Financière	57

3.1 - SITUATION DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE



Au 31 décembre 2020, le secteur bancaire de l'Union est composé de 152 établissements agréés dont 131 banques et 21 établissements financiers à caractère bancaire.

L'activité des établissements de crédit a poursuivi sa croissance, accompagnée d'une amélioration de la qualité du portefeuille des assujettis. En glissement annuel, le total de bilan du système bancaire a progressé de 5.953,8 milliards (+14,4%) pour atteindre 47.212,4 milliards à fin décembre 2020.

Les emplois se sont accrus de 5.152,7 milliards (+14,4%) pour s'établir à 41.055,7 milliards. Le modèle d'affaires axé sur les opérations de crédit s'est maintenu en 2020, malgré une légère modification de la structure des emplois. Ainsi, les crédits à la clientèle ont évolué de 1.682,7 milliards (+7,3%) notamment ceux à long terme (+2.687,2 milliards ; +237,5%). Dans la même tendance, les autres emplois ont progressé de 3.469,9 milliards, soit +26,7%, en liaison avec une augmentation des titres de placement (+2.447,9 milliards ; +29,9%), qui ont connu une progression plus importante par rapport à celle habituellement observée.

Les emplois bancaires sont composés à 59,9% de crédits à la clientèle et 40,1% par les autres emplois. En 2019, ces ratios s'établissaient à 64,0% et 36,0% respectivement.

Les ressources se sont accrues de 5.203,7 milliards (+15,7%) en glissement annuel, pour se situer à 38.333,4 milliards à fin décembre 2020, du fait de la hausse concomitante des dépôts et emprunts (+4.660,2 milliards ; +16,7%), des fonds propres nets (+409,0 milliards ; +11,0%) et des diverses autres ressources (+134,6 milliards ; +8,6%). La structure de ces ressources est demeurée en ligne avec le modèle d'affaires



dominant dans la région, à savoir la banque de détail. Aussi, sont-elles constituées à 84,8% de dépôts de la clientèle, 10,8% de fonds propres nets et 4,4% des autres ressources.

La trésorerie des banques et établissements financiers est en amélioration, le déficit structurel s'étant atténué de 51,1 milliards pour ressortir à -2.722,4 milliards.

La qualité du portefeuille s'est légèrement améliorée de 0,5 point de pourcentage, sur la base du taux brut, pour se fixer à 11,0%. Le taux net a suivi la même tendance en ressortant à 3,9% contre 4,6% à fin décembre 2019.

La solvabilité du secteur bancaire s'est consolidée à fin décembre 2020. Sur la base des déclarations des établissements de crédit, les fonds propres effectifs de l'ensemble du système bancaire de l'UMOA sont estimés à 2.591,9 milliards à fin décembre 2020 contre 2.873,4 milliards un an plus tôt. Les risques pondérés sont évalués à 22.383,0 milliards contre 24.865,1 milliards en 2019. Il en est ressorti un ratio moyen « fonds propres sur risques pondérés » de 11,6% au 31 décembre 2020, soit un niveau quasi-stable comparativement à celui enregistré en décembre 2019. Le ratio de solvabilité se situe ainsi au-dessus de l'exigence minimale de 9,5% fixée par le Conseil des Ministres de l'UMOA.

Le secteur de la microfinance de l'UMOA a poursuivi son dynamisme, en termes d'intermédiation et d'accès des populations aux services financiers, au cours de l'année 2020. En effet, sur la base des informations disponibles, le nombre de points de services des 521 SFD de l'Union est passé de 4.258 à fin décembre 2019 à 4.299 à fin décembre 2020. Le nombre de bénéficiaires des prestations des institutions

de microfinance est ressorti à 15,9 millions à fin décembre 2020 contre 13,6 millions à fin décembre 2019, soit une progression de 16,9%.

L'activité d'intermédiation financière des SFD s'est également renforcée. En effet, les dépôts collectés se sont établis à 1.650,5 milliards à fin décembre 2020 contre 1.431,0 milliards à fin décembre 2019, soit un accroissement de 15,3%. Ils représentent 5,1% des dépôts collectés par les établissements de crédit de l'Union au cours de la période sous revue. Le poids des dépôts à vue est demeuré relativement stable par rapport à l'année précédente, représentant 60,3% de l'épargne collectée par les SFD. Les dépôts à terme et les autres dépôts constituent respectivement 18,1% et 21,6%.

L'encours des crédits octroyés par les institutions de microfinance a augmenté (+12,3%), passant de 1.483,2 milliards à fin décembre 2019 à 1.662,2 milliards à fin décembre 2020. Il représente 6,8% des crédits accordés par les établissements de crédit de l'Union. Les crédits à court terme représentent 50,1% de l'ensemble des concours octroyés par les SFD. Les prêts à moyen et long termes constituent respectivement 30,0% et 19,9%. L'encours moyen des financements des SFD par membre a connu une baisse de 4,1% pour se situer à 104.217 FCFA contre 108.666 FCFA en 2019.

Au cours de l'année 2020, les actions visant l'assainissement du secteur de la microfinance, la modernisation des outils de supervision des activités de microfinance et la maîtrise des menaces auxquelles sont confrontés les SFD se sont poursuivies. Elles se sont traduites par une détérioration de la qualité du portefeuille des crédits des SFD, en raison de l'impact de la crise sanitaire sur les activités des clients de ces institutions financières. En effet, les créances

en souffrance sont ressorties à 133,9 milliards à fin décembre 2020 contre 96,4 milliards au 31 décembre 2019. Ainsi, le taux brut de dégradation du portefeuille des SFD de l'UMOA, mesuré par la somme des créances en souffrance rapportée à l'encours des crédits, s'est établi à 8,1% à fin décembre 2020 contre 6,5% à fin décembre 2019, soit une hausse de 1,6 point de pourcentage. Il se situe au-dessus de la norme de 3% généralement admise dans le secteur.

S'agissant de la finance islamique, plusieurs demandes d'agrément ont été introduites dont une a reçu en 2020 l'avis favorable de la BCEAO,

en vue d'exercer à titre exclusif les opérations de finance islamique au Niger. A ce jour, 10 autorisations d'exercice ont été octroyées, pour 2 banques exerçant exclusivement l'activité de finance islamique, 6 banques disposant d'une branche islamique, 1 SFD exclusivement islamique et 1 SFD disposant d'une branche islamique.

Une formation en ligne a été organisée au profit des Associations Professionnelles des Systèmes Financiers Décentralisés (APSF) de l'UMOA, les 5 et 6 novembre 2020 sur les aspects juridiques et opérationnels de la finance islamique dans l'Union.

3.2 - MARCHÉ FINANCIER



→ le montant global des émissions brutes sur le marché régional de la dette publique est ressorti à **10.486,8 milliards** contre **4.428,9 milliards** en 2019, soit une hausse de 136,8%.

→ Le compartiment des bons du Trésor a représenté **52,8%** des interventions, en liaison avec les émissions de « **Bons Covid-19** »

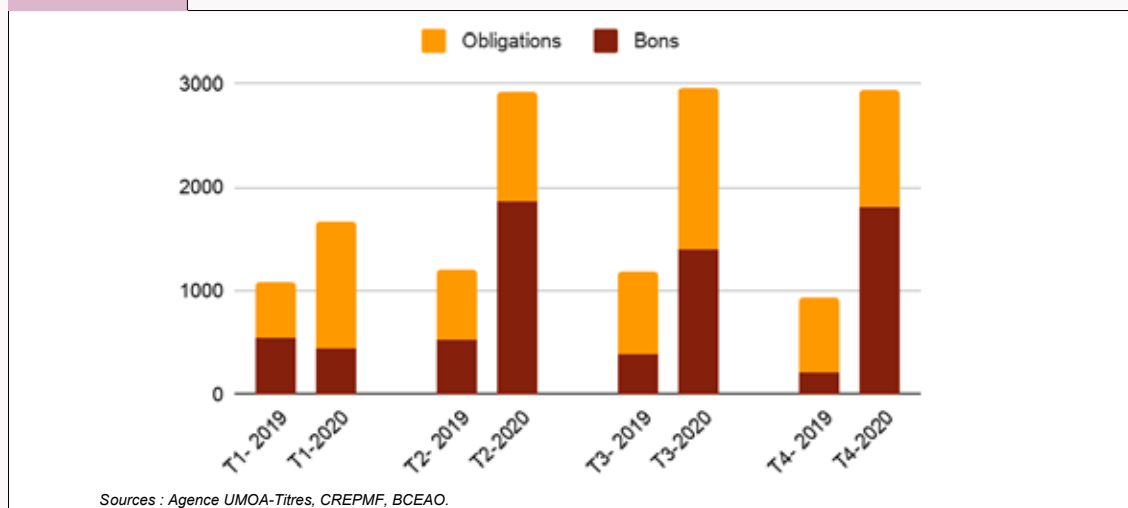
3.2.1 - RESSOURCES MOBILISEES PAR LES ETATS SUR LE MARCHÉ PRIMAIRE

3.2.1.1 - Mobilisation des ressources sur le marché régional

Au cours de l'année 2020, le montant global des émissions brutes sur le marché régional de la dette publique est ressorti à 10.486,8 milliards contre 4.428,9 milliards en 2019, soit une hausse de 136,8%. Cette augmentation de 6.057,9 milliards par rapport à l'année précédente s'explique par une présence plus marquée des pays sur le marché financier régional en vue de la couverture de leurs besoins de financement. En conséquence, les émissions nettes se sont établies à 4.181,1 milliards contre 910,8 milliards un an plus tôt.

La préférence des Etats s'est orientée vers les titres de court terme. Le compartiment des bons du Trésor a représenté 52,8% des interventions, en liaison avec les émissions de « Bons Covid-19 ». Ces opérations, dont la maturité était de trois mois, ont été partiellement renouvelées trois fois, après l'opération initiale intervenue en avril 2020 pour un montant de 1.172,6 milliards. Hormis cette opération spéciale, les Etats ont levé 2.268,6 milliards de bons au titre de l'année 2020 contre 1.645,1 milliards un an plus tôt.

Graphique 11 : EVOLUTION TRIMESTRIELLE DES BONS ET OBLIGATIONS DU TRESOR EN 2019 ET 2020



Le coût moyen des ressources levées par les États sur le compartiment des bons du Trésor s'est inscrit en baisse en 2020 par rapport à 2019. Le taux d'intérêt moyen pondéré est ressorti à 3,28% en 2020 contre 5,36% un an plus tôt. Cette détente est la conséquence de la baisse des taux directeurs de la BCEAO intervenue en juin 2020 et des facilités mises en

place pour accompagner les émissions des bons spéciaux dénommés « Bons Covid-19 », notamment l'ouverture d'un guichet spécial pour le refinancement de ces titres au taux de 2,00%. De manière spécifique, les taux de sortie sur les bons du Trésor ont affiché une tendance baissière pour toutes les maturités comparativement à 2019.

Tableau 11 : TAUX D'INTERET MOYENS DES BONS DU TRESOR (EN POURCENTAGE)

	Moyenne 2018	2019				Moyenne 2019	2020				Moyenne 2020
		T1	T2	T3	T4		T1	T2	T3	T4	
1 mois	3,90	-	-	-	-	-	-	-	-	2,43	2,43
3 mois	5,46	5,00	4,98	4,63	-	4,85	3,88	3,22	2,45	3,28	2,96
6 mois	6,06	5,69	5,40	-	4,90	5,52	4,38	4,49	4,20	2,96	4,34
12 mois	6,16	6,07	5,62	5,29	5,11	5,61	4,94	4,91	4,89	4,06	4,68
24 mois	5,80	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Taux moyens	5,90	5,78	5,32	4,93	5,08	5,36	4,46	3,63	4,93	3,09	3,28

Sources : BCEAO, Agence UMOA-Titres.

Le montant global des émissions d'obligations par adjudication est ressorti à 3.237,7 milliards en 2020, en hausse de 1.462,6 milliards par rapport à 2019. Les titres de maturités 3 ans et 5 ans ont été les plus sollicités avec des montants mobilisés de 1.666,9 milliards et 1.091,9 milliards respectivement, représentant 85,2% du montant global des ressources levées par le biais de cet instrument.

Le volume des émissions obligataires par syndication s'est également inscrit en hausse

de 736,2 milliards pour s'établir à 1.745,0 milliards à fin décembre 2020. Ces opérations ont été effectuées par le Bénin (110,0 milliards), le Burkina (272,6 milliards), la Côte d'Ivoire (1.010,7 milliards), le Mali (226,2 milliards) et le Niger (125,5 milliards).

Globalement, le rendement moyen des obligations s'est inscrit en baisse en 2020 comparativement à 2019. Il s'est établi, en moyenne, toutes maturités confondues, à 6,29% en 2020 contre 6,60% un an auparavant.

Tableau 12 : EMISSIONS BRUTES PAR ADJUDICATION ET SYNDICATION SUR LE MARCHÉ REGIONAL DES TITRES PUBLICS (EN MILLIARDS DE FCFA)

	2019				Total 2019	2020				Total 2020
	T1	T2	T3	T4		T1	T2	T3	T4	
Bons	536,9	524,3	380,3	203,6	1 645,1	446,1	1 864,4	1 392,5	1 801,1	5 504,1
Obligations	555,0	686,4	808,9	733,5	2 783,8	1 232,1	1 056,5	1 565,6	1 128,5	4 982,7
Par adjudication	349,5	474,2	454,3	497,0	1 775,1	851,7	807,7	884,9	693,4	3 237,7
Par syndication	205,5	212,2	354,6	236,5	1 008,8	380,4	248,8	680,7	435,1	1 745,0
Total	1 091,9	1 210,7	1 189,2	937,1	4 428,9	1 678,2	2 920,9	2 958,1	2 929,6	10 486,8

Sources : BCEAO, Agence UMOA-Titres.

3.2.1.2 - Encours des titres publics sur le marché régional

L'encours global des titres publics est ressorti à 15.064,6 milliards à fin décembre 2020, représentant 16,6% du PIB. La structure de cet

encours est dominée par les obligations du Trésor, qui représentent 90,8% du total.

Tableau 13 : ENCOURS DES TITRES PUBLICS A FIN DECEMBRE 2020 SUR LE MARCHÉ FINANCIER REGIONAL
(MONTANTS EN MILLIARDS DE FCFA)

	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
Encours	6 388,5	8 621,4	9 629,9	9 972,7	10 883,5	15 064,6
<i>(en % du PIB)</i>	9,3	11,8	12,4	12,0	12,3	16,6
Part relative						
- bons	20,3	17,5	12,7	11,0	8,2	9,2
- obligations	79,7	82,5	87,3	89,0	91,8	90,8

Sources : BCEAO, Agence UMOA-Titres, CREPMF.

3.2.2 – EVOLUTION DE L'ACTIVITE BOURSIERE



L'évolution de l'activité boursière régionale au 31 décembre 2020, par rapport au 31 décembre 2019, a été caractérisée par une situation mitigée des principaux indicateurs. La capitalisation boursière s'est élevée à 10.419,08 milliards contre 8.973,25 milliards à fin 2019, soit une progression de 16,1%, grâce à la bonne tenue de l'activité sur le compartiment des obligations. En effet, la capitalisation sur ce compartiment est passée de 4.232,65 milliards à 6.051,4 milliards au 31

décembre 2020, en accroissement de 43,0%, tandis que celle du marché des actions a enregistré un recul de 7,9%.

Reflétant cette évolution, les indices BRVM se sont orientés à la baisse en 2020. Le BRVM10, principal indice boursier, et l'indice composite, se sont établis respectivement à 130,88 points et 145,37 points au 31 décembre 2020, fléchissant respectivement de -12,2% et de -8,7% par rapport à fin décembre 2019.

3.3 - STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES

3.3.1 - ACTIONS VISANT LA CONSOLIDATION DE LA STABILITE FINANCIERE

La Banque Centrale a poursuivi en 2020, la mise en œuvre des chantiers initiés pour le renforcement de la stabilité financière dans l'Union, dans un contexte marqué par la crise de la pandémie de la Covid-19. Les actions accomplies ont porté sur la préservation de la stabilité financière et le renforcement de la supervision bancaire et financière.

la liste des instruments disponibles dans l'UMOA, qui pourraient être utilisés à des fins macroprudentielles pour limiter le risque systémique. La BCEAO a, en outre, engagé les travaux de calibrage du coussin contracyclique, principal instrument macroprudentiel.

- **Travaux du Comité de Stabilité Financière dans l'UMOA**

3.3.1.1 – Préservation de la stabilité financière

- **Poursuite des travaux relatifs à l'opérationnalisation de la politique macroprudentielle dans l'UMOA**

Le Comité de Politique Macroprudentielle (CPMP) de la BCEAO a tenu sa première réunion en mars 2020. Ce Comité, chargé de la définition et de la mise en œuvre de la politique macroprudentielle, a adopté les indicateurs destinés au suivi des risques de nature systémique dont la survenance peut affecter le secteur bancaire et les économies de l'Union. Le Comité a également validé

Le Comité de Stabilité Financière dans l'UMOA (CSF-UMOA) a tenu les travaux de ses 16^e, 17^e et 18^e sessions ordinaires respectivement les 5 mars, 26 août et 3 décembre 2020. Au cours de ces rencontres, le Comité a, au regard de l'évolution récente de l'environnement macrofinancier de l'Union, apprécié le degré de résilience du secteur financier de l'UMOA face aux effets de la pandémie liée à la Covid-19, en liaison notamment avec les mesures prises en temps opportun par les Autorités de régulation et de supervision des différents segments du système financier de la Zone.



Le Comité a toutefois mis en exergue les principales sources de vulnérabilité qui pourraient affecter les performances de l'Union, notamment :

- les impacts à moyen et long termes de la Covid-19 ;
- l'exposition importante du secteur bancaire aux risques de crédit ;
- la forte concentration des risques au sein des différents segments du secteur financier de l'UMOA ;
- l'exposition aux risques liés à la cybersécurité ;
- la dégradation du portefeuille de crédit et les problèmes de gouvernance des SFD ;
- les risques sécuritaires.

Le Comité a formulé des recommandations, en particulier à l'endroit des Autorités de régulation et de supervision, pour limiter les effets potentiels des facteurs de risque identifiés, tout en les appelant à redoubler de vigilance face aux implications de la crise de la Covid-19 sur le secteur financier.

3.3.1.2 - Renforcement de la supervision bancaire et financière

Dans la perspective du développement au sein de l'UMOA des opérations de monnaie électronique, la Banque Centrale a édicté l'Instruction n°01-01-2020 du 31 janvier 2020 visant à harmoniser l'enregistrement des transactions au sein du secteur bancaire et de la microfinance. L'application de cette Instruction permettra également d'assurer un meilleur suivi de l'activité de monnaie électronique. A cet égard, dans le cadre du programme d'accompagnement des assujettis dans la mise en œuvre de cette réforme réglementaire, un séminaire de vulgarisation s'est tenu les 21 et 22 décembre 2020. Y ont pris part des représentants

des établissements de crédit, des institutions de microfinance de l'UMOA ainsi que des agents de la BCEAO, dont ceux du Secrétariat Général de la Commission Bancaire chargés du suivi des institutions exerçant des opérations de monnaie électronique dans la Zone.

En outre, dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme prudentielle inspirée des normes de Bâle, la BCEAO a mené les travaux pour préciser les modalités de calcul et de reporting des nouvelles normes de liquidité, à savoir le ratio de liquidité à court terme (RLCT) et le ratio structurel à long terme (RLLT).

Par ailleurs, pour tenir compte des spécificités des établissements de crédit exerçant une activité de finance islamique, la Banque Centrale a entrepris l'élaboration d'un cadre comptable et prudentiel qui leur est dédié. L'objectif est de permettre aux établissements voulant effectuer ce type d'opérations de disposer d'outils adéquats d'évaluation de leurs performances et de leur solidité financières, en vue d'une contribution au financement sain des économies des Etats membres.

3.3.1.3 - Promotion et encadrement des FinTech

Afin de promouvoir le développement des FinTech dans l'Union dans des conditions sécurisées, le Gouverneur a institué un Comité FinTech au sein de la BCEAO le 18 février 2020.

Ce Comité FinTech est chargé de veiller à la cohérence de son intervention avec les actions mises en œuvre par les Autorités de régulation et de supervision au niveau national (Autorités de régulation des télécommunications et de la Poste, Commissions des données personnelles, Ministères en charge de l'économie numérique, etc.), en tenant compte du champ de compétences de chaque acteur afin d'éviter des interférences éventuelles dans leurs attributions respectives.

Dans le cadre de son programme d'activités, le Comité FinTech a identifié trois (3) pôles d'intervention : la connaissance et le suivi des FinTech, la réglementation et la supervision, ainsi que le renforcement de leurs capacités et la veille technologique.

A cet égard, des rencontres spécifiques ont été organisées avec les prestataires de services financiers numériques intervenant dans la chaîne de digitalisation des paiements. Elles visaient à identifier les activités de ces structures, les défis qu'elles rencontrent et leurs attentes vis-à-vis de la BCEAO. Les conclusions des échanges ont permis de tirer des enseignements devant aboutir à la mise en place d'un cadre réglementaire favorable au développement des

services financiers numériques dans l'Union. De même, elles ont enrichi les réflexions en cours au sein du Comité FinTech.

A l'issue des concertations, une enquête en ligne, réalisée en juin 2020, a permis de recenser 156 FinTech établies dans l'UMOA, réparties en trois (3) catégories et couvrant six (6) secteurs d'activités, à savoir les services financiers numériques, l'assurance, le développement de plateformes numériques, le financement participatif, la monnaie digitale et l'éducation financière. Ce recensement a permis d'établir une cartographie de ces structures et de concevoir un annuaire dynamique qui sera accessible au grand public.

ENCADRE 2 : COVID-19 : ASSOULISSEMENTS REGLEMENTAIRES CONSENTIS AUX ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET AUX SYSTEMES FINANCIERS DECENTRALISES (SFD)

La BCEAO a émis quatre (4) Avis visant à atténuer l'impact de la crise sanitaire de la Covid-19 sur la situation financière et prudentielle du secteur bancaire de l'UMOA et sur le financement de l'économie.

Avis n° 005-04-2020 et n° 011-10-2020 : Mesures comptable et prudentielle relatives au report d'échéances de créances bancaires

Par l'Avis n° 005-04-2020, la Banque Centrale a autorisé les établissements de crédit à accorder aux entreprises, salariés et SFD affectés par la pandémie de la Covid-19 qui le sollicitent, un report d'échéances sur leurs prêts, pour une période de 3 mois renouvelable une fois, sans charge d'intérêt, ni frais, ni pénalité de retard. Cette décision de report d'échéances a été prorogée par l'Avis n° 011-10-2020, jusqu'au 31 décembre 2020.

Sur le plan comptable, les établissements de crédit ont été autorisés à classer leurs créances saines ayant fait l'objet d'un report d'échéances, dans un compte spécifique à l'intérieur de la catégorie des créances saines, et non dans celle des créances en souffrance.

Avis n° 010-08-2020 : Mesure prudentielle relative à la prorogation d'une année du calendrier de mise en œuvre des dispositions transitoires

Sur proposition de la BCEAO, le Conseil des Ministres de l'Union a, lors de sa session ordinaire tenue le 26 juin 2020, prorogé d'une année le calendrier de mise en œuvre des dispositions transitoires du dispositif prudentiel applicable aux établissements de crédit et aux compagnies financières de l'UMOA. Cette décision notifiée par la BCEAO,

par Avis n° 010-08-2020 aux établissements assujettis, prévoit le maintien en 2020 des exigences prudentielles de 2019 et le décalage d'un an de celles relatives aux années suivantes. Cette mesure accorde une marge financière aux établissements assujettis, qui pourrait être mobilisée en vue de favoriser une relance économique rapide des Etats membres de l'Union.

Avis n° 008-04-2020 : Mesures comptables relatives au report d'échéances en faveur des clients des SFD

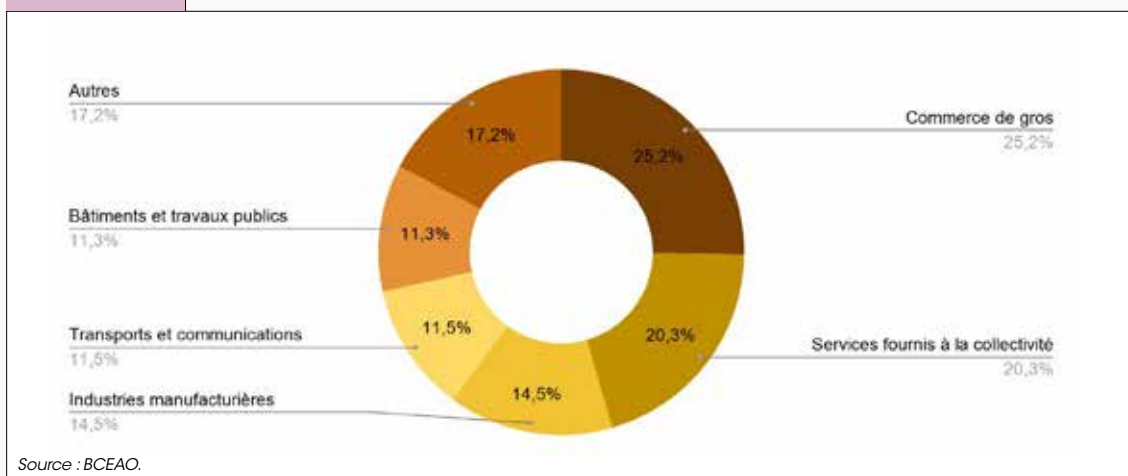
La BCEAO a autorisé les institutions de micro-finance à classer dans les créances immobilisées, les crédits impactés par la crise dont les échéances feront l'objet de report. Les SFD ont la possibilité d'accorder un report d'échéances à la fois sur les créances saines et sur les créances déjà classées dans la catégorie « Immobilisé ». Au regard de la spécificité de leur clientèle, cette mesure visait à éviter les conséquences d'un déclassement massif de créances saines ou immobilisées dans les créances en souffrance.

3.3.2 - CENTRALISATION DES RISQUES BANCAIRES

L'encours global des utilisations de crédits recensées à la Centrale des risques est de 14.781,6 milliards à fin décembre 2020 contre 13.665,9 milliards au 31 décembre 2019, soit une hausse

de 8,2%. Les crédits à court terme sont ressortis à 8.165,4 milliards, soit 55,2% de l'encours, et ceux à moyen et long terme 6.616,2 milliards (44,8% de l'encours).

Graphique 12 : NIVEAUX DE CONCENTRATION DES RISQUES BANCAIRES PAR SECTEUR D'ACTIVITES



3.3.3 - PROMOTION DES BUREAUX D'INFORMATION SUR LE CREDIT

 **215** (2020)
196 (2019)

- Nombre d'établissements assujettis jugés aptes à participer au système de partage d'informations sur le crédit : 215 au 31 décembre 2020 contre 196 à fin décembre 2019.
- Nombre de clients sur lesquels des informations sont disponibles dans la base du BIC : 10.495.233 au 31 décembre 2020 (241.409 personnes morales et 10.253.824 personnes physiques) contre 7.192.103 à fin décembre 2019.

PROGRESSION DU NOMBRE DE CLIENTS DANS LA BASE DU BIC

7.192.103
AU 31 DECEMBRE 2019



10.495.233
AU 31 DECEMBRE 2020



La BCEAO suit l'évolution des activités du BIC, dont l'objectif est de contribuer à réduire l'asymétrie d'informations entre les prêteurs et les emprunteurs afin d'améliorer l'accès des populations aux services financiers à des coûts réduits.

A la date du 31 décembre 2020, 215 établissements assujettis sur les 225 concernés, soit 95,5%, participent au système de partage d'informations sur le crédit. En outre, vingt-et-un (21) grands facturiers, notamment les principales sociétés de fourniture d'électricité, de distribution d'eau, de téléphonie mobile et de télécommunications répartis entre le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Niger, le Sénégal et le Togo sont arrimés au dispositif de partage d'informations sur le crédit et déclarent des données au BIC de l'UMOA.

Le nombre de clients sur lesquels des informations sont disponibles dans la base du BIC est passé de 7.192.103 à fin décembre 2019 à 10.495.233 au 31 décembre 2020, à raison de 241.409 personnes morales et 10.253.824 personnes physiques. Cette évolution s'explique par l'adoption par l'ensemble des Etats membres de l'Union de textes législatifs, qui dispensent les établissements assujettis de l'obligation de recueil préalable de consentement pour le partage des données des clients ayant bénéficié de prêts avant la date d'entrée en vigueur de la loi uniforme. A ces dispositions, s'ajoute l'adoption par la plupart de ces pays de textes complémentaires autorisant le traitement automatisé des données des grands facturiers à intégrer à la plate-forme électronique de partage d'informations sur le crédit.

En vue de faire connaître davantage le dispositif de partage d'informations sur le crédit aux populations de l'Union, la BCEAO a signé, le 6 décembre 2019, un Accord de Service de Conseils avec la Société Financière Internationale (IFI) pour la mise en œuvre d'un programme de sensibilisation du public sur les BIC dans les Etats membres. Les résultats

3.3.4 - PROMOTION DE L'INCLUSION FINANCIERE DANS L'UEMOA

En 2020, les actions entreprises en faveur de l'inclusion financière ont essentiellement porté sur la mise en œuvre de la stratégie régionale d'inclusion financière (SRIF) dans l'UEMOA et du projet d'interopérabilité des services financiers numériques ainsi que sur les initiatives visant le développement du secteur de la monnaie électronique et la microfinance dans l'Union.

3.3.4.1 - Mise en œuvre de la stratégie régionale d'inclusion financière (SRIF) dans l'UEMOA

La BCEAO a finalisé le programme régional d'éducation financière et entamé les diligences relatives à la réalisation des études sur la demande et l'offre de services financiers dans les pays de l'UEMOA.

Adopté en avril 2020, ce programme vise à donner aux populations les informations utiles en matière financière, afin de leur permettre de faire des choix éclairés et de prendre des décisions averties en toute connaissance de cause. A cet égard, une feuille de route a été élaborée pour servir de cadre de référence pour les Etats membres de l'Union, dans le processus d'élaboration de leur programme national d'éducation financière. A cet effet, il convient de souligner que la Côte d'Ivoire a adopté son programme national d'éducation financière et que le processus est avancé au Burkina et au

attendus de ce programme devraient à terme contribuer à une amélioration de la qualité des données sur le crédit et de l'information de la clientèle des institutions de crédit. Le démarrage effectif de la campagne de sensibilisation du grand public dans les huit (8) Etats membres de l'Union a eu lieu le 10 décembre 2020.

Togo. Au Burkina, le programme d'éducation financière validé par les acteurs est en cours d'adoption par les Autorités nationales. Quant au Togo, un projet ayant fait l'objet d'une première concertation est en cours de finalisation pour sa transmission aux Autorités.

Dans le cadre de l'opérationnalisation du programme régional, des groupes de travail sur l'éducation financière ont été mis en place dans tous les pays de l'Union, à l'exception de la Guinée-Bissau.

Concernant les études sur la demande et l'offre de services financiers, en vue d'améliorer la connaissance des marchés des produits et services financiers et d'approfondir l'inclusion financière, il convient de noter que les documents préparatoires à la réalisation de ces études, qui seront conduites en collaboration avec les Instituts Nationaux de la Statistique (INS), ont été élaborés et validés. Les prochaines étapes prévoient le recrutement des Consultants et le lancement des études.

3.3.4.2 - Appui aux Etats dans la digitalisation de leurs paiements

La BCEAO a poursuivi ses actions en faveur de la digitalisation des paiements publics et de l'utilisation des paiements digitaux, dont l'ob-

jectif est d'apporter aux populations de l'Union des services de paiement de proximité et à des coûts abordables. A cet égard, la BCEAO a lancé deux chantiers, à savoir l'accompagnement de la connexion des Trésors Publics Nationaux à la plateforme du GIM-UEMOA et l'élaboration d'un guide pour la digitalisation des paiements des Etats membres de l'UEMOA.

En plus de leur connexion directe à STAR-UEMOA et à SICA-UEMOA, la participation des Trésors Publics Nationaux à la plateforme monétique régionale leur permettra désormais d'émettre de la monnaie électronique et des instruments de paiement innovants pour le règlement des allocations publiques, en faveur notamment des étudiants et des retraités. Elle devrait également contribuer à la rentabilité et à la compétitivité de leurs régies financières et à faire évoluer les administrations publiques financières vers une infrastructure technique facilitant les transactions avec les populations. Enfin, ce projet favorise une plus grande autonomie des Trésors publics dans la gestion de leurs activités financières ainsi que l'élargissement des réseaux d'acceptation et de distribution des moyens de paiement digitaux.

Quant au guide sur la digitalisation des paiements, il vise à accompagner les Etats dans cette démarche, en mettant en exergue les grandes lignes de ce processus. Ce document s'adresse à l'ensemble des parties prenantes intervenant dans les activités liées aux paiements publics des Etats membres de l'UEMOA, telles que les administrations financières, les établissements publics et les grands facturiers. Il s'inspire notamment des résultats de l'étude, publiée en juillet 2019 par la BCEAO et la Banque Mondiale, sur l'état des lieux de la digitalisation des paiements des Etats membres de l'UEMOA, sur la période de 2016 à 2018.

3.3.4.3 - Renforcement du secteur de la microfinance

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'axe 2 de la stratégie régionale d'inclusion financière portant sur "l'assainissement et le développement du secteur de la microfinance", la BCEAO a initié et poursuivi plusieurs chantiers.

La Banque Centrale a mis en place un mécanisme permettant d'automatiser la participation des institutions de microfinance aux systèmes de paiement de l'Union. Ce dispositif devrait réduire le délai d'exécution et les coûts des transactions de la clientèle. A ce titre, les cadres des systèmes financiers décentralisés seront outillés à travers des formations adaptées délivrées par la BCEAO et le GIM-UEMOA.

En outre, des travaux préparatoires ont été engagés au sein de la BCEAO en vue de la mise en œuvre en 2021 d'un programme de renforcement des capacités des dirigeants des institutions de microfinance en matière de gouvernance et de gestion des risques. Ces sessions de formation visent l'amélioration de la gouvernance ainsi que des dispositifs de conformité, de surveillance financière, de contrôle interne et de reporting. Un programme similaire basé essentiellement sur les outils et méthodologies de supervision est prévu pour les Agents des structures ministérielles de suivi des institutions de microfinance.

Par ailleurs, la Banque Centrale a procédé au recensement des SFD en difficulté dans la perspective de mener des missions d'évaluation devant aboutir à la définition d'un plan de redressement durable.

3.3.4.4 - Mise en œuvre du projet d'interopérabilité des services financiers numériques dans l'UEMOA

Lancé en 2017, le projet d'interopérabilité des services financiers numériques dans l'UEMOA a été notamment marqué, au cours de l'année 2020, par la mise en place des Cellules Nationales de Suivi, au niveau des Agences Principales de la BCEAO, en vue d'un meilleur déploiement du projet.

Par ailleurs, dans le cadre de la préparation de la phase de pré-déploiement de la nouvelle plateforme, des rencontres ont été organisées, au cours du premier trimestre de l'année 2020, entre la BCEAO et l'ensemble des acteurs concernés, afin de leur présenter les pré-requis, les exigences de sécurité ainsi que les spécifications techniques et fonctionnelles nécessaires à leur connexion. Ces échanges ont également permis de relever les préoccupations des acteurs et d'établir un lien de communication permanent avec les points focaux des structures concernées.

En outre, les projets de textes du cadre réglementaire devant régir le fonctionnement de l'interopérabilité ainsi que le plan d'affaires ont été rédigés. Les principales dispositions de ces projets de textes fixent les conditions d'accès au système interopérable, les règles de traitement des transactions dans l'interopérabilité, les obligations du gestionnaire de la plateforme et des participants ainsi que les mesures de protection des clients. Elles proposent également les règles de gestion du fonds de garantie de règlement des soldes de compensation des transactions interopérables.

Le plan d'affaires énonce des propositions de tarification des services interopérables, sur la base d'un modèle économique permettant la couverture des charges, conformément aux principes internationaux en matière de systèmes de paiement de masse.

Enfin, tous les appels d'offres inscrits dans la feuille de route du projet, notamment celui relatif à l'acquisition et au déploiement de la solution d'interopérabilité des services financiers numériques dans l'UEMOA, ont été lancés en 2020.

3.3.4.5 - Mise en place d'un cadre de concertation avec les Autorités de Régulation des Télécommunications

La Banque Centrale a poursuivi les échanges avec les Autorités de Régulation des Télécommunications (ART) des Etats membres de l'Union, en vue de définir les conditions devant favoriser le bon fonctionnement de l'interopérabilité des services financiers numériques et d'assurer la qualité de ces services dans l'UEMOA. Ces échanges se sont traduits par la participation active des ART aux travaux du projet d'interopérabilité et à la formulation des exigences de qualité pour le fonctionnement des infrastructures de télécommunication.

A cet égard, les ART ont adopté une politique de libéralisation du canal USSD favorable à l'inclusion financière et ont également réduit la tarification y afférente.

3.3.4.6 - Développement du secteur de la monnaie électronique

Le secteur de la monnaie électronique de l'Union s'est enrichi, en 2020, de cinq (5) émetteurs de monnaie électronique, soit trois (3) banques et deux (2) établissements de monnaie électronique agréés par la Banque Centrale, ce qui porte à 43 le nombre des émetteurs de monnaie électronique dans l'Union contre 38 un an plus tôt.

Afin d'appuyer les promoteurs qui souhaitent s'investir dans ce secteur, la BCEAO a élaboré un guide de demande d'agrément ou d'autorisation, en qualité d'établissement émetteur de monnaie électronique dans les Etats membres de l'UEMOA. Ce guide vise à les

accompagner dans le processus d'obtention de l'agrément ou de l'autorisation, en rappelant les conditions essentielles pour l'exercice de cette activité et les éléments constitutifs du dossier à soumettre à la Banque Centrale.

3.3.4.7 - Participation aux activités de l'Alliance pour l'Inclusion Financière

Dans le cadre de sa participation aux activités de l'AFI, l'Institut d'émission a activement pris part aux réunions des instances de l'Alliance, ainsi qu'aux travaux des huit (8) groupes de travail mis en place sur des thématiques spécifiques, notamment les services financiers numériques, les politiques d'inclusion financière du réseau au niveau de l'Afrique, les stratégies nationales d'inclusion financière, la protection des consommateurs et la finance verte inclusive.

L'Institut d'émission a, en outre, bénéficié des formations sur les écosystèmes FinTech inclu-

sifs et la cybersécurité, les données, le suivi et l'évaluation des stratégies nationales d'inclusion financière, le renforcement des réseaux d'agents pour les services financiers numériques et les perspectives réglementaires, les politiques d'inclusion financière et la conception, la mise en œuvre et le suivi d'une stratégie nationale d'éducation financière.

Enfin, la Banque Centrale a organisé, du 21 au 24 septembre 2020, en collaboration avec l'AFI, une formation sur l'interopérabilité des services financiers numériques. L'objectif de cette formation était de permettre aux hauts fonctionnaires des institutions membres de l'AFI d'identifier les critères clés à prendre en compte, lors du développement ou de l'amélioration de leurs politiques et textes réglementaires en matière d'interopérabilité des services financiers numériques.

ENCADRE 3 : MESURES PRISES PAR LA BANQUE CENTRALE POUR LA PROMOTION DES MOYENS DE PAIEMENT ELECTRONIQUES DANS LE CADRE DE LA LUTTE CONTRE LA COVID-19

Dans le cadre de la lutte contre la Covid-19, la Banque Centrale a pris des mesures pour faciliter le règlement des transactions pour les populations. Ces mesures, objets des Avis n°004-03-2020 du 03 avril 2020 et n°009-05-2020 du 30 avril 2020, ont concerné :

- la gratuité des transferts de petits montants (moins de 5.000 francs) adossés à la monnaie électronique ;
- la gratuité des paiements de factures d'eau et d'électricité, via la téléphonie mobile, pour les montants n'excédant pas 50.000 FCFA ;

- le relèvement des plafonds de rechargement de porte-monnaie électronique de deux (2) à trois (3) millions de FCFA et du cumul mensuel de rechargement de dix (10) à douze (12) millions de FCFA ;
- l'assouplissement des conditions d'ouverture des comptes de monnaie électronique ;
- la réduction de 50% des frais appliqués aux paiements par carte bancaire, aux virements de la clientèle traités via SICA-UEMOA et aux opérations de retraits aux guichets automatiques du réseau du GIM-UEMOA.



IV GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, DES SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT ET DES RESERVES DE CHANGE

4.1 - GESTION DE LA CIRCULATION FIDUCIAIRE	60
4.1.1 - Prélèvements et versements aux guichets des Agences de la BCEAO	60
4.1.2 - Composition de la circulation fiduciaire	60
4.2 - SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT DE L'UEMOA	62
4.2.1 - Systèmes de paiement régionaux.....	62
4.2.2 - Contribution des systèmes et services de paiement à une inclusion financière accrue	66
4.2.2.1- Connexion des Trésors Publics Nationaux (TPN) aux systèmes de paiement de l'UEMOA	66
4.2.2.2 - Promotion de l'accès des systèmes financiers décentralisés aux systèmes de paiement régionaux de l'UEMOA	66
4.2.2.3 - Accès des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI) à STAR-UEMOA pour dynamiser la participation au marché des titres publics émis par voie d'adjudication	66
4.3 - RESERVES DE CHANGE	67

4.1 - GESTION DE LA CIRCULATION FIDUCIAIRE



Au cours de l'année 2020, les prélèvements de signes monétaires aux guichets de la Banque Centrale sont ressortis à 20.612,0 milliards de FCFA (3.219,9 millions d'unités de billets et pièces de monnaie) supérieurs aux

versements reçus qui se sont situés à 19.147,2 milliards de FCFA (2.723,4 millions d'unités de billets et pièces de monnaie). La circulation fiduciaire, résultant de ces évolutions, s'est établie à 9.215,7 milliards de FCFA.

4.1.1 - PRELEVEMENTS ET VERSEMENTS AUX GUICHETS DES AGENCES DE LA BCEAO

Les mouvements (prélèvements et versements) aux guichets de la Banque Centrale ont atteint 39.759,2 milliards de FCFA de billets et pièces de monnaie en 2020 contre 36.155,2 milliards de FCFA un an plus tôt.

Les prélèvements de billets se sont élevés à 20.600,3 milliards de FCFA (3.002,1 millions d'unités) contre 18.456,6 milliards de FCFA (2.694,2 millions d'unités) en 2019, soit une hausse en valeur de 11,6%. Les prélèvements les plus importants en valeur ont été enregistrés en Côte d'Ivoire (32,8%), au Sénégal (16,6%) et au Burkina Faso (16,2%).

S'agissant des retraits aux guichets de pièces de monnaie, leur valeur a baissé de 5,4% en passant de 12,3 milliards de FCFA en 2019

(212,4 millions d'unités) à 11,7 milliards de FCFA un an plus tard (217,8 millions d'unités).

Les versements de billets aux guichets de la Banque Centrale sont ressortis à 19.145,0 milliards de FCFA (2.713,9 millions d'unités) en 2020 contre 17.683,9 milliards de FCFA (2.505,3 millions d'unités) en 2019, soit une augmentation en valeur de 8,3%. Les entrées les plus importantes en valeur ont été observées en Côte d'Ivoire (30,7%), au Burkina Faso (17,1%) et au Sénégal (16,4%).

Les entrées aux guichets de pièces de monnaie ont atteint 2,2 milliards de FCFA en 2020 (9,5 millions d'unités) contre 2,4 milliards de FCFA (10,0 millions d'unités) en 2019, soit une baisse en valeur de 8,2%.

4.1.2 - COMPOSITION DE LA CIRCULATION FIDUCIAIRE

A fin décembre 2020, la circulation fiduciaire s'est établie à 9.215,7 milliards de FCFA contre 7.751,2 milliards de FCFA à fin décembre 2019, soit une hausse de 1.464,5 milliards de FCFA ou 18,9%. Les grosses coupures ont représenté 90,7% de la valeur des billets en circulation

contre 90,3% en 2019. Les parts relatives des billets et des pièces de monnaie en valeur dans la circulation fiduciaire sont restées quasiment stables à 97,8% et 2,2% respectivement, d'une année à l'autre.

ENCADRE 4 : FIN DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET D'AMÉNAGEMENT DU COMPLEXE IMMOBILIER ABRITANT LE CENTRE DE TRAITEMENT FIDUCIAIRE (CTF)

Les travaux de construction du complexe immobilier du Centre de Traitement Fiduciaire (CTF) de Yamoussoukro (Côte d'Ivoire), démarrés en mars 2018, ont été achevés en septembre 2020.

L'aménagement des zones de stockage des valeurs, l'exécution des prestations de sûreté et les essais sur les installations techniques en cours d'achèvement permettront de démarrer les tests de la chaîne de traitement

fiduciaire avant la mise en exploitation du CTF prévue en 2021.

Par un accroissement de la production des vignettes valides, cette unité industrielle vise à améliorer la qualité de la circulation fiduciaire et à faire face durablement aux besoins de retrait d'espèces de la clientèle aux guichets de la Banque Centrale. Elle contribuera ainsi à la maîtrise des charges induites par les dépenses pour l'acquisition de matériel d'émission.



Une vue du bâtiment principal du Centre de Traitement Fiduciaire (CTF) de Yamoussoukro.

4.2 – SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT DE L’UEMOA

Durant l’année 2020, le fonctionnement des systèmes de paiement de l’UEMOA a été

marqué par une évolution à la hausse des principaux indicateurs d’activité.

STAR-UEMOA

138 participants (2020)
136 participants (2019)

138 participants au Système de Transfert Automatisé et de Règlement dans l’UEMOA (STAR-UEMOA) contre 136 en 2019.

SICA-UEMOA

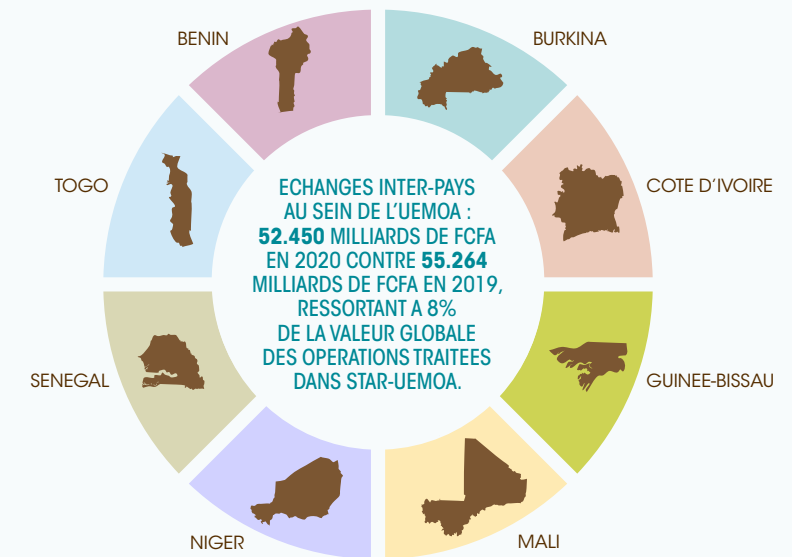
146 participants (2020)
144 participants (2019)

146 participants au Système Interbancaire de Compensation Automatisé de l’UEMOA (SICA-UEMOA) contre 144 en 2019.

4.2.1 – SYSTEMES DE PAIEMENT REGIONAUX

Le Système de Transfert Automatisé et de Règlement dans l’UEMOA (STAR-UEMOA) compte 138 participants, à fin décembre 2020 contre 136 l’année précédente. Le nombre d’opérations réglées dans STAR-UEMOA est passé de 1.211.158 pour une valeur de 620.798 milliards de FCFA en 2019 à 1.495.501 pour une valeur de 655.868 milliards de FCFA, soit des hausses de 23,48% et 5,65% respectivement en volume et en valeur par rapport à l’année précédente.

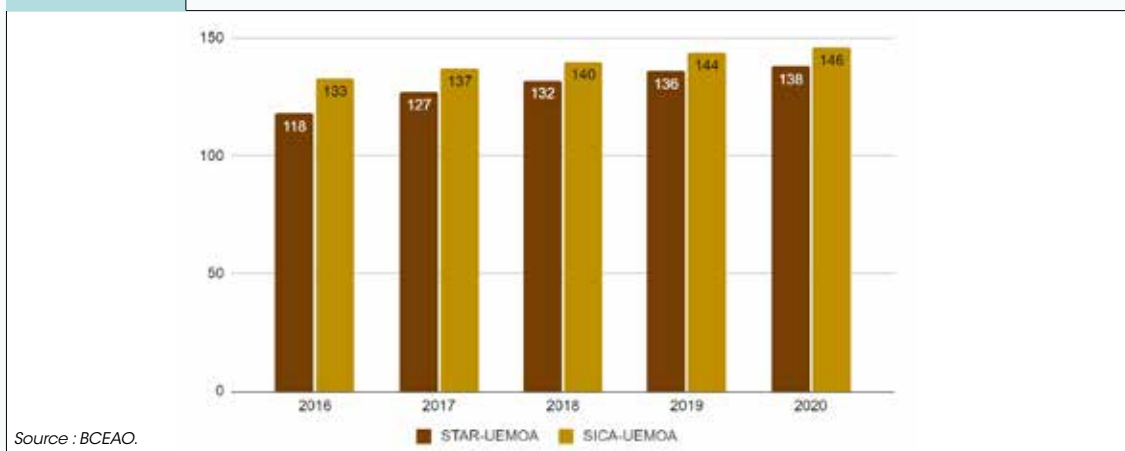
S’agissant du Système Interbancaire de Compensation Automatisé dans l’UEMOA (SICA-UEMOA), il compte 146 participants à fin décembre 2020 contre 144 en 2019 parmi lesquels les banques, la BCEAO ainsi que les Trésors Publics du Bénin, du Burkina, de la Côte d’Ivoire, de la Guinée-Bissau, du Mali, du Niger et du Sénégal. Le volume des échanges s’est établi à 18.992.429 opérations pour un montant total de 53.813 milliards de FCFA. Par rapport à 2019, l’activité de SICA-UEMOA a été marquée par une augmentation de 20,76% du volume et de 4,32% de la valeur des paiements compensés.



Les échanges inter-pays au sein de l’UEMOA se sont établis à 52.450 milliards de FCFA en 2020 contre 55.264 milliards de FCFA en 2019, ressortant ainsi à 8% de la valeur globale des opérations traitées dans STAR-UEMOA. D’une année à l’autre, il est noté une régression de 5,09% en valeur des opérations inter-pays. Elle pourrait s’expliquer par le ralentissement des échanges intracommunautaires induit par les mesures restrictives prises par les Autorités

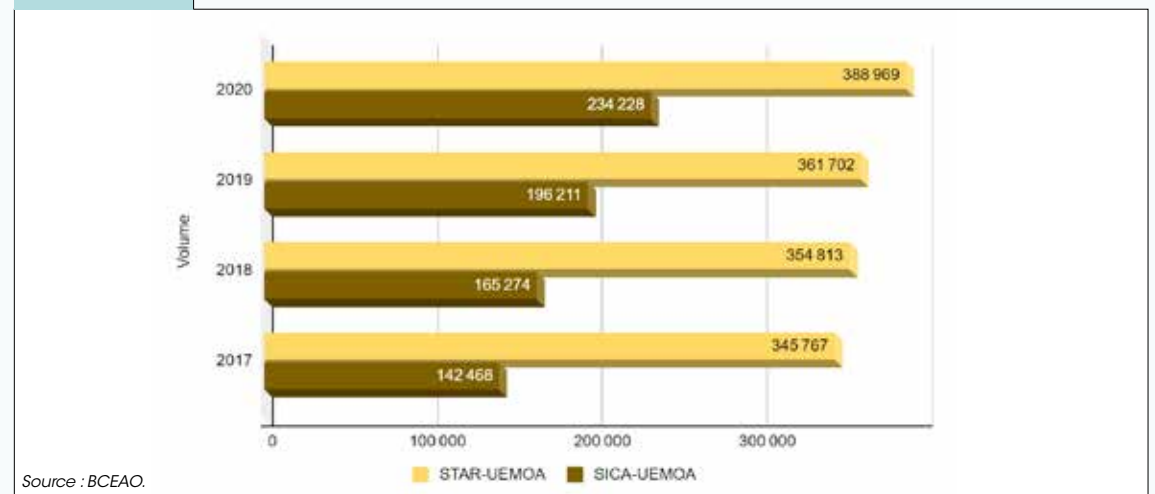
publiques afin de limiter la propagation de la Covid-19. Une évolution similaire est constatée au niveau de SICA-UEMOA, avec une réduction du taux de transactions inter-pays de 1,79% en 2019 à 1,23% en 2020. En outre, en 2020, le volume des échanges inter-pays est ressorti à 388.969 opérations pour STAR-UEMOA et 234.228 opérations pour SICA-UEMOA, soit des hausses respectives en glissement annuel de 7,54% et 19,38%.

Graphique 13 : EVOLUTION DU NOMBRE DE PARTICIPANTS A SICA-UEMOA ET STAR-UEMOA



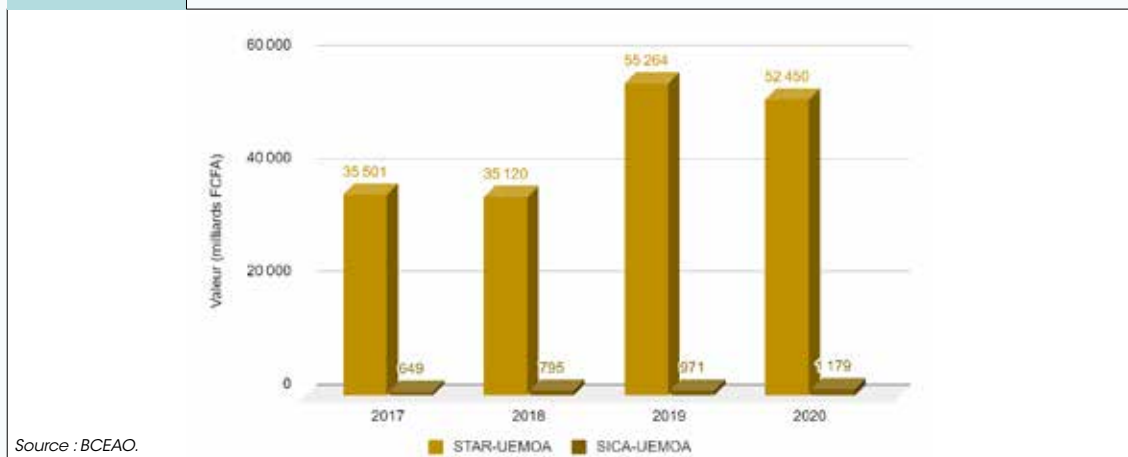
Source : BCEAO.

Graphique 14 : EVOLUTION EN VOLUME DES ECHANGES INTER-PAYS DE 2017 A 2020



Source : BCEAO.

Graphique 15 : EVOLUTION EN VALEUR DES ÉCHANGES INTER-PAYS DE 2017 A 2020



Au titre des instruments de paiement traités dans le système de télécompensation en 2020, la part relative en volume des virements est ressortie à 58,71%, en hausse de 11,98% par rapport à l'année précédente. L'utilisation du chèque s'est établie à 40,20% du volume des échanges, soit une baisse de 11,79% par rapport à 2019. En valeur, les transactions par chèque constituent 76,06% des échanges en 2020, en repli de 2,81% relativement à l'année précédente. La baisse progressive de l'utilisation de cet instrument de paiement, relevée depuis 2017, illustre la préférence des utilisateurs pour les virements, accentuée en 2020 où la BCEAO a pris des mesures incitatives visant à privilégier les moyens de paiement électronique, dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la Covid-19.

Sécurisation et modernisation des systèmes et des services de paiement

Des règles et des exigences minimales ainsi qu'un guide d'auto-évaluation du degré de sécurisation des plateformes des participants aux infrastructures de marchés financiers

gérées par la BCEAO, ont été édictés et diffusés auprès de l'ensemble des parties prenantes, au cours du premier trimestre de l'année 2020.

En outre, le taux d'interfaçage des systèmes d'information bancaires des participants avec les dispositifs de raccordement au système de règlement STAR-UEMOA, visant à réduire les délais d'imputation des fonds sur les comptes de la clientèle, est passé de 70% en décembre 2019 à 84% à fin décembre 2020.

S'agissant de la modernisation de l'infrastructure de paiement, l'année 2020 a été marquée par :

- **l'élaboration d'une nouvelle Instruction fixant les modalités de la surveillance des infrastructures de marchés financiers, des moyens et des services de paiement dans les États membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Ce texte intègre les Principes pour les Infrastructures de Marchés Financiers (PIMF) et prend en compte les moyens et les services de paiement ainsi que leurs dispositifs de traitement ;**

- **l'évaluation de la conformité des IMF gérées par la BCEAO, notamment le Système Automatisé de Gestion de Titres et de la Liquidité (SAGETIL-UEMOA), le Système Interbancaire de Compensation Automatisé dans l'UEMOA (SICA-UEMOA) et le Système de Transfert Automatisé et de Règlement (STAR-UEMOA), a été effectuée sur la base des PIMF définis par la Banque des Règlements Internationaux (BRI) afin de promouvoir des approches efficaces en matière de conception et d'exploitation des IMF.**

Par ailleurs, des échanges ont été organisés avec les établissements de monnaie électronique (EME), en vue de les accompagner dans l'amélioration de la conformité réglementaire de leurs produits et de leurs services. Il convient de rappeler que l'activité de ces émetteurs, exerçant principalement au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Mali et au Sénégal, représente plus de 70% des activités de monnaie électronique de l'Union.

Enfin, l'Instruction N°002-12-2020 prise le 18 décembre 2020 par le Gouverneur de la BCEAO consacre l'entrée en vigueur des nouvelles normes applicables aux effets de commerce élaborées par le Comité d'Organisation et de Normalisation Bancaire et Financière (CONOBAFI). La mise en œuvre des normes révisées contribuera à l'amélioration de la sécurisation des supports de la lettre de change et du billet à ordre ainsi qu'à l'automatisation de leur traitement.

Le CONOBAFI a également procédé au lancement des travaux de normalisation d'un Quick Response Code (QR Code) régional pour les paiements interopérables sans contact. Cette solution permet aux usagers d'effectuer des règlements de biens et de services chez un commerçant en scannant



Bénin le 10 mars 2020, Campagne d'information et de communication du CONOBAFI sur les nouveaux spécimens d'effets de commerce.

un Code QR avec leurs téléphones mobiles. Les travaux initiés en mars 2020 devraient aboutir à l'homologation des spécifications fonctionnelles et techniques d'un QR-Code normalisé au niveau de l'UEMOA au cours du premier trimestre 2021.

4.2.2 - CONTRIBUTION DES SYSTEMES ET SERVICES DE PAIEMENT A UNE INCLUSION FINANCIERE ACCRUE

La BCEAO a mené des actions en vue d'accroître l'autonomie opérationnelle des Trésors Publics Nationaux, en relation avec leur participation directe aux systèmes de paiement. Elle a en outre œuvré pour l'accès des SFD au système de paiement régional de l'UEMOA et l'amélioration de la participation des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation au marché primaire des titres émis par voie d'adjudication, à travers le règlement de leurs soumissions dans STAR-UEMOA.

4.2.2.1 - Connexion des Trésors Publics Nationaux (TPN) aux systèmes de paiement de l'UEMOA

En 2020, le nombre des Trésors Publics connectés à la télécompensation et au système de règlement brut en temps réel s'est établi à 7, suite à l'entrée en production du Trésor Public du Burkina dans STAR-UEMOA.

Au-delà de la participation directe des Trésors Publics aux systèmes de paiement de l'UEMOA, les Services de la BCEAO continuent à les accompagner dans la mise en œuvre de plans d'actions destinés à renforcer l'automatisation de leurs circuits de paiement et par voie de conséquence leur autonomie opérationnelle. Les prochaines étapes porteront sur :

- **le suivi de la mise en œuvre du dispositif de gestion des risques consolidé liés à la participation des TPN aux systèmes de paiement. Les analyses de risques effectuées par les TPN ont été consolidées en une cartographie sectorielle qui servira de référentiel de gestion des risques au niveau de chaque TPN ;**

- **le développement de solutions dédiées aux Trésors nationaux leur permettant de disposer d'une vue globale de tous leurs avoirs dans les livres de la BCEAO et de traiter leurs instructions de paiement en toute autonomie ;**
- **le renforcement des capacités des TPN en vue de l'appropriation des nouveaux outils de gestion de leurs avoirs et de leurs paiements.**

4.2.2.2 - Promotion de l'accès des Systèmes Financiers Décentralisés aux systèmes de paiement régionaux de l'UEMOA

Des rencontres ont été organisées avec les parties prenantes au mécanisme mis en place pour la participation des SFD aux systèmes de paiement SICA-UEMOA et STAR-UEMOA, via des banques partenaires. Les travaux réalisés ont permis le passage en production via une banque partenaire, du premier SFD dans SICA-UEMOA, au cours du mois de novembre 2020.

4.2.2.3 - Accès des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI) à STAR-UEMOA pour dynamiser la participation au marché des titres publics émis par voie d'adjudication

Au niveau de STAR-UEMOA, le dispositif permettant le règlement des opérations des SGI sur le marché des titres publics émis par voie d'adjudication, à partir des comptes de leurs banques partenaires, a été officiellement lancé le 14 février 2020 dans la perspective de la modernisation des instruments de financement des économies ainsi que de la diversification de la base des investisseurs au sein de l'Union.

4.3 - RESERVES DE CHANGE

Les avoirs officiels de réserve de la Banque Centrale se sont établis à 11.731 milliards de FCFA (17,9 milliards d'euros) à fin décembre 2020 contre 10.357 milliards de FCFA (15,8 milliards d'euros) à fin décembre 2019, soit une progression de 1.374 milliards de FCFA (2,1 milliards d'euros) sur la période.

Au cours de l'exercice 2020, la BCEAO a poursuivi la politique de placement de ses avoirs en devises, dans le strict respect des principes et pratiques communément admis pour la gestion des réserves officielles de change. A cet égard, les avoirs de réserve ont fait l'objet d'investissement dans des actifs monétaires et obligataires, en considération de leurs critères de liquidité et de sécurité.

ENCADRE 5 : PROFIL DU RAPATRIEMENT DES RECETTES D'EXPORTATION

Les exportations de marchandises hors UEMOA ont été évaluées à 13.215 milliards de FCFA au titre de l'année 2020, en hausse de 706 milliards (+5,7%) comparativement à la même période de l'année précédente. Les rapatriements de devises issues des ventes extérieures de marchandises se sont pour leur part inscrits en baisse passant de 8.632 milliards en 2019 à 8.542 milliards sur la période sous revue (-90 milliards ou -1%). Calculé par rapport aux recettes d'exportation, le taux de rapatriement est ressorti à 65% contre 69% un an plus tôt.

Le repli du taux de rapatriement résulte de la baisse combinée du taux d'encaissement des opérateurs économiques et du taux de cession à la BCEAO des devises y relatives par les intermédiaires agréés. En effet, le taux d'encaissement des recettes d'exportation par les entreprises de l'Union, dans les livres des banques locales, s'est établi à 75% à fin décembre 2020 contre 78% un an plus tôt. S'agissant du taux de cession à la Banque Centrale des ressources encaissées par les

banques de l'Union, il est ressorti à 86% en 2020 contre 89% en 2019. Ainsi, l'obligation réglementaire à la charge des banques de rapatrier au moins 80% des recettes encaissées a été respectée en moyenne dans tous les pays de l'Union.

Le montant des recettes d'exportation n'ayant pas fait l'objet de cession à la Banque Centrale est ressorti à 3.349 milliards (25% des exportations) contre 2.794 milliards en 2019 (22% des ventes extérieures). Le défaut de rapatriement imputable aux opérateurs économiques s'est établi à 3.324 milliards (2.776 en 2019) et celui à la charge des établissements de crédit à 25 milliards (18 milliards en 2019).

Au total, les performances en matière de rapatriement des recettes d'exportation sont demeurées satisfaisantes en dépit du contexte exceptionnel lié à la pandémie de la Covid-19.



V ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO

5.1 - ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES	70
5.1.1 - Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UMOA.....	70
5.1.2 - Conseil des Ministres de l'Union	73
5.1.3 - Comité de Politique Monétaire de la BCEAO	75
5.1.4 - Conseil d'Administration de la BCEAO.....	83
5.1.5 - Comité d'Audit de la BCEAO	84
5.2 - ADMINISTRATION DE LA BCEAO	86
5.2.1 - Gouvernance et structure opérationnelle de la BCEAO	86
5.2.2 - Gestion des ressources humaines	90
5.2.2.1 - Effectif	90
5.2.2.2 - Formation, recherche et partenariats.....	91
5.2.3 - Patrimoine immobilier.....	97
5.2.4 - Systèmes d'information	98
5.2.5 - Dispositif de gestion des risques et activités de contrôle	99
5.2.6 - Dispositif du contrôle de gestion	102
5.2.7 - Système de Management de la Qualité de la BCEAO ..	103
5.2.8 - Système d'information comptable	103

5.1 - ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES

Au cours de l'exercice 2020, les Organes de l'Union et de la BCEAO ont tenu leurs assises, conformément aux dispositions du Traité de l'Union Monétaire Ouest Africaine du 20 janvier

2007 et des Statuts de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, annexés audit Traité dont ils font partie intégrante.

5.1.1 - CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DE L'UMOA



La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union a tenu une session extraordinaire, le 27 avril 2020 par visioconférence, sous la Présidence de Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA, Président de la République de Côte d'Ivoire, son Président en exercice.

Au cours de cette session, analysant la situation sanitaire dans les pays de l'Union, la Conférence a exprimé sa vive préoccupation face à la rapidité avec laquelle la maladie à Coronavirus se propage et les risques qu'elle comporte aux plans humain, économique et financier, sur le monde en général et en particulier sur les pays de l'UEMOA.

La Conférence a salué la vigueur des réactions des Etats membres dès le déclenchement de l'épidémie et les efforts qu'ils continuent de déployer pour mettre en œuvre des plans de riposte destinés à faire face à la progression de la maladie, à protéger les populations les plus vulnérables et à limiter l'impact de la pandémie. Elle les a exhortés à poursuivre la

sensibilisation des populations au strict respect des mesures de prévention.

La Conférence a rendu un hommage appuyé aux professionnels de la santé pour les efforts inlassables qu'ils déploient pour sauver des vies. Elle a remercié toutes les bonnes volontés qui se mobilisent pour atténuer les souffrances des malades et porter assistance à ceux qui en ont besoin.

Elle a félicité le Conseil des Ministres et les Institutions de l'Union pour les décisions et mesures prises à l'issue de la session extraordinaire du Conseil du 20 mars 2020, pour contribuer au financement des plans de riposte nationaux et s'est réjoui en particulier de :

- l'octroi de prêts concessionnels au profit des Etats, à hauteur de 120 milliards, par l'affectation, par la BCEAO et la Commission de l'UEMOA, de 40 milliards au Fonds de bonification de la BOAD ;

- la couverture par la BCEAO des besoins de liquidité exprimés par les banques.

La Conférence a pris acte des nouvelles mesures d'accompagnement des Etats et du secteur privé pour renforcer la résilience de tous les acteurs en vue de faire face, à court et moyen termes, aux conséquences vécues et prévisibles de la Covid-19, notamment le lancement imminent de « Bons Covid-19 ».

La Conférence a également salué les actions en cours de la BCEAO et de la BOAD destinées à mettre en œuvre, en relation avec le système bancaire, des mécanismes de financement des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD), principales sources de financement du secteur informel dans les Etats membres.

La Conférence a noté qu'à l'instar des autres pays, la pandémie à coronavirus affecte profondément les économies des Etats membres. Ainsi, en 2020, la situation macroéconomique de l'Union connaîtrait une dégradation sensible avec notamment un taux de croissance moyen qui ressortirait à 2,7%, soit une réduction de près de quatre points de pourcentage par rapport à la prévision initiale de 6,6%. A cet égard, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont encouragé les Etats membres à mettre rapidement en œuvre les mesures de stabilisation puis de relance des économies.

Dans ce contexte, la Conférence a évalué les ressources financières nécessaires aux Etats pour faire face aux besoins en équipements sanitaires, assurer une mise en œuvre effective des mesures sociales et relancer l'activité économique. L'évaluation de ces besoins s'élève à 5.284,9 milliards de FCFA. Il en résulterait une aggravation du déficit budgétaire, dons compris, pour représenter 5,5% du PIB contre 2,7% initialement prévu.

Dans le contexte de la crise sanitaire liée à la Covid-19, la Conférence a soutenu l'initiative de l'Union Africaine relative à la dette des pays africains.

La Conférence a adressé ses remerciements à l'ensemble des partenaires, en particulier l'Union Africaine, la Banque Africaine de Développement, le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale et le G20 pour les initiatives qui ont déjà été engagées et les a invités à soutenir encore plus le continent africain dans sa lutte contre la pandémie.

La Conférence a noté avec préoccupation la situation alimentaire et nutritionnelle particulièrement difficile pour une certaine frange des populations de l'Union, qui aura besoin d'une assistance alimentaire et nutritionnelle immédiate pendant la période de soudure (juin-août 2020). Cette vulnérabilité alimentaire, essentiellement due à la situation sécuritaire, pourrait se dégrader davantage avec la crise sanitaire de la Covid-19.

La Conférence a relevé par ailleurs que les difficultés liées aux importations, la fermeture des marchés, les mesures de confinement et la mise en quarantaine des zones touchées par la pandémie pourraient priver les producteurs ruraux d'un accès facile aux intrants agricoles et affecter négativement les résultats de la campagne 2020-2021 déjà sous la menace du péril acridien avec l'installation prochaine de la saison des pluies. Cette situation pourrait déboucher sur une aggravation de la situation alimentaire et nutritionnelle pour la région en 2021.

La Conférence, consciente que les couches vulnérables sont très affectées par les mesures prises pour limiter la propagation de la

pandémie à coronavirus, a recommandé aux Etats membres de mettre rapidement en œuvre les mesures d'atténuation prises en leur faveur.

La Conférence a décidé de prendre les mesures ci-après et a invité les Etats membres ainsi que les Institutions communautaires à les mettre en œuvre :

- l'instauration, dans le cadre communautaire, d'une plus grande coordination dans la prise des mesures sanitaires relatives à la gestion des frontières intérieures et extérieures de l'Union ;
- l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan régional de renforcement des capacités des systèmes de santé pour la gestion des épidémies ;
- l'adoption d'une Déclaration portant suspension temporaire de l'application du Pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité ;
- la prise, avec célérité, de toutes les mesures qui s'avèreraient nécessaires pour réduire l'impact de la pandémie sur les populations et soutenir l'économie pendant et après la crise.

La Conférence a exprimé sa vive préoccupation face à l'escalade continue des actes terroristes et de banditisme contre les pays de l'Union, et a réitéré la détermination des Etats membres à renforcer leur coopération dans la lutte contre

le terrorisme. Elle a condamné l'enlèvement de Monsieur Soumaila CISSE, Chef de file de l'opposition malienne et a rassuré le gouvernement malien de son soutien et de ses encouragements pour toutes les initiatives en cours pour sa libération dans les meilleurs délais et sans condition.

Abordant la situation politique au sein de l'Union, la Conférence a salué le bon déroulement des élections présidentielles en Guinée-Bissau et au Togo.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont adressé leurs vives et chaleureuses félicitations à son Excellence Monsieur Umaro Sissoco EMBALO, pour son accession à la magistrature suprême de la Guinée-Bissau et à son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, pour sa réélection à la présidence de la République Togolaise.

La Conférence a exprimé sa satisfaction au Président de la Commission de l'UEMOA, au Gouverneur de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, au Président de la Banque Ouest Africaine de Développement, au Président du Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers, ainsi qu'au personnel de tous les Organes et Institutions de l'UEMOA, pour les résultats obtenus dans la mise en œuvre des programmes et projets communautaires.

5.1.2 - CONSEIL DES MINISTRES DE L'UNION



Au cours de l'exercice 2020, la composition du Conseil des Ministres de l'Union a connu les changements ci-après :

Au titre de la République de Guinée-Bissau, Monsieur João Alage Mamadu FADIA est nommé Ministre des Finances, pour compter du 16 avril 2020, en remplacement de Monsieur Geraldo João MARTINS.

Madame Mónica Buaró DA COSTA, Secrétaire d'Etat du Plan et de l'Intégration Régionale, a été nommée membre du Conseil, pour compter du 16 avril 2020, en remplacement de Monsieur Suleimane SEIDI.

Au titre de la République du Mali, Monsieur Alousséni SANOU est nommé Ministre de l'Economie et des Finances, pour compter du 5 octobre 2020, en remplacement de Madame Aoua SYLLA BARRY.

Monsieur Harouna NIANG, Ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Promotion des Investissements, a été nommé membre du Conseil, pour compter du 16 octobre 2020, en remplacement de Monsieur Sambou WAGUE.

Au titre de la République Togolaise, Monsieur Simféitchéou PRE, Ministre, Conseiller du Président de la République Togolaise, a été nommé membre du Conseil, pour compter du 2 décembre 2020, en remplacement de Madame Demba TIGNOKPA.

Au cours de l'année 2020, le Conseil des Ministres a tenu quatre (04) sessions ordinaires.

Il s'est ainsi réuni le 30 mars, par visioconférence, à partir des locaux des Agences Principales et du Siège de la BCEAO, sous la présidence de Monsieur Romuald WADAGNI, Ministre de l'Economie et des Finances de la République du Bénin, son Président statutaire. Les 26 juin, 28 septembre, et 10 décembre, le Conseil des Ministres a tenu ses sessions par visioconférence, à partir des locaux des Agences Principales et du Siège de la BCEAO, sous la présidence de Monsieur Sani YAYA, Ministre de l'Economie et des Finances de la République Togolaise, son Président statutaire à compter du 1^{er} avril 2020.

Le Conseil des Ministres a également tenu, respectivement les 16 et 20 mars, le 20 avril ainsi que le 3 septembre, par visioconférence, à partir des locaux des Agences Principales et du Siège de la BCEAO, quatre (04) sessions extraordinaires.

Au cours de sa session ordinaire du 30 mars 2020, le Conseil des Ministres a approuvé les comptes de la BCEAO au titre de l'exercice 2019 et procédé à l'affectation du résultat.

Le Conseil a procédé à la nomination des candidats présentés par la République du Mali et la République du Niger comme représentants des Etats au Conseil d'Administration du Fonds de Garantie des

Dépôts et de Résolution dans l'Union Monétaire Ouest Africaine (FGDR-UMOA), pour la période 2020-2021.

Les Ministres ont également pris connaissance de l'état d'avancement du projet d'appui budgétaire régional proposé par la Banque Mondiale aux Etats membres de l'Union.

En application de l'article 68 des Statuts de la BCEAO, le Conseil a procédé à la nomination des membres représentant les Etats au Comité de Politique Monétaire de la BCEAO pour un mandat de cinq (05) ans à compter du 1^{er} juin 2020.

Les sessions ordinaires du 26 juin 2020 et du 28 septembre 2020 ont été consacrées principalement à l'examen des points inscrits par la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine et le Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers.

A titre exceptionnel, le Conseil a examiné lors de sa session du 26 juin, des points inscrits par la BCEAO. Il s'est félicité des mesures déjà mises en œuvre par la Banque Centrale en vue d'atténuer l'impact de la pandémie de la Covid-19 sur le système bancaire et le financement de l'économie. En complément à ces mesures, et pour préserver le financement des économies de l'Union ainsi que la solidité des établissements de crédit et la stabilité financière de la zone, le Conseil a décidé de prolonger d'une année la période de mise en œuvre des dispositions transitoires du dispositif prudentiel applicable aux établissements de crédit et aux compagnies financières de l'Union Monétaire Ouest Africaine.

Au cours de sa session ordinaire du 10 décembre 2020, le Conseil a examiné la situation récente et les perspectives de l'UEMOA.

Les Ministres se sont félicités de la résilience des économies face à la crise de la Covid-19. Cette résilience est liée, d'une part, aux efforts d'assainissement du cadre macroéconomique entrepris depuis plusieurs années par les Etats membres qui ont permis de disposer de marges de manœuvre au niveau des politiques budgétaire et monétaire pour affronter la crise économique. D'autre part, cette résilience découle de la réaction proactive des Organes et Institutions communautaires qui ont soutenu et accompagné les mesures de riposte mises en œuvre par les pouvoirs publics.

Le Conseil des Ministres a noté une reprise de l'activité économique au troisième trimestre 2020 du fait de la levée des restrictions de mobilité et des effets des politiques publiques mises en place pour soutenir l'économie. En effet, le Produit Intérieur Brut (PIB) de l'Union a progressé de 0,6% par rapport à la même période de l'année 2019. Pour l'ensemble de l'année 2020, les dernières prévisions situent le taux de croissance du PIB de l'Union à 0,9% contre 5,8% en 2019.

Le Conseil a relevé que les perturbations des circuits de distribution dans le contexte de la pandémie de la Covid-19 et la quasi-stagnation de la production céréalière de la campagne 2019/2020 ont induit une accélération de la progression du niveau général des prix. Le taux d'inflation de l'Union s'est établi à 2,9% en moyenne au troisième trimestre, après 1,7% le trimestre précédent. Pour l'ensemble de l'année 2020, le taux d'inflation est projeté à 2,2% après -0,7% en 2019.

Les Ministres ont également noté que le déficit budgétaire global pour l'Union, estimé à 3.742,1 milliards (soit 5,5% du PIB) à fin septembre 2020, a plus que doublé comparé

à son niveau de 1.576,3 milliards (2,4% du PIB) un an plus tôt. Les efforts coordonnés à l'échelle internationale pour venir en appui aux économies dans le contexte de la Covid-19 ont permis de financer les besoins induits par la crise et de maintenir les réserves de change de l'Union à des niveaux adéquats.

Le Conseil des Ministres a souligné qu'en dépit de l'évolution favorable de la situation sanitaire dans la Zone, les perspectives économiques pour 2021 demeurent entourées d'incertitudes. Il a, à cet égard, exhorté les Etats membres à accélérer les efforts d'amélioration des performances des administrations fiscales et de rationalisation des dépenses publiques afin de dégager des ressources pour accroître les capacités des systèmes nationaux de santé, maintenir les dépenses sociales et poursuivre les investissements prioritaires dans les infrastructures.

Par ailleurs, le Conseil des Ministres de l'Union a examiné et adopté le projet de loi uniforme sur l'affacturage dans les Etats membres de l'UMOA. Ce texte vise à doter l'Union d'un cadre juridique adapté, qui devrait contribuer à la dynamisation du financement des entreprises confrontées à des difficultés de trésorerie pour notamment financer leur cycle d'exploitation.

Enfin, le Conseil des Ministres a été informé des conclusions de la réunion du Comité de Politique Monétaire du 2 décembre 2020 ainsi que de celles des Consultations Régionales avec le Fonds Monétaire International, tenues du 6 au 20 novembre 2020. En outre, la Banque Centrale a informé le Conseil des Ministres des initiatives en cours pour approfondir le marché financier régional et élargir la base des investisseurs afin de permettre aux agents économiques de financer leurs besoins à des conditions favorables.

5.1.3 - COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE DE LA BCEAO



Au cours de l'exercice 2020, la composition du Comité de Politique Monétaire de la BCEAO a connu les changements ci-après :

Au titre du Burkina Faso, Monsieur Tertius ZONGO, Directeur de la Chaire Sahel de la Fondation pour les Etudes et Recherches sur le Développement International (FERDI), a été nommé membre du Comité, pour compter du 1^{er} juin 2020, en remplacement de Monsieur Ousmane OUEDRAOGO.

Au titre de la République de Guinée-Bissau, Monsieur José BIAI, Conseiller du Premier Ministre et Coordonnateur du Programme d'Assistance Technique de l'UEMOA, a été nommé membre du Comité, pour compter du 1^{er} juin 2020, en remplacement de Monsieur Rui Duarte FERREIRA.

Au titre de la République du Mali, Monsieur Sidiki TRAORE, Directeur Général du Budget au Ministère de l'Economie et des Finances, a été

nommé membre du Comité, pour compter du 1^{er} juin 2020, en remplacement de Monsieur Bangaly N'ko TRAORE.

Au titre de la République du Niger, Monsieur Ibrahim MAHAMANE DAN SOUNSOU, Consultant à la Maison de l'Entreprise (Coach Lauréat CPA), Administrateur à SAHFI Tanyo, établissement financier de garantie, a été nommé membre du Comité, pour compter du 1^{er} juin 2020, en remplacement de Monsieur Mahamane ANNOU MALLAM.

Au titre de la République du Sénégal, Monsieur Moussa TOURE, Directeur de la Monnaie et du Crédit au Ministère des Finances et du Budget, a été nommé membre du Comité, pour compter du 1^{er} juin 2020, en remplacement de Monsieur Aliou FAYE.

Au titre de la République Togolaise, Monsieur Mohamed TAKPARA-KHOURA, Enseignant-Chercheur à la retraite, a été nommé membre du Comité, pour compter du 1^{er} juin 2020, en remplacement de Monsieur Mongo AHARH-KPESSOU.

Au titre des membres nommés intuitu personæ :

- Monsieur Kodzo Mawuena DOSSA, Economiste, a été nommé membre du Comité.
- Monsieur Michel LAZARE, Economiste, a été nommé membre du Comité.

Au cours de l'exercice 2020, le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO a tenu quatre (04) réunions ordinaires par visioconférence, sous la présidence de Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, Gouverneur de la Banque Centrale, son Président statutaire, respectivement les 18 mars, 22 juin, 21 septembre et 2 décembre, à partir des locaux des Agences Principales et du Siège de la BCEAO.

Au cours de sa session du 18 mars 2020, le Comité a passé en revue les principales évolutions de la conjoncture économique internationale et régionale au cours de la période récente, ainsi que les facteurs de risque pouvant affecter les perspectives à moyen terme d'inflation et de croissance économique de l'Union.

Examinant la conjoncture internationale, le Comité a noté un ralentissement de l'activité économique au quatrième trimestre 2019 dans les principaux pays avancés, à l'exception des Etats-Unis. La croissance de l'économie mondiale est évaluée, selon le Fonds Monétaire International (FMI), à 2,9% en 2019, après une réalisation de 3,6% en 2018. S'agissant des perspectives pour 2020, le Comité s'est préoccupé des effets de la pandémie de la Covid-19, qui, outre les nombreuses pertes en vies humaines qu'elle occasionne, affecte négativement l'économie mondiale.

Sur les marchés internationaux des matières premières, les prix de l'énergie (pétrole et gaz) se sont accrus de 1,7% au cours du quatrième trimestre 2019 avant d'entamer un fort recul depuis le début de l'année 2020, en ligne avec le ralentissement de l'activité économique induit par la pandémie de la Covid-19. Dans le sillage des cours de l'énergie et face à l'atonie de la demande, les cours des produits non énergétiques ont également connu un repli. Pour sa part, l'indice des cours des matières premières non énergétiques exportées par les pays de l'UEMOA a connu, entre septembre et décembre 2019, une hausse de 2,5%, tirée essentiellement par l'augmentation des cours du coton, du cacao, du caoutchouc et de l'or. A fin février 2020, l'indice affiche une baisse de 2,7% par rapport à décembre 2019.

Au titre de la conjoncture interne, l'activité économique dans l'Union est demeurée soutenue au quatrième trimestre 2019. Le taux d'accroissement du PIB, en termes réels, est ressorti à 6,5% après 6,7% le trimestre précédent. Pour l'ensemble de l'année 2019, les estimations de la Banque Centrale situent le taux de croissance économique de l'Union à 6,6% comme en 2018. La crise sanitaire mondiale et l'apparition dans plusieurs pays de l'UEMOA des premiers cas de Covid-19 laissent craindre des conséquences néfastes sur le plan sanitaire et sur l'activité économique.

L'exécution des opérations financières des Etats membres de l'Union a été marquée en 2019 par un accroissement plus rapide des recettes budgétaires par rapport aux dépenses (18,0% contre 12,5%). Cette évolution a induit une réduction du déficit global, base engagements, dons compris, qui s'est situé à 3,0% du PIB, après 3,8% en 2018.

La situation monétaire de l'Union a été marquée, au quatrième trimestre 2019, par une accélération de la masse monétaire, en liaison avec le rebond des actifs extérieurs nets ainsi que l'accroissement des créances intérieures. Les réserves de change de l'Union se sont consolidées sur une base annuelle, assurant près de 6 mois d'importations de biens et services à fin décembre 2019.

Le taux d'intérêt moyen trimestriel des appels d'offres hebdomadaires d'injection de liquidité s'est légèrement orienté à la hausse, en s'établissant à 2,98% contre 2,70% le trimestre précédent. Durant le mois de janvier 2020, il a fléchi pour se situer à 2,60%, reflétant l'amélioration de la liquidité bancaire.

Abordant la situation de l'inflation dans l'Union, le Comité a relevé que le niveau général des prix à la consommation a baissé durant le quatrième trimestre 2019. Le taux d'inflation est ressorti à -0,6%, après -1,0% un trimestre plus tôt. Cette situation est liée à la poursuite de la baisse des prix des produits alimentaires dans la plupart des pays de l'Union, en particulier les prix des céréales locales. Par contre, en janvier 2020, le taux d'inflation a connu un rebond à 0,8%, imprimé essentiellement par un renchérissement des produits alimentaires et de l'énergie. Ainsi, les prévisions de court terme montrent que le taux d'inflation devrait ressortir à 0,9% à fin février 2020 et 1,0% à fin mars 2020. A l'horizon de vingt-quatre mois, le taux d'inflation est projeté, par la Banque Centrale, à 1,6%, en ligne avec l'objectif de stabilité des prix qu'elle poursuit.

Sur la base de ces analyses, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir inchangés le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidité à 2,50% et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal à 4,50%. Le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union demeure fixé à 3,0%.

Le Comité a annoncé que la Banque Centrale suit avec la plus grande attention l'évolution de la pandémie de la Covid-19 dans les Etats membres et prendra toutes les mesures idoines pour assurer la liquidité nécessaire au financement des besoins des économies de l'Union.

Le Comité de Politique Monétaire a souligné sa détermination à prendre avec célérité, toute décision qu'il jugera nécessaire pour contrer les effets de la pandémie de la Covid-19 sur les économies de l'Union, dans le cadre de son mandat.

Au cours de sa session du 22 juin 2020, le Comité a passé en revue les principales évolutions de la conjoncture économique internationale et régionale au cours de la période récente, ainsi que les facteurs de risque pouvant affecter les perspectives à moyen terme d'inflation et de croissance économique de l'Union.

Examinant la conjoncture internationale, le Comité a noté la propagation rapide de la maladie due au coronavirus à l'échelle mondiale et l'ampleur des mesures prises pour son endiguement. L'activité économique s'est ainsi fortement ressentie des perturbations dans les chaînes de production, de distribution et de commercialisation, ainsi que d'une montée des incertitudes entourant les perspectives. Selon le Fonds Monétaire International, le taux de croissance de l'économie mondiale ressortirait à -3,0% en 2020 contre 2,9% en 2019. Cette forte récession montre l'ampleur de l'impact de la pandémie de la Covid-19 sur l'activité économique mondiale.

Sur les marchés internationaux, les cours des matières premières, excepté l'or, ont connu une forte chute durant les premiers mois de 2020, en lien avec la crise sanitaire de la Covid-19. Les mesures prises par les Etats à travers le monde, pour limiter la propagation de la maladie, notamment les fermetures de frontières et les mesures de confinement, ont fortement perturbé les chaînes de production internationales, induisant une baisse de la demande de matières premières. Les prix de l'énergie ont enregistré un recul de 18,4% durant le premier trimestre 2020, après une progression de 1,7% le trimestre précédent. Les cours des produits de base non énergétiques se sont également inscrits en repli de 0,7% sur le premier trimestre 2020, après une hausse de 1,9% au trimestre précédent.

Au titre de la conjoncture interne, le Comité a relevé que l'activité économique a connu un fort ralentissement. Le PIB de l'Union a progressé, en glissement annuel, de 3,3% au premier trimestre 2020, après 6,5% un trimestre plus tôt. Cette décélération de l'activité économique est surtout imprimée par le secteur tertiaire, dont la contribution à la croissance a baissé de moitié par rapport au trimestre précédent, reflétant ainsi les premiers impacts de la propagation de la pandémie notamment dans les secteurs du tourisme, de l'hôtellerie, des transports et du commerce. Pour l'ensemble de l'année 2020, les prévisions réalisées par la Banque Centrale tablent sur un taux de croissance économique de l'Union de 2,6% contre une prévision initiale de 6,6%.

L'exécution des budgets dans les Etats membres de l'UEMOA s'est fortement ressentie, au premier trimestre 2020, de la pandémie de la Covid-19. En effet, les Gouvernements ont engagé des plans de riposte qui se sont traduits par une baisse des recettes et une hausse des dépenses entraînant une aggravation du déficit budgétaire. Le déficit budgétaire, base engagements, dons compris, ressortirait à 922,1 milliards ou 4,5% du PIB à fin mars 2020 contre 222,5 milliards ou 1,1% du PIB à la même période de l'année précédente.

La situation monétaire de l'Union a été marquée, au premier trimestre 2020, par une légère accélération du rythme de progression de la masse monétaire, en glissement annuel, en liaison avec le rebond des actifs extérieurs nets ainsi que l'accroissement des créances intérieures. Les réserves de change de l'Union se sont renforcées sur une base annuelle, assurant 6,3 mois d'importations de biens et services à fin mars 2020.

Le taux d'intérêt moyen trimestriel des appels d'offres hebdomadaires d'injection de liquidité s'est nettement orienté à la baisse, en ressortant à 2,69% contre 2,98% le trimestre précédent. Depuis le mois d'avril 2020, il se situe à 2,50%, en liaison avec les injections de liquidité au taux fixe de 2,50% lancées par la Banque Centrale pour lutter contre les effets néfastes de la crise sanitaire.

Abordant la situation de l'inflation dans l'Union, le Comité a relevé que le niveau général des prix à la consommation a augmenté durant le premier trimestre 2020. Le taux d'inflation est ressorti à 1,2% après -0,6% un trimestre plus tôt. Cette situation est liée au rebond des prix des produits alimentaires. A l'horizon de huit trimestres, le taux d'inflation se situerait à 2,2%, en glissement annuel, en ligne avec l'objectif de stabilité des prix poursuivi par la Banque Centrale.

Notant que les plans de relance mis en place par les Etats et l'assouplissement progressif des restrictions de déplacement devraient conduire à un redémarrage de l'appareil productif, les membres du CPM ont décidé d'accompagner cette dynamique, en baissant de 50 points de base les taux directeurs de la Banque Centrale. Le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidité est ainsi passé de 2,50% à 2,00% et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal est ramené de 4,50% à 4,00%. Cette décision est entrée en vigueur à compter du 24 juin 2020.

Par ailleurs, le Comité de Politique Monétaire a relevé que la situation de constitution des réserves obligatoires par les banques reste confortable. Sur cette base, le Comité a décidé de maintenir inchangé le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union, qui demeure fixé à 3,0%.

Au cours de sa session ordinaire du 21 septembre 2020, le Comité a passé en revue les principales évolutions de la conjoncture économique internationale et régionale au cours de la période récente, ainsi que les facteurs de risque pouvant affecter les perspectives à moyen terme d'inflation et de croissance économique de l'Union.

Au titre de la conjoncture internationale, le Comité a noté que la propagation de la pandémie de coronavirus à l'échelle de la planète et les mesures prises pour l'endiguer ont entraîné une forte baisse de la croissance mondiale. Dans ce contexte, l'activité économique dans la plupart des pays du monde a connu, au deuxième trimestre 2020, une contraction plus prononcée qu'au premier trimestre. En outre, les perspectives de reprise, soutenues par l'assouplissement graduel des mesures de restriction de mobilité à partir de juin 2020 et les politiques de relance mises en œuvre par les Gouvernements, restent fragilisées par les craintes de l'apparition d'une deuxième vague de la pandémie. Selon le Fonds Monétaire International, l'activité économique mondiale connaîtrait en 2020 une récession sévère, avec une baisse de la production mondiale de 4,9%, après une hausse de 2,9% en 2019.

Sur les marchés internationaux, l'orientation baissière des cours des matières premières observée au premier trimestre 2020 s'est accentuée au deuxième trimestre, sous l'effet des répercussions négatives de la pandémie sur les chaînes de production et la demande globale de biens et services. Selon les données de la Banque Mondiale, les prix de l'énergie ont enregistré une contraction de 35,8% durant le deuxième trimestre 2020, après un fléchissement de 18,4% au trimestre

précédent. Les cours des produits de base non énergétiques ont également connu un repli de 4,5% sur le deuxième trimestre 2020, après la baisse de 1,1% au premier trimestre. Toutefois, les métaux précieux, dont l'or, ont poursuivi leur renchérissement, avec une progression des prix de 6,2%, après 5,4% un trimestre plus tôt.

Examinant la conjoncture interne, le Comité a relevé que l'activité économique dans l'UEMOA s'est également ressentie des effets de la propagation de la pandémie à partir du mois de mars 2020 dans tous les Etats membres. Le PIB a reculé de 2,0% au deuxième trimestre 2020 par rapport à la même période de l'année précédente, après une hausse de 3,2% un trimestre plus tôt. La baisse de l'activité économique dans l'Union a été principalement impulsée par les secteurs tertiaire et secondaire dont les valeurs ajoutées ont baissé respectivement de 3,4% et 3,6% au deuxième trimestre 2020. Par contre, la valeur ajoutée du secteur primaire s'est accrue de 3,1%, en raison de la bonne tenue de la production agricole. Au total, pour l'ensemble de l'année 2020, l'Union enregistrerait une croissance économique de 1,3%, après une réalisation de 6,1% en 2019.

L'exécution des budgets des Etats membres de l'Union au premier semestre 2020 s'est ressentie, à l'instar de la plupart des pays du monde, des mesures prises pour endiguer la propagation du virus et limiter ses effets économiques et sociaux. Les premières estimations disponibles laissent apparaître un creusement important du déficit budgétaire, base engagements, dons compris, par rapport à son niveau de la même période de l'année 2019. En effet, il s'est chiffré à 6,1% du PIB à fin juin 2020 contre 2,7% un an plus tôt.

La masse monétaire de l'Union a poursuivi sa consolidation, avec un accroissement de 13,2% à fin juin 2020 tiré essentiellement par les crédits aux Etats membres qui ont progressé de 43,2%, en lien avec le financement des importantes dépenses induites par la riposte face à la crise sanitaire. Les réserves de change de l'Union se sont consolidées sur une base annuelle, assurant la couverture de 6,2 mois d'importations de biens et services à fin juin 2020.

Le taux d'intérêt moyen des opérations d'injection de liquidité sur le guichet de refinancement à une semaine de la BCEAO s'est établi à 2,46% au deuxième trimestre 2020 contre 2,90% au trimestre précédent. Depuis le 24 juin 2020, il s'est situé à 2,00%.

Abordant la situation de l'inflation dans l'Union, le Comité a relevé que le niveau général des prix à la consommation a légèrement augmenté durant le deuxième trimestre 2020. Le taux d'inflation est ressorti à 1,7% après 1,2% un trimestre plus tôt. Cette situation est essentiellement imputable au renchérissement des céréales locales, des produits de la pêche, des légumes frais ainsi que des tubercules et plantains, en raison de la perturbation dans les circuits de distribution due au contexte de la pandémie de la Covid-19. Selon les dernières projections, le taux d'inflation est attendu en moyenne à 1,8% en 2020 et à 2,0% en 2021.

A l'horizon de huit trimestres, soit à fin juin 2022, le taux d'inflation se situerait à 2,3%, dans la fourchette cible (entre 1,0% et 3,0%) définie pour la mise en œuvre de la politique monétaire de l'Union.

Sur la base de ces analyses, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir

inchangés le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidité à 2,00% et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal à 4,00%, niveaux en vigueur depuis le 24 juin 2020. Le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union demeure inchangé à 3,0%.

Au cours de sa session ordinaire du 2 décembre 2020, le Comité a passé en revue les principales évolutions de la conjoncture économique internationale et régionale au cours de la période récente, ainsi que les facteurs de risque pouvant affecter les perspectives à moyen terme d'inflation et de croissance économique de l'Union.

Au titre de la conjoncture internationale, le Comité a noté que l'activité économique mondiale s'est inscrite dans une phase de reprise progressive au troisième trimestre, en liaison avec la levée des mesures de confinement et la mise en œuvre de politiques budgétaire et monétaire expansionnistes en riposte à la crise économique et sanitaire. De fortes incertitudes pèsent cependant sur les perspectives, en raison de la résurgence, sur la période récente, des infections au coronavirus dans de nombreux pays conduisant au rétablissement de mesures de restriction de mobilité. Selon le Fonds Monétaire International, l'activité économique mondiale connaîtrait en 2020 une récession sévère, avec une baisse de la production mondiale de 4,4%, après une hausse de 2,9% en 2019.

Sur les marchés internationaux, les cours des matières premières se sont redressés durant le trimestre sous revue, en lien avec l'amélioration progressive de l'activité économique observée durant la période. Selon les données de la Banque Mondiale, les prix de l'énergie ont connu durant le troisième trimestre 2020 un

redressement de 33,9% après la forte chute observée au trimestre précédent. Les cours des produits de base non énergétiques ont également connu un rebond, avec un accroissement de 7,4% sur le troisième trimestre 2020, après les baisses de 0,9% et de 4,7% respectivement aux premier et deuxième trimestres 2020. Cette orientation favorable reflète les augmentations de 5,7% des cours des matières premières agricoles, de 16,5% de ceux des métaux précieux et de 19,5% pour les autres métaux et minéraux.

Examinant la conjoncture interne, le Comité a relevé que l'activité économique dans l'UEMOA a légèrement progressé au troisième trimestre 2020, en rapport avec la levée des restrictions de mobilité et les effets des politiques publiques de soutien mises en place. Le PIB de l'Union a progressé de 0,6% par rapport à la même période de l'année 2019, après une baisse de 2,0% un trimestre plus tôt. Pour l'ensemble de l'année 2020, les dernières prévisions situent le taux de croissance du PIB de l'Union à 0,9% contre 5,6% en 2019.

L'exécution des budgets nationaux sur les neuf (09) premiers mois de l'année 2020 fait ressortir une aggravation des déficits par rapport à la même période de l'année précédente, induite par les effets de la pandémie sur les recettes ainsi que par les mesures de riposte et de relance prises par les Etats. En effet, le déficit budgétaire, base engagements, dons compris, s'est chiffré à 3.742,1 milliards ou 5,5% du PIB à fin septembre 2020 contre 1.576,3 milliards ou 2,4% du PIB un an plus tôt.

Au plan monétaire, la masse monétaire s'est consolidée par rapport au même trimestre de l'année précédente, avec une progression

de 15,5% contre 13,2%. Cette accélération a été imprimée par les accroissements des actifs extérieurs nets (+19,3%) et par les créances intérieures (+11,8%). Les réserves de change de l'Union se sont établies à un niveau confortable, assurant la couverture de 5,6 mois d'importations de biens et services. Il correspond à un taux de couverture de l'émission monétaire de 74,7% contre 75,3% un trimestre plus tôt.

Sur le marché monétaire, les conditions de financement ont poursuivi leur détente, en ligne avec les opérations d'injection de liquidité à taux fixe depuis fin mars 2020 et les effets de la décision de baisse des taux directeurs, prise le 24 juin 2020. Ainsi, le taux moyen pondéré des opérations hebdomadaires d'injection de liquidité s'est établi à 2,00% au troisième trimestre 2020 contre 2,46% au trimestre précédent et 3,15% un an plus tôt.

Abordant la situation de l'inflation dans l'Union, le Comité a relevé que le niveau général des prix à la consommation s'est établi à 2,9% en moyenne au troisième trimestre, après une hausse de 1,7% le trimestre précédent. L'accélération du rythme de progression

du niveau général des prix est imprimée essentiellement par le renchérissement des céréales locales, des produits de la pêche, des légumes frais ainsi que des tubercules et plantains. Cette évolution s'explique par les perturbations des circuits de distribution dans le contexte de la pandémie de la Covid-19, et de la baisse de la production céréalière de la campagne agricole 2019/2020. Le taux d'inflation sous-jacente est ressorti en hausse à 1,6%, après une progression de 1,2% un trimestre plus tôt. Pour l'ensemble de l'année 2020, le taux d'inflation est projeté à 2,2% après -0,7% en 2019. A l'horizon de huit trimestres, soit à fin septembre 2022, les prévisions situent le taux d'inflation dans la zone de confort (entre 1,0% et 3,0%) définie pour la mise en œuvre de la politique monétaire de l'Union.

Sur la base de ces analyses, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir inchangés le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidité à 2,00% et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal à 4,00%, niveaux en vigueur depuis le 24 juin 2020. Le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union demeure inchangé à 3,0%.

5.1.4 - CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BCEAO



En 2020, la composition du Conseil d'Administration de la BCEAO a connu les changements ci-après :

Au titre de la République du Mali, Monsieur Soussourou DEMBELE, Secrétaire Général du Ministère de l'Economie et des Finances, a été nommé membre du Conseil, pour compter du 24 novembre 2020, en remplacement de Monsieur Bangaly N'ko TRAORE.

Au titre de la République du Sénégal, Monsieur Abdoulaye FALL, Trésorier Général, de la Direction Générale de la Comptabilité Publique et du Trésor, est nommé Représentant du Sénégal au sein du Conseil d'Administration de la BCEAO, pour compter du 24 juillet 2020, en remplacement de Monsieur Adama Racine SOW.

Le Conseil a tenu deux (02) sessions ordinaires, le 26 mars et le 7 décembre, par visioconférence, à partir des locaux des Agences Principales et du Siège de la BCEAO, sous la présidence de Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, Gouverneur de la Banque Centrale, son Président statutaire.

Au cours de sa session ordinaire du 26 mars 2020, le Conseil a arrêté les comptes de la BCEAO pour l'exercice 2019.

Par ailleurs, le Conseil a pris connaissance du rapport d'auto-évaluation du Comité d'Audit au titre de l'exercice 2019 ainsi que du Rapport annuel de la BCEAO.

Les membres du Conseil d'Administration de la BCEAO ont été informés des mesures prises par les Organes et Institutions de l'Union afin d'atténuer l'impact de la pandémie de la Covid-19 sur le système bancaire et les économies des Etats membres de l'Union.

Au cours de sa session ordinaire du 7 décembre 2020, le Conseil a examiné et approuvé le budget de l'Institut d'émission pour l'exercice 2021.

Par ailleurs, le Conseil a été informé des conclusions des travaux du Comité d'Audit de la BCEAO qui s'est réuni le samedi 5 décembre 2020.

5.1.5 - COMITE D'AUDIT DE LA BCEAO



Au cours de l'exercice 2020, la composition du Comité a été modifiée. En effet, le Comité d'Audit se compose depuis le 1^{er} avril 2020, des Administrateurs représentant les Etats ci-après :

TOGO	PRESIDENT
BURKINA	MEMBRE
COTE D'IVOIRE	MEMBRE
GUINEE-BISSAU	MEMBRE

Le Comité d'Audit de la BCEAO a tenu trois (03) réunions ordinaires par visioconférence les 24 mars, 25 août et 5 décembre, à partir des locaux des Agences Principales et du Siège de la BCEAO. La session du 24 mars s'est tenue sous la présidence de Monsieur Oumara Karimou ASSOUMA, son Président statutaire et celles des 25 août et 5 décembre, sous la présidence de Monsieur Ekpaou ADJABO, son Président statutaire à compter du 1^{er} avril 2020.

Au cours de sa session du 24 mars 2020, le Comité, après examen des états financiers établis par les Services de la Banque et des rapports d'audit présentés par le Commissaire Contrôleur, a noté, avec satisfaction, la progression du total bilan (+15%) et du résultat net (+3%) de la Banque en 2019.

Il a relevé l'opinion positive du Commissaire Contrôleur sur la régularité et la sincérité des comptes de l'exercice 2019, sur la qualité du dispositif de contrôle interne ainsi que sur le respect des dispositions de la Convention de Compte d'opérations.

Le Comité d'Audit a adressé ses vives félicitations au Gouverneur et au personnel de la Banque Centrale pour les résultats obtenus et a recommandé au Conseil d'Administration d'arrêter les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils lui ont été soumis.

Le Comité a pris acte du rapport annuel sur les activités de contrôle de la BCEAO ainsi que des résultats de l'évaluation des prestations du Commissaire Contrôleur et des Contrôleurs Nationaux au titre de l'année 2019.

Il a, par ailleurs, noté la prise en charge diligente, au cours de l'année 2019, de ses recommandations et de celles formulées par les missions d'audit interne et externe.

Au cours de sa session du 25 août 2020, le Comité a pris acte de l'état de réalisation du programme des missions d'audit interne au 31 juillet 2020. A cet effet, il a noté qu'en raison de la crise sanitaire liée à la Covid-19, quatorze (14) missions sur les seize (16) prévues sur cette période ont été suspendues et deux (2) conduites à terme.

Il a approuvé le programme révisé des missions au titre de l'année 2020. Ce programme, qui s'inscrit dans le cadre d'un retour à la normale des activités, couvre les principaux domaines sensibles de la Banque et les risques majeurs.

Il a pris acte de l'état de mise en œuvre de ses recommandations et de celles formulées par les missions d'audit interne et externe.

Le Comité d'Audit a été informé des résultats de l'auto-évaluation de l'activité d'audit interne au titre de l'année 2019 ainsi que des résultats de l'enquête de satisfaction sur les prestations des missions d'audit interne réalisées en 2018 et 2019. Il a félicité la Banque Centrale pour les performances réalisées et l'a encouragée à mettre en œuvre les pistes d'amélioration identifiées.

Il a pris connaissance du rapport annuel sur les risques opérationnels au titre de l'année 2019. Il a apprécié la pertinence du rapport qui donne une assurance sur la qualité de la gestion des risques à la BCEAO.

Enfin, le Comité d'Audit a eu des échanges avec les Chefs de Mission d'audit interne. Il les a félicités pour la qualité de leurs travaux et leur a adressé ses encouragements pour la réalisation des missions qui leur sont confiées.

Au cours de sa session du 5 décembre 2020, le Comité a pris acte de l'état d'exécution du plan d'audit triennal 2018-2020 de la Banque Centrale dont la mise en œuvre a été affectée, au cours de sa dernière année, par la crise sanitaire liée à la Covid-19.

Il a approuvé le plan d'audit interne au titre de la période 2021-2023, qui couvre les principaux domaines d'activités de la Banque et les

risques émergents, notamment ceux liés à la cybersécurité. A cet effet, il a encouragé la Banque Centrale à recourir à des techniques d'audit à distance afin de prévenir toute suspension des missions d'audit en cas de crise.

Il a adopté son rapport annuel d'activités au titre de l'exercice 2020 ainsi que l'état de mise en œuvre du plan d'actions issu de son auto-évaluation réalisée en 2019. Le rapport annuel d'activités sera soumis à l'approbation du Conseil d'Administration lors de sa session de mars 2021.

Le Comité a également adopté son programme de travail au titre de l'année 2021, dédié notamment à l'examen des états financiers de la BCEAO de l'exercice 2020, au suivi de l'exécution du programme des missions d'audit interne de l'année 2021 et à l'approbation du programme d'audit interne pour l'année 2022.

Le Comité a pris acte de l'état de mise en œuvre des recommandations formulées par les missions d'audit interne et externe.

Il a pris connaissance de la lettre de mission du Commissaire Contrôleur au titre de l'exercice 2020 et noté que la stratégie d'audit ainsi que le programme d'interventions proposés pour le contrôle des comptes sont conformes aux dispositions contractuelles. Il s'est, en outre, félicité des moyens déployés par le Commissaire Contrôleur pour l'exécution de sa mission.

Enfin, le Comité d'Audit a donné un avis favorable pour le renouvellement, au titre de l'année 2021, du contrat de l'Expert en audit et information financière chargé de l'assister dans l'accomplissement de sa mission.

5.2 – ADMINISTRATION DE LA BCEAO

5.2.1 - GOUVERNANCE ET STRUCTURE OPERATIONNELLE DE LA BCEAO

MEMBRES DU GOUVERNEMENT

GOUVERNEUR	M. Tiémoko Meyliet KONE
VICE-GOUVERNEUR	M. Abdoulaye DIOP
VICE-GOUVERNEUR	M. Norbert TOE
Secrétaire Général	M. Abdoulaye SECK
Directeur de Cabinet	M. Siriki KONE
Conseiller Spécial du Gouverneur	M. Oumar Tatam LY
Conseiller Spécial du Gouverneur	M. Ismaila DEM

CABINET DU GOUVERNEUR

Conseiller du Gouverneur	M^{me} Danielle BENOIST
Administrateur Délégué de la Fondation BCEAO Abdoulaye FADIGA	M^{me} Sylviane MENSAH
Directeur au Cabinet du Gouverneur	M. Abdoulaye TRAORE

SECRETARIAT GENERAL

Administrateur Délégué du Fonds de Stabilité Financière dans l'UMOA	M. Armand BADIEL
---	-------------------------

CONTROLE GENERAL

Contrôleur Général	M. Gbégnon Alain Michel KOMACLO
Conseiller du Contrôleur Général	M. Sama MAMANE

DIRECTIONS GENERALES

Directeur Général des Activités Fiduciaires	M^{me} Zenaida M. Lopes CASSAMA
Directeur Général de l'Economie et de la Monnaie	M. Bassambié Franck BATIONO
Directeur Général des Opérations et de l'Inclusion Financière	M. Bwaki KWASSI
Directeur Général de la Stabilité Financière et du Financement des Economies	M. Sourou Antonin DOSSOU
Directeur Général de l'Organisation et des Systèmes d'Information	M^{me} Aminata FALL NIANG
Directeur Général de l'Administration et des Ressources Humaines	M. Alioune Blondin BEYE
Directeur Général du Centre Ouest Africain de Formation et d'Etudes Bancaires	M. Ousmane SAMBA MAMADOU

CONSEILLERS DES DIRECTEURS GENERAUX

Conseiller du Directeur Général des Activités Fiduciaires	M. Siaka KEITA
Conseiller du Directeur Général de l'Economie et de la Monnaie	M. Madani TOURE
Conseiller du Directeur Général des Opérations et de l'Inclusion Financière	M. Mahamane Alassane TOURE
Conseiller du Directeur Général de la Stabilité Financière et du Financement des Economies	M. Habib THIAM
Conseiller du Directeur Général de l'Organisation et des Systèmes d'Information	M. Coulibaly HORO
Conseiller du Directeur Général de l'Administration et des Ressources Humaines	M^{me} Marie Evelyne SEABE
Conseillers du Directeur Général du Centre Ouest Africain de Formation et d'Etudes Bancaires	- M^{me} Aminata HAIDARA - M^{me} Amenan Justine TANO BEUGRE

DIRECTIONS DES SERVICES CENTRAUX

Directeur des Affaires Juridiques et Institutionnelles	M. Vincent SEDALO
Directeur de la Documentation, des Publications et des Archives	M. Kabola Aubin Seth ODAH
Directeur de l'Inspection et des Audits	M^{me} Boury NDAW DIALLO
Directeur de la Surveillance et de la Prévention des Risques	M. Kora LILIOU
Directeur des Etudes Fiduciaires	M. Mohamed Almountaka ALFIDJA
Directeur des Opérations de Caisse	M. Yamoussa Melargaba KONE
Directeur du Centre de Traitement Fiduciaire	M. Salifou HAMANI

Directeur des Statistiques	M. Madani TOURE
Directeur de la Conjoncture Economique et des Analyses Monétaires	M. Bléhoué Toussaint DAMOH
Directeur des Etudes Economiques et de l'Intégration Régionale	M. Patrick KODJO
Directeur des Opérations de Marché	M. Mahamane Alassane TOURE
Directeur des Systèmes et Moyens de Paiement	M^{me} Akuwa DOGBE AZOMA
Directeur de l'Inclusion Financière	M^{me} Gisèle Catherine KENY NDOYE
Directeur des Activités Bancaires et des Financements Alternatifs	M. Charlie Jerry DINGUI
Directeur de la Stabilité Financière	M^{me} Yaye Aminata SECK MBOW
Directeur de la Comptabilité et du Contrôle de Gestion	M. Ekoué Djro GLOKPOR
Directeur des Systèmes d'Information	M. Tiéguélé Abdoul F. COULIBALY
Directeur du Budget et des Approvisionnements	M. Fama Adama KEITA
Directeur de la Gestion Administrative et Sociale du Personnel	M. Eso-Houna BALE
Directeur de la Gestion des Carrières et des Compétences	M. Theya Jean-Blaise KOUAME
Directeur du Patrimoine et de la Sécurité	M. Ali SEINI OUMAR
Directeur des Enseignements et des Programmes de Formation	M. Toukou Fernand ABOUTOU
Directeur de la Recherche et des Partenariats	M^{me} Ndeye Amy NGOM SECK
Directeur des Affaires Administratives et de la Communication	M^{me} KA Marième NDIR

DIRECTIONS NATIONALES

Directeur National pour le Bénin	M. Emmanuel Junior ASSILAMEHOO
Directeur National pour le Burkina Faso	M. Charles Luanga KI-ZERBO
Directeur National pour la Côte d'Ivoire	M. Chalouho COULIBALY
Directeur National pour la Guinée-Bissau	M^{me} Helena Maria José NOSOLINI EMBALO
Directeur National pour le Mali	M. Konzo TRAORE
Directeur National pour le Niger	M. Maman Laouane KARIM
Directeur National pour le Sénégal	M. Ahmadou Al Aminou LO
Directeur National pour le Togo	M. Kossi TENOU

SECRETARIAT GENERAL DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA (CBUMOA)

Secrétaire Général	M. Antoine TRAORE
Secrétaire Général Adjoint	M. Adjoumani KOUAKOU
Directeur de la Résolution des Crises et des Affaires Juridiques	M. Thierry TOFFA
Directeur des Etudes et des Relations Internationales	M. Babacar FALL
Directeur de la Surveillance Permanente	M. Josephate ZOLA
Directeur du Contrôle sur Place des Etablissements de Crédit et des Etablissements de Monnaie Electronique	M. Malick DIARRA
Directeur du Contrôle sur Place des Systèmes Financiers Décentralisés	M. Kalidou Assane THIAM
Directeur des Moyens Généraux	M. Moussa DIARRA

5.2.2 - GESTION DES RESSOURCES HUMAINES



5.2.2.1 - Effectif

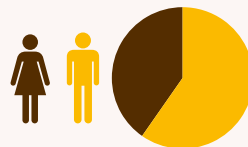
Au 31 décembre 2020, l'effectif global du personnel de la Banque Centrale, tous corps confondus, s'est établi à 3.517 agents, en baisse de 80 personnes par rapport à son niveau du

31 décembre 2019 ressorti à 3.597 agents, soit une diminution de 2,22%. Cet effectif comprend 57 agents en position de détachement ou de disponibilité.

L'effectif total en activité, hors agents en détachement, est réparti comme suit :

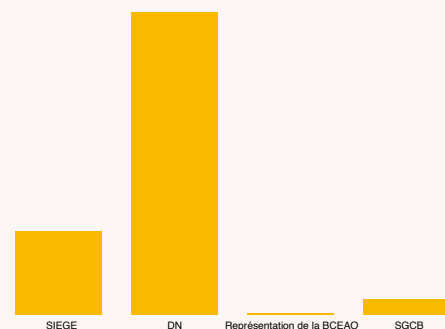
- membres du Haut Management et Directeurs : **99, soit 2,86%**
- agents d'encadrement : **1.135, soit 32,80%**
- membres du Personnel Administratif et Technique (PAT) : **2.226, soit 64,34%.**

La part du personnel féminin dans l'effectif en activité s'établit à **39,98%**, soit **1.383** agents, tandis que celle du personnel masculin représente **60,02%**, soit **2.077** agents.

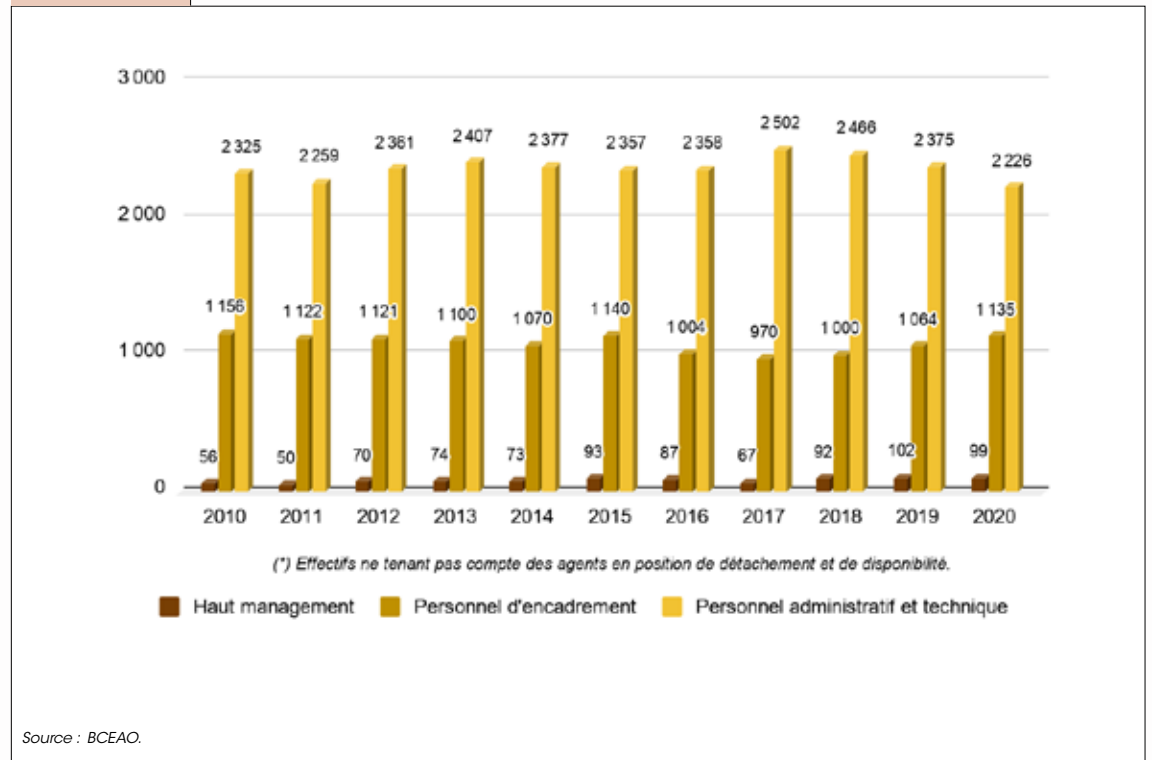


La répartition par site de l'effectif en activité se présente comme suit :

- Siège : **765 agents, soit 22,11%** ;
- Directions Nationales : **2.560 agents, soit 73,99%** ;
- Représentation de la Banque Centrale auprès des Institutions Européennes de Coopération : **4 agents, soit 0,11%** ;
- Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA : **131 agents, soit 3,79%**.



Graphique 16 : EVOLUTION DES EFFECTIFS DE LA BCEAO



5.2.2.2 - Formation, recherche et partenariats

5.2.2.2.1 Formation et renforcement des capacités


Au cours de l'année 2020, les activités de formation se sont déroulées dans un contexte contraignant, en raison de la pandémie de la Covid-19.

Le Centre Ouest Africain de Formation et d'Etudes Bancaires (COFEB) a été amené à adapter les modalités de mise en œuvre des activités d'enseignement et de formation, initialement prévues en présentiel. Ainsi, à

partir du mois d'avril 2020, tout le programme d'enseignement et de formation du COFEB a été redéfini et exécuté en mode distanciel : télé-enseignement pour la formation diplômante et webinar pour les formations de courte durée et les conférences.

Conformément à sa mission, le COFEB a mis en œuvre différents programmes de formation en faveur du personnel de la BCEAO et des agents des administrations économiques et financières, des établissements de crédit ainsi que des SFD.

• **Formation du personnel de la BCEAO**



- **8 SESSIONS DE FORMATION REALISEES, DONT 2 EN PRESENTIEL ET 6 PAR VISIOCONFERENCE**
- **127 AGENTS DE LA BCEAO, PROMUS EN INTERNE, FORMES AU TITRE DE LA 2^e EDITION DU PROGRAMME DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE**
- **470 AGENTS ONT SUIVI LES COURS DE LANGUE ANGLAISE**

La formation du personnel de la BCEAO s'est articulée autour des actions de recyclage, de la deuxième édition du programme de qualification professionnelle ainsi que de la formation en langue anglaise.

En ce qui concerne le recyclage et le perfectionnement, huit (8) sessions de formation ont été réalisées en 2020, dont deux (2) en présentiel et six (6) par visioconférence. Cent soixante-six (166) agents de la BCEAO ont suivi des formations en ligne sur trente-quatre (34) thématiques liées aux activités de la Banque.

Par ailleurs, dans le cadre de la promotion interne, les enseignements au titre de la deuxième édition du programme de qualification professionnelle se sont achevés au cours du premier trimestre 2020. Cent vingt-sept (127) agents ayant réussi le test de sélection y ont pris part, à raison de soixante-huit (68) agents pour le Parcours 1 destiné au chemin de carrière « Assistance et logistique » et cinquante-neuf (59) pour le Parcours 2 réservé au chemin de carrière « Opérations ».

Après la phase théorique, le programme s'est poursuivi avec la finalisation des mémoires tutorés. Les apprenants admis ont été mis en situation pratique au sein des structures de la Banque entre mai et juillet 2020. Ils ont pris

fonction à leur nouveau poste à partir du mois d'août 2020.

S'agissant de la formation en langue anglaise, l'édition 2019/2020 s'est achevée en septembre en faveur de quatre cent soixante-dix (470) agents. Les activités de l'édition 2020/2021 ont démarré en novembre 2020 au profit de sept cent quatre-vingt-treize (793) agents inscrits.

• **Formation diplômante**

Le COFEB a procédé, au cours de la période sous revue, à l'administration des 41^e et 42^e promotions regroupant des auditeurs en provenance des Etats membres de l'Union, de la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) et de la Banque de la République du Burundi (BRB), respectivement au titre des années académiques 2018/2019 et 2019/2020. Les trente-deux (32) auditeurs de la 41^e promotion ont tous achevé avec succès la formation et obtenu le Diplôme de Master 2 en Finances et Gestion Bancaire.

La 43^e promotion a effectué sa rentrée le 14 décembre 2020, au titre de l'année académique 2020/2021. Elle est composée de quatorze (14) auditeurs en provenance des Etats membres de l'Union.

• **Programme d'accompagnement des banques dans le cadre de la gestion de la crise de la Covid-19**

En vue de soutenir et compléter les mesures prises par la BCEAO en faveur du secteur bancaire face à la crise de la Covid-19, le COFEB a mis en place, en partenariat avec HEC Paris, un Programme de renforcement des capacités des banques de l'Union, sous le thème central « Impact de la crise Covid-19 sur les banques de l'Union ». Ce programme a permis aux établissements de crédit :

- d'établir le diagnostic de la crise actuelle sur les banques ;
- de définir les scénarios économiques et financiers à venir pour les banques ;
- d'adapter leur gestion des risques ;
- d'identifier les opportunités et hypothèses de sortie de crise pour les banques.

Ce Programme a été lancé le 18 juin 2020, lors d'un webinaire international présidé par le Gouverneur de la BCEAO. Cet événement, ouvert au public, a enregistré la participation de près de sept cents (700) participants au nombre desquels, le haut management de la Banque Centrale et le personnel, des représentants des banques centrales partenaires, des Associations Professionnelles des Banques et Etablissements Financiers (APBEF) de l'Union, des organisations communautaires, des institutions financières régionales ainsi que des dirigeants des établissements de crédit.

A la suite de l'appel à candidatures pour les sessions de formation, quatre-vingt-quinze (95) demandes d'inscription en provenance des établissements de crédit de l'Union ont été enregistrées. Pour répondre à cette demande,



quatre (04) sessions de webinaire ont été programmées, en raison des contraintes inhérentes à la bonne tenue de la formation qui limitaient le nombre de participants par session à trente (30).

Ces quatre (4) sessions ont été organisées avec succès, au cours de la période allant du 26 juin au 04 septembre 2020. La première session a réuni vingt-deux (22) hauts dirigeants, à savoir quatorze (14) Directeurs Généraux et huit (8) Directeurs Généraux Adjointes.

• **Programme de formation qualifiante à l'intention des institutions de crédit**

Dans le cadre de sa contribution au renforcement des compétences techniques et professionnelles des acteurs du secteur bancaire et financier de l'Union, le COFEB a poursuivi l'organisation des séminaires de courte durée

en faveur des établissements de crédit et de microfinance ainsi que des établissements de monnaie électronique. Dans ce cadre, dix-sept (17) sessions de formation ont été organisées.

Les actions de formation qualifiante mises en œuvre, ont porté sur les thématiques ci-après : cybersécurité et sécurité de l'information, normes IFRS, gestion de la trésorerie dans les banques et marché monétaire de l'UMOA, audit et contrôle interne, formation et coaching dans le cadre de la transposition de Bâle II et Bâle III dans l'UEMOA, aspects juridiques et opérationnels de la finance islamique, gouvernance et conformité, transformation digitale, règles et modalités de comptabilisation des opérations de monnaie électronique.

- **Programme COFEB/HEC Paris de renforcement des capacités managériales du secteur bancaire**

Les deux (2) Parcours certifiants, délivrés en collaboration avec HEC Paris, à savoir le *Certificat Management Général des Activités Bancaires (CEMGAB)* et le *Certificat Management Général des Ressources Humaines (CEMRH)*, ont été revisités en vue d'une adaptation du contenu aux mutations de l'environnement bancaire et des modalités de mise en œuvre eu égard aux mesures de distanciation.

Ainsi, la huitième édition du Parcours du CEMGAB a été lancée au cours d'un webinaire tenu les 24 et 25 août 2020, en faveur de vingt-cinq (25) dirigeants et membres de Comités de Direction des établissements de crédit de l'Union. Les sept (7) modules de ce Parcours ont été organisés et ont pris fin le 04 février 2021.

Quant au Parcours du CEMRH, sa cinquième édition s'est déroulée entièrement en ligne sur

la période du 20 octobre 2020 au 8 décembre 2020. Onze (11) Responsables en charge des questions de ressources humaines y ont pris part.

- **Conférences-actualités**

En vue de sensibiliser le public sur des sujets liés à l'actualité économique, monétaire et financière, le COFEB a organisé cinq (5) conférences-actualités dont :

deux (2) en présentiel sur les thèmes suivants :

- « *Du bon usage de la catégorie des pays les moins avancés et des moyens d'en sortir* », par le Professeur Patrick GUILLAUMONT, Président de la FERDI et ;
- « *Taxation optimale et réformes fiscales dans l'UEMOA* », par le Professeur Abdoulaye NDIAYE, de la Stern School of Business de l'Université de New York et Chercheur en économie à la Federal Reserve Bank de Chicago (Etats-Unis) ;

trois (3) en ligne sur les thèmes :

- « *Modélisation des effets macroéconomiques de la pandémie de la Covid-19* » par le Professeur Mbaye DIENE, Professeur associé au COFEB ;
- « *Repenser la politique macroéconomique : un modèle islamique de stabilité et de croissance* », par le Docteur Adama DIEYE, Expert en finance islamique et ancien Directeur de Département à la BCEAO et ;
- « *Emergence des cryptomonnaies : craintes et controverses* », par le Professeur Michel RUIMY, Professeur à Sciences Po Paris et Directeur des Etudes à l'Ecole Supérieure de Commerce de Paris (Escp-Europe).

5.2.2.2 Recherche et partenariats

Au titre de la recherche, les activités ont porté sur l'élaboration de cinq (5) Documents d'Etude et de Recherche sur les thèmes ci-après :

- **Construction d'un indice de risque systémique pour l'UEMOA et analyse de contagion dans le système bancaire de l'UEMOA ;**
- **Conception d'un modèle de stress test macro-prudentiel pour l'UEMOA ;**
- **Détermination du seuil de définition des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) de grande taille dans l'UEMOA ;**
- **Soutenabilité de la dette publique des Etats membres de l'UEMOA : nouvelle approche basée sur la capacité de remboursement ;**
- **Alignement des monnaies des Etats membres de la CEDEAO dans le cadre du passage à la monnaie unique de la Communauté.**

En outre, une étude sur le thème « *Choc économique et risque systémique dans l'UMOA : essai d'évaluation de l'impact de la Covid-19 à l'aide d'un modèle de réseau* » et une note méthodologique sur les modèles Dynamic Stochastic General Equilibrium (DSGE), destinée aux agents de la Banque, ont été réalisées.

La septième édition du Prix Abdoulaye FADIGA (PAF) a été organisée en 2020. Cette édition n'a toutefois pas donné lieu à la sélection d'un candidat, la qualité des articles soumis ayant été jugée moindre comparativement à celle des éditions précédentes. Néanmoins, les observations sur trois (3) articles les mieux classés ont été transmises aux auteurs pour leur prise en compte en vue d'une éventuelle publication dans la Revue Economique et Monétaire (REM).



Plusieurs activités connexes, notamment sous forme de rencontres, ont été menées en appui aux travaux de recherche. Dans ce cadre, l'équipe des Chercheurs du COFEB et des agents des Directions métiers concernées ont participé à un séminaire de renforcement des capacités, du 4 au 6 mars 2020, au Siège de la BCEAO sur le thème « *Les simulations de Monte-Carlo appliquées à la Finance* ». Il a été animé par le Professeur Issouf SOUMARE de l'Université Laval de Québec au Canada dans le cadre de l'accord de partenariat conclu en 2019 avec cette Université de renom.

La survenue de la crise de la Covid-19 a entraîné une modification du déroulement du programme d'activité de recherche. Ainsi, le COFEB a lancé un appel à contributions pour la publication d'un numéro spécial de la Revue Economique et Monétaire (REM) de la BCEAO sur le thème « *Les économies de l'UEMOA face à la pandémie de la Covid 19 : politiques économiques et Perspectives* ». Ce numéro spécial visait à cerner les aspects critiques de cette crise, son impact sur les économies

de l'UEMOA et proposer les orientations de relance en termes de recommandations de politique économique.

En outre, il a été organisé deux (2) ateliers de recherche et d'échanges en ligne (webinaires), en rapport avec la Covid-19 sur les thèmes ci-après :

- « *Impact de la pandémie de la Covid-19 sur le secteur de la microfinance* », le 17 juillet 2020, en collaboration avec l'Association Internationale des Chercheurs Francophones en Microfinance (AICFM). Il a été animé par les Professeurs Thierry MONTALIEU de l'Université d'Orléans (France), Célestin MAYOUKOU de l'Université de Rouen (France), Denis ACCLASSATO HOUENSOU et Magloire LANHA de l'Université d'Abomey-Calavi, à Cotonou (Bénin) ;
- « *La conduite de la politique monétaire dans le contexte de la crise Covid-19* », tenu le 24 juillet 2020. Il a été animé par les Professeurs Léonard WANTCHEKON de l'Université Princeton (Etats-Unis) et Adama DIAW de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis (Sénégal).

Au titre de la coopération, les activités ont été menées autour de deux (2) axes, à savoir la redynamisation des partenariats existants et le développement de nouveaux partenariats, notamment la signature d'un accord avec une institution anglo-saxon de renom.

Dans le cadre de la redynamisation, une séance de travail a eu lieu entre une délégation de l'Université Paris Dauphine-Paris Sciences et Lettres (UPD-PSL) et le COFEB le 7 février 2020. Les deux (2) institutions ont convenu lors de cette rencontre de mettre en place des modules de formation et de réfléchir à la conduite de travaux de recherche communs.

Le COFEB a poursuivi la coopération avec le Centre Africain d'Etudes Supérieures en Gestion (CESAG), dont la BCEAO assure la présidence du Conseil d'Administration. A ce titre, il a contribué à l'organisation des sessions de cet organe les 17 août et 17 décembre 2020. Il a également apporté un appui logistique à certaines structures, notamment :

- le Centre de Formation de la Profession Bancaire (CFPB), sollicitant l'appui logistique de la BCEAO pour l'organisation du jury de délivrance du diplôme de l'Institut Technique de Banque (ITB) ;
- le programme de Gestion en Politique Economique (GPE) d'Abidjan pour l'organisation du recrutement de la promotion 2020-2021 ;
- le SESRIC, en vue de la mise à disposition d'un expert auditeur pour l'animation d'un atelier de formation sur le thème « *Audit interne et gouvernance* » à Conakry, au profit des agents de la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) ;
- le CIBAFI, en vue de l'organisation conjointe d'un atelier sur le thème « *Gouvernance, risques et conformité pour les Institutions Financières Islamiques* » ;
- le Comité Exécutif de la Conférence des Institutions d'Enseignement et de Recherche Economique et de Gestion en Afrique (CIEREA), en vue d'un soutien éventuel de la BCEAO au Programme de Troisième Cycle Interuniversitaire (PTCI) en économie.

Dans le cadre du renforcement des partenariats, des discussions ont été entamées avec Princeton University et Harvard Kennedy School aux Etats-Unis. Les échanges ont permis l'identification des axes et des modalités d'une éventuelle coopération ainsi que l'élaboration des projets

de protocole d'accord y relatifs. Des discussions ont également été entreprises avec l'AICFM. L'accord de principe pour la mise en place d'un partenariat entre cette structure et le COFEB a été obtenu et les discussions se poursuivent sur les modalités de cette coopération.

Dans le domaine des publications, l'action a consisté à diffuser le vingt-septième (27^e) numéro de la Revue Economique et Monétaire (REM) de la BCEAO, mis en ligne le 30 juin 2020. Ce numéro a permis d'aborder des questions liées à la mise en oeuvre des politiques monétaire et budgétaire dans les pays de l'UEMOA, à travers les deux (2) articles intitulés ainsi qu'il suit :

- *Quel objectif d'inflation pour l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine ?*
- *Evaluation et analyse de l'écart de TVA du Togo sur la période 2007 à 2015.*

Dans le cadre de la modernisation de ses activités, le COFEB a également entamé l'élaboration de sa politique éditoriale et acquis un logiciel de détection de plagiat, comme instruments de gestion de ses publications. Des démarches ont été également entamées, en vue de l'inscription de la REM dans les bibliothèques virtuelles de renom, à l'instar de JSTOR et CAIRN INFO.

5.2.3 - PATRIMOINE IMMOBILIER



La Banque Centrale a poursuivi en 2020, son programme de consolidation et d'extension des infrastructures du réseau d'Agences Auxiliaires.

A cet égard, les travaux de réhabilitation des immeubles des Agences Auxiliaires de Maradi et Zinder au Niger et de Bobo-Dioulasso au Burkina se sont poursuivis. Parallèlement, le processus de sélection des entreprises pour la mise aux normes de l'Agence d'Abengourou en Côte d'Ivoire a été organisé tandis que les études techniques pour l'extension des immeubles de l'Agence Auxiliaire de Kaolack sont en cours d'achèvement.

Au titre de l'extension du réseau, les travaux de construction des Agences de Tahoua au Niger, de Kayes au Mali et de Saint-Louis au Sénégal se sont poursuivis. Le chantier de construction de l'Agence d'Odienné en Côte d'Ivoire a démarré en décembre 2020. Le processus de sélection du groupement de prestataires pour la conception et la réalisation des immeubles de l'Agence de Ouahigouya au Burkina est en voie d'achèvement.

Par ailleurs, les travaux de réalisation d'un Centre de Traitement Fiduciaire démarrés en 2018, ont été réceptionnés en septembre 2020.

5.2.4 - SYSTEMES D'INFORMATION



En 2020, au titre de la gouvernance et du management de son Système d'Information (SI), devenu essentiel au fonctionnement interne de la Banque Centrale, mais aussi à la bonne marche des activités bancaires et financières dans l'UMOA, la BCEAO a poursuivi la mise en oeuvre du référentiel COBIT. A cet égard, une vingtaine de processus a été déployée sur trente (30) identifiés.

Au titre de la sécurisation de ses actifs informationnels, la BCEAO a entamé la phase de déploiement d'un Centre Opérationnel de Supervision et de Cybersécurité (COSC), qui devrait permettre une pleine exploitation du dispositif de collecte, de contrôle et d'audit des événements de sécurité des systèmes et réseaux informatiques.

Concernant la continuité d'activité, la Banque a exécuté de manière régulière et satisfaisante des tests de basculement entre ses différents sites de production et de secours informatiques.

S'agissant du renforcement de la sécurité et la résilience aux cyberattaques, après l'obtention en 2017 de la certification à la norme PCI DSS relative à la sécurité de l'industrie des cartes de paiement, la Banque s'est engagée dans une

démarche similaire en vue du renforcement de la sécurité de la plate-forme de messagerie financière SWIFT conformément au programme « *Swift Security Program* ».

En ce qui concerne le portefeuille applicatif, il est à noter que de nouvelles versions de la plateforme de collecte des données auprès des établissements de crédit et des institutions de microfinance de l'Union pour le reporting à la BCEAO ainsi que les applications de la centrale d'information (FISEC, FODEP, CIP, etc.) ont été mises en production, notamment afin de prendre en compte les problématiques liées aux risques d'obsolescence des systèmes de base qui les sous-tendent. Par ailleurs, la BCEAO a procédé à la mise en service d'une nouvelle version de son système de gestion des opérations de marché et des transferts (FORTUNA).

Enfin, il convient de souligner le basculement dans le cloud, sur la plateforme Google G Suite, pour les agents d'encadrement, des fonctions de collaboration et de communication, en lien avec les mesures prises en vue de favoriser le télétravail.

5.2.5 - DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES ET ACTIVITES DE CONTROLE



Les actions menées au cours de l'année 2020 au titre du dispositif de gestion des risques et des activités de contrôle se sont inscrites dans la consolidation du cadre de surveillance et de prévention des risques de l'Institut d'émission. Elles ont en particulier porté sur l'amélioration des outils de gestion des risques opérationnels et de la résilience de la Banque face aux situations de crise ainsi que sur le contrôle des activités au niveau des structures opérationnelles de la BCEAO.

Au titre du dispositif de gestion des risques opérationnels, les travaux effectués ont porté, d'une part, sur la mise en place d'un système automatisé de suivi des risques et l'harmonisation des univers des risques de la Banque Centrale et, d'autre part, sur le suivi des plans d'actions élaborés à l'issue de l'actualisation de la cartographie des risques en 2019.

Dans le domaine de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT), l'année 2020 a été consacrée à la revue des procédures et modes opératoires y afférents, en vue de renforcer l'efficacité opérationnelle du dispositif interne et son alignement sur les normes internationales et les meilleures pratiques en la matière. Par ailleurs, des actions de formation au profit des agents exerçant les opérations exposées au

risque de blanchiment ont été organisées. En outre, un audit du dispositif a été réalisé et n'a pas révélé de dysfonctionnements.

Au plan de la sécurité des personnes et des biens, il est à noter la poursuite de la mise en oeuvre du plan d'actions issu de l'audit du dispositif de sécurité de la Banque. Les travaux menés dans ce cadre ont visé la dotation de l'ensemble des sites de la BCEAO d'un dispositif offrant une plus grande résilience, afin de prendre en compte l'évolution du contexte sécuritaire. Parallèlement, la revue du référentiel de sécurité des personnes et des biens de la Banque Centrale a été réalisée, en vue d'adapter les stratégies en la matière aux mutations de l'environnement sécuritaire des sites et à l'évolution des équipements et installations de sécurité.

Les actions relatives à la sécurité des systèmes d'information ont principalement porté sur la révision de la Politique de Sécurité de l'Information (PSI) et du cadre général de gestion des accès aux systèmes d'information ainsi que sur la revue de la cartographie des risques liés aux systèmes d'information de la BCEAO au titre de l'exercice 2020. Une plateforme de gestion des campagnes de sensibilisation a été déployée, en vue d'assurer la qualité et la régularité des actions de communication interne en la matière.

Les ressources et partenaires extérieurs d'appui à la réponse aux cyberattaques ont été identifiés sur l'ensemble des sites de la Banque. Par ailleurs, la conformité de la Banque aux exigences de la norme de sécurité de l'industrie des cartes de paiement PCI-DSS (Payment Card Industry Data Security Standard) et à celles du programme de sécurité dédié aux usagers de la plateforme de messagerie financière de SWIFT a été maintenue au cours de l'année 2020.

S'agissant du management de la continuité d'activité, une analyse d'écart par rapport aux bonnes pratiques et standards adoptés au niveau international a été effectuée afin d'améliorer le dispositif de la Banque. Par ailleurs, au titre de la réponse organisationnelle à la pandémie liée à la Covid-19, la BCEAO a déployé avec succès le télétravail afin d'assurer la continuité de ses activités et de minimiser les risques d'exposition des agents au virus, par la limitation de la concentration de son personnel sur ses sites. Ce mode de fonctionnement a contribué à renforcer la résilience de l'Institut d'émission face à la crise sanitaire.

Concernant le contrôle des opérations, les actions ont principalement porté sur la revue du dispositif de contrôle interne de la Banque, la réalisation d'une auto-évaluation dudit dispositif au niveau de processus pilotes, la finalisation des référentiels de contrôle interne par processus et le suivi des recommandations formulées par les différents corps de contrôle.

Au titre de l'audit interne, les activités menées en 2020 ont porté sur l'exécution du programme annuel des contrôles et le renforcement de l'efficacité de l'audit interne de la Banque. Cependant, la mise en œuvre de ce programme a été impactée par la pandémie de la Covid-19,

en liaison avec les mesures de riposte y relatives, notamment les restrictions de déplacement au sein et entre les Etats membres de l'Union.

Les contrôles réalisés ont visé à donner une assurance sur le respect des dispositions légales, réglementaires et contractuelles, l'efficacité et l'efficience des opérations, la sauvegarde du patrimoine de la Banque, la fiabilité des informations ainsi que la sécurité et l'intégrité des systèmes d'information et de paiement.

En raison des changements majeurs intervenus dans l'environnement du fait de la crise sanitaire et conformément aux normes en la matière, le Comité d'Audit a approuvé un programme révisé des missions d'audit interne lors de sa session ordinaire du 25 août 2020. Celui-ci comportait vingt-trois (23) missions à réaliser au titre de l'année 2020 contre quarante-six (46) initialement prévues.

Au total, l'exécution du programme annuel 2020 s'est traduite par la réalisation de vingt et une (21) missions d'audit sur vingt-trois (23), soit un taux d'exécution révisé de 91,3%. Deux (2) missions ont été reportées à 2021 et portent sur l'audit informatique du télétravail et sur l'évaluation de l'activité de caisse d'une banque centrale partenaire. Les missions achevées comprennent treize (13) audits des activités fiduciaires, un (1) audit thématique portant sur la gestion des immobilisations, trois (3) audits des systèmes d'information, trois (3) missions spécifiques et un (1) audit d'une structure rattachée à la Banque, réalisé à la demande.

Les missions d'audit des activités fiduciaires se sont déroulées dans les Agences de six (6) Directions Nationales de la BCEAO. Au niveau

de trois d'entre elles, ces missions ont porté sur la vérification des encaisses et la destruction des billets annulés ainsi que sur la maîtrise du risque de fraude inhérent aux activités de caisse. Dans les trois autres, la vérification des encaisses et la destruction des billets annulés ont été complétées par des contrôles sur les conditions de traitement des opérations de caisse.

S'agissant des systèmes d'information, les audits ont permis de procéder à l'évaluation de la plate-forme d'échange de données financières SWIFT, à celle de la conformité d'un prestataire de la BCEAO à la norme PCI-DSS relative à la sécurité des cartes bancaires ainsi qu'à celle d'une application comptable entrée en production depuis le 1^{er} juillet 2019.

En ce qui concerne les missions spécifiques, un (1) audit semestriel de conformité des transferts émis, un (1) audit des transferts émis au cours de la période de télétravail et un (1) audit organisationnel du télétravail ont été réalisés. L'audit organisationnel du télétravail

a notamment permis d'évaluer la protection et la sensibilisation des ressources humaines, l'efficacité des contrôles mis en place dans le cadre du télétravail ainsi que les procédures de fonctionnement en mode dégradé mises en œuvre pour assurer la continuité des activités critiques de la Banque.

Au titre du renforcement des capacités, quatre (4) Auditeurs internes ont participé à des formations organisées à Paris, portant notamment sur la protection des données des cartes bancaires, l'implémentation et la gestion d'un projet ISO 27001:2013 relatif au Système de Management de la Sécurité de l'Information ainsi que l'audit et l'analyse des réseaux.

Le suivi des travaux du contrôle externe a porté sur les phases finale et intérimaire respectivement des exercices 2019 et 2020 de l'audit des comptes de la BCEAO par le Commissaire Contrôleur et les Contrôleurs Nationaux ainsi que sur la revue annuelle de la gestion des réserves de change par le Commissaire au Compte d'opérations au titre de l'exercice 2019.

5.2.6 - DISPOSITIF DU CONTROLE DE GESTION



Au cours de l'année 2020, la Banque Centrale a poursuivi la mise en œuvre de son Plan Stratégique 2019-2021, qui comporte 14 objectifs stratégiques déclinés en 39 objectifs opérationnels et 70 projets à réaliser.

A ce titre, sur les projets programmés pour être réalisés au cours de l'année, neuf (9) ont été achevés et concernent :

- l'élaboration d'un dispositif de supervision de la sécurité des plateformes de raccordement des participants aux systèmes de paiement gérés par la BCEAO ;
- l'élaboration de la cartographie des risques inhérents aux services de paiement adossés à la monnaie électronique ;
- l'élaboration d'un projet de texte réglementaire sur le financement participatif ;

- la mise en place d'un dispositif de collecte en ligne des données auprès des entreprises ;
- la mise en place d'un dispositif de suivi des conditions de vie des ménages ;
- le développement des outils de suivi du risque systémique ;
- la révision des modalités de transport des signes monétaires ;
- la réduction de la consommation de papiers et autres consommables ;
- la conception d'un plan de communication externe du Centre Ouest Africain de Formation et d'Etudes Bancaires (COFEB).

5.2.7 - SYSTEME DE MANAGEMENT DE LA QUALITE DE LA BCEAO



Dans l'objectif d'assurer une dynamique d'amélioration continue de son fonctionnement et de la qualité des services rendus à ses clients et partenaires, la Banque Centrale a renouvelé, le 16 janvier 2020, la certification à la norme ISO 9001:2015 de son Système de Management de la Qualité (SMQ) pour le cycle triennal 2020-2022. Le SMQ de la BCEAO prend en compte toutes les exigences de la norme.

En outre, il est relevé les points forts ci-après :

- l'engagement du management ainsi que des audités dans l'appropriation de la démarche qualité, marqué par une véritable volonté d'amélioration continue ;

- le professionnalisme des agents et la maîtrise des métiers ;
- une volonté d'automatisation des opérations et un nombre substantiel d'applications informatiques disponibles ;
- la bonne prise en charge de la gestion des réclamations des clients externes (banques et établissements teneurs de comptes) ;
- une forte orientation client ;
- un bon système de surveillance et de suivi du SMQ ;
- des outils automatisés dédiés à la gestion intégrée du personnel et au suivi des évaluations.

5.2.8 - SYSTEME D'INFORMATION COMPTABLE



Le système d'information comptable de la Banque n'a pas connu de mutations majeures au cours de l'année sous revue. Les travaux

d'optimisation du traitement automatique des opérations, initiés à travers les divers projets informatiques, se poursuivent.



VI COOPERATION INTERNATIONALE

6.1 - RELATIONS AVEC LE FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL 106

6.2 - COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 107

6.1 - RELATIONS AVEC LE FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

Dans le cadre des relations entre les Etats membres de l'UEMOA et le Fonds Monétaire International (FMI), les discussions relatives aux consultations annuelles au titre de l'Article IV des statuts du Fonds avec les institutions régionales se sont tenues, sous format virtuel, sur la période du 2 au 20 novembre 2020. Lors des travaux, les délégations de la BCEAO et du FMI ont eu des points de vue convergents sur l'évolution de la situation économique des Etats membres de l'UEMOA en 2019 et 2020, ainsi que sur les perspectives pour les années 2021 et 2022. Elles ont également partagé les mêmes analyses sur les risques qui pèsent sur les prévisions macroéconomiques. Au terme des travaux, une rencontre de haut niveau s'est tenue entre le Département Afrique du FMI et la BCEAO.

Examinant le rapport des Services du FMI sur les politiques communes de l'UEMOA et les consultations régionales au titre de l'Article IV pour l'année 2020, lors de sa session du 8 février 2021, le Conseil d'Administration du Fonds a salué les mesures prises par la BCEAO en réponse à la pandémie de la Covid-19. Il a estimé que ces mesures ont permis de répondre aux besoins de liquidité des banques dans un contexte difficile et d'éviter un resserrement des conditions financières dans l'Union.

Au cours de l'année 2020, tous les Etats membres de l'UEMOA ont mis en œuvre des programmes soutenus par le FMI, à l'exception de la Guinée-Bissau. Dans le contexte de la crise liée à la pandémie de la Covid-19, ces Etats ont bénéficié des appuis d'urgence au

titre de la Facilité de Crédit Rapide (FCR) et de l'Instrument de Financement Rapide (IFR). En outre, dans le cadre du Fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes (FF-ARC), des allègements de dette ont été accordés aux pays de l'Union, hormis la Côte d'Ivoire et le Sénégal.

Les opérations effectuées par la Banque Centrale avec le FMI, pour le compte des Etats membres de l'UEMOA, se sont soldées au cours de l'année 2020 par des entrées nettes de ressources de 897,19 millions de DTS contre 159,69 millions de DTS un an plus tôt. Les tirages se sont chiffrés à 1.036,01 millions de DTS contre 365,70 millions de DTS l'année précédente, soit une hausse de 670,30 millions de DTS. Les remboursements ont légèrement baissé de 3,09 millions de DTS, passant de 201,84 millions de DTS à 198,75 millions de DTS. Le montant des allègements du service de la dette est ressorti à 67,40 millions de DTS.

Les charges supportées par la BCEAO et les Etats membres en 2020 se sont élevées à 12,41 millions de DTS contre 14,92 millions de DTS l'année précédente. Elles concernent les commissions réglées par la BCEAO et les charges d'intérêt au titre du Mécanisme Elargi de Crédit (MEDC) et de l'IFR.

Au titre de la rémunération de leurs positions créditrices en 2020, le montant versé par le FMI aux Etats membres de l'UEMOA a baissé de 5,80 millions de DTS, ressortant à 4,95 millions de DTS contre 10,75 millions de DTS l'année précédente.

6.2 - COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO



Après les progrès significatifs enregistrés en 2019, concernant le Programme de la monnaie unique de la CEDEAO, certains développements intervenus au cours de la période récente n'ont pas permis son lancement. En effet, la non réalisation des conditions d'entrée en phase de stabilité fixées à fin 2019 dans le Pacte de convergence de la CEDEAO, l'impact négatif de la Covid-19 sur le respect par les Etats membres des critères de convergence en 2020 et les retards enregistrés dans la mise en œuvre de certaines activités importantes de la feuille de route se sont traduits par une situation peu favorable au démarrage de la monnaie unique. Les questions essentielles non encore réglées portent notamment sur l'adoption des textes juridiques spécifiques instituant l'Union monétaire de la CEDEAO, le choix du pays devant abriter le siège

de la future banque centrale commune, les modalités de l'opérationnalisation du modèle fédéral de banque centrale, du cadre de politique monétaire et du régime de change flexible.

Face à cette situation et afin de consolider les acquis du Programme de la monnaie unique, les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO ont, en septembre 2020, décidé de reporter à une date ultérieure le lancement de la monnaie unique, d'élaborer une nouvelle feuille de route pour le Programme et d'exempter les Etats membres du respect des critères de convergence macroéconomique en 2020. En outre, ils ont convenu de conclure un nouveau Pacte de convergence macroéconomique entre les Etats membres de la CEDEAO et de maintenir l'approche graduelle pour le lancement de l'ECO.

ANNEXES

LISTE DES ANNEXES

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A 1
Position nette des Etats vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Elevage et pêche	A12
Productions minières	A13
Prix à la production des cultures d'exportation	A14
Indice harmonisé des prix à la consommation	A15
Tableaux des opérations financières des Etats	A16 à A24
Balance des paiements	A25 à A29
Agrégats de monnaie	A30 à A34
Situation résumée de la Banque Centrale	A35 à A39
Situation résumée des banques	A40 à A44
Créances nettes sur l'administration centrale	A45 à A49
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A50 à A58
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A59
Adresses des sites de la BCEAO	A60 à A63

UMOA - COURS MONDIAUX DES PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2019				2020			
							1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.
<i>Prix moyen de la période en FCFA / kg, sauf indication contraire</i>														
CACAO	1 853,3	1 711,7	1 212,3	1 273,7	1 372,4	1 365,6	1 294,4	1 373,1	1 359,8	1 462,3	1 520,6	1 356,9	1 291,0	1 293,8
<i>Prix indicatif O.I.C.C.</i>														
CAFE	1 130,5	1 144,0	1 317,6	1 028,4	931,4	842,9	981,1	920,8	913,3	910,6	876,0	811,4	852,2	832,0
<i>Prix indicatif robusta O.I.C.C.</i>														
COTON	830,1	860,3	942,8	1 007,6	881,0	817,2	948,8	918,9	795,3	861,1	857,5	743,6	792,1	875,6
<i>Indice A Liverpool</i>														
HUILE DE PALME	364,9	416,8	427,2	339,5	332,0	406,3	307,6	300,4	316,7	403,2	433,2	334,1	389,2	468,7
HUILE DE PALMISTE	652,3	797,3	746,4	511,4	390,9	470,4	407,4	341,1	351,8	463,1	488,4	413,7	409,2	570,2
NOIX DE CAJOU	720,3	811,8	952,9	899,1	627,8	363,8	761,2	588,3	624,4	537,4	457,9	336,6	320,5	340,3
CAOUTCHOUC	855,1	845,5	1 005,3	807,2	874,4	818,1	863,9	919,8	847,6	866,1	860,5	707,6	762,9	941,3
PETROLE BRUT, NYMEX (tonne)	209 772,2	186 694,5	211 500,1	256 015,6	239 253,6	162 869,2	227 893,5	249 881,2	237 736,3	241 503,3	195 840,4	122 325,9	164 932,8	168 378,0
OR BRUT (gramme)	24 093,6	26 084,1	25 765,6	24 853,0	28 800,7	35 851,8	26 567,9	26 963,3	30 691,0	30 980,6	33 241,1	35 973,6	37 815,3	36 377,2

INDICES DES COURS MONDIAUX EN FCFA DES PRINCIPAUX PRODUITS DE BASE EXPORTES PAR L'UMOA

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2019				2020			
							1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.
<i>Indices moyens – Base 100 en 2013</i>														
CACAO	153,7	142,0	100,6	105,7	113,8	113,3	107,4	113,9	112,8	121,3	126,1	112,6	107,1	107,3
CAFE	110,5	111,8	128,8	100,5	91,1	82,4	95,9	90,0	89,3	89,0	85,6	79,3	83,3	81,3
COTON	90,8	94,1	103,1	110,2	96,3	89,4	103,7	100,5	87,0	94,2	93,8	81,3	86,6	95,7
HUILE DE PALME	86,6	98,9	101,4	80,6	78,8	96,5	73,0	71,3	75,2	95,7	102,8	79,3	92,4	111,3
HUILE DE PALMISTE	148,0	180,9	169,3	116,0	88,7	106,7	92,4	77,4	79,8	105,1	110,8	93,9	92,8	129,4
NOIX DE CAJOU	204,5	230,4	270,5	255,2	178,2	103,3	216,1	167,0	177,2	152,5	130,0	95,5	91,0	96,6
CAOUTCHOUC	77,6	76,7	91,2	73,2	79,3	74,2	78,4	83,4	76,9	78,6	78,0	64,2	69,2	85,4
PETROLE BRUT (NYMEX)	60,8	54,1	61,3	74,2	69,4	47,2	66,1	72,4	68,9	70,0	56,8	35,5	47,8	48,8
OR BRUT	98,2	106,3	105,0	101,3	117,4	146,1	108,3	109,9	125,1	126,3	135,5	146,6	154,1	148,3

Sources : Reuters, BCEAO.

POSITION NETTE DES ETATS DE L'UNION VIS-A-VIS DU F.M.I. (en millions de DTS)

		2018	2019	2020
U.M.O.A. - Position globale				
Département des D.T.S	-Allocations	818,7	818,7	818,7
	-Disponibilités	752,8	925,8	2 679,5
Département général	-Quote-part	1 711,6	1 711,6	1 711,6
	-Positions de réserve	247,6	249,1	249,3
Facilité Elargie de Crédit	-Encours des prêts	1 402,8	1 451,1	1 657,0
Facilité Protection Chocs Exog.	-Encours des prêts	19,4	3,2	0,0
Facilité de Crédit Rapide	-Encours des prêts	72,1	39,8	709,4
Mécanisme Elargi de Crédit	-Encours des prêts	304,6	433,6	562,6
Instrument de Financement rapide	-Encours des prêts	0,0	0,0	731,9
Bénin				
Département des D.T.S	-Allocations	59,2	59,2	59,2
	-Disponibilités	58,1	75,2	286,4
Département général	-Quote-part	123,8	123,8	123,8
	-Positions de réserve	18,0	18,2	18,2
Facilité Elargie de Crédit	-Encours des prêts	116,7	133,7	207,6
Facilité Protection Chocs Exog.	-Encours des prêts	0,0	0,0	
Facilité de Crédit Rapide	-Encours des prêts	0,0	0,0	41,3
Instrument de Financement Rapide	-Encours des prêts	0,0	0,0	82,5
Burkina				
Département des D.T.S	-Allocations	57,6	57,6	57,6
	-Disponibilités	21,0	15,6	152,6
Département général	-Quote-part	120,4	120,4	120,4
	-Positions de réserve	23,0	23,0	23,1
Facilité Elargie de Crédit	-Encours des prêts	135,8	115,8	181,9
Facilité Protection Chocs Exog.	-Encours des prêts	0,0	0,0	0,0
Facilité de Crédit Rapide	-Encours des prêts	0,0	0,0	84,3

Source : Fonds Monétaire International.

N.B. : La Facilité Elargie de Crédit (FEC) a remplacé, en janvier 2010, la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC).

POSITION NETTE DES ETATS DE L'UNION VIS-A-VIS DU F.M.I. (en millions de DTS)

		2018	2019	2020
Côte d'Ivoire				
Département des D.T.S	-Allocations	310,9	310,9	310,9
	-Disponibilités	361,8	436,2	1 157,4
Département général	-Quote-part	650,4	650,4	650,4
	-Positions de réserve	82,8	83,4	83,4
Facilité Elargie de Crédit	-Encours des prêts	640,1	615,8	575,6
Facilité Protection Chocs Exog.	-Encours des prêts	0,0	0,0	0,0
Facilité de Crédit Rapide	-Encours des prêts	48,8	24,4	233,1
Mécanisme Elargi de Crédit	-Encours des prêts	304,6	433,6	562,6
Instrument de Financement Rapide	-Encours des prêts	0,0	0,0	433,6
Guinée-Bissau				
Département des D.T.S	-Allocations	13,6	13,6	13,6
	-Disponibilités	19,5	18,1	18,2
Département général	-Quote-part	28,4	28,4	28,4
	-Positions de réserve	4,0	4,0	4,0
Facilité Elargie de Crédit	-Encours des prêts	20,7	19,2	17,5
Facilité Protection Chocs Exog.	-Encours des prêts	0,0	0,0	0,0
Facilité de Crédit Rapide	-Encours des prêts	3,6	0,0	2,8
Mali				
Département des D.T.S	-Allocations	89,4	89,4	89,4
	-Disponibilités	157,9	165,9	330,6
Département général	-Quote-part	186,6	186,6	186,6
	-Positions de réserve	33,3	33,3	33,3
Facilité Elargie de Crédit	-Encours des prêts	207,7	218,3	226,7
Facilité Protection Chocs Exog.	-Encours des prêts	0,0	0,0	0,0
Facilité de Crédit Rapide	-Encours des prêts	19,8	15,4	156,5

Source : Fonds Monétaire International.

N.B. : La Facilité Elargie de Crédit (FEC) a remplacé, en janvier 2010, la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC).

POSITION NETTE DES ETATS DE L'UNION VIS-A-VIS DU F.M.I. (en millions de DTS)

		2018	2019	2020
Niger				
Département des D.T.S	-Allocations	62,9	62,9	62,9
	-Disponibilités	71,9	98,4	205,6
	-Quote-part	131,6	131,6	131,6
Département général	-Positions de réserve	25,1	25,1	25,1
Facilité Elargie de Crédit	-Encours des prêts	160,9	188,0	199,1
Facilité Protection Chocs Exog.	-Encours des prêts	0,0	0,0	0,0
Facilité de Crédit Rapide	-Encours des prêts	0,0	0,0	83,7
Sénégal				
Département des D.T.S	-Allocations	154,8	154,8	154,8
	-Disponibilités	3,7	1,3	319,1
	-Quote-part	323,6	323,6	323,6
Département général	-Position de réserve	42,3	42,7	42,7
	-Recours au crédit du Fonds dont : Tranches de crédits			
Facilité Elargie de Crédit	-Encours des prêts	0,0	0,0	0,0
Facilité Protection Chocs Exog.	-Encours des prêts	19,4	3,2	0,0
Facilité de Crédit Rapide	-Encours des prêts	0,0	0,0	107,9
Instrument de Financement Rapide	-Encours des prêts	0,0	0,0	215,7
Togo				
Département des D.T.S	-Allocations	70,3	70,3	70,3
	-Disponibilités	74,1	115,1	209,6
Département général	-Quote-part	146,8	146,8	146,8
	-Positions de réserve	19,1	19,3	19,5
Facilité Elargie de Crédit	-Encours des prêts	121,0	160,3	248,5
Facilité Protection Chocs Exog.	-Encours des prêts	0,0	0,0	0,0

Source : Fonds Monétaire International.

N.B. : La Facilité Elargie de Crédit (FEC) a remplacé, en janvier 2010, la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC).

UEMOA - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2018 (*)	2019 (*)	2020(**)
	<i>Milliards de francs CFA</i>		
PIB au prix du marché	83 301,6	88 582,7	90 897,6
PIB marchand	75 288,4	79 958,5	81 898,9
Secteur primaire	20 157,2	20 972,5	21 631,8
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	20 157,2	20 972,5	21 631,8
Secteur secondaire	17 462,9	18 904,8	19 539,6
Industries extractives	3 790,7	4 210,1	4 692,4
Industries manufacturières	9 165,1	9 707,3	9 614,1
Electricité, Gaz, Eau	1 548,3	1 666,2	1 683,2
Bâtiment, Travaux Publics	2 958,8	3 321,3	3 549,9
Secteur tertiaire	37 668,4	40 081,1	40 727,5
Commerce de gros et de détail	11 843,7	12 366,5	12 364,9
Transports, Entrepôts et Communications	6 746,2	7 040,1	7 395,7
Autres services marchands	12 641,0	13 596,1	13 884,3
Droits et taxes à l'importation et TVA	6 437,4	7 078,4	7 082,6
Services non marchands	8 013,1	8 624,2	8 998,6
Importation de biens et services	24 401,5	25 836,9	24 927,1
Ressources = Emplois	107 703,0	114 419,6	115 824,7
Consommation publique	10 736,4	11 536,9	12 528,4
Consommation privée	57 943,4	61 157,2	62 863,5
Formation brute du capital fixe	18 512,2	20 517,0	21 358,8
Variation des stocks	1 414,2	432,3	225,3
Exportation de biens et services	19 096,9	20 776,2	18 848,7
Variation du déflateur du PIB (%)	0,8%	0,6%	1,7%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	7,2%	6,3%	2,6%
Taux de croissance réel (%)	6,4%	5,7%	0,9%
Population (millions)	126,0	131,2	123,5
PIB au prix courant par habitant (milliers de francs CFA)	661,0	675,2	735,8

Source : Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique.

(*) Provisoire.

(**) Estimation.

BENIN - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2018 (*)	2019 (*)	2020 (**)
	Milliards de francs CFA		
PIB au prix du marché	7 915,7	8 432,2	8 838,3
PIB marchand	7 338,7	7 920,5	8 335,1
Secteur primaire	2 223,3	2 266,2	2 387,4
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	2 223,3	2 266,2	2 387,4
Secteur secondaire	1 159,9	1 375,5	1 506,9
Industries extractives	30,5	34,4	37,6
Industries manufacturières	725,9	831,9	905,8
Electricité, Gaz, Eau	55,8	60,6	64,5
Bâtiment, Travaux Publics	347,7	448,6	499,0
Secteur tertiaire	3 955,5	4 278,7	4 440,8
Commerce de gros et de détail	1 030,6	1 035,3	1 030,8
Transports, Entrepôts et Communications	850,0	948,2	964,5
Autres services marchands	1 402,1	1 554,5	1 655,8
Droits et taxes à l'importation et TVA	672,8	740,8	789,6
Services non marchands	577,0	511,8	503,2
Importation de biens et services	2 578,2	2 523,5	2 002,3
Ressources = Emplois	10 493,9	10 955,7	10 840,6
Consommation publique	824,1	872,1	1 062,4
Consommation privée	5 470,9	5 824,8	6 239,8
Formation brute du capital fixe	2 038,2	2 122,7	1 925,3
Variation des stocks	38,5	38,5	38,5
Exportation de biens et services	2 122,2	2 097,7	1 574,6
Variation du déflateur du PIB (%)	0,60%	-0,30%	2,50%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	7,30%	6,50%	4,80%
Taux de croissance réel (%)	6,70%	6,90%	2,30%
Population (millions)	11,7	12,1	12,5
PIB au prix courant par habitant (milliers de francs CFA)	675,9	697,4	708,0

Source : Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique.

(*) Provisoire.

(**) Estimation.

BURKINA - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2018 (*)	2019 (*)	2020 (**)
	Milliards de francs CFA		
PIB au prix du marché	8 920,4	9 369,2	9 979,3
PIB marchand	7 209,0	7 393,9	8 015,9
Secteur primaire	2 057,9	1 890,1	1 991,6
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	2 057,9	1 890,1	1 991,6
Secteur secondaire	2 186,8	2 396,6	2 853,3
Industries extractives	973,1	1 053,2	1 501,8
Industries manufacturières	870,0	947,5	944,7
Electricité, Gaz, Eau	66,7	84,5	88,9
Bâtiment, Travaux Publics	276,9	311,4	318,0
Secteur tertiaire	2 964,4	3 107,2	3 171,0
Commerce de gros et de détail	972,4	999,7	1 008,7
Transports, Entrepôts et Communications	346,2	380,0	391,7
Autres services marchands	756,0	817,0	821,7
Droits et taxes à l'importation et TVA	889,7	910,5	948,9
Services non marchands	1 711,4	1 975,3	1 963,5
Importation de biens et services	2 870,0	2 943,1	2 975,4
Ressources = Emplois	11 790,4	12 312,3	12 954,8
Consommation publique	1 515,9	1 781,9	1 759,5
Consommation privée	5 741,4	5 862,3	5 960,7
Formation brute du capital fixe	1 769,0	1 819,2	1 981,9
Variation des stocks	258,3	231,3	488,3
Exportation de biens et services	2 505,8	2 617,7	2 764,5
Variation du déflateur du PIB (%)	2,00%	-0,60%	3,90%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	8,90%	5,00%	6,50%
Taux de croissance réel (%)	6,70%	5,70%	2,50%
Population (millions)	20,2	20,9	21,5
PIB au prix courant par habitant (milliers de francs CFA)	440,6	448,8	463,6

Source : Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique.

(*) Provisoire.

(**) Estimation.

COTE D'IVOIRE - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2018 (*)	2019 (*)	2020 (**)
	Milliards de francs CFA		
PIB au prix du marché	32 222,3	34 298,9	35 124,6
PIB marchand	29 495,1	31 378,9	31 941,9
Secteur primaire	6 621,2	7 090,0	7 307,5
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	6 621,2	7 090,0	7 307,5
Secteur secondaire	6 773,3	7 267,0	7 099,1
Industries extractives	896,8	1 027,0	1 032,4
Industries manufacturières	3 854,0	4 042,0	3 847,3
Electricité, Gaz, Eau	845,4	930,0	871,3
Bâtiment, Travaux Publics	1 177,1	1 268,0	1 348,1
Secteur tertiaire	16 100,6	17 021,9	17 535,2
Commerce de gros et de détail	5 559,9	5 831,0	5 832,9
Transports, Entrepôts et Communications	3 160,5	3 236,0	3 562,3
Autres services marchands	5 229,6	5 719,9	5 800,8
Droits et taxes à l'importation et TVA	2 150,6	2 235,0	2 339,3
Services non marchands	2 727,2	2 920,0	3 182,7
Importation de biens et services	7 184,2	7 546,9	7 068,6
Ressources = Emplois	39 406,5	41 845,8	42 193,2
Consommation publique	3 299,9	3 468,7	3 693,1
Consommation privée	22 027,0	23 417,0	23 687,0
Formation brute du capital fixe	6 367,6	7 239,6	7 965,7
Variation des stocks	467,6	-359,7	-621,4
Exportation de biens et services	7 244,4	8 080,2	7 468,8
Variation du déflateur du PIB (%)	0,60%	0,20%	0,60%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	7,60%	6,40%	2,40%
Taux de croissance réel (%)	6,90%	6,20%	1,80%
Population (millions)	25,1	25,8	26,4
PIB au prix courant par habitant (milliers de francs CFA)	1 282,6	1 330,7	1 328,2

Source : Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique.

(*) Provisoire.

(**) Estimation.

GUINEE-BISSAU - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2018 (*)	2019 (*)	2020 (**)
	Milliards de francs CFA		
PIB au prix du marché	832,1	860,4	861,6
PIB marchand	723,1	726,5	723,4
Secteur primaire	257,4	256,9	265,0
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	257,4	256,9	265,0
Secteur secondaire	102,8	114,6	123,8
Industries extractives	3,3	3,4	3,6
Industries manufacturières	73,2	81,8	87,9
Electricité, Gaz, Eau	9,8	10,6	12,8
Bâtiment, Travaux Publics	16,5	18,8	19,6
Secteur tertiaire	362,8	355,1	334,6
Commerce de gros et de détail	161,1	153,3	147,3
Transports, Entrepôts et Communications	64,7	66,9	63,4
Autres services marchands	83,7	85,7	81,0
Droits et taxes à l'importation et TVA	53,3	49,2	42,9
Services non marchands	109,0	133,9	138,2
Importation de biens et services	250,0	294,2	250,0
Ressources = Emplois	1 082,1	1 154,6	1 111,6
Consommation publique	148,9	178,6	180,8
Consommation privée	618,6	631,4	637,7
Formation brute du capital fixe	185,6	192,7	190,1
Variation des stocks	-82,4	-19,0	-27,0
Exportation de biens et services	211,3	170,9	130,1
Variation du déflateur du PIB (%)	-5,70%	-1,10%	2,50%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	-2,50%	3,40%	0,10%
Taux de croissance réel (%)	3,40%	4,50%	-2,30%
Population (millions)	2,7	3,7	4,7
PIB au prix courant par habitant (milliers de francs CFA)	307,7	232,3	183,2

Source : Institut National de la Statistique.

(*) Provisoire.

(**) Estimation.

MALI - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2018 (*)	2019 (*)	2020 (**)
	Milliards de francs CFA		
PIB au prix du marché	9 482,0	10 125,6	9 976,0
PIB marchand	8 549,9	9 145,3	8 980,2
Secteur primaire	3 517,4	3 726,8	3 518,9
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	3 517,4	3 726,8	3 518,9
Secteur secondaire	1 967,1	2 171,4	2 185,8
Industries extractives	932,0	1 029,6	1 035,3
Industries manufacturières	596,4	669,5	693,0
Electricité, Gaz, Eau	33,3	36,9	41,1
Bâtiment, Travaux Publics	405,4	435,4	416,4
Secteur tertiaire	3 065,4	3 247,1	3 275,6
Commerce de gros et de détail	969,8	1 010,1	977,3
Transports, Entrepôts et Communications	459,2	483,0	503,2
Autres services marchands	857,8	918,1	945,6
Droits et taxes à l'importation et TVA	778,5	835,9	849,5
Services non marchands	932,1	980,3	995,8
Importation de biens et services	3 377,7	3 842,7	3 712,1
Ressources = Emplois	12 859,6	13 968,3	13 688,2
Consommation publique	1 505,5	1 593,9	1 618,3
Consommation privée	7 089,1	7 606,1	8 029,2
Formation brute du capital fixe	1 772,9	2 029,2	1 992,4
Variation des stocks	166,9	136,4	-566,1
Exportation de biens et services	2 325,2	2 602,6	2 614,3
Variation du déflateur du PIB (%)	1,50%	1,90%	0,50%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	6,30%	6,80%	-1,50%
Taux de croissance réel (%)	4,70%	4,80%	-2,00%
Population (millions)	22,2	23,2	24,2
PIB au prix courant par habitant (milliers de francs CFA)	426,6	436,0	411,8

Source : Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique.

(*) Provisoire.

(**) Estimation.

NIGER - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2018 (*)	2019 (*)	2020 (**)
	Milliards de francs CFA		
PIB au prix du marché	7 138,6	7 610,4	7 972,3
PIB marchand	6 402,8	6 807,0	7 131,3
Secteur primaire	2 748,0	2 860,3	3 071,5
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	2 748,0	2 860,3	3 071,5
Secteur secondaire	1 360,1	1 530,6	1 607,8
Industries extractives	470,5	540,7	590,0
Industries manufacturières	506,4	534,8	542,4
Electricité, Gaz, Eau	111,3	124,5	131,3
Bâtiment, Travaux Publics	271,8	330,6	344,1
Secteur tertiaire	2 294,7	2 416,1	2 452,0
Commerce de gros et de détail	965,8	1 017,4	1 028,6
Transports, Entrepôts et Communications	335,0	358,8	372,7
Autres services marchands	568,7	595,7	635,0
Droits et taxes à l'importation et TVA	425,1	444,2	415,7
Services non marchands	735,9	803,4	841,0
Importation de biens et services	1 871,0	1 989,2	2 039,6
Ressources = Emplois	9 009,7	9 599,6	10 011,8
Consommation publique	1 082,0	1 182,3	1 271,4
Consommation privée	5 060,2	5 288,4	5 587,9
Formation brute du capital fixe	2 027,0	2 294,2	2 447,7
Variation des stocks	35,1	22,2	0,0
Exportation de biens et services	805,4	812,5	704,9
Variation du déflateur du PIB (%)	2,60%	0,70%	3,50%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	9,90%	6,60%	4,80%
Taux de croissance réel (%)	7,10%	5,90%	1,20%
Population (millions)	21,6	22,6	23,6
PIB au prix courant par habitant (milliers de francs CFA)	331,1	337,3	338,4

Source : Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique.

(*) Provisoire.

(**) Estimation.

SENEGAL - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2018 (*)	2019 (*)	2020 (**)
	Milliards de francs CFA		
PIB au prix du marché	12 840,1	13 655,4	13 844,5
PIB marchand	12 129,7	12 898,3	13 027,8
Secteur primaire	1 924,4	2 046,5	2 204,1
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	1 924,4	2 046,5	2 204,1
Secteur secondaire	3 083,3	3 153,7	3 256,1
Industries extractives	443,5	480,1	444,7
Industries manufacturières	1 993,5	2 015,9	2 003,0
Electricité, Gaz, Eau	295,5	271,5	334,5
Bâtiment, Travaux Publics	350,9	386,2	473,9
Secteur tertiaire	7 122,0	7 698,2	7 567,6
Commerce de gros et de détail	1 874,6	1 985,4	2 021,8
Transports, Entrepôts et Communications	1 028,5	1 037,1	1 009,2
Autres services marchands (***)	3 085,6	3 213,3	3 225,0
Droits et taxes à l'importation et TVA	1 133,3	1 462,4	1 311,7
Services non marchands	710,3	757,1	816,7
Importation de biens et services	4 976,8	5 372,7	5 563,7
Ressources = Emplois	17 816,9	19 028,1	19 408,2
Consommation publique	1 770,0	1 879,5	2 346,7
Consommation privée	8 943,5	9 395,2	9 617,2
Formation brute du capital fixe	3 636,5	3 951,5	3 794,7
Variation des stocks	530,2	382,7	912,9
Exportation de biens et services	2 936,7	3 419,1	2 736,7
Variation du déflateur du PIB (%)	-0,80%	1,90%	2,10%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	5,30%	6,30%	1,40%
Taux de croissance réel (%)	6,20%	4,40%	-0,70%
Population (millions)	14,6	14,9	15,3
PIB au prix courant par habitant (milliers de francs CFA)	877,7	913,8	907,0

Source : Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique.

(*) Provisoire.

(**) Estimation.

(***) Y compris services publics d'éducation.

TOGO - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2018 (*)	2019 (*)	2020 (**)
	Milliards de francs CFA		
PIB au prix du marché	3 950,4	4 230,6	4 300,9
PIB marchand	3 440,2	3 688,1	3 743,2
Secteur primaire	807,5	835,7	885,7
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	807,5	835,7	885,7
Secteur secondaire	829,6	895,5	906,9
Industries extractives	41,0	41,8	47,0
Industries manufacturières	545,8	583,9	590,2
Electricité, Gaz, Eau	130,5	147,5	138,8
Bâtiment, Travaux Publics	112,4	122,3	130,9
Secteur tertiaire	1 803,1	1 956,9	1 950,6
Commerce de gros et de détail	309,5	334,2	317,5
Transports, Entrepôts et Communications	502,2	530,2	528,6
Autres services marchands	657,4	692,1	719,5
Droits et taxes à l'importation et TVA	334,0	400,4	385,0
Services non marchands	510,3	542,5	557,6
Importation de biens et services	1 293,6	1 324,6	1 315,3
Ressources = Emplois	5 244,0	5 555,2	5 616,2
Consommation publique	590,1	579,8	596,3
Consommation privée	2 992,6	3 131,9	3 104,0
Formation brute du capital fixe	715,4	867,8	1 061,0
Variation des stocks	0,0	0,0	0,0
Exportation de biens et services	945,9	975,6	854,9
Variation du déflateur du PIB (%)	1,30%	1,50%	1,00%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	6,40%	7,10%	1,70%
Taux de croissance réel (%)	5,00%	5,50%	0,70%
Population (millions)	7,4	7,6	7,8
PIB au prix courant par habitant (milliers de francs CFA)	531,0	555,3	551,3

Source : Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique.

(*) Provisoire.

(**) Estimation.

UMOA - PRODUCTION DES PRINCIPALES CULTURES D'EXPORTATION

	2018	2019	2020 (*)
	Tonnes		
BENIN			
Arachides	169 277	170 452	172 439
Coton graine	677 564	714 714	675 000
Karité			
Régimes de palme			
Palmistes	9 593	10 179	10 634
Noix de cajou	115 590	130 276	136 138
Ananas	374 601	350 345	366 111
Burkina			
Arachides	329 800	396 129	630 526
Coton graine	482 200	458 525	472 000
Karité	530 604	568 807	639 340
Sésame	243 552	261 088	293 462
Noix de cajou	129 000	99 034	94 088
COTE D'IVOIRE			
Café	123 949	94 171	84 700
Cacao	2 113 189	2 235 043	2 050 000
Coton graine	386 990	482 427	493 100
Régimes de palme			
Palmistes			
Caoutchouc	624 136	478 550	526 186
Canne à sucre	250 993	271 324	275 332
Tabac			
Bananes(2)	450 000	500 000	610 213
Ananas(2)	48 503	49 071	55 601
Bois en grume(1)			
Bois débité(1)			
Noix de cajou	761 317	634 631	902 000
Arachides	209 516	217 600	225 771
GUINEE-BISSAU			
Arachides	118 048	125 839	134 018
Noix de cajou	213 531	222 285	221 396
Palmistes	2 431	2 561	2 606
Coton graine	3 100	3 227	3 214
MALI			
Arachides	497 159	511 428	485 754
Coton graine	700 000	773 500	192 602
Karité			
Tabac			
NIGER			
Arachides	557 392	575 786	599 969
Coton graine			
Haricot et niébé	2 282 382	2 357 701	2 448 527
SENEGAL			
Arachides	1 502 174	1 421 288	1 485 246
Coton graine	15 121	16 511	17 353
Tomate industrielle			
TOGO			
Café	19 076	21 316	19 184
Cacao	12 674	14 264	15 690
Coton graine	137 254	133 411	128 083
Arachides	43 842	44 587	44 136
Karité			
Régimes de palme			
Palmistes	65 584	69 547	69 548
U.M.O.A.			
Cacao	2 125 863	2 249 307	2 065 690
Café	143 025	115 487	103 884
Coton graine	2 402 229	2 582 714	1 981 352
Régimes de palme			
Palmistes	77 608	82 287	82 789
Karité	530 604	568 807	639 340
Sésame	243 552	261 088	293 462
Arachides	3 427 208	3 463 109	3 777 859
Caoutchouc	624 136	478 550	526 186
Tabac			
Bananes(2)	450 000	500 000	610 213
Ananas	423 104	399 416	421 711
Bois en grume(1)			
Bois débité(1)			
Canne à sucre	250 993	271 324	275 332
Tomate industrielle			
Noix de cajou	1 219 438	1 086 226	1 353 622
Haricot et niébé	2 282 382	2 357 701	2 448 527

(1) : Milliers de m3.

(*) Estimations

(2) : Exportations.

Sources : Organismes nationaux de commercialisation.

UMOA - PRODUCTION DES PRINCIPALES CULTURES VIVRIERES

	2018	2019	2020 (*)
	Milliers de tonnes		
BENIN			
Maïs	1 544,0	1 580,8	1 618,9
Mil et sorgho	185,9	186,3	196,8
Riz paddy	374,3	406,1	420,0
Igname	3 353,1	3 365,5	3 414,7
Manioc	4 324,5	4 525,5	4 600,5
Haricot et niébé	131,3	132,5	133,3
Autres	1 157,4	1 226,7	1 256,2
BURKINA			
Maïs	1 700,1	1 710,9	1 877,4
Mil et sorgho	3 118,9	2 842,0	3 086,6
Riz paddy	350,4	376,5	390,5
Fonio	11,3	10,2	11,8
Autres	847,0	883,0	871,7
COTE D'IVOIRE			
Maïs	1 055,0	1 102,4	1 127,8
Riz paddy	2 006,8	1 846,0	1 846,3
Mil et sorgho	129,5	134,4	139,4
Igname	7 391,1	7 450,5	7 718,7
Manioc	5 608,0	5 877,2	6 041,7
Banane plantain	1 955,7	2 030,0	2 105,1
Autres	486,7	501,3	514,6
GUINEE-BISSAU			
Riz paddy	175,8	187,0	198,1
Maïs	7,3	9,7	13,5
Mil et sorgho	39,1	41,5	44,6
Patate douce	36,0	37,9	35,4
Manioc	50,5	52,9	53,8
Autres	2,9	2,4	2,6
MALI			
Maïs	3 624,9	3 816,5	3 624,9
Mil et sorgho	3 310,0	3 389,6	3 219,4
Riz paddy	3 167,5	3 196,3	3 035,9
Autres	57,1	48,8	46,4
NIGER			
Maïs	6,4	5,7	6,2
Mil et sorgho	5 955,3	5 165,3	5 455,8
Riz paddy	115,6	119,5	124,4
Haricot et niébé	2 372,5	2 380,1	2 379,1
Autres	959,3	839,7	1 067,1
SENEGAL			
Maïs	485,7	530,7	766,8
Mil et sorgho	1 192,8	1 077,2	1 586,4
Riz paddy	1 206,6	1 155,3	1 451,8
Manioc	1 022,8	1 020,1	1 353,0
Haricot et niébé	178,6	211,6	268,2
Pastèques	1 174,4	1 190,5	1 766,8
Autres	18,6	24,3	35,6
TOGO			
Maïs	886,6	912,3	949,4
Mil et sorgho	303,3	309,3	317,9
Riz paddy	145,5	147,1	152,9
Igname	858,8	874,2	897,4
Manioc	1 089,5	1 117,8	1 140,2
Haricot et niébé	207,6	202,8	248,1
Autres	1 950,2	1 980,3	2 061,3
U.M.O.A.			
Maïs	9 310,0	9 669,0	9 984,9
Mil et sorgho	14 234,8	13 145,6	14 046,9
Riz paddy	7 542,5	7 471,8	7 619,9
Fonio	11,3	10,2	11,8
Igname	11 603,0	11 690,2	12 030,8
Manioc	12 095,3	12 593,5	13 189,2
Patate douce	36,0	37,9	35,4
Banane plantain	1 955,7	2 030,0	2 105,1
Haricot et niébé	2 890,0	2 927,0	3 028,7
Pastèques	1 174,4	1 190,5	1 766,8
Autres	5 479,2	5 506,5	5 855,5
Total	66 332,2	66 272,2	69 675,0

Sources : Ministères de l'agriculture des Etats.

(*) Estimations

UMOA - ELEVAGE ET PECHE

Pays/Produits	2018	2019	2020
ELEVAGE	<i>Milliers de têtes</i>		
BENIN			
Bovins	2 405.1	2 467.6	
Ovins et caprins	2 801.1	2 861.3	
Porcins	486.0	505.4	
Volailles	20 768.4	21 437.2	
BURKINA			
Bovins	-		
Ovins et caprins	-		
Porcins	-		
Volailles	-		
Asins	-		
Equins	-		
Camelins	-		
COTE d'IVOIRE(1)			
Bovins	-		
Ovins et caprins	-		
Porcins	-		
Volailles	-		
GUINEE-BISSAU			
Bovins	-		
Ovins et caprins	-		
Porcins	-		
Volailles	-		
MALI			
Asins	-		
Bovins	-		
Ovins et caprins	-		
Porcins	-		
Equins	-		
Volailles	-		
Camelins	-		
NIGER			
Bovins			
Ovins et caprins			
SENEGAL			
Bovins	-		
Ovins et caprins	-		
Porcins	-		
Equins	-		
Volailles	-		
TOGO			
Bovins	453	460	464
Ovins et caprins	5 497	6 001	6 361
Porcins	1 057	1 085	1 107
Volailles	23 934	26 297	27 612
UMOA			
Asins	-		
Camelins	-		
Bovins	-		
Ovins et caprins	-		
Porcins	-		
Equins	-		
Volailles	-		
PECHE			
BENIN	-		
BURKINA	-		
COTE D'IVOIRE	-		
GUINEE-BISSAU	-		
MALI	-		
NIGER (*)	-		
SENEGAL	-		
TOGO	26 585,5	27 383,0	
UMOA	-		

(1) : en tonnes.

Sources : Ministères des ressources animales des Etats.

UMOA - PRODUCTIONS MINIERES

Périodes	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire		Mali	Niger		Sénégal			Togo		
	Pétrole	Or	Pétrole	Or	Or	Or	Uranium	Pétrole	Phosphates de calcium	Or	Sel marin	Phosphates de calcium	Clinker
	barils	kg	Milliers de barils	kg	kg	kg	tonnes	Milliers de barils	tonnes	kg	tonnes	tonnes	
PRODUCTION	(*)												
1991	1 352 700	2 926	73 050	3 137	4 597		2 777		1 740 500		100 000	2 964 702	
1994	884 577	1 640		1 872	4 599		2 956		1 587 350		87 600	2 121 489	
1995	653 615	1 900	2 294	2 008	6 291		2 974		1 483 700		110 000	2 591 213	
1996	552 144	1 384	5 815	2 054	6 584		3 322		1 376 807		100 000	2 730 869	
1997	456 127	1 365	5 266	2 496	18 521		3 499		1 584 405		110 000	2 631 353	
1998	355 900	1 600	3 806	2 009	21 156		3 516		1 514 897		137 197	2 253 411	
1999		1 800	3 547	2 967	25 265		2 948		1 797 150		145 000	1 714 530	
2000	226 000	575	17 593				3 030		478 000				
2000	292 600	429	15 064				914		392 000	21 538	83 000	324 652	21 538
2000	275 200	450	14 397				708		373 000		2 000	576 242	
2003		780	7 506	1 313	51 598		3 149		1 761 924		159 223	1 471 328	1 650 928
2004		1 008	7 952	1 272	41 585	1 531	3 089		1 753 833		174 000	1 115 180	1 553 534
2005		1 257	14 566	1 638	49 058	5 326	3 000		1 689 040		156 138	1 020 868	1 675 779
2006		1 010	22 194	1 327	58 382	2 627	3 432		766 771		198 561	1 171 261	1 307 265
2007		1 579	17 503	1 466	52 753	2 615	3 155		747 614		212 394	750 059	1 162 339
2008		6 270	16 520	2 884	52 753	2 375	3 072		625 842		240 576	842 508	915 172
2009		13 274	18 542	7 055	48 533	1 929	3 242		903 000	4 975	222 297	725 547	1 050 198
2010		24 435	14 562	5 080	42 033	1 989	4 198		1 055 075	3 800	231 625	695 150	1 059 972
2011		33 173	12 391	12 357	42 038	1 872	4 159		1 283 000	3 200	216 587	868 616	1 200 551
2012		30 205	10 770	12 164	46 273	1 581	4 770	4 639	1 380 000	6 200	237 385	1 110 416	1 167 564
2013		33 500	9 141	15 516	46 997	1 016	4 259	6 536	881 453	6 500	238 888	1 213 657	911 030
2014		36 283	6 902	18 600	45 869	673	3 992	6 256	752 245	6 700	249 224	1 108 820	837 250
2015		36 451	10 735	23 540	46 503	1 206	4 115	5 459	1 006 000	5 600	268 176	1 150 194	1 565 646
2016		38 530	15 426	25 055	46 938	881	3 495	6 014	1 466 000	6 200	262 914	843 466	2 047 779
2017		46 392	12 441	25 396	49 622	843	3 485	6 665	1 575 416	7 400	268 160	732 503	2 117 652
2018		52 623	11 785	24 457	60 893	22	2 911	6 065	1 782 000	14 810	264 744	1 020 121	2 060 177
2019		50 310	13 194	32 568	71 191	311	2 981	6 607	1 701 000	16 070	286 103	703 573	2 224 259
2020		62 138	10 778	33 500	71 237	134	2 991	6 273	1 649 000	16 237	290 873	1 321 345	2 322 406
VENTES													
1991	1 366 600	835	73 050	1 245			2 945		1 304 030		71 373	3 046 599	
1992	979 700		69 371	1 776			2 841		1 185 553		67 688	2 081 436	
1993	1 085 100	2 140	63 035	1 907			3 748		959 354		68 535	1 567 391	
1994	971 115	1 640		1 872			2 787		603 136		105 425	2 181 489	
1995	664 419	1 900	2 294	2 008	6 291		3 116		857 884		88 713	2 906 900	
1996	569 235	1 384	6 934	2 054	6 584		2 970		836 410		81 481	2 633 725	
1997	408 527	1 365	5 366	2 485	16 323		3 921		615 063		131 495	2 686 640	
1998	419 900	1 600	3 385	1 995	20 589		3 627		373 463		126 024	2 242 641	
1999		1 800	3 183	2 967	25 265		2 960		657 325		107 508	1 616 751	
2000		1 000	2 490	3 444	28 278		3 040		513 900		119 914	1 219 859	
2001		339	2 126	3 672	53 658		2 960		510 409		146 287	1 304 177	
2002		624	4 417	3 570	66 068		2 960		486 000		157 263	1 327 710	
2003		780	6 910	1 313	51 598		2 830		203 900		149 400	1 355 986	1 653 632
2004		1 008	7 526	1 272	41 585	611	3 048		197 900		149 000	1 235 642	1 585 143
2005		1 257	9 601	1 638	49 058	2 961	3 590		174 400		114 500	1 047 893	1 528 483
2006		1 010	22 482	1 452	58 382	2 627	3 160		177 900		171 700	1 173 260	1 280 567
2007		1 579	15 135	1 478	52 753	2 615	3 551		181 600		173 700	737 166	1 068 423
2008		6 270	17 811	3 087	52 753	2 375	3 129		209 100		195 700	686 472	533 752
2009		13 274	19 882	7 992	48 533	1 929	3 200		208 090	4 975	184 851	681 127	1 129 620
2010		24 435	14 861	5 419	42 033	1 989	4 200		198 428	3 800	190 188	857 772	1 060 864
2011		33 173	12 840	13 114	42 038	1 872	4 171		189 338	3 200	183 858	894 341	1 068 740
2012		30 205	11 608	13 120	46 273	1 581	4 690		177 329	6 200	202 980	1 033 390	1 140 300
2013		33 500	9 009	17 291	48 092	1 016	4 230		163 930	6 500	190 940	1 142 692	987 767
2014		36 283	6 481	19 141	45 869	673	3 992		155 720	6 700	205 782	1 182 043	846 251
2015		36 451	10 648	22 295	46 503	1 206	4 026		293 882	5 600	202 318	939 025	1 594 600
2016		38 530	15 426	25 055	46 938	881	2 984		158 045	6 200	204 858	845 900	2 062 900
2017		46 392	12 441	25 396	49 622	843	3 562		115 580	14 810	112 704	793 972	2 061 471
2018		52 623	11 785	24 457	60 893	586	2 879		114 230	16 070	209 369	1 045 433	2 023 146
2019		50 310	13 194	32 568	71 191	583	2 923		125 555	17 227	237 641	825 139	2 241 243
2020		62 138	10 778	33 500		133	2 904		135 689	18 130	257 723	1 332 101	2 490 611

Sources : Ministère des Mines - Sociétés minières.

(*) Le pétrole brut produit au Niger n'est pas exporté mais totalement vendu à la Société de Raffinage de Zinder (SORAZ)

UMOA - PRIX A LA PRODUCTION DES CULTURES D'EXPORTATION (FCFA)

	2017/2018	2018/2019	2019/2020	2020/2021
BENIN				
Arachide en coque				
Café				
Coton graine		265	265	265
Régimes de palme				
Palmistes				
Noix de cajou				325
BURKINA				
Arachide décortiquée				
Coton graine			265	240
COTE D'IVOIRE				
Cacao	700	750	825	1 000
Café	750	700	700	550
Coton graine	265	265	300	300
Régimes de palme				
Noix de cajou	440	500	375	400
Caoutchouc	346	268	275	
GUINEE-BISSAU				
Arachide				
Noix de cajou	850	500	500	375
Palmistes				
Coton				
MALI				
Arachide en coque				
Coton graine		250	275	200
NIGER				
Arachide en coque				
Coton graine				
SENEGAL				
Arachide en coque	210	210	210	
Coton graine				
TOGO				
Arachide décortiquée				
Cacao	975	965	1 050	1 088
Café	810	815	600	623
Coton graine	240	250	265	271
Palmistes	101	102	104	-

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique.

UMOA - INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION

Base 100=2014

	2018	2019	2020
BENIN			
1 ^{er} trimestre	101,5	101,5	103,6
2 ^e trimestre	103,3	101,1	104,3
3 ^e trimestre	102,4	100,4	104,9
4 ^e trimestre	101,0	101,4	104,0
Année	102,0	101,1	104,2
BURKINA FASO			
1 ^{er} trimestre	103,8	102,1	101,8
2 ^e trimestre	106,1	103,0	103,7
3 ^e trimestre	107,4	102,1	105,5
4 ^e trimestre	105,0	101,7	105,6
Année	105,6	102,2	104,2
COTE D'IVOIRE			
1 ^{er} trimestre	102,6	103,2	105,6
2 ^e trimestre	103,2	104,2	106,8
3 ^e trimestre	103,0	103,7	106,3
4 ^e trimestre	103,3	104,3	106,8
Année	103,0	103,8	106,4
GUINEE BISSAU			
1 ^{er} trimestre	102,6	105,1	105,3
2 ^e trimestre	104,5	103,6	106,6
3 ^e trimestre	105,1	104,9	106,5
4 ^e trimestre	105,5	105,1	106,6
Année	104,4	104,7	106,3
MALI			
1 ^{er} trimestre	105,1	100,6	99,8
2 ^e trimestre	103,1	100,6	99,4
3 ^e trimestre	103,5	101,7	103,0
4 ^e trimestre	104,0	100,2	102,8
Année	103,9	100,8	101,3
NIGER			
1 ^{er} trimestre	102,8	101,4	101,9
2 ^e trimestre	105,0	101,5	104,2
3 ^e trimestre	105,0	101,5	107,0
4 ^e trimestre	103,6	101,6	104,7
Année	104,1	101,5	104,4
SENEGAL			
1 ^{er} trimestre	103,0	103,5	105,7
2 ^e trimestre	102,0	103,5	106,3
3 ^e trimestre	104,5	105,6	108,5
4 ^e trimestre	105,3	106,4	109,1
Année	103,7	104,8	107,4
TOGO			
1 ^{er} trimestre	102,0	104,3	105,5
2 ^e trimestre	105,1	105,3	106,3
3 ^e trimestre	103,4	103,7	106,0
4 ^e trimestre	103,1	103,2	106,2
Année	103,4	104,1	106,0
UEMOA			
1 ^{er} trimestre	103,1	102,5	103,7
2 ^e trimestre	103,7	103,0	104,8
3 ^e trimestre	104,1	103,0	106,0
4 ^e trimestre	103,8	103,1	105,9
Année	103,7	102,9	105,1

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique.

UEMOA CONSOLIDE : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT (en milliards de FCFA)

	2018	2019	2020*
1- RECETTES ET DONNS	13 672,2	15 502,7	16 131,7
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	12 225,2	13 919,1	13 591,7
Recettes fiscales	10 345,1	11 685,3	11 536,2
Impôts directs	4 586,3	4 992,6	3 931,6
Impôts et taxes sur le commerce extérieur	2 361,4	2 593,9	2 387,3
Recettes non fiscales	1 432,2	1 567,8	1 401,5
Autres recettes non classées	0,0	0,0	0,0
1.2 DONNS	1 447,0	1 583,6	2 540,0
Dons-projets	952,5	910,9	1 431,3
Appui-Budgétaire	494,5	672,7	1 108,7
2 - DEPENSES ET PRÊTS NETS	16 430,3	17 670,9	21 352,2
2.1 DEPENSES TOTALES	16 444,8	17 704,3	21 367,7
2.1.1 DEPENSES COURANTES	10 491,2	11 580,4	12 983,5
Traitements et salaires	4 347,8	4 709,4	5 127,9
Autres dépenses de fonctionnement	4 996,2	5 554,2	6 236,0
Subventions et autres transferts	2 229,2	2 694,9	3 041,3
Autres dépenses non classées (PPTE)	0,0	0,0	0,0
Intérêts dus	1 147,3	1 316,7	1 619,5
Intérêts sur dette intérieure	607,7	667,2	751,4
Intérêts sur dette extérieure	539,6	649,5	868,1
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	5 454,9	5 386,0	7 204,3
Sur ressources extérieures	3 032,6	3 157,4	3 738,3
Sur ressources extérieures	2 422,3	2 228,6	3 466,0
Autre Dépenses en capital			
2.1.3 AUTRES DEPENSES NON CLASSEES	498,7	737,9	1 180,0
2.2 PRÊTS NETS	-14,5	-33,4	-15,5
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-4 205,1	-3 751,8	-7 760,5
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-2 758,1	-2 168,2	-5 220,5
5 - SOLDE PRIMAIRE DE BASE	-151,3	498,0	-1 510,5
6 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	-187,2	-115,2	-4,4
Variations des arriérés de paiement (réduc. = -)	-75,2	-73,2	12,0
Sur dette intérieure	-75,2	-81,0	12,0
Intérêts	-129,9	-20,0	12,0
Dépenses engagées non payées	-50,6	-77,9	0,0
Sur dette extérieure (intérêts)	0,0	7,8	0,0
Paiement période complémentaire	-22,3	-57,2	-16,4
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-4 392,3	-3 867,0	-7 764,9
8 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-2 945,3	-2 283,4	-5 224,8

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO.

(*) Estimations

BENIN : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT (en milliards de francs CFA)

	2018	2019	2020*
1- RECETTES ET DONNS	1 075,7	1 185,7	1 218,3
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	1 028,5	1 088,0	999,7
Recettes fiscales	811,3	893,3	830,9
Impôts directs et indirects	479,4	535,3	515,9
Impôts et taxes sur le commerce extérieur	331,9	358,0	315,0
Recettes non fiscales	217,2	194,8	168,8
Excédent de stabilisation			
Cotisations de sécurité sociale			
Autres recettes non classées			
1.2 DONNS	47,2	97,7	218,6
Dons-projets	31,2	66,8	94,8
Appuis budgétaires (programme)	16,0	30,8	123,8
2 - DEPENSES ET PRÊTS NETS	1 305,9	1 227,3	1 670,6
2.1 DEPENSES TOTALES	1 303,4	1 231,2	1 670,6
2.1.1 DEPENSES COURANTES	857,8	900,8	1 113,9
Traitements et salaires	356,7	369,7	394,7
Autres dépenses de fonctionnement	375,2	396,5	529,9
Subventions et autres transferts	179,4	180,9	233,3
Autres dépenses non classées			
Intérêts dus	125,9	134,6	189,3
Intérêts sur dette intérieure	108,8	106,8	102,4
Intérêts sur dette extérieure	17,1	27,8	86,9
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	445,6	330,4	556,8
Sur ressources intérieures	279,1	228,3	321,8
Sur ressources extérieures	166,5	102,1	235,0
(dont restructurations)			
2.1.3 DEPENSES DES FONDS SPECIAUX & FONDS ANNEXES			
2.2 PRÊTS MOINS RECOUVREMENTS	2,5	-3,9	0,0
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-277,4	-139,3	-670,9
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-230,2	-41,6	-452,3
5 - SOLDE PRIMAIRE DE BASE	17,5	93,5	-246,7
6 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	-0,4	-7,3	-16,4
Variations des arriérés de paiement (réduc. = -)	-0,4	-7,3	-16,4
Sur dette intérieure	-0,4	0,0	0,0
Intérêts			0,0
Dépenses engagées non payées	0,0	0,0	0,0
Sur dette extérieure (intérêts)	0,0	0,0	0,0
Paiement période complémentaire et en rapp.	-0,4	-7,3	-16,4
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-277,8	-146,6	-687,3
8 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-230,6	-48,9	-468,7

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO.

(*) Estimations

BURKINA : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT (en milliards de francs CFA)

	2018	2019	2020*
1- RECETTES ET DONS	1 746,0	1 882,0	2 062,6
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	1 530,9	1 747,7	1 662,7
Recettes fiscales	1 354,3	1 424,9	1 439,6
Impôts directs et indirects	1 140,4	1 229,0	1 241,7
Impôts et taxes sur le commerce extérieur	202,5	195,9	197,9
Recettes non fiscales	176,6	322,8	223,1
Excédent de stabilisation			
Cotisations de sécurité sociale			
Autres recettes non classées	0,0	0,0	0,0
1.2 DONS	215,1	134,3	399,9
Dons-projets	122,4	45,9	223,2
Appuis budgétaires	92,7	88,4	176,7
2 - DEPENSES ET PRÊTS NETS	2 127,6	2 177,4	2 523,9
2.1 DEPENSES TOTALES	2 137,7	2 201,3	2 533,4
2.1.1 DEPENSES COURANTES	1 383,4	1 644,5	1 649,5
Traitements et salaires	705,1	844,4	878,0
Autres dépenses de fonctionnement	581,0	683,0	657,4
Subventions et autres transferts	384,8	484,6	470,9
(dont départs volontaires)			
Autres dépenses non classées			
Intérêts dus	97,2	117,1	114,0
Intérêts sur dette intérieure	74,1	95,6	92,7
Intérêts sur dette extérieure	23,1	21,5	21,3
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	754,3	556,8	884,0
Sur ressources intérieures	447,0	419,0	466,7
Sur ressources extérieures	307,4	137,8	417,3
(dont restructurations)			
2.1.3 DEPENSES DES FONDS SPECIAUX & FONDS ANNEXES (TRANSFERTS EN CAPITAL)			
2.2 PRÊTS MOINS RECOUVREMENTS	-10,1	-23,8	-9,6
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-596,7	-429,7	-861,2
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-381,7	-295,5	-461,3
5 - SOLDE PRIMAIRE DE BASE	-202,2	-198,7	-339,4
6 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	-96,6	-2,6	0,0
Variations des arriérés de paiement (réduc. = -)	15,5	32,1	0,0
Sur dette intérieure	15,5	32,1	0,0
Intérêts	0,0	0,0	0,0
Dépenses engagées non payées	-90,2	15,2	0,0
Sur dette extérieure	0,0	0,0	0,0
Variation des obligations caut. du Trésor (hrs Bq&IF)		-49,9	
Autres	-21,9		
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-693,3	-432,3	-861,2
8 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-478,3	-298,0	-461,3

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO.

(*) Estimations

COTE D'IVOIRE : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT (en milliards de francs CFA)

	2018	2019	2020*
1- RECETTES ET DONS	4 764,1	5 158,4	5 089,6
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	4 517,9	4 883,5	4 808,3
Recettes fiscales	3 651,1	3 972,3	3 984,6
Impôts directs et indirects	1 954,5	2 122,4	2 125,2
Impôts et taxes sur le commerce extérieur	1 602,1	1 751,8	1 859,4
Recettes non fiscales	635,6	678,1	616,8
Excédent de stabilisation, licences de pêche, recettes pétrolières et du gaz			
Cotisations de sécurité sociale	479,2	509,6	483,7
Autres recettes non fiscales	156,4	168,5	133,1
Autres recettes	231,2	233,1	207,0
1.2 DONS	246,2	274,9	281,3
Dons-projets	87,4	107,4	176,7
Appuis budgétaires	158,7	167,5	104,6
Filières Cacao et populations			
2 - DEPENSES ET PRÊTS NETS	5 708,3	5 943,9	7 174,1
2.1 DEPENSES TOTALES	5 708,3	5 943,9	7 174,1
2.1.1 DEPENSES COURANTES	3 858,6	4 149,8	4 467,2
Traitements et salaires	1 621,9	1 703,0	1 770,1
Autres dépenses de fonctionnement	1 802,6	1 925,9	2 006,5
Subventions et autres transferts	403,7	431,1	389,2
(dont départs volontaires)			
Autres dépenses non classées			
Intérêts dus	434,2	520,9	690,6
Intérêts sur dette intérieure	206,1	221,7	261,7
Intérêts sur dette extérieure	228,0	299,3	428,9
Dépenses sociales ciblées			
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	1 547,3	1 499,3	1 951,4
Sur ressources intérieures	891,2	977,3	1 008,7
Sur ressources extérieures	656,1	521,9	942,6
(dont restructurations)			
2.1.3 DEPENSES DES FONDS SPECIAUX & FONDS ANNEXES (crise, déchets, autres dépenses)	302,4	294,8	755,5
2.2 PRÊTS MOINS RECOUVREMENTS	0,0	0,0	0,0
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-1 190,4	-1 060,4	-2 365,7
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-944,2	-785,5	-2 084,5
5 - SOLDE PRIMAIRE DE BASE	202,2	277,3	23,0
6 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	-53,1	-11,2	0,0
Variations des arriérés de paiement (réduc. = -)	-53,1	-11,2	0,0
Sur dette intérieure	-53,1	-11,2	0,0
Intérêts	-53,1	-11,2	
Dépenses engagées non payées			
Sur dette extérieure (intérêts)			
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-1 243,5	-1 071,5	-2 365,7
8 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-997,3	-796,6	-2 084,5

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO.

(*) Estimations

GUINEE-BISSAU : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT (en milliards de francs CFA)

	2018	2019	2020*
1- RECETTES ET DONNS	128,6	130,1	125,3
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	98,3	105,6	96,5
Recettes fiscales	77,6	79,1	63,8
dont Impôts directs et indirects		59,8	48,8
Impôts et taxes sur le commerce extérieur		19,3	15,0
Recettes non fiscales	20,7	26,5	32,8
Licence de pêche			
Cotisations de sécurité sociale			
Autres recettes non classées			
1.2 DONNS	30,3	24,5	28,7
Dons-projets	30,3	22,6	25,0
Appuis budgétaires (aide à la BP & aides alimentaires)	0,0	1,9	3,7
2 - DEPENSES ET PRÊTS NETS	166,2	161,8	208,2
2.1 DEPENSES TOTALES	166,2	161,8	208,2
2.1.1 DEPENSES COURANTES	105,5	123,6	145,7
Traitements et salaires	37,0	45,5	46,9
Autres dépenses de fonctionnement	63,6	69,9	85,4
Dont Transferts courants	26,1	30,0	35,1
(dont départs volontaires)			
Autres dépenses non classées			
Intérêts dus	4,9	8,2	13,4
Intérêts sur dette intérieure	2,8	4,8	7,9
Intérêts sur dette extérieure	2,0	3,5	5,5
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	60,7	38,2	62,6
Sur ressources intérieures	2,1	1,8	8,0
Sur ressources extérieures	58,6	36,4	54,6
Autres dépenses en capital			
2.1.3 DEPENSES DES FONDS SPECIAUX & FONDS ANNEXES	0,0	0,0	0,0
2.2 PRÊTS MOINS RECOUVREMENTS	0,0	0,0	0,0
(dont revenus de privatisations)			
(dont restructurations)			
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-67,9	-56,2	-111,7
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-37,6	-31,7	-83,0
5 - SOLDE PRIMAIRE DE BASE	-2,4	-9,8	-35,7
6 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	0,4	-0,6	0,0
Variations des arriérés de paiement (réduc. = -)	0,4	-0,6	0,0
Sur dette intérieure	0,4	-8,4	0,0
Intérêts	-2,1	1,8	0,0
Dépenses engagées non payées	2,5	-10,2	0,0
Sur dette extérieure (intérêts)	0,0	7,8	0,0
Paiement période complémentaire	0,0	0,0	0,0
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-67,5	-56,8	-111,7
8 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-37,2	-32,3	-83,0

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO.

(*) Estimations

MALI : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT (en milliards de francs CFA)

	2018	2019	2020*
1- RECETTES ET DONNS	1 475,9	2 173,3	2 327,1
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	1 358,8	1 982,0	1 913,5
Recettes fiscales	1 125,8	1 495,8	1 431,5
dont Impôts directs et indirects			
dont Impôts et taxes sur le commerce extérieur			
Recettes non fiscales	55,8	67,2	66,8
Excédent de stabilisation			
Cotisations de sécurité sociale			
Autres recettes non classées (fds spéc. & budg. annexes)	177,3	419,0	415,2
1.2 DONNS	117,1	191,3	413,6
Dons-projets	68,4	79,0	163,4
Appuis budgétaires, sectoriels et IADM	48,7	112,3	250,2
2 - DEPENSES ET PRÊTS NETS	1 925,5	2 343,9	2 957,3
2.1 DEPENSES TOTALES	1 932,4	2 349,7	2 963,2
2.1.1 DEPENSES COURANTES	1 140,5	1 280,6	1 674,9
Traitements et salaires	471,1	516,7	687,4
Autres dépenses de fonctionnement	585,4	659,8	867,1
Subventions et autres transferts	313,0	366,4	473,9
(dont départs volontaires)			
Autres dépenses non classées			
(dont filet social)			
Intérêts dus	84,0	104,1	120,4
Intérêts sur dette intérieure	55,0	70,6	82,4
Intérêts sur dette extérieure	29,0	33,5	38,0
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	614,7	658,0	891,6
Sur ressources intérieures	468,0	465,6	604,7
Sur ressources extérieures	146,7	192,4	286,9
(dont restructurations)			
2.1.3 DEPENSES DES FONDS SPECIAUX & FONDS ANNEXES	177,3	411,1	396,8
2.2 PRÊTS MOINS RECOUVREMENTS	-6,9	-5,8	-6,0
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-566,7	-361,9	-1 043,7
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-449,6	-170,6	-630,2
5 - SOLDE PRIMAIRE DE BASE	-165,7	339,9	-245,6
6 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	81,5	-90,0	12,0
Variations des arriérés de paiement (réduc. = -)	81,4	-90,0	12,0
Sur dette intérieure	81,4	-90,0	12,0
Intérêts	-10,0	-10,0	12,0
Dépenses engagées non payées	91,4	-80,0	0,0
Sur dette extérieure (intérêts)	0,0	0,0	0,0
Paiement période complémentaire (ou autres ajustements)			
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-485,2	-451,9	-1 031,7
8 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-368,1	-260,6	-618,2

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO.

(*) Estimations

NIGER : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT (en milliards de francs CFA)

	2018	2019	2020*
1- RECETTES ET DONNS	1 291,2	1 362,5	1 417,9
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	862,3	848,5	864,5
Recettes fiscales	787,6	783,7	769,3
dont Impôts directs et directs	626,2	592,1	
Impôts et taxes sur le commerce extérieur	97,9	122,7	
Recettes non fiscales	66,8	50,9	95,2
Excédent de stabilisation			
Cotisations de sécurité sociale			
Autres recettes non classées (cptes spéc. & budg. annexes)	7,9	13,9	
1.2 DONNS	428,9	514,0	553,4
Dons-projets	303,2	320,9	375,7
Appuis budgétaires, assistance PPTE (dont assistance PPTE)	125,7	193,1	177,6
2 - DEPENSES ET PRÊTS NETS	1 505,4	1 631,8	1 805,1
2.1 DEPENSES TOTALES	1 505,4	1 631,8	1 805,1
2.1.1 DEPENSES COURANTES	688,0	691,4	794,2
Traitements et salaires	273,5	282,3	298,7
Autres dépenses de fonctionnement	346,9	334,4	412,5
Subventions et autres transferts (dont départs volontaires)	212,8	225,4	281,4
Autres dépenses non classées			
Intérêts dus	67,6	74,7	83,0
Intérêts sur dette intérieure	46,4	52,5	53,7
Intérêts sur dette extérieure	21,2	22,2	29,3
2.1.2 MESURES SOCIALES / AJUSTEMENT			
2.1.3 DEPENSES EN CAPITAL	798,3	908,4	985,5
Sur ressources intérieures	359,8	392,6	397,7
Sur ressources extérieures (dont restructurations)(PPTE)	438,5	515,8	587,8
2.1.3 DEPENSES DES FONDS SPECIAUX & FONDS ANNEXES	19,1	32,0	25,4
2.1.6 ELECTIONS 1998			
2.1.7 NOUVEAU PROGRAMME EDUC. BASE			
2.1.8 ASSISTANCE BUDGETAIRE ADDITIONNELLE			
2.2 PRÊTS MOINS RECOUVREMENTS	0,0	0,0	0,0
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-643,1	-783,3	-940,6
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-214,2	-269,3	-387,2
5 - SOLDE PRIMAIRE DE BASE	-117,9	-160,8	-244,4
6 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	-54,3	-2,9	0,0
Variations des arriérés de paiement (réduc. = -)	-54,3	-2,9	0,0
Sur dette intérieure	-54,3	-2,9	0,0
Intérêts	0,0	0,0	
Dépenses engagées non payées	-54,3	-2,9	0,0
Sur dette extérieure (intérêts)	0,0	0,0	0,0
Ajustements divers			
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-697,4	-786,2	-940,6
8 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-268,5	-272,2	-387,2

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO.

(*) Estimations

SENEGAL : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT (en milliards de francs CFA)

	2018	2019	2020*
1- RECETTES ET DONNS	2 425,5	2 789,1	2 965,0
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	2 169,0	2 564,5	2 510,0
Recettes fiscales	1 990,4	2 410,0	2 355,0
dont Impôts directs et indirects			
Impôts et taxes sur le commerce extérieur			
Recettes non fiscales	147,0	154,5	123,2
Excédent de stabilisation			
Cotisations de sécurité sociale			
Autres recettes non classées (Fonds de soutien Energie 2011 et	31,6	0,0	31,8
1.2 DONNS	256,4	224,6	455,0
Dons-projets	236,9	207,9	260,0
Appuis budgétaires	19,5	16,7	195,0
2 - DEPENSES ET PRÊTS NETS	2 902,9	3 326,2	3 881,1
2.1 DEPENSES TOTALES	2 902,9	3 326,2	3 881,1
2.1.1 DEPENSES COURANTES	1 870,7	2 165,9	2 453,2
Traitements et salaires	682,0	733,3	817,7
Autres dépenses de fonctionnement	925,5	1 161,5	1 328,5
Subventions et autres transferts (dont départs volontaires)	620,0	880,4	1 014,7
Autres dépenses non classées (PPTE + IADM)			
Filet de sécurité social			
Intérêts dus	263,2	271,2	307,0
Intérêts sur dette intérieure	52,8	38,3	63,1
Intérêts sur dette extérieure	210,3	232,9	243,9
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	1 032,3	1 160,2	1 427,8
Sur ressources intérieures	514,6	560,5	741,8
Sur ressources extérieures (dont PPTE + IADM)	517,7	599,8	686,0
2.1.3 DEPENSES DES FONDS SPECIAUX & FONDS ANNEXES			
2.2 PRÊTS MOINS RECOUVREMENTS			
2.2.1 Comptes spéciaux & Correspondants du Trésor			
2.2.2 Prêts moins recouvrements			
2.3 DEPENSES ADDITIONNELLES PPTE			
2.4 Solde Global des Entités Non financières			
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-733,9	-761,7	-1 371,0
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-477,5	-537,1	-916,0
5 - SOLDE PRIMAIRE DE BASE	46,9	109,3	-378,0
6 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	0,0	0,0	0,0
Variations des arriérés de paiement (réduc. = -)	0,0	0,0	0,0
Sur dette intérieure	0,0	0,0	0,0
Intérêts			
Dépenses engagées non payées			
Sur dette extérieure (intérêts)			
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-733,9	-761,7	-1 371,0
8 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-477,5	-537,1	-916,0

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO.

(*) Estimations

TOGO : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT (en milliards de francs CFA)

	2018	2019	2020*
1- RECETTES ET DONNS	765,3	821,7	926,0
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	659,4	699,3	736,4
Recettes fiscales	546,9	626,2	661,5
Dont Impôts directs et indirects	385,8	454,1	
Impôts et taxes sur le commerce extérieur	127,0	146,1	
Recettes non fiscales	112,5	73,1	74,9
Excédent de stabilisation			
Cotisations de sécurité sociale			
Autres recettes non classées			
1.2 DONNS	105,9	122,4	189,6
Dons-projets	72,7	60,4	112,5
Dons programmes	33,2	62,1	77,1
2 - DEPENSES ET PRÊTS NETS	788,4	858,6	1 132,0
2.1 DEPENSES TOTALES	788,4	858,5	1 132,0
2.1.1 DEPENSES COURANTES	586,7	623,7	685,0
Traitements et salaires	200,4	214,6	234,4
Autres dépenses de fonctionnement	316,0	323,2	348,8
Subventions et autres transferts (dont départs volontaires)	89,5	96,1	142,7
Autres dépenses non classées			
Intérêts dus	70,4	85,9	101,9
Intérêts sur dette intérieure	61,6	77,0	87,4
Intérêts sur dette extérieure	8,8	8,9	14,5
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	201,7	234,7	444,6
Sur ressources intérieures	70,8	112,3	189,0
Sur ressources extérieures (dont restructurations)	130,9	122,5	255,7
2.1.3 DEPENSES DES FONDS SPECIAUX & FONDS ANNEXES			2,3
2.2 PRÊTS MOINS RECOUVREMENTS	0,0	0,1	0,0
3 - SOLDE GLOBAL (base ordonnancement) (hors dons)	-129,0	-159,3	-395,6
4 - SOLDE GLOBAL (base ordonnancement) (y compris dons)	-23,1	-36,9	-206,0
5 - SOLDE PRIMAIRE DE BASE	72,3	49,1	-35,8
6 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	-64,8	-0,6	0,0
Variations des arriérés de paiement (réduc. = -)	-64,8	-0,6	0,0
Sur dette intérieure	-64,8	-0,6	0,0
Intérêts	-64,8	-0,6	0,0
Dépenses engagées non payées			0,0
Sur dette extérieure (intérêts)	0,0	0,0	0,0
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-193,7	-160,0	-395,6
8 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-87,8	-37,5	-206,0

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO.

(*) Estimations

UMOA(1) - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2018	2019	2020 (*)
	<i>Milliards de francs CFA</i>		
Compte des transactions courantes	-4 604,1	-4 373,1	-5 101,9
Biens et services	-5 304,6	-5 060,7	-6 078,4
Balance commerciale	-1 886,2	-1 461,2	-1 676,0
Exportations	16 269,7	17 660,0	16 449,3
dont coton	1 029,2	1 057,6	888,8
cacao	2 537,4	2 905,6	2 752,1
Or	3 711,3	4 308,9	4 982,7
Pétrole	1 384,8	1 807,8	1 109,8
Importations	-18 155,9	-19 121,2	-18 125,3
Dont Pétrole	-4 334,5	-4 369,2	-3 432,0
Balance des services	-3 418,4	-3 599,6	-4 402,4
Dont fret et assurances	-2 987,4	-3 115,6	-3 050,1
Revenu primaire	-1 944,3	-2 222,8	-2 281,7
Dont intérêts sur la dette	-570,6	-679,1	-868,1
Revenu secondaire	2 644,7	2 910,4	3 258,2
- Administrations publiques	929,0	1 031,4	1 506,8
- Autres secteurs	1 715,8	1 879,0	1 751,4
Compte de capital	1 293,1	1 235,5	1 764,4
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	-3 311,0	-3 137,6	-3 337,6
Compte financier	-4 632,7	-5 265,1	-3 734,7
Investissement direct	-1 288,6	-2 376,7	-1 316,7
Investissements de portefeuille	-2 170,9	-830,3	-490,8
Dérivés financiers	0,5	-6,8	0,0
Autres investissements	-1 173,7	-2 051,3	-1 927,2
Pour mémoire : financement exceptionnel	19,0	0,0	324,0
Erreurs et omissions nettes	34,6	32,1	0,0
Ajustement statistique	-374,0	-524,5	-381,3
SOLDE GLOBAL	982,3	1 635,1	15,8
Réévaluations et autres flux non transactionnels (2)	114,5	171,8	182,3
Variation des avoirs extérieurs nets	-1 096,8	-1 806,9	-198,0

(*) Estimation

(1) : Agrégation des balances des paiements nationaux

(2) : Rapprochement entre les statistiques monétaires et la BDP, notamment les réévaluations du stock d'or et des DTS et autres variations de volume d'actifs.

BENIN - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2018	2019	2020 (*)
	Milliards de francs CFA		
Compte des transactions courantes	-360,4	-340,2	-353,5
Biens et services	-456,0	-425,8	-427,7
Balance commerciale	-308,6	-263,3	-338,3
Exportations	1 857,6	1 788,0	1 330,2
Dont Coton	300,2	325,5	361,9
Importations	-2 166,2	-2 051,4	-1 668,5
Dont Pétrole	-335,6	-341,3	-288,4
Balance des services	-147,4	-162,4	-89,4
Dont fret et assurances	-263,8	-252,4	-205,3
Revenu primaire	-30,6	-41,5	-124,1
Dont intérêts sur la dette	-17,1	-38,8	-86,9
Revenu secondaire	126,3	127,1	198,4
- Administrations publiques	58,8	49,4	124,1
- Autres secteurs	67,5	77,6	74,3
Compte de capital	109,1	116,3	134,1
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	-251,2	-223,9	-219,3
Compte financier	-444,7	-265,5	-526,4
Investissement direct	-102,4	-112,0	-87,2
Investissements de portefeuille	54,0	-125,0	-146,3
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-396,3	-28,5	-292,9
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0
. Erreurs et omissions nettes	3,3	3,9	0,0
Solde global	196,9	45,5	307,0

BURKINA - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2018	2019	2020 (*)
	Milliards de francs CFA		
Compte des transactions courantes	-369,3	-306,9	-101,1
Biens et services	-364,1	-325,5	-211,0
Balance commerciale	161,1	214,3	436,2
Exportations	2 196,4	2 301,3	2 503,5
Dont Coton	250,4	206,1	153,7
Or	1 492,5	1 685,8	1 857,9
Importations	-2 035,2	-2 087,0	-2 067,3
Dont Pétrole	-420,5	-455,2	-358,8
Balance des services	-525,3	-539,8	-647,2
Dont fret et assurances	-400,7	-404,6	-407,1
Revenu primaire	-267,0	-299,5	-245,2
Dont intérêts sur la dette	-53,5	-62,1	-21,3
Revenu secondaire	261,8	318,0	355,1
- Administrations publiques	123,3	169,3	204,9
- Autres secteurs	138,5	148,7	150,2
Compte de capital	175,8	125,9	278,8
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	-193,4	-181,0	177,7
Compte financier	-313,2	-252,9	-297,4
Investissement direct	-111,5	-85,9	-72,8
Investissements de portefeuille	-150,2	-120,0	-150,8
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-51,5	-47,1	-73,8
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	0,0	22,6
. Erreurs et omissions nettes	1,2	-4,2	0,0
Solde global	121,0	67,7	475,1

(*) Estimation

Source : BCEAO.

COTE D'IVOIRE - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2018	2019	2020 (*)
	Milliards de francs CFA		
Compte des transactions courantes	-1 153,9	-790,3	-1 191,8
Biens et services	60,2	533,2	400,2
Balance commerciale	1 363,7	1 846,4	1 628,0
Exportations	6 619,6	7 399,2	6 862,1
Dont Cacao	2 532,4	2 899,7	2 740,4
Pétrole	951,6	1 201,7	785,7
Or	444,1	631,3	822,4
Importations	-5 255,9	-5 552,8	-5 234,1
Dont Pétrole	-1 317,9	-1 315,3	-959,5
Balance des services	-1 303,4	-1 313,2	-1 227,8
Dont fret et assurances	-928,7	-913,4	-866,9
Revenu primaire	-904,9	-985,8	-1 189,3
Dont intérêts sur la dette	-228,0	-299,3	-428,9
Revenu secondaire	-309,2	-337,8	-402,7
- Administrations publiques	86,5	94,4	64,3
- Autres secteurs	-395,8	-432,1	-467,0
Compte de capital	84,7	105,2	177,0
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	-1 069,2	-685,0	-1 014,9
Compte financier	-1 356,2	-1 164,2	-1 657,1
Investissement direct	-264,2	-433,4	-201,7
Investissements de portefeuille	-888,7	-9,6	-669,2
Dérivés financiers	0,5	0,1	0,0
Autres investissements	-203,8	-721,4	-786,2
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	0,0	102,2
. Erreurs et omissions nettes	-2,5	-1,5	0,0
Solde global	284,5	477,7	642,3

GUINEE-BISSAU - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2018	2019	2020 (*)
	Milliards de francs CFA		
Compte des transactions courantes	-25,0	-74,7	-70,5
Biens et services	-38,7	-123,3	-119,9
Balance commerciale	30,7	-50,7	-50,2
Exportations	188,6	145,7	114,1
Dont noix de cajou	140,2	130,7	102,0
Importations	-157,9	-196,4	-164,3
Dont Pétrole	-39,4	-38,1	-21,9
Balance des services	-69,4	-72,6	-69,7
Dont fret et assurances	-33,7	-29,4	-28,9
Revenu primaire	-28,4	15,5	13,3
Dont intérêts sur la dette	-2,7	-1,8	-5,5
Revenu secondaire	42,1	33,1	36,1
- Administrations publiques	10,2	10,0	12,0
- Autres secteurs	31,9	23,1	24,1
Compte de capital	23,4	16,3	27,0
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	-1,6	-58,4	-43,5
Compte financier	-19,6	-46,6	-95,8
Investissement direct	-11,6	-41,8	-11,5
Investissements de portefeuille	-18,2	-17,6	-38,5
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	10,3	12,8	-45,8
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	0,0	0,9
. Erreurs et omissions nettes	-4,0	-3,5	0,0
Solde global	13,9	-15,3	52,3

(*) Estimation

Source : BCEAO.

MALI - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2018	2019	2020 (*)
	Milliards de francs CFA		
Compte des transactions courantes	-459,9	-755,1	-375,2
Biens et services	-1 052,5	-1 240,1	-1 097,8
Balance commerciale	-212,6	-373,6	-99,7
Exportations	1 991,4	2 153,4	2 258,3
Dont Coton	270,7	256,8	149,9
Or	1 388,4	1 566,1	1 833,3
Importations	-2 204,0	-2 527,0	-2 358,0
Dont Pétrole	-725,9	-738,4	-609,6
Balance des services	-839,9	-866,6	-998,1
Dont fret et assurances	-419,8	-481,3	-449,2
Revenu primaire	-283,4	-407,5	-317,6
Dont intérêts sur la dette	-29,0	0,0	-38,0
Revenu secondaire	875,9	892,5	1 040,2
- Administrations publiques	418,8	441,9	587,5
- Autres secteurs	457,2	450,7	452,7
Compte de capital	133,0	113,9	224,4
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	-326,9	-641,2	-150,9
Compte financier	-400,7	-871,4	-591,3
Investissement direct	-259,4	-502,8	-162,5
Investissements de portefeuille	-118,6	-152,8	-120,5
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-22,7	-215,9	-308,3
Pour mémoire : financement exceptionnel	19,0	0,0	53,3
. Erreurs et omissions nettes	35,8	33,9	0,0
Solde global	109,5	264,2	440,4

NIGER - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2018	2019	2020 (*)
	Milliards de francs CFA		
Compte des transactions courantes	-902,6	-921,3	-1 098,0
Biens et services	-1 065,7	-1 176,7	-1 334,7
Balance commerciale	-599,5	-703,2	-794,4
Exportations	668,2	659,7	574,3
Dont uranium	117,2	128,5	134,4
Pétrole	129,3	128,4	79,5
Or	25,4	22,4	28,3
Importations	-1 267,7	-1 362,9	-1 368,8
Dont Pétrole	-73,9	-81,3	-63,2
Balance des services	-466,2	-473,6	-540,3
Dont fret et assurances	-329,9	-354,7	-357,3
Revenu primaire	-107,1	-113,0	-122,6
Dont intérêts sur la dette	-21,2	-44,1	-29,3
Revenu secondaire	270,1	368,4	359,4
- Administrations publiques	142,4	219,2	203,7
- Autres secteurs	127,6	149,3	155,6
Compte de capital	346,6	370,5	426,7
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	-556,0	-550,8	-671,2
Compte financier	-446,3	-873,2	-586,9
Investissement direct	-237,4	-401,4	-195,5
Investissements de portefeuille	-79,3	-155,7	-45,5
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-129,7	-316,1	-345,9
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	0,0	24,0
. Erreurs et omissions nettes	-4,2	-4,5	0,0
Solde global	-113,9	317,9	-84,3

(*) Estimation

Source : BCEAO.

SENEGAL - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2018	2019	2020 (*)
	Milliards de francs CFA		
Compte des transactions courantes	-1 230,4	-1 112,1	-1 739,3
Biens et services	-2 040,1	-1 953,6	-2 827,0
Balance commerciale	-1 886,4	-1 687,7	-1 957,8
Exportations	2 147,4	2 594,4	2 226,3
Dont produits halieutiques	316,5	330,8	311,4
Or	350,8	403,4	425,4
Importations	-4 033,8	-4 282,1	-4 184,1
Dont Pétrole	-1 254,4	-1 234,3	-990,7
Balance des services	-153,7	-265,9	-869,2
Dont fret et assurances	-469,8	-516,4	-569,2
Revenu primaire	-333,8	-383,8	-303,0
Dont intérêts sur la dette	-210,3	-232,9	-243,9
Revenu secondaire	1 143,5	1 225,3	1 390,7
- Administrations publiques	34,7	-11,8	230,8
- Autres secteurs	1 108,8	1 237,1	1 160,0
Compte de capital	244,8	216,6	274,8
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	-985,6	-895,5	-1 464,5
Compte financier	-1 508,1	-1 036,9	-1 260,3
Investissement direct	-441,6	-582,6	-753,5
Investissements de portefeuille	-858,9	-60,8	-196,5
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-207,6	-393,5	-310,3
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	0,0	97,2
. Erreurs et omissions nettes	2,0	5,1	0,0
Solde global	524,5	146,5	-204,2

TOGO - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2018	2019	2020 (*)
	Milliards de francs CFA		
Compte des transactions courantes	-102,7	-32,5	-172,6
Biens et services	-347,7	-349,0	-460,4
Balance commerciale	-434,6	-443,5	-499,9
Exportations	600,4	618,2	580,4
Dont Coton	49,1	57,3	46,5
Importations	-1 035,1	-1 061,7	-1 080,3
Dont Pétrole	-166,9	-165,3	-139,9
Balance des services	86,9	94,5	39,5
Dont fret et assurances	-140,9	-163,4	-166,3
Revenu primaire	10,7	13,0	6,8
Dont intérêts sur la dette	-8,8	-0,1	-14,5
Revenu secondaire	234,3	303,5	281,0
- Administrations publiques	54,3	78,9	79,4
- Autres secteurs	180,0	224,6	201,6
Compte de capital	175,7	169,9	221,6
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	73,1	137,4	49,0
Compte financier	59,0	-29,9	-195,6
Investissement direct	139,5	-177,4	168,0
Investissements de portefeuille	91,9	239,0	-13,8
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-172,4	-91,4	-349,7
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	0,0	24,0
. Erreurs et omissions nettes	3,0	2,9	0,0
Solde global	17,0	170,1	244,5

(*) Estimation

Source : BCEAO.

UMOA - AGREGATS DE MONNAIE

	2018	2019	2020
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Circulation fiduciaire	6 275,9	6 942,0	8 324,3
Dépôts à vue	12 189,3	13 227,7	15 999,5
M1	18 465,2	20 169,7	24 323,9
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	9 261,7	10 430,8	11 288,9
MASSE MONETAIRE (M2)	27 726,8	30 600,5	35 612,8
Actifs extérieurs nets	5 132,5	6 939,4	7 137,5
<i>Banque Centrale</i>	6 341,9	7 920,9	8 071,7
<i>Banques</i>	-1 209,4	-981,5	-934,2
Créances intérieures	30 021,8	31 626,3	36 978,5
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	8 110,5	8 118,1	12 341,7
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	21 911,4	23 508,2	24 636,8
Passifs à caractère non monétaire (2)	7 177,3	8 398,8	9 178,3
Autres postes nets (3)	250,2	-433,6	-675,2
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	27 726,8	30 600,5	35 612,8

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale.

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers.

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets.

BENIN - AGREGATS DE MONNAIE

	2018	2019	2020
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Circulation fiduciaire	513,7	562,9	707,2
Dépôts à vue	827,6	888,9	1 051,0
M1	1 341,3	1 451,8	1 758,1
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	871,6	894,2	993,8
MASSE MONETAIRE (M2)	2 213,0	2 346,0	2 751,9
Actifs extérieurs nets	1 187,1	1 232,7	1 539,7
<i>Banque Centrale</i>	426,0	314,0	260,3
<i>Banques</i>	761,1	918,7	1 279,5
Créances intérieures	1 543,9	1 443,3	1 714,4
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	111,5	-207,1	52,3
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	1 432,4	1 650,5	1 662,1
Passifs à caractère non monétaire (2)	346,3	392,8	460,8
Autres postes nets (3)	171,7	-62,7	41,5
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	2 213,0	2 346,0	2 751,9

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale.

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers.

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets.

Source : BCEAO.

BURKINA - AGREGATS DE MONNAIE

	2018	2019	2020
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Circulation fiduciaire	577,8	655,9	696,5
Dépôts à vue	1 711,0	1 828,6	2 261,0
M1	2 288,8	2 484,5	2 957,5
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1 429,5	1 571,9	1 781,0
MASSE MONETAIRE (M2)	3 718,3	4 056,4	4 738,5
Actifs extérieurs nets	1 443,5	1 508,5	1 983,7
<i>Banque Centrale</i>	310,5	76,7	205,5
<i>Banques</i>	1 133,0	1 431,8	1 778,2
Créances intérieures	2 721,9	3 068,0	3 379,6
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	57,2	151,8	191,2
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	2 664,7	2 916,2	3 188,5
Passifs à caractère non monétaire (2)	630,1	719,8	842,3
Autres postes nets (3)	-182,9	-199,7	-217,5
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	3 718,3	4 056,4	4 738,5

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale.

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers.

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets.

COTE D'IVOIRE - AGREGATS DE MONNAIE

	2018	2019	2020
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Circulation fiduciaire	2 439,9	2 692,3	3 289,1
Dépôts à vue	4 237,0	4 612,5	5 843,5
M1	6 676,9	7 304,8	9 132,5
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	3 046,8	3 465,3	3 910,0
MASSE MONETAIRE (M2)	9 723,7	10 770,1	13 042,6
Actifs extérieurs nets	2 032,1	2 497,5	3 139,7
<i>Banque Centrale</i>	1 702,3	2 102,4	2 389,1
<i>Banques</i>	329,8	395,1	750,7
Créances intérieures	9 336,6	10 236,1	12 040,4
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	2 318,3	2 791,7	3 908,8
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	7 018,3	7 444,3	8 131,7
Passifs à caractère non monétaire (2)	1 463,4	1 659,5	1 957,3
Autres postes nets (3)	181,6	304,0	180,3
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	9 723,7	10 770,1	13 042,6

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale.

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers.

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets.

Source : BCEAO.

GUINEE-BISSAU - AGREGATS DE MONNAIE

	2018	2019	2020
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Circulation fiduciaire	234,9	235,3	247,4
Dépôts à vue	84,2	74,3	92,0
M1	319,1	309,5	339,5
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	45,9	56,4	62,8
MASSE MONETAIRE (M2)	365,0	366,0	402,3
Actifs extérieurs nets	233,0	217,5	269,8
<i>Banque Centrale</i>	169,8	182,4	163,0
<i>Banques</i>	63,3	35,1	106,9
Créances intérieures	173,7	197,7	193,1
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	51,7	58,8	56,5
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	122,0	138,9	136,6
Passifs à caractère non monétaire (2)	19,5	25,7	56,8
Autres postes nets (3)	22,2	23,6	3,9
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	365,0	366,0	402,3

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale.

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers.

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets.

MALI - AGREGATS DE MONNAIE

	2018	2019	2020
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Circulation fiduciaire	509,5	633,1	956,2
Dépôts à vue	1 432,8	1 478,7	1 657,9
M1	1 942,4	2 111,8	2 614,1
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	802,1	880,0	1 040,2
MASSE MONETAIRE (M2)	2 744,4	2 991,8	3 654,3
Actifs extérieurs nets	313,5	577,7	1 018,2
<i>Banque Centrale</i>	106,9	287,9	481,9
<i>Banques</i>	206,6	289,8	536,2
Créances intérieures	3 079,2	2 991,2	3 372,5
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	522,5	328,6	564,6
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	2 556,7	2 662,7	2 807,9
Passifs à caractère non monétaire (2)	700,1	663,1	692,3
Autres postes nets (3)	-51,8	-85,9	44,0
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	2 744,4	2 991,8	3 654,3

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale.

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers.

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets.

Source : BCEAO.

NIGER - AGREGATS DE MONNAIE

	2018	2019	2020
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Circulation fiduciaire	477,6	524,5	575,8
Dépôts à vue	430,9	502,8	601,3
M1	908,5	1 027,2	1 177,0
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	217,7	268,5	332,8
MASSE MONETAIRE (M2)	1 126,2	1 295,8	1 509,8
Actifs extérieurs nets	323,6	641,3	557,0
<i>Banque Centrale</i>	262,7	466,9	396,5
<i>Banques</i>	60,9	174,4	160,5
Créances intérieures	1 125,6	988,0	1 236,8
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	274,6	26,3	193,6
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	851,0	961,7	1 043,2
Passifs à caractère non monétaire (2)	249,7	269,1	283,5
Autres postes nets (3)	73,3	64,4	0,5
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	1 126,2	1 295,8	1 509,8

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Central

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers.

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets.

SENEGAL - AGREGATS DE MONNAIE

	2018	2019	2020
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Circulation fiduciaire	1 187,0	1 299,3	1 526,4
Dépôts à vue	2 425,6	2 674,2	2 992,1
M1	3 612,6	3 973,5	4 518,5
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1 647,1	1 718,5	1 875,8
MASSE MONETAIRE (M2)	5 259,7	5 692,0	6 394,3
Actifs extérieurs nets	1 823,8	1 970,3	1 766,1
<i>Banque Centrale</i>	1 171,1	1 468,8	1 055,2
<i>Banques</i>	652,7	501,5	710,9
Créances intérieures	4 742,8	5 153,6	6 099,5
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	467,8	556,9	1 432,0
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	4 275,0	4 596,7	4 667,6
Passifs à caractère non monétaire (2)	1 050,7	1 195,1	1 382,0
Autres postes nets (3)	256,2	236,8	89,4
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	5 259,7	5 692,0	6 394,3

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale.

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers.

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets.

Source : BCEAO.

TOGO - AGREGATS DE MONNAIE

	2018	2019	2020
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Circulation fiduciaire	335,4	338,8	325,8
Dépôts à vue	581,1	624,1	756,8
M1	916,5	962,9	1 082,5
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	809,5	841,3	927,2
MASSE MONETAIRE (M2)	1 726,0	1 804,3	2 009,8
Actifs extérieurs nets	562,2	731,0	975,5
<i>Banque Centrale</i>	68,1	248,9	70,5
<i>Banques</i>	494,1	482,0	905,1
Créances intérieures	1 434,3	1 345,7	1 318,8
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	208,6	44,4	13,3
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	1 225,7	1 301,3	1 305,5
Passifs à caractère non monétaire (2)	210,5	239,8	263,5
Autres postes nets (3)	60,0	32,6	21,0
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	1 726,0	1 804,3	2 009,8

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale.

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers.

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets.

Source : BCEAO.

UMOA - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2018	2019	2020
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	6 341,9	7 920,9	8 071,7
Créances sur les non-résidents	8 565,7	10 361,7	11 735,7
Engagements envers les non-résidents	2 223,8	2 440,8	3 664,0
Créances sur les banques	4 196,2	4 710,1	5 794,9
Créances nettes sur l'administration centrale	293,3	44,4	1 135,0
Créances sur les autres secteurs	437,3	482,8	556,1
TOTAL ACTIF	11 268,8	13 158,2	15 557,7
Base monétaire	8 969,5	10 568,5	12 724,6
Circulation fiduciaire	6 969,9	7 751,2	9 215,8
Dépôts des banques	1 581,7	2 123,6	2 809,3
Engagements envers les autres secteurs	417,9	693,7	699,6
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	0,5	4,5	3,8
Actions et autres titres de participation	2 363,7	2 596,9	2 802,6
Autres postes (net)	-65,0	-11,6	26,6
TOTAL PASSIF	11 268,8	13 158,2	15 557,7

BENIN - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2018	2019	2020
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	426,0	314,0	260,3
Créances sur les non-résidents	579,1	600,1	850,1
Engagements envers les non-résidents	153,2	286,1	589,8
Créances sur les banques	451,3	560,0	712,6
Créances nettes sur l'administration centrale	-219,6	-161,3	14,4
Créances sur les autres secteurs	4,0	4,0	4,0
TOTAL ACTIF	661,6	716,8	991,3
Base monétaire	646,3	712,5	986,9
Circulation fiduciaire	568,9	622,8	771,4
Dépôts des banques	76,6	89,1	214,6
Engagements envers les autres secteurs	0,7	0,5	0,8
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	0,1	3,7	3,2
Actions et autres titres de participation	12,1	0,0	0,2
Autres postes (net)	3,1	0,5	1,0
TOTAL PASSIF	661,6	716,8	991,3

Source : BCEAO.

BURKINA - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2018	2019	2020
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	310,5	76,7	205,5
Créances sur les non-résidents	929,5	1 032,0	970,2
Engagements envers les non-résidents	619,0	955,2	764,7
Créances sur les banques	645,7	864,2	886,1
Créances nettes sur l'administration centrale	-57,3	-35,4	30,2
Créances sur les autres secteurs	5,7	6,3	7,9
TOTAL ACTIF	904,6	911,8	1 129,7
Base monétaire	869,1	902,2	1 120,9
Circulation fiduciaire	665,9	752,8	809,8
Dépôts des banques	202,5	146,9	307,9
Engagements envers les autres secteurs	0,7	2,5	3,2
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	0,4	0,8	0,6
Actions et autres titres de participation	16,5	1,6	0,5
Autres postes (net)	18,7	7,3	7,7
TOTAL PASSIF	904,6	911,8	1 129,7

COTE D'IVOIRE - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2018	2019	2020
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	1 702,3	2 102,4	2 389,1
Créances sur les non-résidents	3 646,4	4 319,8	5 009,0
Engagements envers les non-résidents	1 944,2	2 217,4	2 619,9
Créances sur les banques	1 184,1	1 322,2	1 709,3
Créances nettes sur l'administration centrale	421,1	570,5	785,1
Créances sur les autres secteurs	10,3	10,2	10,7
TOTAL ACTIF	3 317,7	4 005,3	4 894,2
Base monétaire	3 281,8	4 004,1	4 890,3
Circulation fiduciaire	2 670,9	2 979,8	3 620,1
Dépôts des banques	608,0	1 020,0	1 265,9
Engagements envers les autres secteurs	2,9	4,2	4,3
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	0,0	0,0	0,0
Actions et autres titres de participation	26,5	0,3	1,6
Autres postes (net)	9,5	0,9	2,3
TOTAL PASSIF	3 317,7	4 005,3	4 894,2

Source : BCEAO.

GUINEE-BISSAU - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2018	2019	2020
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	169,8	182,4	163,0
Créances sur les non-résidents	270,9	289,5	258,5
Engagements envers les non-résidents	101,1	107,1	95,5
Créances sur les banques	30,0	29,4	67,5
Créances nettes sur l'administration centrale	43,9	42,7	40,2
Créances sur les autres secteurs	4,1	4,6	4,5
TOTAL ACTIF	247,7	259,1	275,2
Base monétaire	248,2	258,7	274,7
Circulation fiduciaire	239,0	242,6	255,7
Dépôts des banques	9,0	16,0	18,8
Engagements envers les autres secteurs	0,2	0,2	0,2
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	0,0	0,0	0,0
Actions et autres titres de participation	-0,9	-0,1	0,1
Autres postes (net)	0,4	0,4	0,4
TOTAL PASSIF	247,7	259,1	275,2

MALI - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2018	2019	2020
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	106,9	287,9	481,9
Créances sur les non-résidents	526,1	680,9	908,7
Engagements envers les non-résidents	419,2	393,0	426,7
Créances sur les banques	629,1	794,4	806,8
Créances nettes sur l'administration centrale	134,8	-89,0	135,9
Créances sur les autres secteurs	5,2	5,5	5,4
TOTAL ACTIF	875,9	998,7	1 430,1
Base monétaire	845,5	992,5	1 419,5
Circulation fiduciaire	620,8	749,9	1 069,5
Dépôts des banques	223,6	241,3	348,7
Engagements envers les autres secteurs	1,0	1,2	1,2
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	0,0	0,0	0,0
Actions et autres titres de participation	19,1	0,2	0,3
Autres postes (net)	11,3	6,1	10,3
TOTAL PASSIF	875,9	998,7	1 430,1

Source : BCEAO.

NIGER - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2018	2019	2020
	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Milliards de francs CFA</i>		
Actifs extérieurs nets	262,7	466,9	396,5
Créances sur les non-résidents	621,9	920,4	917,0
Engagements envers les non-résidents	359,2	453,5	520,5
Créances sur les banques	276,6	241,6	244,0
Créances nettes sur l'administration centrale	75,4	-11,3	66,9
Créances sur les autres secteurs	4,5	4,8	4,5
TOTAL ACTIF	619,2	701,9	711,9
Base monétaire	613,0	699,8	710,1
Circulation fiduciaire	530,0	582,5	637,9
Dépôts des banques	82,4	116,8	71,4
Engagements envers les autres secteurs	0,5	0,6	0,8
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	0,0	0,0	0,0
Actions et autres titres de participation	5,5	1,4	1,1
Autres postes (net)	0,7	0,7	0,7
TOTAL PASSIF	619,2	701,9	711,9

TOGO - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2018	2019	2020
	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Milliards de francs CFA</i>		
Actifs extérieurs nets	68,1	248,9	70,5
Créances sur les non-résidents	428,3	781,1	885,5
Engagements envers les non-résidents	360,1	532,1	815,0
Créances sur les banques	349,5	346,9	524,4
Créances nettes sur l'administration centrale	26,6	-114,8	-42,0
Créances sur les autres secteurs	2,9	2,9	2,9
TOTAL ACTIF	447,1	483,9	555,8
Base monétaire	439,1	482,7	553,8
Circulation fiduciaire	374,0	387,6	373,5
Dépôts des banques	62,9	92,8	175,6
Engagements envers les autres secteurs	2,2	2,3	4,8
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	0,0	0,0	0,0
Actions et autres titres de participation	7,8	-0,3	0,1
Autres postes (net)	0,2	1,5	1,8
TOTAL PASSIF	447,1	483,9	555,8

Source : BCEAO.

SENEGAL - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2018	2019	2020
	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Milliards de francs CFA</i>		
Actifs extérieurs nets	1 171,1	1 468,8	1 055,2
Créances sur les non-résidents	1 417,0	1 731,9	1 930,3
Engagements envers les non-résidents	245,9	263,2	875,1
Créances sur les banques	629,9	551,4	844,0
Créances nettes sur l'administration centrale	-173,5	-190,9	74,2
Créances sur les autres secteurs	5,0	4,9	4,6
TOTAL ACTIF	1 632,5	1 834,1	1 978,1
Base monétaire	1 617,9	1 834,7	2 085,3
Circulation fiduciaire	1 300,3	1 433,2	1 677,9
Dépôts des banques	316,7	400,6	406,3
Engagements envers les autres secteurs	0,9	0,8	1,2
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	0,0	0,0	0,0
Actions et autres titres de participation	17,1	-0,7	1,5
Autres postes (net)	-2,5	0,1	-108,7
TOTAL PASSIF	1 632,5	1 834,1	1 978,1

Source : BCEAO.

UMOA - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2018	2019	2020
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	- 1 209,4	-981,5	-934,2
Créances sur les non-résidents	760,8	868,7	913,2
Engagements envers les non-résidents	- 1 970,2	-1 850,2	-1 847,4
Créances sur la banque centrale	2 233,9	2 804,7	3 684,7
Créances nettes sur l'administration centrale	7 849,6	8 102,9	11 241,4
Créances sur les autres secteurs	21 474,1	23 025,4	24 080,7
Créances sur les autres sociétés financières	856,2	802,3	767,1
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	105,2	98,0	216,1
Créances sur les sociétés non financières publiques	1 651,4	1 751,5	1 657,1
Créances sur le secteur privé	18 861,3	20 373,6	21 440,4
TOTAL ACTIF	30 348,3	32 951,5	38 072,6
Engagements envers la banque centrale	3 707,3	4 537,2	5 788,8
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	11 636,1	12 638,0	15 153,9
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	9 127,4	10 029,9	11 133,1
Dépôts exclus de la masse monétaire	952,0	1 080,5	1 412,6
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	2,6	21,9	21,7
Emprunts	749,7	1 154,7	982,3
Actions et autres titres de participation	3 108,8	3 540,4	3 955,3
Autres postes (net)	1 064,3	-51,0	-375,1
TOTAL PASSIF	30 348,3	32 951,5	38 072,6

BÉNIN - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2018	2019	2020
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	761,1	918,7	1 279,5
Créances sur les non-résidents	1 165,5	1 282,8	1 584,9
Engagements envers les non-résidents	-404,4	-364,2	-305,5
Créances sur la banque centrale	116,5	134,9	292,0
Créances nettes sur l'administration centrale	337,7	-39,3	44,4
Créances sur les autres secteurs	1 428,4	1 646,4	1 658,1
Créances sur les autres sociétés financières	21,5	12,5	13,0
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	1,3	4,2	95,3
Créances sur les sociétés non financières publiques	82,9	148,8	154,2
Créances sur le secteur privé	1 322,7	1 480,9	1 395,7
TOTAL ACTIF	2 643,7	2 660,8	3 274,0
Engagements envers la banque centrale	378,8	515,1	712,5
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	816,6	878,1	1 039,8
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	871,4	894,0	993,5
Dépôts exclus de la masse monétaire	66,7	55,6	68,0
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	-	-	-
Emprunts	39,9	59,8	52,6
Actions et autres titres de participation	227,5	273,7	336,8
Autres postes (net)	242,7	-15,5	70,6
TOTAL PASSIF	2 643,7	2 660,8	3 274,0

Source : BCEAO.

BURKINA - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2018	2019	2020
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	1 133,0	1 431,8	1 778,2
Créances sur les non-résidents	1 604,2	1 775,5	2 089,9
Engagements envers les non-résidents	-471,2	-343,6	-311,7
Créances sur la banque centrale	245,2	253,3	451,8
Créances nettes sur l'administration centrale	124,0	193,6	170,9
Créances sur les autres secteurs	2 659,0	2 909,8	3 180,6
Créances sur les autres sociétés financières	13,3	18,5	17,7
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	1,0	21,8	4,9
Créances sur les sociétés non financières publiques	252,4	211,0	237,1
Créances sur le secteur privé	2 392,2	2 658,6	2 920,9
TOTAL ACTIF	4 161,1	4 788,6	5 581,6
Engagements envers la banque centrale	548,6	815,0	864,0
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	1 486,2	1 576,3	2 007,9
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	1 429,2	1 571,6	1 780,7
Dépôts exclus de la masse monétaire	133,7	149,8	181,8
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	-	-	-
Emprunts	25,0	33,4	26,7
Actions et autres titres de participation	454,4	534,3	632,7
Autres postes (net)	83,9	108,3	87,7
TOTAL PASSIF	4 161,1	4 788,6	5 581,6

COTE D'IVOIRE - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2018	2019	2020
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	329,8	395,1	750,7
Créances sur les non-résidents	1 280,4	1 482,5	1 613,0
Engagements envers les non-résidents	-950,6	- 1 087,4	-862,3
Créances sur la banque centrale	855,7	1 253,7	1 584,9
Créances nettes sur l'administration centrale	1 899,3	2 223,4	3 125,9
Créances sur les autres secteurs	7 008,1	7 434,1	8 121,0
Créances sur les autres sociétés financières	181,8	182,4	218,8
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	1,4	11,7	3,7
Créances sur les sociétés non financières publiques	568,8	510,4	444,3
Créances sur le secteur privé	6 256,1	6 729,6	7 454,1
TOTAL ACTIF	10 093,0	11 306,4	13 582,5
Engagements envers la banque centrale	1 034,7	1 330,1	1 684,2
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	4 234,7	4 609,8	5 840,4
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	3 046,2	3 463,8	3 908,8
Dépôts exclus de la masse monétaire	352,8	384,4	513,2
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	2,6	1,3	1,1
Emprunts	142,2	147,9	117,0
Actions et autres titres de participation	939,3	1 125,5	1 324,5
Autres postes (net)	340,5	243,5	193,3
TOTAL PASSIF	10 093,0	11 306,4	13 582,5

Source : BCEAO.

GUINEE-BISSAU - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2018	2019	2020
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	63,3	35,1	106,9
Créances sur les non-résidents	101,9	106,1	128,1
Engagements envers les non-résidents	-38,6	-70,9	-21,3
Créances sur la banque centrale	19,4	26,1	27,8
Créances nettes sur l'administration centrale	7,9	16,2	16,3
Créances sur les autres secteurs	118,0	134,3	132,2
Créances sur les autres sociétés financières	0,1	0,1	0,2
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	2,2	4,1	4,8
Créances sur les sociétés non financières publiques	0,1	9,8	8,3
Créances sur le secteur privé	115,5	120,2	118,8
TOTAL ACTIF	208,4	211,7	283,2
Engagements envers la banque centrale	29,3	20,6	67,5
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	84,0	74,1	91,8
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	45,9	56,4	62,8
Dépôts exclus de la masse monétaire	6,5	7,7	11,0
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	-	-	-
Emprunts	1,3	1,9	17,6
Actions et autres titres de participation	12,6	16,2	28,1
Autres postes (net)	28,8	34,8	4,3
TOTAL PASSIF	208,4	211,7	283,2

MALI - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2018	2019	2020
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	206,6	289,8	536,2
Créances sur les non-résidents	870,9	839,3	1 016,9
Engagements envers les non-résidents	-664,2	-549,4	-480,7
Créances sur la banque centrale	310,2	338,6	435,0
Créances nettes sur l'administration centrale	395,6	425,6	436,6
Créances sur les autres secteurs	2 551,5	2 657,2	2 802,5
Créances sur les autres sociétés financières	23,4	36,3	55,4
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	0,5	7,3	7,8
Créances sur les sociétés non financières publiques	106,5	138,7	133,6
Créances sur le secteur privé	2 421,2	2 474,8	2 605,7
TOTAL ACTIF	3 464,1	3 711,2	4 210,3
Engagements envers la banque centrale	609,2	760,5	865,4
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	1 432,4	1 478,1	1 657,3
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	801,5	879,4	1 039,6
Dépôts exclus de la masse monétaire	73,5	68,0	104,3
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	-	-	-
Emprunts	161,2	123,2	75,5
Actions et autres titres de participation	446,3	471,6	512,2
Autres postes (net)	-59,9	-69,7	-44,0
TOTAL PASSIF	3 464,1	3 711,2	4 210,3

Source : BCEAO.

NIGER - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2018	2019	2020
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	60,9	174,4	160,5
Créances sur les non-résidents	284,1	435,4	375,8
Engagements envers les non-résidents	-223,1	-261,0	-215,3
Créances sur la banque centrale	115,3	126,1	125,6
Créances nettes sur l'administration centrale	202,0	40,3	129,5
Créances sur les autres secteurs	846,6	956,9	1 038,7
Créances sur les autres sociétés financières	37,7	8,7	10,2
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	5,0	15,8	17,1
Créances sur les sociétés non financières publiques	80,9	89,8	92,6
Créances sur le secteur privé	723,0	842,6	918,8
TOTAL ACTIF	1 224,8	1 297,8	1 454,3
Engagements envers la banque centrale	277,3	243,7	244,1
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	428,4	500,3	598,6
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	217,6	268,4	332,7
Dépôts exclus de la masse monétaire	34,5	38,2	50,5
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	-	-	-
Emprunts	24,0	22,6	18,3
Actions et autres titres de participation	185,7	206,9	213,7
Autres postes (net)	57,2	17,7	-3,4
TOTAL PASSIF	1 224,8	1 297,8	1 454,3

SENEGAL - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2018	2019	2020
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	652,7	501,5	710,9
Créances sur les non-résidents	1 451,7	1 245,2	1 446,9
Engagements envers les non-résidents	-799,0	-743,7	-736,1
Créances sur la banque centrale	442,8	534,2	547,8
Créances nettes sur l'administration centrale	644,3	750,9	1 360,8
Créances sur les autres secteurs	4 270,1	4 591,8	4 663,0
Créances sur les autres sociétés financières	135,8	174,5	165,7
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	7,7	1,4	0,8
Créances sur les sociétés non financières publiques	337,0	373,2	363,1
Créances sur le secteur privé	3 789,5	4 042,8	4 133,4
TOTAL ACTIF	6 009,9	6 378,4	7 282,5
Engagements envers la banque centrale	479,3	500,3	826,7
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	2 417,1	2 665,9	2 983,4
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	1 646,7	1 718,1	1 875,4
Dépôts exclus de la masse monétaire	194,2	277,3	369,7
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	-	20,6	20,6
Emprunts	139,3	148,2	220,8
Actions et autres titres de participation	700,1	749,7	769,3
Autres postes (net)	433,2	298,5	216,6
TOTAL PASSIF	6 009,9	6 378,4	7 282,5

Source : BCEAO.

TOGO - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2018	2019	2020
	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Milliards de francs CFA</i>		
Actifs extérieurs nets	494,1	482,0	905,1
Créances sur les non-résidents	748,2	800,7	1 118,3
Engagements envers les non-résidents	-254,1	-318,6	-213,2
Créances sur la banque centrale	128,7	137,7	219,7
Créances nettes sur l'administration centrale	182,6	159,6	57,5
Créances sur les autres secteurs	1 222,8	1 298,4	1 302,6
Créances sur les autres sociétés financières	16,1	10,9	14,9
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	5,2	-	-
Créances sur les sociétés non financières publiques	118,7	159,9	131,8
Créances sur le secteur privé	1 082,7	1 127,6	1 155,9
TOTAL ACTIF	2 028,2	2 077,8	2 484,8
Engagements envers la banque centrale	350,1	351,9	524,4
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	554,3	595,6	720,8
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	809,5	841,3	927,2
Dépôts exclus de la masse monétaire	59,3	75,7	85,9
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	-	-	-
Emprunts	11,9	22,2	19,5
Actions et autres titres de participation	131,5	142,1	157,9
Autres postes (net)	111,6	48,9	49,0
TOTAL PASSIF	2 028,2	2 077,8	2 484,8

Source : BCEAO.

UMOA - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2018	2019	2020
	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Milliards de francs CFA</i>		
Créances nettes de la BCEAO	260,8	15,2	1 100,3
Créances	1 978,3	2 061,1	3 447,1
Crédits	1 962,6	2 045,0	3 431,0
Concours adossés aux DTS	79,5	20,5	14,4
Découverts statutaires consolidés	224,8	221,8	222,0
Concours du FMI	1 416,0	1 560,5	2 952,3
Autres concours de Gouvernements étrangers	0,0	0,0	0,0
Autres crédits (créances financières) (2)	242,3	242,3	242,3
Autres créances	15,6	16,1	16,1
Engagements	1 717,4	2 045,9	2 346,8
Encaisses du Trésor	32,5	29,2	34,7
Dépôts	1 624,5	1 947,7	2 239,0
Autres engagements	60,5	69,0	73,1
Créances nettes des banques	7 849,6	8 102,9	11 241,4
Créances	10 130,2	11 048,1	14 793,0
Crédits	1 821,3	2 219,6	2 833,6
Portefeuille de titres du Trésor	8 308,9	8 828,0	11 959,4
Engagements	2 280,5	2 945,2	3 551,6
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	8 110,5	8 118,1	12 341,7

BENIN - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2018	2019	2020
	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Milliards de francs CFA</i>		
Créances nettes de la BCEAO	-226,1	-167,8	7,9
Créances	96,1	106,4	263,8
Crédits	96,1	106,4	263,8
Concours adossés aux DTS	4,9	0,6	0,4
Découverts statutaires consolidés	0,0	0,0	0,0
Concours du FMI	91,2	105,7	263,4
Autres concours de Gouvernements étrangers	0,0	0,0	0,0
Autres crédits (créances financières) (2)	0,0	0,0	0,0
Autres créances	0,0	0,0	0,0
Engagements	322,2	274,2	256,0
Encaisses du Trésor	6,5	6,5	6,5
Dépôts	315,7	267,7	249,5
Autres engagements	0,0	0,0	0,0
Créances nettes des banques	337,7	-39,3	44,4
Créances	707,4	538,9	614,7
Crédits	237,2	199,8	176,1
Portefeuille de titres du Trésor	470,2	339,1	438,6
Engagements	369,8	578,2	570,3
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	111,5	-207,1	52,3

Source : BCEAO.

BURKINA - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2018	2019	2020
	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Milliards de francs CFA</i>		
Créances nettes de la BCEAO	-66,7	-41,7	20,2
Créances	111,5	118,6	214,7
Crédits	111,5	118,6	214,7
Concours adossés aux DTS	4,7	0,6	0,2
Découverts statutaires consolidés	0,0	0,0	0,0
Concours du FMI	106,8	118,0	214,5
Autres concours de Gouvernements étrangers	0,0	0,0	0,0
Autres crédits (créances financières) (2)	0,0	0,0	0,0
Autres créances	0,0	0,0	0,0
Engagements	178,2	160,3	194,5
Encaisses du Trésor	9,4	6,3	10,0
Dépôts	168,8	154,0	184,5
Autres engagements	0,0	0,0	0,0
Créances nettes des banques	124,0	193,6	170,9
Créances	464,3	556,6	744,9
Crédits	9,4	8,6	65,1
Portefeuille de titres du Trésor	454,8	548,0	679,8
Engagements	340,3	363,0	574,0
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	57,2	151,8	191,2

COTE D'IVOIRE - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2018	2019	2020
	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Milliards de francs CFA</i>		
Créances nettes de la BCEAO	418,9	568,3	782,9
Créances	1 167,8	1 216,1	1 816,2
Crédits	1 167,8	1 216,2	1 816,2
Concours adossés aux DTS	28,9	5,3	1,8
Découverts statutaires consolidés	216,7	216,7	219,9
Concours du FMI	780,3	852,3	1 452,6
Autres concours de Gouvernements étrangers	0,0	0,0	0,0
Autres crédits (créances financières) (2)	141,9	141,9	141,9
Autres créances	0,0	-0,1	0,0
Engagements	748,9	647,8	1 033,3
Encaisses du Trésor	2,2	2,2	2,2
Dépôts	746,7	645,6	1 031,1
Autres engagements	0,0	0,0	0,1
Créances nettes des banques	1 899,3	2 223,4	3 125,9
Créances	2 418,8	2 887,7	4 076,4
Crédits	457,7	686,4	997,9
Portefeuille de titres du Trésor	1 961,1	2 201,3	3 078,4
Engagements	519,5	664,3	950,5
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	2 318,3	2 791,7	3 908,8

Source : BCEAO.

GUINEE-BISSAU - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2018	2019	2020
	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Milliards de francs CFA</i>		
Créances nettes de la BCEAO	43,8	42,6	40,2
Créances	44,1	43,0	41,1
Crédits	44,1	43,0	41,1
Concours adossés aux DTS	9,9	9,9	9,9
Découverts statutaires consolidés	1,3	1,3	1,3
Concours du FMI	19,3	18,2	16,3
Autres concours de Gouvernements étrangers	0,0	0,0	0,0
Autres crédits (créances financières) (2)	13,6	13,6	13,6
Autres créances	0,0	0,0	0,0
Engagements	0,3	0,4	0,9
Encaisses du Trésor	0,0	0,0	0,0
Dépôts	0,3	0,4	0,9
Autres engagements	0,0	0,0	0,0
Créances nettes des banques	7,9	16,2	16,3
Créances	24,4	34,7	41,6
Crédits	19,9	22,2	27,4
Portefeuille de titres du Trésor	4,5	12,5	14,2
Engagements	16,5	18,5	25,3
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	51,7	58,8	56,5

MALI - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2018	2019	2020
	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Milliards de francs CFA</i>		
Créances nettes de la BCEAO	126,8	-97,0	127,9
Créances	187,2	186,9	310,3
Crédits	187,2	186,9	310,3
Concours adossés aux DTS	7,0	0,7	0,6
Découverts statutaires consolidés	0,0	0,0	0,0
Concours du FMI	180,3	186,2	309,7
Autres concours de Gouvernements étrangers	0,0	0,0	0,0
Autres crédits (créances financières) (2)	0,0	0,0	0,0
Autres créances	0,0	0,0	0,0
Engagements	60,4	283,9	182,4
Encaisses du Trésor	7,9	7,9	7,9
Dépôts	52,5	276,0	174,4
Autres engagements	0,0	0,0	0,0
Créances nettes des banques	395,6	425,6	436,6
Créances	668,9	774,0	927,1
Crédits	52,9	95,2	109,5
Portefeuille de titres du Trésor	616,0	678,8	817,5
Engagements	273,3	348,4	490,4
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	522,5	328,6	564,6

Source : BCEAO.

NIGER - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2018	2019	2020
	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Milliards de francs CFA</i>		
Créances nettes de la BCEAO	72,6	-14,1	64,1
Créances	140,1	153,9	230,1
Crédits	140,1	153,9	230,1
Concours adossés aux DTS	5,4	0,8	0,7
Découverts statutaires consolidés	6,8	3,8	0,8
Concours du FMI	127,9	149,3	228,6
Autres concours de Gouvernements étrangers	0,0	0,0	0,0
Autres crédits (créances financières) (2)	0,0	0,0	0,0
Autres créances	0,0	0,0	0,0
Engagements	67,5	168,0	166,0
Encaisses du Trésor	2,8	2,8	2,8
Dépôts	64,7	165,2	163,2
Autres engagements	0,0	0,0	0,0
Créances nettes des banques	202,0	40,3	129,5
Créances	343,8	167,7	278,6
Crédits	65,9	51,3	63,1
Portefeuille de titres du Trésor	277,8	116,5	215,5
Engagements	141,8	127,4	149,1
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	274,6	26,3	193,6

SENEGAL - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2018	2019	2020
	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Milliards de francs CFA</i>		
Créances nettes de la BCEAO	-176,6	-194,0	71,2
Créances	27,6	4,3	266,6
Crédits	27,6	4,3	266,6
Concours adossés aux DTS	12,9	1,7	0,6
Découverts statutaires consolidés	0,0	0,0	0,0
Concours du FMI	14,7	2,6	266,1
Autres concours de Gouvernements étrangers	0,0	0,0	0,0
Autres crédits (créances financières) (2)	0,0	0,0	0,0
Autres créances	0,0	0,0	0,0
Engagements	204,2	198,2	195,5
Encaisses du Trésor	3,1	3,1	3,1
Dépôts	201,0	195,1	192,3
Autres engagements	0,1	0,1	0,1
Créances nettes des banques	644,3	750,9	1 360,8
Créances	952,7	1 228,4	1 714,6
Crédits	654,5	699,4	949,0
Portefeuille de titres du Trésor	298,2	529,0	765,6
Engagements	308,3	477,5	353,8
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	467,8	556,9	1 432,0

Source : BCEAO.

TOGO - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2018	2019	2020
	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Milliards de francs CFA</i>		
Créances nettes de la BCEAO	26,0	-115,2	-44,3
Créances	101,5	128,9	201,3
Crédits	101,5	128,9	201,3
Concours adossés aux DTS	5,9	0,8	0,3
Découverts statutaires consolidés	0,0	0,0	0,0
Concours du FMI	95,6	128,1	201,1
Autres concours de Gouvernements étrangers	0,0	0,0	0,0
Autres crédits (créances financières) (2)	0,0	0,0	0,0
Autres créances	0,0	0,0	0,0
Engagements	75,4	244,1	245,6
Encaisses du Trésor	0,6	0,4	2,2
Dépôts	74,8	243,7	243,3
Autres engagements	0,0	0,0	0,0
Créances nettes des banques	182,6	159,6	57,5
Créances	474,1	515,3	490,2
Crédits	68,0	106,5	67,4
Portefeuille de titres du Trésor	406,1	408,7	422,8
Engagements	291,5	355,6	432,6
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	208,6	44,4	13,3

Source : BCEAO.

U.M.O.A - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

	2018	2019	2020 (*)
	A fin décembre		
	Millions de francs CFA		
Secteurs d'activités			
Agriculture, sylviculture et pêche	488 441	303 519	275 349
- Agriculture, chasse	454 184	271 352	238 865
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	34 257	32 167	36 484
Industries extractives	122 299	147 893	175 977
- Pétrole brut et gaz naturel	17 062	16 995	21 819
- Autres	105 237	127 136	154 158
Industries manufacturières	1 474 803	1 443 525	1 481 708
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	631 600	583 933	609 022
- Textiles, habillement, cuir	149 404	178 595	185 513
- Industries chimiques	314 776	291 584	292 217
- Autres	379 023	389 413	394 956
Electricité, gaz, eau	561 658	381 218	424 678
Bâtiment, travaux publics	809 259	901 305	920 029
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	2 821 075	2 768 694	2 846 825
- Commerce de gros	2 272 201	2 164 025	2 208 361
- Commerce de détail	441 714	518 016	553 366
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	107 160	86 653	85 097
Transports, entrepôts et communications	586 496	635 919	646 994
Assurances, aff. immob., serv. Aux entreprises	483 262	487 147	530 080
- Etablissements financiers, assurances	102 248	122 348	144 724
- Affaires immobilières, services aux entreprises	381 014	364 799	385 356
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	735 780	836 252	863 774
- Services divers fournis à la collectivité	87 154	90 788	92 609
- Prêts aux particuliers	279 658	388 595	414 536
- Autres	368 968	356 869	356 629
TOTAL	8 083 073	7 905 472	8 165 414

(*)Les données à fin décembre 2020 sont des estimations.

Source : BCEAO.

U.M.O.A - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

	2018	2019	2020 (*)
	A fin décembre		
	Millions de francs CFA		
Secteurs d'activités			
Agriculture, sylviculture et pêche	136 177	110 897	134 245
- Agriculture, chasse	108 945	93 846	111 025
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	27 232	17 051	23 220
Industries extractives	85 370	86 393	68 987
- Pétrole brut et gaz naturel	39 157	35 091	24 830
- Autres	46 213	51 302	44 157
Industries manufacturières	589 600	514 831	667 740
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	209 169	153 950	191 500
- Textiles, habillement, cuir	21 166	14 394	57 697
- Industries chimiques	102 213	91 965	120 581
- Autres	257 052	254 522	297 963
Electricité, gaz, eau	201 415	251 557	316 837
Bâtiment, travaux publics	586 033	642 934	742 861
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	689 358	753 212	873 229
- Commerce de gros	438 990	508 017	597 743
- Commerce de détail	168 119	170 793	191 386
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	82 249	74 402	84 101
Transports, entrepôts et communications	798 894	908 957	1 049 755
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	464 127	490 387	623 761
- Etablissements financiers, assurances	120 177	151 178	229 579
- Affaires immobilières, services aux entreprises	343 950	339 209	394 182
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	1 565 425	2 001 262	2 138 743
- Services divers fournis à la collectivité	112 165	166 378	204 491
- Prêts aux particuliers	1 075 479	1 232 815	1 284 040
- Autres	377 781	602 069	650 212
TOTAL	5 116 399	5 760 430	6 616 157

(*) Les données à fin décembre 2020 sont des estimations.

Source : BCEAO.

BENIN - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

	2018	2019	2020 (*)
	A fin décembre		
	Millions de francs CFA		
Secteurs d'activités			
Agriculture, sylviculture et pêche	43 044	37 393	35 836
- Agriculture, chasse	42 068	37 315	35 763
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	976	78	73
Industries extractives	3 585	2 580	2 471
- Pétrole brut et gaz naturel	725	1 627	1 559
- Autres	2 860	953	912
Industries manufacturières	90 694	74 962	71 843
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	23 318	21 577	20 679
- Textiles, habillement, cuir	28 124	26 934	25 813
- Industries chimiques	4 012	4 665	4 471
- Autres	35 240	21 786	20 880
Electricité, gaz, eau	14 600	15 894	15 236
Bâtiment, travaux publics	119 921	107 083	102 628
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	176 725	158 156	151 575
- Commerce de gros	136 946	118 397	113 471
- Commerce de détail	23 665	25 265	24 213
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	16 114	14 494	13 891
Transports, entrepôts et communications	24 408	23 166	22 202
Assurances, aff. immob., serv. Aux entreprises	20 471	19 355	18 550
- Etablissements financiers, assurances	13 298	10 761	10 313
- Affaires immobilières, services aux entreprises	7 173	8 594	8 237
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	55 623	47 966	45 970
- Services divers fournis à la collectivité	1 113	2 634	2 525
- Prêts aux particuliers	25 696	28 000	26 834
- Autres	28 814	17 332	16 611
TOTAL	549 071	486 555	466 311

(*) Les données à fin décembre 2020 sont des estimations.

Source : BCEAO.

BENIN - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

	2018	2019	2020 (*)
	A fin décembre		
	Millions de francs CFA		
Secteurs d'activités			
Agriculture, sylviculture et pêche	13 354	3 535	3 848
- Agriculture, chasse	13 354	3 535	3 848
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	0	0	0
Industries extractives	11 851	9 795	2 673
- Pétrole brut et gaz naturel	9 558	8 191	800
- Autres	2 293	1 604	1 873
Industries manufacturières	64 101	61 464	65 886
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	26 064	11 456	11 397
- Textiles, habillement, cuir	32	32	3
- Industries chimiques	3 135	2 390	2 229
- Autres	34 870	47 586	52 257
Electricité, gaz, eau	40 438	54 837	64 043
Bâtiment, travaux publics	233 947	303 149	345 619
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	61 038	51 725	53 463
- Commerce de gros	35 304	22 984	21 342
- Commerce de détail	11 112	13 454	15 457
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	14 622	15 287	16 664
Transports, entrepôts et communications	25 478	53 413	53 524
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	23 148	27 503	20 902
- Etablissements financiers, assurances	14 289	7 588	7 957
- Affaires immobilières, services aux entreprises	8 859	19 915	12 945
Services fournis à la collec., serv. Soc. et pers.	246 914	305 939	340 130
- Services divers fournis à la collectivité	6 997	7 629	7 971
- Prêts aux particuliers	116 858	125 262	134 123
- Autres	123 059	173 048	198 036
TOTAL	720 269	871 360	950 088

(*) Les données à fin décembre 2020 sont des estimations.

Source : BCEAO.

BURKINA - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

	2018	2019	2020
	A fin décembre		
	Millions de francs CFA		
Secteurs d'activités			
Agriculture, sylviculture et pêche	80 840	68 096	31 107
- Agriculture, chasse	80 410	67 940	30 977
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	430	156	110
Industries extractives	24 713	56 651	86 987
- Pétrole brut et gaz naturel	3 016	228	3 752
- Autres	21 697	56 423	83 235
Industries manufacturières	224 919	216 419	199 056
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	38 744	31 554	22 271
- Textiles, habillement, cuir	89 719	116 786	124 244
- Industries chimiques	27 684	24 673	17 247
- Autres	68 772	43 406	35 294
Electricité, gaz, eau	16 170	10 420	21 152
Bâtiment, travaux publics	202 027	236 900	227 844
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	424 048	377 950	369 540
- Commerce de gros	393 404	342 209	331 718
- Commerce de détail	26 407	27 001	30 199
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	4 237	8 740	7 622
Transports, entrepôts et communications	83 298	87 978	73 184
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	83 107	69 199	86 529
- Etablissements financiers, assurances	7 563	11 464	25 088
- Affaires immobilières, services aux entreprises	75 544	57 735	61 441
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	73 767	88 928	89 242
- Services divers fournis à la collectivité	9 619	13 535	12 088
- Prêts aux particuliers	48 710	51 674	62 869
- Autres	15 438	23 719	14 285
TOTAL	1 212 889	1 212 541	1 184 641

(*) Les données à fin décembre 2020 sont des estimations.
Source : BCEAO.

BURKINA - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

	2018	2019	2020
	A fin décembre		
	Millions de francs CFA		
Secteurs d'activités			
Agriculture, sylviculture et pêche	19 890	22 915	16 705
- Agriculture, chasse	19 802	22 622	16 376
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	88	293	329
Industries extractives	33 636	43 806	30 137
- Pétrole brut et gaz naturel	11 563	11 076	6 439
- Autres	22 073	32 730	23 698
Industries manufacturières	53 221	78 097	114 650
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	10 951	19 410	18 376
- Textiles, habillement, cuir	445	5 679	45 683
- Industries chimiques	5 300	4 836	2 711
- Autres	36 525	48 172	47 881
Electricité, gaz, eau	5 853	13 568	32 411
Bâtiment, travaux publics	182 184	163 976	199 946
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	63 743	72 045	78 377
- Commerce de gros	49 385	58 106	61 276
- Commerce de détail	5 411	5 946	6 992
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	8 947	7 993	10 109
Transports, entrepôts et communications	115 846	176 951	182 489
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	65 335	108 905	174 635
- Etablissements financiers, assurances	15 541	54 608	102 226
- Affaires immobilières, services aux entreprises	49 794	54 297	72 409
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	401 425	540 712	534 819
- Services divers fournis à la collectivité	17 536	62 354	98 806
- Prêts aux particuliers	324 090	392 185	382 697
- Autres	59 799	86 173	53 316
TOTAL	941 133	1 220 975	1 364 168

Source : BCEAO.

COTE D'IVOIRE - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

	2018	2019	2020 (*)
	A fin décembre		
	Millions de francs CFA		
Secteurs d'activités			
Agriculture, sylviculture et pêche	239 588	81 921	97 994
- Agriculture, chasse	218 048	59 795	71 527
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	21 540	22 126	26 467
Industries extractives	12 292	7 549	9 029
- Pétrole brut et gaz naturel	10 444	6 419	7 678
- Autres	1 848	1 130	1 351
Industries manufacturières	545 909	404 074	483 352
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	302 559	242 656	290 264
- Textiles, habillement, cuir	18 686	12 920	15 455
- Industries chimiques	140 457	73 305	87 687
- Autres	84 207	75 193	89 946
Electricité, gaz, eau	401 843	197 538	236 294
Bâtiment, travaux publics	154 081	161 961	193 738
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	742 460	707 635	846 472
- Commerce de gros	618 123	522 398	624 891
- Commerce de détail	116 574	176 279	210 865
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	7 763	8 958	10 716
Transports, entrepôts et communications	82 940	148 391	177 505
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	144 678	174 899	209 214
- Etablissements financiers, assurances	22 607	48 628	58 169
- Affaires immobilières, services aux entreprises	122 071	126 271	151 045
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	67 876	59 323	70 962
- Services divers fournis à la collectivité	21 813	18 802	22 491
- Prêts aux particuliers	23 471	22 056	26 384
- Autres	22 592	18 465	22 087
TOTAL	2 391 667	1 943 291	2 324 560

(*) Les données à fin décembre 2020 sont des estimations.
Source : BCEAO.

COTE D'IVOIRE - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

	2018	2019	2020 (*)
	A fin décembre		
	Millions de francs CFA		
Secteurs d'activités			
Agriculture, sylviculture et pêche	79 105	53 818	80 717
- Agriculture, chasse	57 167	42 210	63 307
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	21 938	11 608	17 410
Industries extractives	5 738	3 299	4 948
- Pétrole brut et gaz naturel	5 619	3 265	4 897
- Autres	119	34	51
Industries manufacturières	274 508	187 699	281 518
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	104 706	66 717	100 065
- Textiles, habillement, cuir	19 052	4 669	7 003
- Industries chimiques	64 149	58 502	87 743
- Autres	86 601	57 811	86 707
Electricité, gaz, eau	35 890	61 118	91 667
Bâtiment, travaux publics	31 289	22 840	34 256
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	135 711	164 987	247 452
- Commerce de gros	85 468	133 421	200 109
- Commerce de détail	39 237	25 287	37 926
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	11 006	6 279	9 417
Transports, entrepôts et communications	295 778	223 720	335 543
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	200 887	110 855	166 263
- Etablissements financiers, assurances	58 307	56 883	85 315
- Affaires immobilières, services aux entreprises	142 580	53 972	80 948
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	108 046	117 067	175 580
- Services divers fournis à la collectivité	13 219	9 787	14 679
- Prêts aux particuliers	74 282	48 692	73 029
- Autres	20 545	58 588	87 872
TOTAL	1 166 952	945 403	1 417 944

(*) Les données à fin décembre 2020 sont des estimations.
Source : BCEAO.

GUINEE-BISSAU - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

	2018	2019	2020 (*)
	A fin décembre		
	Millions de francs CFA		
Secteurs d'activités			
Agriculture, sylviculture et pêche	45	616	937
- Agriculture, chasse	20	462	699
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	25	154	238
Industries extractives	0	141	214
- Pétrole brut et gaz naturel	0	141	214
- Autres	0	0	0
Industries manufacturières	168	7 339	11 157
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	154	48	73
- Textiles, habillement, cuir	0	47	71
- Industries chimiques	0	0	0
- Autres	14	7 244	11 013
Electricité, gaz, eau	16	3 036	4 616
Bâtiment, travaux publics	546	7 359	11 187
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	7 830	22 510	34 221
- Commerce de gros	7 339	19 924	30 290
- Commerce de détail	268	957	1 454
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	223	1 629	2 477
Transports, entrepôts et communications	150	8 775	13 340
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	3 464	800	1 216
- Etablissements financiers, assurances	25	108	164
- Affaires immobilières, service aux entreprises	3 439	692	1 052
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	11 244	20 362	30 955
- Services divers fournis à la collectivité	895	321	488
- Prêts aux particuliers	9 988	19 359	29 431
- Autres	361	682	1 036
TOTAL	23 463	70 938	107 843

(*) Les données à fin décembre 2020 sont des estimations.
Source : BCEAO.

GUINEE-BISSAU - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

	2018	2019	2020 (*)
	A fin décembre		
	Millions de francs CFA		
Secteurs d'activités			
Agriculture, sylviculture et pêche	210	236	216
- Agriculture, chasse	210	177	162
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	0	59	54
Industries extractives	0	12	11
- Pétrole brut et gaz naturel	0	0	0
- Autres	0	12	11
Industries manufacturières	166	911	833
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	143	58	53
- Textiles, habillement, cuir	0	0	0
- Industries chimiques	0	0	0
- Autres	23	853	780
Electricité, gaz, eau	294	10	10
Bâtiment, travaux publics	249	25	23
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	6 103	5 586	5 108
- Commerce de gros	5 656	5 001	4 573
- Commerce de détail	346	88	81
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	101	497	455
Transports, entrepôts et communications	366	328	300
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	437	327	299
- Etablissements financiers, assurances	0	13	12
- Affaires immobilières, service aux entreprises	437	314	287
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	16 163	20 715	18 943
- Services divers fournis à la collectivité	356	52	47
- Prêts aux particuliers	14 966	18 401	16 827
- Autres	841	2 262	2 069
TOTAL	23 988	28 150	25 743

(*) Les données à fin décembre 2020 sont des estimations.
Source : BCEAO.

MALI - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

	2018	2019	2020 (*)
	A fin décembre		
	Millions de francs CFA		
Secteurs d'activités			
Agriculture, sylviculture et pêche	65 368	56 889	50 183
- Agriculture, chasse	64 748	55 935	49 341
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	620	954	842
Industries extractives	49 903	41 229	36 369
- Pétrole brut et gaz naturel	0	0	0
- Autres	49 903	41 229	36 369
Industries manufacturières	193 425	249 294	219 909
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	109 020	118 294	104 351
- Textiles, habillement, cuir	5 282	17 935	15 821
- Industries chimiques	42 754	58 871	51 931
- Autres	36 369	54 194	47 806
Electricité, gaz, eau	69 914	81 837	72 660
Bâtiment, travaux publics	93 402	98 211	86 636
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	671 023	663 864	585 616
- Commerce de gros	583 495	601 906	530 961
- Commerce de détail	44 255	39 273	34 644
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	43 273	22 685	20 011
Transports, entrepôts et communications	106 410	101 115	89 197
Assurances, aff. immob., serv. Aux entreprises	85 270	86 187	76 028
- Etablissements financiers, assurances	10 915	8 764	7 730
- Affaires immobilières, services aux entreprises	74 355	77 423	68 298
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	54 223	65 981	58 205
- Services divers fournis à la collectivité	30 715	10 274	9 064
- Prêts aux particuliers	8 366	34 513	30 445
- Autres	15 142	21 194	18 696
TOTAL	1 388 938	1 444 607	1 274 803

(*) Les données à fin décembre 2020 sont des estimations.
Source : BCEAO.

MALI - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

	2018	2019	2020 (*)
	A fin décembre		
	Millions de francs CFA		
Secteurs d'activités			
Agriculture, sylviculture et pêche	7 367	5 643	6 228
- Agriculture, chasse	6 734	4 810	5 309
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	633	833	919
Industries extractives	8 169	4 744	5 236
- Pétrole brut et gaz naturel	0	0	0
- Autres	8 169	4 744	5 236
Industries manufacturières	63 459	53 026	58 539
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	30 044	25 451	28 098
- Textiles, habillement, cuir	27	18	20
- Industries chimiques	2 700	2 801	3 091
- Autres	30 688	24 756	27 330
Electricité, gaz, eau	22 106	19 268	21 267
Bâtiment, travaux publics	23 754	39 649	43 761
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	85 381	115 773	127 783
- Commerce de gros	72 279	106 238	117 258
- Commerce de détail	8 211	4 177	4 610
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	4 891	5 358	5 915
Transports, entrepôts et communications	102 433	123 894	136 744
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	27 808	93 621	103 340
- Etablissements financiers, assurances	4 450	4 023	4 441
- Affaires immobilières, services aux entreprises	23 358	89 598	98 899
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	44 603	58 811	64 913
- Services divers fournis à la collectivité	17 800	12 368	13 651
- Prêts aux particuliers	19 128	23 221	25 632
- Autres	7 675	23 222	25 630
TOTAL	385 080	514 429	567 811

(*) Les données à fin décembre 2020 sont des estimations.
Source : BCEAO.

NIGER - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

	2018	2019	2020 (*)
	A fin décembre		
	Millions de FCFA		
Secteurs d'activités			
Agriculture, sylviculture et pêche	5 678	4 217	4 666
- Agriculture, chasse	5 672	4 217	4 666
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	6	0	0
Industries extractives	12 604	8 859	9 803
- Pétrole brut et gaz naturel	0	0	0
- Autres	12 604	8 859	9 803
Industries manufacturières	16 533	21 489	23 779
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	6 084	7 752	8 578
- Textiles, habillement, cuir	1 016	1 170	1 295
- Industries chimiques	2 057	1 200	1 328
- Autres	7 376	11 367	12 578
Electricité, gaz, eau	19 251	16 658	18 433
Bâtiment, travaux publics	68 484	60 544	66 995
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	120 427	140 673	155 660
- Commerce de gros	106 086	126 875	140 393
- Commerce de détail	13 884	13 504	14 943
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	457	294	324
Transports, entrepôts et communications	44 071	28 405	31 431
Assurances, aff. immob., serv. Aux entreprises	14 742	10 560	11 684
- Etablissements financiers, assurances	5 272	3 938	4 358
- Affaires immobilières, services aux entreprises	9 470	6 622	7 326
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	89 332	96 032	106 264
- Services divers fournis à la collectivité	1 993	1 532	1 696
- Prêts aux particuliers	28 352	23 816	26 353
- Autres	58 987	70 684	78 215
TOTAL	391 122	387 437	428 715

(*) Les données à fin décembre 2020 sont des estimations.
Source : BCEAO.

NIGER - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

	2018	2019	2020 (*)
	A fin décembre		
	Millions de FCFA		
Secteurs d'activités			
Agriculture, sylviculture et pêche	663	1 454	1 876
- Agriculture, chasse	663	1 454	1 876
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	0	0	0
Industries extractives	4 527	2 058	2 654
- Pétrole brut et gaz naturel	0	0	0
- Autres	4 527	2 058	2 654
Industries manufacturières	19 827	25 702	33 159
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	695	4 298	5 544
- Textiles, habillement, cuir	49	3 267	4 216
- Industries chimiques	960	895	1 154
- Autres	18 123	17 242	22 245
Electricité, gaz, eau	12 596	17 284	22 299
Bâtiment, travaux publics	12 798	30 478	39 322
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	53 426	48 583	62 680
- Commerce de gros	46 332	35 873	46 282
- Commerce de détail	2 374	4 768	6 152
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	4 720	7 942	10 246
Transports, entrepôts et communications	34 355	35 294	45 534
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	19 111	7 065	9 115
- Etablissements financiers, assurances	4 147	1 121	1 447
- Affaires immobilières, services aux entreprises	14 964	5 944	7 668
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	126 052	126 972	163 815
- Services divers fournis à la collectivité	2 649	2 965	3 826
- Prêts aux particuliers	77 417	83 293	107 461
- Autres	45 986	40 714	52 528
TOTAL	283 355	294 890	380 454

(*) Les données à fin décembre 2020 sont des estimations.
Source : BCEAO.

SENEGAL - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

	2018	2019	2020 (*)
	A fin décembre		
	Millions de francs CFA		
Secteurs d'activités			
Agriculture, sylviculture et pêche	52 841	53 662	53 882
- Agriculture, chasse	42 212	44 963	45 148
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	10 629	8 699	8 734
Industries extractives	15 320	26 704	26 814
- Pétrole brut et gaz naturel	2 877	8 580	8 616
- Autres	12 443	18 124	18 198
Industries manufacturières	338 976	436 816	438 611
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	139 782	158 043	158 692
- Textiles, habillement, cuir	6 380	2 803	2 814
- Industries chimiques	79 682	121 943	122 444
- Autres	113 132	154 027	154 661
Electricité, gaz, eau	28 971	45 805	45 994
Bâtiment, travaux publics	101 458	192 490	193 281
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	498 249	563 786	566 102
- Commerce de gros	288 120	317 284	318 587
- Commerce de détail	179 009	220 252	221 157
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	31 120	26 250	26 358
Transports, entrepôts et communications	183 518	189 803	190 582
Assurances, aff. immob., serv. Aux entreprises	114 873	117 366	117 848
- Etablissements financiers, assurances	34 440	36 031	36 178
- Affaires immobilières, services aux entreprises	80 433	81 335	81 670
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	370 472	338 604	339 995
- Services divers fournis à la collectivité	16 939	26 164	26 271
- Prêts aux particuliers	126 389	110 471	110 924
- Autres	227 144	201 969	202 800
TOTAL	1 704 678	1 965 036	1 973 109

(*) Les données à fin décembre 2020 sont des estimations.
Source : BCEAO.

SENEGAL - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

	2018	2019	2020 (*)
	A fin décembre		
	Millions de francs CFA		
Secteurs d'activités			
Agriculture, sylviculture et pêche	15 367	23 189	24 561
- Agriculture, chasse	10 799	18 935	20 056
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	4 568	4 254	4 505
Industries extractives	12 194	18 834	19 950
- Pétrole brut et gaz naturel	8 691	9 195	9 739
- Autres	3 503	9 639	10 211
Industries manufacturières	104 624	101 484	107 490
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	32 695	25 651	27 168
- Textiles, habillement, cuir	1 561	729	772
- Industries chimiques	22 823	21 316	22 578
- Autres	47 545	53 788	56 972
Electricité, gaz, eau	55 585	55 633	58 926
Bâtiment, travaux publics	56 819	39 703	42 058
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	204 615	219 363	232 346
- Commerce de gros	89 731	101 259	107 252
- Commerce de détail	86 251	95 851	101 524
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	28 633	22 253	23 570
Transports, entrepôts et communications	135 904	200 057	211 899
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	118 913	134 830	142 811
- Etablissements financiers, assurances	22 879	24 968	26 446
- Affaires immobilières, services aux entreprises	96 034	109 862	116 365
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	460 869	611 356	647 545
- Services divers fournis à la collectivité	16 195	16 272	17 236
- Prêts aux particuliers	331 448	378 177	400 563
- Autres	113 226	216 907	229 746
TOTAL	1 164 890	1 404 449	1 487 586

(*) Les données à fin décembre 2020 sont des estimations.
Source : BCEAO.

TOGO - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

	2018	2019	2020 (*)
	A fin décembre		
	Millions de francs CFA		
Secteurs d'activités			
Agriculture, sylviculture et pêche	1 037	725	744
- Agriculture, chasse	1 006	725	744
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	31	0	0
Industries extractives	3 882	4 180	4 290
- Pétrole brut et gaz naturel	0	0	0
- Autres	3 882	418	4 290
Industries manufacturières	64 179	33 132	34 001
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	11 939	4 009	4 114
- Textiles, habillement, cuir	197	0	0
- Industries chimiques	18 130	6 927	7 109
- Autres	33 913	22 196	22 778
Electricité, gaz, eau	10 893	10 030	10 293
Bâtiment, travaux publics	69 340	36 757	37 720
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	180 313	134 120	137 639
- Commerce de gros	138 688	115 032	118 050
- Commerce de détail	37 652	15 485	15 891
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	3 973	3 603	3 698
Transports, entrepôts et communications	61 701	48 286	49 553
Assurances, aff. immob., serv. Aux entreprises	16 657	8 781	9 011
- Etablissements financiers, assurances	8 128	2 654	2 724
- Affaires immobilières, services aux entreprises	8 529	6 127	6 287
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	13 243	119 056	122 181
- Services divers fournis à la collectivité	4 067	17 526	17 986
- Prêts aux particuliers	8 686	98 706	101 296
- Autres	490	2 824	2 899
TOTAL	421 245	395 067	405 432

(*) Les données à fin décembre 2020 sont des estimations.
Source : BCEAO.

TOGO - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

	2018	2019	2020 (*)
	A fin décembre		
	Millions de francs CFA		
Secteurs d'activités			
Agriculture, sylviculture et pêche	221	107	94
- Agriculture, chasse	216	103	91
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	5	4	3
Industries extractives	9 255	3 845	3 378
- Pétrole brut et gaz naturel	3 726	3 364	2 955
- Autres	5 529	481	423
Industries manufacturières	9 694	6 448	5 665
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	3 871	909	799
- Textiles, habillement, cuir	0	0	0
- Industries chimiques	3 146	1 225	1 075
- Autres	2 677	4 314	3 791
Electricité, gaz, eau	28 653	29 839	26 214
Bâtiment, travaux publics	44 993	43 114	37 876
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	79 341	75 150	66 020
- Commerce de gros	54 835	45 135	39 651
- Commerce de détail	15 177	21 222	18 644
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	9 329	8 793	7 725
Transports, entrepôts et communications	88 734	95 300	83 722
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	8 488	7 281	6 396
- Etablissements financiers, assurances	564	1 974	1 735
- Affaires immobilières, services aux entreprises	7 924	5 307	4 661
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	161 353	219 690	192 998
- Services divers fournis à la collectivité	37 413	54 951	48 275
- Prêts aux particuliers	117 290	163 584	143 708
- Autres	6 650	1 155	1 015
TOTAL	430 732	480 774	422 363

(*) Les données à fin décembre 2020 sont des estimations.
Source : BCEAO.

UMOA - MOUVEMENTS DE BILLETS ET PIECES AUX GUICHETS DE LA BCEAO

Coupures	Prélèvements		Versements	
	31/12/19	31/12/20	31/12/19	31/12/20
	Milliers de signes monétaires			
Billets	2 694 210	3 002 148	2 505 289	2 713 854
10 000	1 509 557	1 669 417	1 443 121	1 576 408
5 000	528 527	622 808	531 496	543 361
2 500	0	0	0	0
2 000	180 488	204 769	156 420	171 963
1 000	239 142	259 936	190 422	218 253
500	236 496	245 219	183 830	203 870
Pièces	212 400	217 779	10 024	9 519
5 000	1	2	0	0
500	2	6	2 829	2 300
ANC 500 BC	0	0	30	87
250	97	17	686	793
200	6 633	980	2 824	2 847
100	74 529	76 955	2 457	2 485
50	49 922	52 207	501	583
25	24 035	27 469	249	185
10	28 406	32 635	337	204
5	28 622	27 426	63	17
1	154	83	47	17
Total	2 906 609	3 219 928	2 515 313	2 723 373
	Millions de francs CFA			
Billets	18 456 573	20 600 289	17 683 868	19 144 998
10 000	15 095 573	16 694 167	14 431 210	15 764 079
5 000	2 642 634	3 114 039	2 657 481	2 716 804
2 500	0	0	0	0
2 000	360 976	409 538	312 840	343 927
1 000	239 142	259 936	190 422	218 253
500	118 248	122 610	91 915	101 935
Pièces	12 331	11 667	2 447	2 246
5 000	3	8	0	0
500	1	3	1 415	1 150
ANC 500 BC	0	0	15	44
250	24	4	171	198
200	1 327	196	565	569
100	7 453	7 695	246	248
50	2 496	2 610	25	29
25	601	687	6	5
10	284	326	3	2
5	143	137	0	0
1	0	0	0	0
Total	18 468 904	20 611 956	17 686 315	19 147 243

Source : BCEAO.

ADRESSES DES DIFFERENTS SITES DE LA BCEAO

SIEGE SOCIAL

Avenue Abdoulaye FADIGA - Boîte Postale : n° 3108 - Dakar
 Téléphone : (221) 33 839 05 00 - Télécopie : (221) 33 823 93 35
 Site internet : <http://www.bceao.int>
 Courriel : courrier.bceao@bceao.int

BENIN

Cotonou

Avenue Jean-Paul II
 01 Boîte Postale : n° 325 RP
 Téléphone : (229) 21 36 46 00 / 21 31 24 66 / 21 31 24 67
 Télécopie : (229) 21 31 24 65
 Courriel : courrier.BDN@bceao.int

Parakou

Boîte Postale : n° 201
 Téléphone : (229) 23 61 03 25/29
 Télécopie : (229) 23 61 10 91

BURKINA FASO

Ouagadougou

Avenue Gamal Abdel NASSER
 Boîte Postale : 01 BP 356
 Téléphone : (226) 25 49 05 00/01 et 25 30 60 15
 Télécopie : (226) 25 31 01 22
 Courriel : courrier.CDN@bceao.int

Bobo-Dioulasso

Avenue Mamadou KONATE
 Boîte Postale : n° 603
 Téléphone : (226) 20 97 04 44
 Télécopie : (226) 20 97 04 58

COTE D'IVOIRE

Abidjan

Avenue Abdoulaye FADIGA angle Bd. ROUSSEL
 Boîte Postale : 01 1769 Abidjan 01
 Téléphone : (225) 27 20 20 84 00 et 27 20 20 85 00
 Télécopie : (225) 27 20 22 00 40 et 27 20 22 28 52
 Courriel : courrier.ADN@bceao.int

Abengourou

Boîte Postale : n° 905
 Téléphone : (225) 35 91 37 15 et 35 91 38 15
 Télécopie : (225) 35 91 31 76

Bouaké

Boîte Postale : n° 773
 Téléphone : (225) 31 63 33 13 et 31 63 33 14
 Télécopie : (225) 31 63 38 31

Daloa

Boîte Postale : n° 46
 Téléphone : (225) 32 78 38 85
 Télécopie : (225) 32 78 13 10

Korhogo

Boîte Postale : n° 54
 Téléphone : (225) 36 86 01 10 et 36 86 01 11
 Télécopie : (225) 36 86 15 30

Man

Boîte Postale : n° 1017
 Téléphone : (225) 33 79 02 67
 Télécopie : (225) 33 79 02 28

San Pedro

Boîte Postale : n° 387
 Téléphone : (225) 34 71 21 84
 Télécopie : (225) 34 71 24 48

GUINEE-BISSAU

Bissau

Avenida Combatentes da Liberdade da Pátriá
 Boîte Postale : n° 38
 Téléphone : (245) 325 63 25 - 321 55 48 / 321 41 73
 Télécopie : (245) 325 63 00
 Courriel : courrier.SDN@bceao.int

MALI

Bamako

94, Avenue Moussa TRAVELE
 Boîte Postale : n° 206
 Téléphone : (223) 20 70 02 00 / 20 22 25 41 / 20 22 54 06
 Télécopie : (223) 20 22 47 86
 Courriel : courrier.DDN@bceao.int

Mopti

Komoguel II, route de Sévaré
Boîte Postale : n° 180
Téléphone : (223) 20 21 01 02
Télécopie : (223) 21 43 05 07

Sikasso

Rue Mamadou TRAORE
Boîte Postale : n° 453
Téléphone : (223) 21 62 00 77
Télécopie : (223) 21 62 08 79

NIGER**Niamey**

Rue de l'Uranium
Boîte Postale : n° 487
Téléphone : (227) 20 72 33 30 et 20 72 33 40
Télécopie : (227) 20 73 47 43
Courriel : courrier.HDN@bceao.int

Maradi

Boîte Postale : n° 265
Téléphone : (227) 20 41 00 96
Télécopie : (227) 20 41 00 45

Zinder

Boîte Postale : n° 133
Téléphone : (227) 20 51 00 94
Télécopie : (227) 20 51 07 24

SENEGAL**Dakar**

Boulevard du Général De Gaulle x Triangle Sud
Boîte Postale : n° 3159
Téléphone : (221) 33 889 45 45
Télécopie : (221) 33 823 57 57
Courriel : courrier.KDN@bceao.int

Kaolack

Boîte Postale : n° 79
Téléphone : (221) 33 938 40 00
Télécopie : (221) 33 941 33 23

Ziguinchor

Boîte Postale : n° 317
Téléphone : (221) 33 991 10 39 et 33 938 80 35
Télécopie : (221) 33 991 16 59

TOGO**Lomé**

Rue Abdoulaye FADIGA
01 BP 120 Lomé 01 - Togo
Téléphone : (228) 22 23 50 00
Télécopie : (228) 22 23 50 50
Courriel : courrier.TDN@bceao.int

Kara

400 BP 75 Kara - Togo
Téléphone : (228) 26 60 10 79
Télécopie : (228) 26 60 14 69

REPRESENTATION DE LA BCEAO AUPRES DES INSTITUTIONS EUROPEENNES DE COOPERATION

29, rue du Colisée, 75008 Paris, France
Téléphone : (33) 1 42 25 71 60
Télécopie : (33) 1 42 56 00 37
Courriel : bceao@paris-bceao.org

SECRETARIAT GENERAL DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA (CBUMOA)

Boulevard Botreau ROUSSEL (rue privée CRRAE-UMOA)
01 BP 7125 Abidjan - Côte d'Ivoire
Tél. : (225) 20 25 57 57
Fax : (225) 20 22 45 52
Email : courrier.z02sg@bceao.int

ACHEVÉ D'IMPRIMER SUR LES PRESSES
DE L'IMPRIMERIE DE LA BCEAO
AVRIL 2021



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int